

Observatoire *du monde juif*

Dossiers et documents

Le conflit israélo-palestinien

Les médias français sont-ils objectifs?

2000-2002

Que s'est-il passé en France ?

Shmuel Trigano

Pour aborder les faits évoqués et analysés dans ce recueil d'études documentées, il faut sans nul doute entreprendre de se « dégriser ». Dans leur grande majorité, les médias français ont été emportés, depuis le début de la deuxième intifada, par un maelström idéologique qui sort de l'ordinaire, à la fois par son caractère systématique et sa dimension passionnelle. J'entends par là le fait que le discours qu'ils ont souvent produit est en porte à faux avec la réalité des faits autant qu'il est inconscient de ce qu'il profère.

Ce n'est pas la liberté de critiquer Israël qui est en jeu, comme on l'entend dire complaisamment, mais l'excès de la critique, hors de toutes proportions, au point que l'information s'est vue tamisée par les filets d'une idéologie dont les catégories mentales ont déjà commencé à être analysées par de nombreux chercheurs. *L'Observatoire du monde juif* y a lui-même contribué¹ avec une étude sur « Le néo-gauchisme face à Israël ». En un mot, ce discours recycle des thèmes, déjà classiques, du tiers-mondisme et de l'antisionisme, dans les cadres plus actuels de l'anti-mondialisation dont on ne dira jamais combien elle a des atomes crochus avec l'internationale islamiste. Son axe central est de type manichéiste, opposant le Bien et le Mal. Cette grille de lecture de principe, à l'œuvre dans l'immense majorité de la presse, occulte évidemment des parties du réel, en sur-valorise d'autres, est rebelle à toute contradiction venue de la réalité.

Nous y reconnaissons la pensée propre à la « prophétie autoréalisatrice »²: on y part d'une définition erronée de la situation et toute la suite des événements – même les plus contradictoires – est appréhendée à la lumière de cette erreur qui découle le plus souvent d'une projection sur les autres de ce que l'on pense intimement. La fausse conscience s'approfondit ainsi, emportée dans un tourbillon sans fin, jusqu'au jour où le réel fait entendre sa voix de « Com-

mandeur », comme dans le mythe de Don Juan, précipitant ce dernier dans le néant.

On trouvera des illustrations saisissantes de ce trait d'esprit dans ce dossier. La plus flamboyante concerne la fameuse « visite-provocation » (selon la bizarre expression du journal *Le Monde*) de Arik Sharon sur le Mont du Temple³. Même après qu'il ait été avéré que l'Autorité palestinienne avait décidé l'intifada après l'échec des négociations de l'été 2000 à Washington, les médias ont continué d'affirmer que c'est cette visite qui a déclenché l'intifada⁴. Le deuxième fait problématique qui a joué le rôle de déclencheur de la tournure d'esprit que nous analysons a bien été la mort du petit Mohamed Al Dura dont on a accusé péremptoirement Israël, une accusation qui repose avant tout sur l'intime conviction et les présupposés idéologiques des journalistes qui ont tiré une séquence de 55 secondes sur 27 minutes de tournage d'un incident qui a duré dans la réalité 45 minutes. Nul n'a jamais visionné plus que les 4 minutes que les journalistes⁵ ont été rendues publiques

Ces deux vraies-fausse nouvelles ont donné le ton à une véritable campagne d'opinion anti-israélienne qui a dévoyé le récit informatif de façon systématique comme toutes nos études le montrent. Elles constituent les axes mêmes de la prophétie autoréalisatrice qui a inspiré la marée de discours sur ces événements. Elles dessinent en fait le portrait d'un Israël agresseur et inhumain, dans une dénégation de toute contextualisation et, avant tout, des accablantes responsabilités de l'Autorité Palestinienne.

Le discours informatif sur le Proche-Orient s'est voulu moral et moralisateur. Il illustre la confusion des genres qui s'est produite depuis quelques années. Le journaliste n'est pas supposé en effet être un moraliste, ni un philosophe et encore moins un homme politique. Rien ne fonde son autorité et sa compétence sur ce plan-là. Sa vocation est plus humble, il doit « rapporter » les faits en essayant de les établir et pas de les juger. C'est le sens profond du mot anglais de *reporter*. Les guerres de Yougoslavie ont vu naître ce ton journalistique. Elles ont fourni un modèle d'explication universel et c'est dans ces cadres-là que l'on cherche à rendre compte aujourd'hui du conflit israélo-palestinien, de façon tout à fait artificielle. Cette nouvelle version de l'idéal professionnel du journalisme vient en fait de plus loin : de la posture stylistique imprécatrice adoptée par les « Nouveaux philosophes » devant l'effondrement du totalitarisme soviétique. La presse française dans ses journaux les plus sérieux est ainsi peu à peu devenue une presse d'opinion. À son plus grand désavantage car elle condamne son discours au relativisme qui caractérise l'opinion. C'est ce que cette crise nous a révélé. Il semble que l'on

ait perdu toute notion de contexte politique et historique de l'événement. C'est d'ailleurs le propre de la mentalité idéologique que de scotomiser des parties du réel, au profit de ce que la croyance irrationnelle qui la meut veut y trouver.

Un critère d'évaluation

Puisqu'il est question de morale, il faut rappeler tout de même des choses très simples et incontestables qui nous fournissent des critères d'évaluation :

– La crise présente est le résultat du durcissement et du refus des Palestiniens, qui ont opposé une fin de non recevoir aux propositions d'Ehud Barak au printemps 2000 et choisi délibérément l'option de la violence et de l'agression. Des propos tenus depuis les débuts du processus d'Oslo par les responsables palestiniens montrent qu'il s'agit d'une stratégie préméditée.

– La politique des assassinats de masse de civils est l'expression la plus parfaite du terrorisme et rien ne la justifie dans les lois de la morale ni celles de la guerre.

– Si l'on estime que la cession de 98% de la Cisjordanie et Gaza et de la moitié de Jérusalem constitue une mauvaise proposition d'Israël, c'est que l'on conteste, alors, l'existence même de l'État d'Israël. Que peuvent vouloir de plus les Palestiniens sinon sa destruction ou son abaissement ? C'est ce qu'ils ont fait entendre en relançant l'idée « du droit au retour » de 580 000 réfugiés palestiniens originels devenus par hérédité, et de façon unique au monde, 4 000 000 de personnes aujourd'hui. L'invocation du « droit au retour » accréditée de façon subliminale l'idée bizarrement théologique d'un « péché originel d'Israël » qui ne manque pas de faire étonnamment l'économie du destin de 980 000 réfugiés juifs des pays arabes partis avec une valise et dont 600 000 d'entre eux ont trouvé refuge et citoyenneté dans l'État d'Israël, dont ils constituent aujourd'hui la majeure partie de la population.

C'est cet *a priori* – d'une culpabilité essentielle d'Israël – qui encombre tous les esprits et peut expliquer le dévoiement concret des faits auquel on assiste depuis deux ans. La presse française présente, en effet, un « passif » de deux à trois « scandales de Timisoara »⁶. L'un est de moindre importance : il a porté *Libération* à légendiser une photo représentant un Juif ensanglanté face à un policier israélien menaçant, en l'identifiant à un Palestinien, alors que lui-même en était une victime. Les deux autres sont bien plus graves. Dans *Le Nouvel Observateur*, Sarah Daniel accuse Israël de pratiquer une politique programmatique de viol des femmes palestiniennes (modèle serbe oblige !) et dans *Le Monde*, Sylvain Cypel fait une Une et un gros dossier sur un réseau d'espions israéliens aux États-Unis, en rapport avec les attentats du 11 septembre, qui n'a jamais existé... Ces dérapages sont passés inaperçus de l'opinion publique, si ce

ne sont les faibles critiques émanant de l'opinion publique juive.

Les dégâts « collatéraux » en France.

Le lecteur constatera, dans nombre d'articles de ce recueil, combien le préjugé anti-israélien a causé des « dégâts collatéraux » en France. C'est le côté politiquement le plus grave de l'enfièvrement idéologique des deux dernières années. Il a contribué, en effet, à occulter et à déformer l'information sur la vague d'agressions anti-juives qui a suivi l'éclatement de la deuxième intifada. Durant un an, un épais *black out* a fait sentir sa chape de plomb sur la publication de ces faits. On se perd en conjectures sur les conditions de possibilité de ce phénomène incroyable. C'est justement pour faire face à ce silence assourdissant que *l'Observatoire* a été créé et que son acte inaugural fut de publier la liste de ces agressions⁷. Faut-il penser que les journalistes ont pratiqué envers la communauté juive l'amalgame qu'ils ont dénoncé avec militantisme quand il s'est agi de l'islam ? Un amalgame qui, de toutes façons, n'a pas lieu d'être en France et ne repose, de surcroît, sur rien d'objectif. Israël ne pratique pas le terrorisme. Le concept baroque de « terrorisme d'État » n'a été forgé à son propos que pour suggérer son caractère totalitaire⁸ bien qu'il soit la seule démocratie de l'Atlantique à l'Indus.

Est-ce que la condamnation d'Israël a « excusé » objectivement par avance les agressions anti-juives et les a donc encouragées au point qu'elles sont devenues banales et par conséquent imperceptibles ? Hubert Védrine mais aussi Rony Brauman sont allés jusqu'à dire qu'ils les « comprenaient », vu ce qui se passait en Israël... Est-ce que la volée de bois vert, qui s'est abattue sur la communauté juive lors des premières agressions antisémites, au début de l'intifada, a gelé et déconsidéré le traitement journalistique de l'information à ce sujet ? Une dénégaration en règle de la matérialité et de la gravité des faits a été alors faite. Un de nos articles étudie le discours fustigeant le « repli communautaire » des Juifs tenu à ce moment-là.

Toujours est-il que les médias ont fait unanimement obstacle à une information sur des faits réels, les ont condamnés et défigurés quand ils étaient dévoilés, en disqualifiant le témoignage venant des milieux juifs, sous prétexte de leur partialité tandis que les seuls discours juifs accusateurs se sont vus conférer une proportion démesurée. Un discrédit a été jeté sur la communauté juive, dans la plus parfaite bonne conscience et au mépris de la réalité d'une communauté inscrite dans la Cité et le pacte républicain depuis deux siècles, bizarrement accusée de communautarisme comme si elle était née de la dernière pluie. La comparaison avec le traitement journalistique de la communauté musulmane est accablant car elle montre *a contrario* qu'aucune

autocensure, aucun politiquement correct ne prévalent quand il est question de la communauté juive.

Ainsi le dérapage des médias sur le conflit du Proche-Orient a-t-il eu d'inquiétantes conséquences sur l'opinion française, sans compter qu'il a contribué à produire *de facto* un climat « compréhensif » pour les manquements à l'ordre public dont les Juifs ont été les victimes.

Les journalistes manipulent de l'explosif avec ces matières symboliques, hautement fissiles. Leur responsabilité politique n'en est que plus grande, car tout le débat public dépend de la mise de fond que constitue la fabrication des nouvelles. C'est tout le processus de la démocratie et son avenir qui en dépendent.

Le dérapage médiatique et politique concernant Israël, le rapport trouble des médias et des politiques au phénomène antisémite annonçaient et préparaient la crise politique et morale que les élections de juin 2002 ont abruptement révélée. Elle n'a pas fini de faire sentir ses effets.

-
1. Cf. *Observatoire du monde juif* n° 3 : « Le néo-gauchisme face à Israël », juin 2002
 2. Cf. *Observatoire du monde juif* n°2 « Le récit journalistique et la "prophétie auto-réalisatrice" », mars 2002,
 3. Ce terme – le plus souvent occulté – est important car A. Sharon ne s'est jamais approché ni n'est jamais entré dans l'« esplanade des Mosquées » qui ne représente qu'un espace du Mont du Temple
 4. Cf. *infra* l'analyse de Clément Weill Raynal
 5. Un film exposant le caractère problématique de cet événement a été réalisé par la télévision allemande ARD. Le verrons-nous un jour en France ?
 6. Cf. les détails, dans les différents articles du dossier
 7. Cf. *Observatoire du monde juif* n°1, « Les Juifs de France, victimes de l'intifada ? », novembre 2001
 8. L'emploi du terme de « refuzniks » pour désigner les objecteurs de conscience israéliens, une infime minorité, que les organisations pro-palestiniennes promènent de ville en ville, vise également à assimiler Israël à un État totalitaire : ce terme désigne en effet les Juifs qui affirmèrent, au péril de leur vie, leur judéité persécutée par l'État soviétique.

État des lieux au 31 mai 2002

Qu'avons-nous appris des médias ?

Catherine Leuchter

Désinformation. Le terme est ingrat, ce qu'il recèle l'est encore plus. À la différence de la propagande, la désinformation se base sur des faits avérés. Si on nous annonce mort d'homme, c'est qu'il y a eu en effet mort d'homme. Mais l'information factuelle est ensuite détournée, elle subit une telle distorsion que la simple présentation des faits devient alors un acte d'accusation. Car autour du fait, viennent se greffer des scories visibles ou invisibles : occultation pure et simple de certains événements participant de l'actualité traitée - et qui parfois inversent totalement les conclusions - déséquilibre par absence de débat contradictoire, non équilibre de la parole donnée, non-dit, choix tendancieux des mots et des images, compassionnel, manque de contexte historique, et même inexacitudes (à noter que ces erreurs sont généralement noyées dans un récit véridique, ce qui les rend pernicieuses et difficiles à déceler).

Mais nous en sommes arrivés à un tel point du parti pris dans l'information, à un tel point de manichéisme, que même ce qui relève de la propagande pure trouve un relais dans les médias.

Et cette désinformation est loin d'être le fait de quelques médias en particulier (bien que certains soient franchement, ou plus hypocritement, totalement manipulateur d'opinion) ; il s'agit plutôt d'une diffusion tous azimuts, qui, répartie parmi presque tous les médias, donne un ton monocorde et unilatéral d'un problème si complexe.

Nous avons choisi de présenter certains aspects¹ du conflit israélo-palestinien à travers les récits et analyses qui en ont été faits par les médias. Plus exactement, nous avons défini une typologie de la désinformation en l'illustrant d'exemples glanés dans la presse, à la radio et à la télévision ; les exemples ne manquant pas, bien au contraire, il a fallu se restreindre à quelques uns d'entre eux, travailler plus dans le qualitatif que dans le quantitatif.

Nous nous sommes cantonnés aux médias dits « généralistes ». Il ne s'agit pas pour autant d'un acte d'accusation à l'encontre des médias. Les exemples empruntés ne condamnent pas tel ou tel média en particulier, et inversement, les médias non cités ne sont pas forcément exempts de critiques au sens de notre analyse.

Avec une telle typologie, il arrive qu'un même thème soit traité à un certain niveau d'analyse, alors même que, souvent, le contenu d'une information répond à plusieurs critères de désinformation. Afin de caractériser ladite désinformation, les exemples sont entourés de mises au point historiques ou factuelles. Cela demeure cependant un dossier technique, qui emprunte à d'autres sources d'information. Bien sûr, on pourra faire la critique du choix partisan pour raconter des faits, des événements, et même les sources auxquelles nous avons puisé. Mais une information juste et équilibrée passe aussi par-là, par l'écoute d'un discours qui aborde différemment le sujet.

Constatant que les gens de bonne volonté n'ont pas les moyens de se faire une opinion – quelle qu'elle soit – mais une opinion basée sur un débat contradictoire, considérant que la transcription d'une histoire, surtout quand elle est polémique, s'enrichit de ses diverses sources, nous avons soulevé des aspects négligés ou bafoués par les médias et la propagande, et qui jettent une lumière différente sur ce conflit. Cela peut surprendre, tant le ressassement du même type de désinformation a produit des références à ne plus remettre en question, des visions tendancieuses érigées en vérité. Toute entreprise d'information digne de ce nom se doit de prendre le temps, d'autant qu'il s'agit en plus de déconditionner des réflexes et des schémas de pensées. On nous pardonnera donc notre prolixité.

ACTE I : LES FAITS

La construction de la réalité se fait à travers plusieurs prismes, par les différentes facettes des partis en jeu. Les faits en eux-mêmes ne constituent pas la réalité, même s'ils sont une réalité. Les médias donnent à voir, mais dans le conflit israélo-palestinien, le prisme palestinien a été surexposé, non pas en même temps, mais au détriment de la réalité israélienne. Le projecteur qui balaie l'actualité ne quadrille pas tous les recoins de la scène pour rendre visible le premier plan et le décor, l'arbre et la forêt qu'il cache. Non, le projecteur procède par plans fixes d'un même angle de vision, inondant d'une même lumière crue quelques endroits, toujours les mêmes, plongeant le reste dans une obscurité opaque à laquelle les yeux ne peuvent s'habituer, happés par l'émanation de clarté.

CHAMP ET HORS-CHAMP VISUEL : MENSONGES PAR SUREXPOSITION ET PAR OMISSION

L'image travaille dans le registre de l'émotion, son impact est immédiat. Les images « chocs » de surcroît nourrissent l'indignation facile et la non-réflexion. Les sentiments demeurent, les faits sont oubliés. Une image peut s'inscrire à vie en nous sans que nous la rattachions forcément à un événement. Les images vont construire une réalité émotionnelle en chacun de nous, avant tout commentaire, et même indépendamment de tout commentaire.

« Nous vivons dans des démocraties où les images pèsent plus que la mise en perspective des choses » dit si justement François Zimeray, Eurodéputé français. C'est pourquoi ce qui est donné à montrer sera décisif pour la suite de la perception du conflit proche-oriental.

Le champ visuel : une version sélective de la réalité

L'image emblématique de ce nouveau conflit israélien, c'est celle d'un jeune Palestinien lançant une pierre à un tank israélien. Cet icône est accompagné de sa légende, « David et Goliath ». Nous avons vu cette image à de nombreuses reprises dans les médias, y compris dans la presse jeune, et c'est encore cette image qui a été choisie pour la publicité du festival du reportage journalistique qui se déroule chaque année à Perpignan (Perpignan, 2001). L'enfant est de dos, vulnérable, en train de lancer une pierre à un tank imposant qui lui fait face. Un enfant contre un tank, peut-on imaginer plus disproportionné ? Plus injuste ? Plus féroce ?

L'emblème, c'est aussi et surtout la mort du petit Mohammad en direct, diffusé sur toutes les chaînes de télévision du monde, et la reprise de l'image du garçon de douze ans blotti contre son père, adossés à un mur, dans de nombreux supports papiers. La mort étant survenue lors d'un échange de tirs entre Israéliens et Palestiniens (le 30 septembre 2000), et l'enfant étant palestinien, ainsi le petit Mohammad a été tué par les Israéliens. Cet événement est devenu un puissant symbole de l'intifada. Le genre de symbole qui est voué à demeurer dans l'Histoire.

Dans l'imaginaire collectif, peut ainsi se constituer le schéma simple à assimiler : les tueurs d'enfants d'un côté, assimilables à des bourreaux, et la victime innocente par essence, l'enfant.

D'autres images viennent non pas remplacer les précédentes, mais se surajouter à elles. Noël 2001, le gouvernement israélien empêche Arafat de se rendre à Bethléhem pour la messe de minuit. « (...) L'image, diffusée hier dans le monde entier, de la chaise vide couverte de son seul keffieh noir et blanc dans l'église de Bethléem, a sans doute fait plus pour la renommée du

vieux chef que tous les discours ». (*Libération*, 26 décembre 2001). C'est en montrant « dans *Le Monde* entier » ces images que l'on entérine la conception selon laquelle Arafat est victime de Sharon. C'est encore David et Goliath qui nous est conté.

« On connaît le théorème de saint Thomas : tant que je ne verrai pas, je ne croirai pas. Lequel Thomas, logique avec lui-même, après avoir vu, crut. Conclusion : pour croire, il suffit de voir (...) La télévision, dont le principe de base n'est pas très éloigné : voyez et croyez » (*Télérama*, 6 décembre 2000, chronique d'Alain Rémond). Nous ne voulons pas dire par là que les images montrées étaient fausses : le petit Mohammad est malheureusement bien mort, Arafat n'est pas allé à Bethléhem pour Noël et il fut effectivement éclairé à la bougie à Ramallah. Ce qu'il manque, pour non plus ressentir mais comprendre, c'est le film complet et non pas la bande annonce qui nous est proposée. Le script intégral, la contextualisation. La décontextualisation est un mensonge par omission.

Le hors-champ visuel : le contexte éliidé

Par facilité, par fascination, on tend à oublier qu'autour de l'image montrée, il y a tout ce que l'on ne voit pas, tant dans le temps (ce qui a amené à ce que l'on voit) que dans l'espace (ce qu'il y a autour de ce qui est montré). On peut même pousser le raisonnement plus loin et se demander dans quelle mesure la présence même de journalistes n'influe-t-elle pas le déroulement de la scène.

Revenons à la mort du petit Mohammad. Si, dans les tous premiers moments qui suivirent la mort du garçon de 12 ans, il y eut un très court laps de temps pour s'interroger sur l'origine de la balle, nous sommes très vite arrivés à la conclusion qu'il « a été tué sous les balles israéliennes ». « Ces quelques mots traduisent ce que j'ai vu, et des dizaines de millions de téléspectateurs à travers le monde : Mohammad qui meurt dans les bras de son père, tué par une balle israélienne » (*Télérama*, 6 décembre 2000, chronique d'Alain Rémond).

Quelques exemples glanés dans les médias, et révélateurs de l'esprit général, nous montrent comment nous sommes passés d'une image à une conclusion définitive, sans qu'aucun élément nouveau ne soit intervenu : Début de l'article : « ...apparemment par des balles israéliennes... » ; au milieu : « ...le film ne montre pas qui a tiré, mais les tirs semblent provenir de la position israélienne » (*La Dépêche du Midi*, 2 octobre 2000). Dans *Télérama* du 25 octobre 2000 – dans un dossier par ailleurs très bien fait et intitulé « les images de la haine » - on peut lire : « C'est *France 2* qui, la première, a diffusé les images

du drame de Netzarim [à Gaza] : on y voyait un petit garçon de douze ans, Mohammad el-Dirah, être abattu par des soldats israéliens, pendant que son père, qui sera lui-même blessé, tentait de le protéger ».30 septembre 2000 – 25 octobre 2000 : même pas un mois a suffi pour l'immense majorité des médias, presse, télé et radio, et pour l'écrasante majorité du public, pour accréditer la thèse selon laquelle les Israéliens ont tiré sur le petit Mohammad. A tel point d'ailleurs que le porte-parole de Tsahal a présenté ses excuses, et le rabbin français Gilles Bernheim, le jour de Kippour, a demandé pardon pour les victimes palestiniennes.

Et pourtant, il y a quelque chose de trouble dans cette affaire vite conclue. L'armée israélienne décide de faire une investigation, notamment grâce à la scène filmée par un autre cameraman (avec un angle de vue plus large, on voit notamment un tireur palestinien, invisible dans le premier reportage, qui tire dans la direction de Mohammad et de son père), et par une étude balistique (l'autopsie du corps a été refusée par l'Autorité palestinienne). La conclusion est qu'il est fort probable que la balle meurtrière ait été palestinienne. Ceci dérange, *France 2* le 3 décembre 2000 (Journal de 20h) émet quelques doutes, mais finalement, on se rend compte que la première conclusion a force de loi. Car l'image a force de loi et balaie l'analyse critique. Du moins, si cette analyse critique a lieu, elle a un écho trop faible. Le mal est fait. Ayant moins peur d'ébranler le mythe, la première chaîne de télévision allemande, *ARD*, décide de diffuser le 18 mars 2002 (soit 17 mois après l'événement) le reportage d'Esther Shapira, dans lequel l'auteur montre « qu'il y a de sérieux indices qui suggèrent que des tireurs palestiniens peuvent être à l'origine de la mort du petit garçon », écrit dans un communiqué Hessischer Rundfunk, l'un des membres régionaux de la télévision *ARD*.

L'émission fait ressortir deux stades d'autocensure individuelle dans la couverture du tir : le cameraman palestinien, Talal Abu Rahme, qui a filmé la mort de Mohammed Al-Dura, n'a fourni que quelques minutes de son film pour la diffusion (environ 6 minutes), et le service qui l'a reçu n'en a diffusé qu'une séquence de moins d'une minute. En outre, une grosse pierre qui masquait Mohammad et son père du champ visuel des forces de Tsahal a été ôtée par « quelqu'un », durant la nuit, et remplacée par une roche plate. Le cameraman palestinien, Talal Abu Rahme, qui a filmé la mort de Mohammed, le 30 septembre 2000, a refusé de commenter le reportage d'*ARD*. Dans son témoignage initial, Abu Rahme avait affirmé que les Palestiniens armés n'avaient pas tiré au moment où le garçon a été tué. La télévision française, et en particulier *France 2*, qui a fait découvrir l'affaire au monde entier, refuse de diffuser cette enquête.

A partir du postulat selon lequel Mohammad a été tué par les Israéliens, il est désormais facile de coller au thème bourreau/victime. La mort du petit Mohammad a ouvert les vannes du sensationnel, et les journalistes ne les ont pas encore refermées : « ...ce sont des engins de guerre qu'utilise l'armée israélienne et ce sont des enfants victimes de la guerre qu'enterrent les foules palestiniennes... » (*La Dépêche du Midi*, éditorial du 5 octobre 2000). Dans la *République du Centre* du 5 octobre 2000, un certain Michaël Davie, professeur à l'université de Tours (et présenté comme un spécialiste du Proche-Orient) répond aux questions de Claude Gagnepain : « en tuant délibérément des adolescents qui les attaquent avec des pierres, les militaires israéliens ne trahissent-ils pas une volonté politique de faire échouer le processus de paix ? ». Réponse de Mr Davie : « dans le cas d'une paix stable l'armée israélienne, en tant que classe, serait marginalisée. Israël deviendrait pour la première fois de son existence un pays normal où l'on prononcerait peut être le mot démocratie... ».

D'une part le « spécialiste » et professeur ne remet pas en question l'assertion qui veut que les soldats israéliens tuent « délibérément des adolescents », mais l'on apprend aussi qu'Israël n'est pas une démocratie. Quant aux enfants, aux bébés israéliens tués réellement délibérément, le Judaïsme nous invitait à ne pas regarder un mort - par décence, par pudeur, pour le caractère sacré de la vie - ils « n'existent pas », puisque les images spectaculaires, les effroyables carnages, les enfants et bébés déchiquetés ne sont pas donnés à voir aux médias.

Pour rester dans le cadre du hors-champ visuel, nous nous focaliserons sur la mort des jeunes palestiniens. A Beit Jala, à Rafiah ou ailleurs, il n'apparaît peu ou pas que les tireurs palestiniens sont volontairement embusqués dans des églises ou derrière une école palestinienne pour provoquer sciemment des tirs israéliens contre des sites religieux ou pire, contre des enfants (quelle notion du respect de la vie humaine, de la vie de leurs concitoyens, ont-ils donc ?). « Je comprends qu'un certain nombre de gens soient perturbés, choqués. En plus, on ne voit que les photos des bavures puisqu'ils² s'arrangent bien-sûr non seulement pour qu'il y ait des cibles militaires à côté d'hôpitaux, d'écoles ou de mosquées, mais ils s'arrangent avec certaines télévisions pour ne montrer que ça. (...) Est-ce que ça rend l'extinction de ce système terroriste moins indispensable pour tout le monde ? Je ne crois pas non plus ».

Et pour cause, cela n'est pas montré. Ce qui n'est pas montré n'a pas d'existence pour le spectateur. Et celui qui parle de ce qui n'existe pas est facilement pris pour un menteur et un agent de propagande. C'est que la guerre est aussi médiatique, et les Palestiniens l'ont bien compris. Pour émouvoir l'opinion, ils

sont prêts à des sacrifices qui devraient nous choquer, mais qui passés sous le filtre opaque des médias, paraissent alors comme d'odieux crimes israéliens.

« Au Conseil, nous avons pris la décision avant-hier d'arrêter d'envoyer nos enfants se faire massacrer [sept semaines après le début de l'Intifada]. Ce n'est pas efficace de montrer des martyrs », déclare Abdelhamid Marwan, Vice-ministre du logement, membre du Conseil de l'OLP et du Fatah. De fait, à la mi-janvier 2001, les enfants disparaîtront pratiquement de la scène pour laisser la place à leurs aînés. Les enfants furent non seulement envoyés en première ligne par les responsables du Fatah et du Tanzim, quant à eux dotés d'armes sophistiquées, mais ils ont également été formés dans des « camps d'été » à la manipulation d'armes : 27.000 jeunes de 7 à 18 ans furent ainsi formés durant l'été 2000 (donc avant l'intifada). A Jenine, durant l'opération rempart (mars/avril 2002), le recours aux enfants nous est confirmé de source palestinienne : « Certains jeunes remplissaient résolument leurs cartables d'engins explosifs ». (Cheik Jamal Abu Al-Hija - *Palestine-info* – *www.palestine-info.info* – 20 avril 2002). Abu Jandal, commandant du Jihad islamique au camp de Jenine : « Croyez-moi quand je vous dis qu'il y a des enfants postés dans des maisons à côté de ceintures d'explosifs... Aujourd'hui, un enfant est venu me trouver avec son cartable ; je lui ai demandé ce qu'il voulait. Il m'a dit : 'Au lieu de livres, je veux un engin explosif, pour attaquer...' » (Interview à la télévision qatar *Al-Jazira*). Voilà un aspect de l'instrumentation des enfants qui est pratiquement invisible dans le paysage médiatique.

Quant à l'autre aspect de David et Goliath que nous évoquions, les Israéliens troublant l'harmonie entre chrétiens et musulmans à Bethlehem, il faudra là aussi apprendre à dépasser l'image du keffieh d'Arafat sur le siège vide de la Basilique.

Depuis que Bethlehem est une ville autonome, gérée par l'Autorité palestinienne, (Accords d'Oslo, 1995), la population arabe chrétienne est passée de 60% de la population totale à 20% aujourd'hui. Beaucoup ont émigré vers la proche ville de Beit Jala. Alexandra Schwartzbrod, envoyée spéciale de *Libération*, raconte dans un article du 9 novembre 2001 « Chrétiens et musulmans en guerre larvée à Betléhem », comment la communauté chrétienne de Bethlehem subit des rackets, dénoncés par un haut responsable chrétien palestinien, des « offensives » menées contre les chrétiens par le Tanzim, la milice du Fatah : « Ceux-là même qui tirent de chez nous sur la colonie juive de Gilo ont pris le contrôle de Bethléem et Beit Jala, se livrent au racket et tuent les chrétiens qui refusent de se soumettre ». « Un riche homme d'affaires chrétien de Beit Jala a ainsi récemment reçu la visite d'un homme se réclamant de l'Autorité palestinienne et exigeant 100 000 shekels pour acheter quatre M-16 neufs. Son

fil raconte qu'il a refusé de payer et que des hommes, à bord d'une voiture aux vitres fumées, sont venus le lendemain le mitrailler sur sa terrasse. Il s'en est sorti de justesse mais d'autres n'ont pas eu cette chance. Deux sœurs de 18 et 24 ans ont été abattues cet été par un commando. Certains les accusaient d'avoir offert du café aux soldats israéliens lors d'une première occupation de Beit Jala, en août ». Un groupe de notables chrétiens a adressé une « lettre ouverte au président Arafat pour dénoncer leurs souffrances. Selon un tour de passe-passe bien connu de lui, Arafat déclare, à propos de la lettre des chrétiens : « Oui, j'en ai entendu parler... Nos services ont fait une enquête. Ce sont les Israéliens qui en sont à l'origine. Ils voulaient jeter le trouble entre chrétiens et musulmans »...

Une fois n'est pas coutume, faisons honneur à *Libération* d'avoir rendu visible cet aspect des relations entre chrétiens et musulmans. Mais puisque l'image de la chaise vide d'Arafat à la Basilique de Bethlehem a été totalement déconnectée de ce contexte, la complexité de la situation a encore une fois été totalement illisible, la création d'une image simplificatrice a travesti la réalité. Le fait est qu'Arafat a toujours embrassé les symboles chrétiens quand il s'agissait de déposséder les Juifs de leur héritage et de gagner la sympathie du monde chrétien à l'étranger. Ainsi, la messe de Bethléem fut transformée en un symbole du nationalisme palestinien. Entre deux pôles extrêmes, l'enfant et le soldat, va se décliner un gradient – femmes palestiniennes, peuple palestinien, ... civils israéliens, leaders israéliens – gradient polarisé du plus innocent au plus coupable, du plus justifiable au plus accusable.

Check-points : le spectacle de l'humiliation

Check-points, points de passages, barrages... ce sont ici des civils palestiniens et des soldats israéliens qui sont mis en scène. Nous restons dans le même filon émotionnel. Les images peuvent être radiophoniques : la technique consiste à restituer l'atmosphère sonore, les bruits perçus. Une sorte de photographie sonore de l'événement. Dans un reportage de *France Info*, le 13 janvier 2001, le reporter Frédéric Barrère restitue ainsi l'ambiance à un point de passage lors d'un bouclage de la bande de Gaza : il nous fait entendre les bruits de klaxons, des voix masculines en fond qui semblent en colère. Puis on entend Raja, bloqué à cet endroit, appeler sa famille (bruit d'un numéro composé au téléphone, paroles en arabe). Du reporter lui-même, on a le droit à des commentaires tels que « Gaza est coupée en trois, la population n'a plus le droit de se déplacer. Personne ne passe à pied, ni même les chiens. Les soldats israéliens tirent aussi sur les chiens ». Et pour finir : « C'est une armée de barbares qui se trouve dans la bande de Gaza. L'armée israélienne est sans

pitié, méprisante et cruelle. Elle humilie la population. A Gaza, l'État israélien traite mieux les palmiers que les chiens, elle traite mieux les palmiers que les gens ».

Ce terme « d'humiliation » va devenir un leitmotiv. Les barrages de l'armée israélienne sont présentés comme des vexations de la part des Israéliens à l'encontre des Palestiniens. Certes, il est humiliant, gênant, désagréable de se voir bloqué à un barrage. Mais il est aussi autrement plus humiliant, plus douloureux, plus irréversible de voir son fils, sa mère, son frère déchiqueté par une bombe vivante, la cervelle explosée, tellement méconnaissable dans cette mort qu'il faille des analyses ADN pour identifier les victimes. « Raja est parti de chez lui le matin, il n'a pas pu rentrer le soir » nous dit Frédéric Barrère dans son reportage sur *France Info*. Des Israéliens partent de chez eux le matin et ne reviennent jamais, ils ont eu le malheur de prendre un bus, d'aller à l'école ou faire des courses : les lambeaux ensanglantés de leur chair parsèmeront le sol, l'âme ensanglantée de leur famille vivra avec la douleur et l'absence.

– 29 janvier 2002, inspection de routine au barrage Magav, en Samarie. Un Palestinien recherché par Israël est arrêté, déguisé en médecin dans une ambulance palestinienne qui contient une grande quantité d'explosifs. Notons au passage que Tsahal a l'ordre de laisser passer les véritables cas d'urgence médicale, et le plus vite possible.

– 6 février 2002 : un barrage en Cisjordanie permet d'arrêter un camion de légumes se rendant de Naplouse à Jénine. Non pas à cause des légumes, mais parce qu'ils cachaient des missiles Qassam-2 (missiles d'une portée de 6 à 12 km) (*Reuters*). Le Hamas a annoncé - vidéo destinée aux médias à l'appui - son succès dans la fabrication de missiles sol-sol (les 10 et 12 février, des militants du Hamas ont tiré des missiles Qassam-2 sur le territoire israélien depuis la Cisjordanie).

– Le même jour (6 février), deux Palestiniens portant une grande charge explosive sont arrêtés à un check-point en Cisjordanie. Ils s'apprêtaient à entrer en Israël.

– Parfois, les barrages échouent à intercepter des terroristes. Parfois aussi, leur attaque échoue tout de même. Le 8 février 2002, deux Palestiniens passent la frontière entre la bande de Gaza Nord et pénètrent en Israël. C'est alors que leur voiture explose, leur bombe s'exprimant prématurément. (Notons que ce genre d'information n'a été relaté ni par *Le Monde*, ni par *Libération*, par exemple).

– 26 mars 2002 : Deux hommes du Fatah, membres des brigades des martyrs d'Al-Aqsa, ont été tués suite à l'explosion de leur véhicule près d'un check-

point « surprise » à l'entrée de Jérusalem.

Le même jour, un terroriste portant une ceinture d'explosifs est surpris par un barrage et tente de se faire exploser devant les policiers israéliens, sans succès. Il jette la ceinture d'explosifs et s'enfuit.

Les exemples sont légion, puisque entre le 29 septembre 2000 et le 16 avril 2002, ce sont 12.619 attaques et tentatives d'attaques qui ont été enregistrées (une moyenne de 600 par mois). Plus de 80% a été déjoué, et si l'on ne dénombre à la mi-avril 2002 « que » 470 morts côté israélien (dont 70% de civils) et 3830 blessés, c'est bien par ce qu'il y a des points de contrôle. Pourtant, la tendance générale d'accusation d'Israël persiste obstinément. Quand un terroriste du Fatah qui s'apprêtait à effectuer un attentat-suicide a été tué, *l'Humanité* (2 novembre 2001) écrit : « Loin de Jérusalem et des médias occidentaux, l'armée israélienne tient les populations palestiniennes dans un étouffement sanglant. Naplouse, Jenine, Kalkiliya ou Tulkarem, l'encerclement se poursuit depuis douze jours. Entrer ou sortir de ces villes relève de l'aventure. Une aventure qui, parfois, se termine mal, les soldats israéliens n'hésitant pas à faire un carton. Juste pour le plaisir. Qui pourra contredire le communiqué officiel faisant état d'un « terroriste » palestinien stoppé de justesse ? ». Les contrôles sont plus qu'une « vexation », ils sont une fin en soi, « juste pour le plaisir » ; et les « terroristes » entre guillemets ne le seraient que parce que Tsahal l'a décidé...

Israël, plus occupé à assurer la sécurité de ses citoyens, et qui a déjà perdu les premières batailles de la guerre des images, se prête alors au jeu et s'encourage de caméra – puisque les médias veulent des images – pour montrer que les barrages sont conçus uniquement comme des mesures d'évitement des attentats. Ainsi, un de ces films, dix-huit mois après le début de l'intifada, est enfin montré dans les médias occidentaux. Le 27 mars 2002, on peut voir l'arrestation d'une ambulance du Croissant-rouge, les soldats qui contrôlent l'identité des passagers, les font sortir, envoient un robot inspecter l'ambulance, petit robot qui en sort des explosifs. Le 28 mars David Pujadas, au journal télévisé de *France 2*, devait concéder que les faits avaient donné raison aux autorités israéliennes qui pratiquent systématiquement ce type d'inspection car ce jour là, une ambulance cachant une grande quantité d'explosifs avait été arrêtée à un barrage. Les Palestiniens ont affirmé que les Israéliens avaient eux-mêmes placé la bombe sous le lit d'enfant pour les en accuser...

Dans les territoires juste après le 11 septembre : la version politiquement correcte

Le 13 septembre 2001, deux jours après l'attentat aux États-Unis, Frédéric

Barrère sur *France Info* commente ainsi les manifestations de joie de certains Palestiniens dont les images ont été retransmises : Question : « Que peut-on penser des manifestations de joie en Palestine ? ». Réponse de Barrère : « ...les plans de la caméra sont très serrés... et ne permettent pas de rendre compte du caractère très marginal de ce phénomène... » Ce qui est ici intéressant de notre point de vue ici, ce n'est pas la vérité de ce propos, que nous allons aborder. C'est qu'un journaliste d'une radio très écoutée met en cause la distorsion entre réalité et son interprétation par les médias télévisés. Dans ce cas, pourquoi ne l'a-t-il pas fait en ce qui concerne la mort de Mohammad filmé en direct par un journaliste de *France 2* ? Et en ce qui concerne les images montrant des soldats israéliens armés, les méchants, contre d'innocentes victimes palestiniennes ? Pourquoi à ces moments ne nous a-t-on pas montré les tireurs palestiniens embusqués derrière les jeteurs de pierres ?

Quant au « caractère marginal de ce phénomène », on peut se poser de sérieuses questions.

Si les « plans de la caméra étaient très serrés », ils ne permettaient justement pas de rendre compte de l'ampleur de ce phénomène, du phénomène de joie suite à l'attentat du 11 septembre, manifesté ostensiblement ou discrètement, non seulement à l'endroit filmé, mais ailleurs en territoires palestiniens (et aussi au Liban, en Syrie...). Elisabeth Burba, journaliste italienne, était le 11 septembre au Liban. Elle a assisté dans les rues libanaises, stupéfaite, à des scènes de liesse non contenue, chez toutes les couches de la population, même chez les plus occidentalisées attablées dans de chics cafés et buvant du Coca-Cola. Rentrée à son hôtel, elle regarde la *BBC*, et constate les célébrations de joie des Palestiniens, que le commentateur anglais réduit comme son confrère français à une portion congrue. Etonnée, après ce qu'elle a vu dans les rues libanaises, elle s'enquiert de demander à des Arabes modérés si c'était bien le cas. « Non sens » répondit l'un d'eux, parlant au nom des autres. « 90% du monde arabe pensent que les Américains ont ce qu'ils méritent ». (*The Wall Street Journal Europe*, 19 September 2001). Mais qu'importe. Arafat, qui maîtrise très bien l'appareil médiatique, s'est empressé de donner son sang pour les Américains face aux caméras, tout en rejetant la suggestion selon laquelle son peuple s'était réjoui à propos de l'attaque terroriste. « Cela concerne moins de 10 enfants à Jérusalem » dit-il.

CHAMP ET HORS-CHAMP SEMANTIQUE

Les mots s'adressent à notre réflexion, ils travaillent en profondeur. Nommer une chose, c'est lui attribuer une idée, une signification. C'est parfois aussi

induire un sens. Et ne pas la nommer, a contrario, c'est lui enlever une existence. Le choix des mots, dans les exemples cités ci-après, font partie du scénario qui contribue chaque jour à délégitimer Israël et à justifier des actes meurtriers de terrorisme, l'un allant avec l'autre d'ailleurs.

Des « guides spirituels » et des « résistants » : une terminologie partisane

Le Cheikh Yassine est interviewé dans *Le Figaro* (13 septembre 2001) à propos de l'attentat du 11 septembre. Il est présenté comme le « chef spirituel et politique » du Hamas à Gaza. On y apprend en outre que l'attentat vient de l'intérieur des États-Unis (bien avant un « effroyable imposteur »...), qu'il est dû à des organisations sionistes, un gang sioniste même, les seuls à pouvoir profiter de l'attentat...

C'est donc un « chef spirituel » qui cautionne et encourage des attentats et attaques suicides, qui prône une charte (la charte du Hamas) où l'on peut lire notamment : « Le Prophète, que la prière et la paix soient sur lui, a dit : Le temps ne viendra pas avant que les Musulmans ne combattent les Juifs et ne les tuent ; jusqu'à ce que les Juifs se cachent derrière des rochers et des arbres, et ceux-ci appelleront : Ô Musulman, il y a un Juif qui se cache derrière moi, viens et tue-le ! (Extrait de l'article 7).

Mais il y a plus. Ceux qui tuent délibérément des civils, ceux qui se font sauter au milieu de la foule, sont des « activistes », des « militants », des « résistants », des « responsables locaux », voire même des « cadres ». Le 31 octobre 2001, *France Info* annonce dans ses titres « quatre activistes tués par l'armée israélienne ». *France Inter* préfère parler de « Palestiniens tués par l'armée israélienne ». Qui sont ces hommes ? Tous quatre ont de nombreux attentats à leur actif. L'un d'entre eux notamment, Jamil Jadallah (Hamas), est responsable de nombreux attentats, dont celui du Dolphinarium, du centre commercial de Netanya etc. (toujours des attaques contre des civils au cœur d'Israël). Il est sur la liste des terroristes recherchés par Israël, liste transmise à l'Autorité palestinienne. Evadé de prison et circulant en toute liberté, il a continué ses activités au sein du Hamas. Deux autres s'apprêtaient à effectuer un attentat-suicide en Israël (comme on l'a vu dans les check-points, il n'est parfois pas possible d'arrêter un terroriste qui est prêt à se faire sauter sur vous). Pour *RTL*, l'homme qui a tué quatre israéliens à Adoura, le 27 avril dernier, dont une fillette de 5 ans tuée dans son lit, est un « activiste palestinien ».

Le terme « terroriste » n'apparaît qu'entre guillemets, lorsqu'il est cité par des sources israéliennes. Les groupes qui organisent ces attentats terroristes, que ce soit le Jihad islamique, le Hamas, le Fatah (Tanzim, Brigades des mar-

tyrs d'Al-Aqsa), le FPLP ou autre, sont des « mouvements », des « groupes armés », des « ailes militaires », des « mouvements de résistance ». La connotation militaire (et parfois politique) de ces termes occulte la dimension terroriste de ces organisations. Tout au plus, le Jihad et le Hamas sont-ils qualifiés de « groupes radicaux », parfois intégristes et islamistes.

Pour *France 2* (6 mars 2002), « la résistance palestinienne est de plus en plus efficace ». En effet, pour le seul mois de mars 2002, il y eut plus de 40 attaques meurtrières, tuant 120 personnes et en blessant des centaines. Quand Tsahal exécute le 27 août 2001 le chef du FPLP, Abou Ali Moustapha, *Le Monde* titre « Israël a frappé un symbole du mouvement national palestinien ». Un symbole entaché du sang de civils innocents, un homme que *Le Monde* ne nomme que comme un « chef d'une faction de l'organisation de Yasser Arafat ». Un des terroristes le plus couvert de sang israélien, ce qui a vraisemblablement échappé à l'auteur de l'article. Tout comme le fait que le FPLP, qui sévit depuis les années 70, a aussi pour cible des Arabes modérés, qu'il est opposé au processus d'Oslo, qu'il est subventionné en grande partie par la Syrie et la Libye. C'est ainsi que les actes qui découlent de ces organisations et de ces hommes (et femmes), s'ils sont souvent qualifiés « d'attentats », non « d'attentats terroristes », peuvent prendre une forme légitime, et même se voir hisser au rang héroïque de la résistance.

Les morts : les scandaleuses et les justifiées

On aime tellement le sport que l'on se prend à ce jeu du décompte macabre, du score. Et qui dit score, dit victoire au plus élevé. Donc les Palestiniens sont gagnants, car ils ont plus de morts. Ils sont gagnants au niveau médiatique, car plus de morts veut dire en logique émotionnelle que l'on est forcément la victime. Parce que c'est une logique binaire, avec la victime et le bourreau. Et qui se soucie que le « bourreau » meurt ?

Cela donne lieu dans les médias à quelques dérapages, quand on oublie de citer les victimes israéliennes : « ...graves incidents opposants armée israélienne et manifestants... faisant 7 morts et 220 blessés palestiniens », (*La Dépêche du Midi*, 30 septembre 2000), alors que dans l'article correspondant, on cite la mort de 2 soldats israéliens. Quand les victimes palestiniennes sont nommées, qu'on a donné leur âge, leur origine, on oublie de faire de même avec les victimes israéliennes. Quand, début 2001, un car scolaire israélien, transportant donc des enfants, a été attaqué par des Palestiniens, entraînant la mort de 2 adultes et blessant 5 enfants, dont certains grièvement, le journal télévisé de *France 2* a parlé « d'attentat anti-israélien ». Pas d'enfants. Et dans le résumé final des informations du jour, le titre concernant cet événement

était : « réplique de guerre en Israël ». Quand deux adolescents de Teqoa sont sauvagement assassinés et dépecés dans une grotte, ce ne sont que des « colons », des fils de « colons ». Quand la petite Shalhevet (10 mois) ou la petite Danielle (5 ans) meurent, assassinées par des terroristes qui les visent tout à fait sciemment, ce sont encore des colons qui meurent (*TF1* : « mort de 4 colons dont une fillette tués par des activistes palestiniens »). Ce sont des soldats, des colons (israéliens) contre des civils, des jeunes, des adolescents (palestiniens).

C'est ainsi que l'on déshumanise les victimes israéliennes et que l'on justifie à posteriori leur sort. Ils ne doivent pas seulement partir, ils méritent de mourir pour avoir commis le crime de vivre là où ils vivent.

Israéliens et les Palestiniens ne sont pas égaux devant la mort pour les médias français.

« Être » et « serait » – « selon » et « d'après »

Pour mettre en doute un fait qu'il est difficile de passer sous silence, on peut toujours mettre en doute sa source, de façon à le discréditer. Le mode conditionnel se substituant à l'indicatif est un procédé économique et efficace, de même que les « selon l'armée israélienne », « d'après le Ministre de la défense israélien » etc. Ces procédés sont majoritairement à sens unique, c'est à dire de façon à décrédibiliser des assertions israéliennes, ou bien à minorer des déclarations palestiniennes qui ne vont pas dans le sens des rôles assignés à chacun (le bon et la brute).

Dans l'affaire du *Karine A*, ce bateau d'armes arraisonné par Israël en janvier 2002, il est très intéressant de constater que l'interview donnée par Akawi, le capitaine du bateau, donne lieu dans l'article du *Monde* (8 janvier 2002) à des verbes au conditionnel : « Le responsable de l'opération « serait » un officiel palestinien basé en Grèce connu sous le nom de Adel Mougrabi [alias Adel Awadallah]. Les armes « auraient été » chargées sur l'île iranienne de Kish, dans le Golfe, avec l'aide d'un membre du Hezbollah libanais ». Alors qu'Akawi, dont les propos ont été recueillis en direct par plusieurs chaînes de télévision, sont clairement à l'indicatif et excluent le doute. Parfois, il est plus intéressant de faire le contraire : remplacer le conditionnel par l'indicatif. Après l'opération *rempart*, l'ONG *Human Rights Watch* affirmait depuis Jenine « qu'il n'existait aucune preuve d'un massacre perpétré par les Israéliens, mais qu'il se pourrait et à priori que les soldats aient perpétré des crimes de guerre ». Des journaux comme *Libération* et *Le Monde* ont tout simplement oublié le conditionnel et le « à priori ».

Les télévisions ont montré les images du faux enterrement à Jenine (un

« défunt » recouvert d'un linceul est porté sur une civière par des Palestiniens. Un des porteurs trébuche, le « mort » tombe, il remonte à la hâte sur la civière. La civière bascule de nouveau quelques pas plus loin, et tout le monde s'enfuit en catastrophe, le « mort » compris. La porte-parole de l'armée, Miri Eyzan, a présenté ce film à la presse en affirmant que ces funérailles fictives « sont l'un des artifices mensongers utilisés par les Palestiniens pour accréditer leurs accusations de massacres ». La scène a été filmée (le 29 avril 2002) depuis un drone israélien, un avion sans pilote. Ce qui permet au journaliste de *France 2* qui présente le journal télévisé de 20h00 d'accompagner la fin du reportage du commentaire suivant : « « mais les sources de ce reportage n'ont pas été authentifiées », laissant supposer que le film pourrait être un trucage ! Ce qui est d'ailleurs réfuté par les Palestiniens, puisqu'ils ont expliqué qu'ils organisent de faux enterrements pour des gens recherchés par Israël afin de favoriser leur fuite.

De même, quand Daniel Mermet sur *France Inter* donne la parole à un Israélien dont les deux enfants ont été massacrés, il s'empresse de préciser que l'origine palestinienne des assassins n'est encore qu'une supposition (« Là-bas si j'y suis », semaine du 18 juin 2002).

Ainsi, avec des « selon » et des « serait », dont les exemples sont innombrables, on en arrive à douter sérieusement de la véracité d'une information.

Si nous avons pris le temps de détailler ces zones d'ombres et de lumières – et bien que la liste des sujets traités soit très limitative – c'est que baigné dans ce décor, le spectateur, lecteur, auditeur sera bien mieux disposé à recevoir un autre type d'informations, formées à la fois par un empressement journalistique et une recherche de sensationnel (il y a là également du mercantilisme), et c'est ainsi que nous arrivons dans la zone virtuelle des fausses informations.

ZONES VIRTUELLES : LES FAUSSES INFORMATIONS

Bien que la couverture médiatique du conflit israélo-palestinien soit démesurée, il y a tout de même une forte proportion d'informations pas seulement tendancieuses, pas seulement partielles et partiales, mais littéralement fausses. De pures élucubrations. Et qui traduisent l'avidité contentement qu'ont certains médias à se ruer sur ces sujets, à rajouter une strate à la mal-information. « Le mensonge et la crédulité s'accouplent et engendrent l'opinion » écrivait Paul Valéry. Dans les exemples qui suivent, nous serons plus intransigeants avec ceux des journalistes et les médias qui les soutiennent : non, il ne s'agit plus d'ignorance, mais d'incompétence, de manque d'analyse critique, et plus grave, de manque d'éthique journalistique.

Libération : l'affaire Tuvia Grossman

Le 30 septembre 2000, la « une » de *Libération* est une photo couleur qui prend toute la couverture : en premier plan, un Palestinien la tête ensanglantée, en fond, un soldat israélien hurlant, la matraque à la main. En énorme, un titre : « Jérusalem, la provocation ». Tout va bien, nous sommes dans le même spectacle, nous reconnaissons tout de suite le gentil et le méchant. A l'intérieur, la légende nous apprend : « Vendredi sur l'esplanade des Mosquées, un soldat israélien et un manifestant palestinien blessé » (pour les personnages, on avait compris dès que l'on a vu la une, pour le décor, on apprend que cela se passe sur l'esplanade des mosquées/mont du temple). La photo utilisée par *Libération* est issue d'*Associated Press*, agence de presse américaine. Aussi cette même image est parue outre-Atlantique. Un américain moyen lit son journal un beau matin – un Juif du nom d'Aaron Grossman - et quelle ne fut pas sa surprise mauvaise de découvrir la photo de son fils, Tuvia Grossman. Pas le soldat à l'arrière plan, le jeune-homme ensanglanté. Le soi-disant Palestinien blessé est en réalité un étudiant juif américain pris à parti et poignardé par des Palestiniens. Le soldat, matraque à la main, tente de dégager le blessé et d'éloigner les agresseurs. La scène ne se passe pas sur le mont du temple/esplanade des mosquées. Le recadrage de la photo publiée a permis de dissimuler une inscription en hébreu qui indique « poste d'essence ». Or, il n'y a pas de poste d'essence sur le mont du temple/esplanade des mosquées.

Dans son édition du samedi 7 et dimanche 8 octobre 2000, en page 8 cette fois-ci, *Libération* publie, en noir et blanc et en petit format, la photo non tronquée (recadrée) et donne quelques explications à ses lecteurs : « Nous avons, en une de *Libération*, du 30 septembre dernier, légendé cette photo de façon erronée sur la foi d'informations transmises par l'agence *Associated Press*. Le jeune homme au premier plan n'est pas palestinien contrairement à ce que nous avons indiqué, mais un étudiant américain Tuvia Grossman blessé par des manifestants palestiniens. Le policier au deuxième plan crie pour éloigner la foule. La scène s'est bien passée à Jérusalem mais pas sur l'esplanade des Mosquées ».

Cette affaire a été jugée le 3 avril 2002 par la 17^e chambre de la Presse du Tribunal de Grande Instance de Paris, condamnant *Libération* et *Associated Press*. Le Tribunal a retenu non seulement l'atteinte à l'image de Monsieur Grossman, mais aussi la faute des organes de presse qui ont commis une « erreur flagrante » caractérisée dans le fait pour *Associated Press* d'avoir « fourni la photographie de Tuvia Grossman à ses correspondants en présentant à tort le jeune homme comme appartenant à la communauté palestinienne » et

pour *Libération* d'avoir « publié le cliché litigieux en le légendant de la même manière erronée et en lui attribuant ainsi une signification et une portée qu'il ne pouvait avoir ».

Paris-Match : Mort de la petite Sarah

Dans la même veine, *Paris-Match* a fait peu de temps après sa « une » avec une mère palestinienne embrassant une dernière fois sa petite fille morte. *Paris-Match* titre : « Israël-Palestine, la guerre qui tue les enfants ». Et en plus petit, vers le bas de l'image : « Elle s'appelait Sarah, elle avait deux ans ». Cette fois-ci, l'information viendra non pas d'une agence de presse, mais des déclarations du père de la petite Sarah. Oui, son enfant a été tuée par des Israéliens. Pourquoi prendre la peine de vérifier l'information ? Pourquoi se priver d'une belle « une » qui colle à l'idée que l'on se fait du conflit israélo-palestinien ?

L'enfant a été tuée accidentellement par son père qui manipulait une arme, ce qu'il confessera lui-même plus tard. Mais cet aveu viendra trop tard, trop tard en tout cas par rapport à l'empressement de journalistes et de leur rédaction à hurler avec les loups.

France 3 : Nehilia

Le 30 juillet 2001, *France 3* diffuse un reportage consacré aux survivants d'un massacre qui a eu lieu à Nehilia : témoignage dramatique d'un Palestinien âgé qui accuse l'armée israélienne d'avoir assassiné une cinquantaine d'hommes du village. Cet acte ne s'est jamais passé. *La Revue d'études palestiniennes*, qui dispose d'une documentation étoffée sur les actions des militaires israéliens, n'a aucune information sur la tragédie. Interpellée par la Ligue Internationale contre la Désinformation, *France 3* hésite sur le lieu exact du reportage – Ashkelon ou Nehilia –, puis cesse de répondre à l'association.

RTBF et TV5 : Les Israéliens pillent les églises chrétiennes

24 avril 2002 : *TV5*, la télévision internationale en langue française, reprend un reportage de la *RTBF*, télévision belge. On voit le témoignage d'un moine arménien, rescapé de la Basilique de la Nativité à Bethléhem. La caméra filme le moine : « Ils ont profané tous les objets sacrés de la basilique et ils ont dérobé les objets du culte. Ils ont volé quatre crucifix. Ils ont tout volé et tout saccagé », puis montre ensuite en gros plan l'étoile de David peinte sur une ambulance. Tout être normalement constitué comprend donc, reliant la parole à l'image, que les soldats israéliens, présent à Bethléhem pendant l'opération rempart, ont commis ces larcins et exactions. Or voici les paroles originales du moine : « les individus palesti-

niens armés ont profané tous les objets sacrés de la Basilique et ils ont dérobé les objets du culte. Ils ont volé quatre crucifix. Ils ont tout volé et tout saccagé ».

De la version originale au reportage de la *RTBF*, il a ainsi fallu que le début de la phrase du moine, mentionnant clairement les Palestiniens armés, soit évincé ; que l'on ajoute une image d'une ambulance juive qui n'a rien à voir avec le contenu des paroles ; et qu'enfin on ne mentionne à aucun moment les responsables de la profanation de la Basilique.

Des journalistes de la MENA (Metula News Agency, agence de presse francophone israélienne où travaillent des journalistes israéliens et palestiniens) trouve le procédé un peu gros et entreprennent d'écrire à *RTBF* et à *TV5*. Le chef de la rédaction de la *RTBF* s'excuse et fait passer deux jours plus tard, aux journaux télévisés de la mi-journée et du soir, un rectificatif. *TV5* par contre n'a toujours pas démenti la fausse information. Si *TV5*, qui a diffusé dans ce cas un sujet importé d'un autre organe médiatique, n'est pas responsable de la vérification de son contenu, elle ne serait pas également contrainte de diffuser le rectificatif émis par la *RTBF*. De fait, elle a choisi de ne pas le faire. Nous ne passerons pas tous les exemples en revue- où l'on pourrait apprendre que les Juifs urinent dans les réservoirs d'eau destinés aux Palestiniens, ou qu'ils castrent les prisonniers palestiniens – pour s'attarder sur deux cas d'acharnement journalistique.

Le Nouvel Observateur : Crimes d'honneur

Dans l'article « Quand en Jordanie, la « tradition » tue – le cauchemar des crimes d'honneur » paru dans le *Nouvel Observateur* (8 novembre 2001), Sara Daniel raconte le sort de Yasmine, 16 ans, Palestinienne de Jordanie, tuée par son frère pour avoir été violée par son beau-frère. Le crime d'honneur permet de laver la famille de Yasmine de la honte. Et ce même si ce ne sont que des soupçons qui courent à propos d'une jeune-fille. Vers le milieu de l'article, nous apprenons qu'à « Gaza et dans les territoires occupés », ces crimes d'honneur représentent deux tiers des homicides. « Les femmes palestiniennes violées par les soldats israéliens sont systématiquement tuées par leur propre famille. Ici, le viol devient un crime de guerre, car les soldats israéliens agissent en parfaite connaissance de cause ». Cette information croustillante a rapidement été reprise par d'autres médias (revue de presse de *France Inter*, 12 novembre 2001, *El Mundo* en Espagne...). Aucune réaction n'a été demandée aux autorités israéliennes.

Il se trouve que l'article du *Nouvel Observateur* est lui-même une reprise d'un article du journal anglais *Sunday Times* paru le 8 juillet 2001. Une « reprise » n'est pas un vain mot, car Sara Daniel en a fait une traduction

presque mot à mot. Presque, car, étonnamment, un passage de l'original est occulté. Celui où l'on parle de Nadera Shalhoub-Kevorkian, une femme palestinienne professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem, et dont les travaux sur les crimes d'honneur l'ont amenée à révéler les viols par l'armée israélienne, « les soldats israéliens sachant que leur viol conduirait à la mort des jeunes-filles ». Ce que ni le *Sunday Times* ni le *Nouvel Observateur* n'ont précisé, c'est que sur le site web de Mme. Shalhoub-Kevorkian, sont présentés ses travaux universitaires. Dans la description du travail qui mettrait en cause les soldats israéliens, elle précise cependant : « il n'y a pas de données empiriques à ce sujet ». Autrement dit, il n'y a pas de preuve.

Des travaux de Madame Shalhoub-Kevorkian à l'article du *Sunday Times*, puis à celui de *Nouvel Observateur*, on assiste à un tri de l'information, à une perte graduelle qui nous fait passer d'une supposition d'une chercheuse palstinienne à l'affirmation d'un fait.

Interpellé par Elie Barnavi, Ambassadeur d'Israël en France, Jean Daniel (directeur du *Nouvel Observateur*) précise qu'il s'agit d'un « accident technique » qui fait que des « guillemets de la phrase ont sauté », et qui auraient du évoquer qu'il s'agissait de rumeurs. « Aucun d'entre nous n'a jamais pensé que des soldats israéliens pouvaient se livrer à un viol ». Sara Daniel a également fait une mise au point sur le site du journal où elle fait savoir qu'elle déplorait « très vivement cette erreur qui a gravement dénaturé sa pensée ».

Soit, admettons qu'il s'agisse d'une « erreur technique ». Quand bien même, que vient faire une rumeur au milieu d'un article qui parle de faits avérés ? Qu'apporte-t-elle à l'article ? Tronquées ou pas, le fait que le *Nouvel Observateur* se saisisse de telles « informations » pour en faire un article démontre qu'il y a une « traque » à ce genre de nouvelle. Et même si cet hebdomadaire écrit aussi sur l'enseignement à la haine dans les manuels scolaires palestiniens, il semble qu'il soit plus consensuel, plus confortable et plus vendeur de s'inscrire dans une ligne éditoriale sévère envers Israël, et lourdes de conséquences. Car même si rien ne vient étayer cette rumeur, même si des officiers de Tsahal ont décidé de laver leur honneur non dans le crime mais, plus démocratiquement, en portant l'affaire devant la justice, nous avons franchi un nouveau cran dans la sape systématique de l'État d'Israël. Tous les rectificatifs du monde ne peuvent ôter l'impression première d'une information, surtout quand le terrain est si fertile, si bien préparé ; le doute est instillé, et tout cela participe à dresser dans les consciences un portrait hideux des Israéliens : des barbares.

Le Monde : espions israéliens

La palme de l'acharnement revient à Sylvain Cypel, journaliste opiniâtre. Un « rapport d'enquête » américain de juin 2001 mettrait en cause un vaste réseau d'espionnage israélien aux États-Unis. La chaîne américaine de télévision *Fox News* en fait un reportage en décembre 2001. Et le site Internet français *Intelligence Online* s'en fait le rapporteur, citant ledit rapport de 61 pages, dont *Le Monde* s'inspirera dans son article du 6 mars 2002, en prenant soin de transformer les conditionnels en indicatifs, comme il se doit.

Alors notre journaliste combatif s'en va décrocher son téléphone, joint la *Fox News*, à trois reprises nous précise-t-il, pour avoir les cassettes de son émission. Il ne l'obtient pas, mais, par un coup de magie dont on ignore les ficelles, *Le Monde* dit avoir pris connaissance du script intégral de l'enquête, remis au Ministère américain de la justice. Cela ne suffisant pas - tout de même, *Le Monde* est un journal sérieux - le célèbre quotidien français obtient d'autres informations non contenues dans le rapport (De qui ? Nous ne le saurons pas). Donc on y va allègrement, on rédige un long article où l'on nous donne tous les détails de ces 140 Israéliens se faisant passer pour des étudiants (en Beaux-Arts en plus, ce n'est pas sérieux !) ; qui comme par hasard se trouvaient dans les mêmes villes que les terroristes du 11 septembre ; qui comme par hasard étaient liés à des sociétés israéliennes prestataires d'administration dont l'activité - téléphonie, logiciel informatique - permet d'intercepter et d'enregistrer des informations ; qui comme par hasard avaient des liens avec des diplomates israéliens ; comme par hasard, ils venaient d'effectuer leur service militaire, certains dans des services de renseignement (Monsieur Cypel, tous les Israéliens effectuent deux ou trois ans de service - Israël est en danger permanent, savez-vous - et presque tous voyagent longuement ensuite, on peut les comprendre).

Seuls regrets dans son parcours du combattant de l'information, les services du Premier ministre israélien n'ont pas répondu à ses questions, et le FBI n'a pas voulu faire de commentaires. Le FBI justement. Voilà son porte-parole, Bill Carter, qui déclare à l'AFP (dépêche du 5 mars 2002) : « Cette affaire de réseau d'espionnage israélien n'en est pas une. Aucun Israélien n'a été accusé d'espionnage par le FBI ou le département de la Justice sur ce sujet ». Il ajoute que les étudiants israéliens ont tout simplement été expulsés car soit leur visa avait expiré, soit ils travaillaient sans permis de travail. Ce que confirme le porte-parole de l'IMS (le Service d'Immigration et de Naturalisation), Russell Bergeron : « Il s'agit de dossiers normaux, des dossiers de routine. Je n'ai pas connaissance de quelque question d'espionnage que ce soit en relation avec ces individus ». Une bête histoire de visa en somme.

Le *Washington Post* nous en dit plus. D'une part, la porte-parole du

Ministère de la Justice, Susan Dryden, déclare : « Le Ministère ne possède actuellement aucune information qui étayerait ces informations largement diffusées concernant des étudiants en art israéliens impliqués dans une affaire d'espionnage ». D'autre part, et cela devient intéressant, de nombreux responsables ont dit que ces allégations à propos d'une vaste enquête américaine concernant des espions israéliens, avaient apparemment été véhiculées par un employé isolé de la DEA (Service de lutte contre la drogue) qui serait en colère en raison du fait que ses thèses n'aient pas été retenues. Cet agent frustré de la DEA, n'étant pas d'accord avec les experts en renseignements de la CIA et du FBI qui avaient exclu qu'il s'agissait d'espionnage, avait apparemment filtré à la presse un mémorandum qu'il a lui-même rédigé. Le site Intelligence Online s'est donc inspiré de ce factice rapport de 61 pages. Et *Le Monde* s'est inspiré d'un rapport factice pour faire un long article mettant en cause le Mossad (service de renseignement israélien). Une autre petite pierre posée sur l'autel de la désinformation.

Que retiendra globalement un individu lambda qui a déjà été exposé aux mensonges par surexposition et par omission ? Que les Israéliens sont des tueurs d'enfants, des barbares qui assassinent et persécutent, espionnent, violent et pillent des églises... Et que dire de l'individu qui prête déjà le flanc à l'antisionisme, à l'antisémitisme ?

Un poème écrit par une jeune fille palestinienne vivant dans la bande de Gaza accuse les Israéliens d'égorger les enfants palestiniens, d'empoisonner leur eau et de polluer leur air. Cela doit être suffisamment remarquable pour que ce poème soit lu par Daniel Mermet sur *France Inter*, dans son émission « Là-bas si j'y suis » (semaine de 18 juin 2001). Mentez beaucoup, il en restera toujours quelque chose.

ZONES DE SOUS-ENTENDUS : LE NON-DIT ET LA DEFORMATION DU DISCOURS

Non-dit

Le non-dit emprunte à tous les procédés que nous avons déjà vus, mais il en diffère dans la manière : il s'agit de perfuser un article ou un exposé d'allusions pernicieuses, insidieuses. Le non-dit est souvent utilisé quand le média a déjà développé le thème (ex. les Israéliens sont des tueurs d'enfant), et qu'il se contente par la suite d'un clin d'œil, comme si le fait était avéré et qu'il ne servait à rien d'en reparler. C'est acquis, ce n'est plus à remettre en cause. Il y a évolution d'un supposé vers un acquis, sans qu'aucuns éléments nouveaux ne soient intervenus : Mohammad Al-Doura a été tué par les Israéliens, les check-points ne sont que des mesures vexatoires...et puis les Israéliens n'ont que ce qu'ils méritent.

Sharon, par qui le conflit est arrivé

On ne citera même pas le nombre de fois où le style de phrase : « ...Explosion de violence déclenchée par la visite du leader de la droite israélienne, Ariel Sharon... » (Articles du 30/9, 1/10, 2/10, 4/10/2000, etc., rien que pour *La Dépêche du Midi*). Au fil du temps, et pour l'immense majorité des médias, cette petite phrase perd son statut d'information factuelle, d'information en soi ; elle s'infiltré dans un article qui n'a plus rien à voir, elle clignote comme un rappel de la version convenue des faits, à savoir que la visite d'Ariel Sharon sur le mont Moriah fin septembre 2000 est la cause indiscutable du déclenchement de l'Intifada.

Le déclenchement de l'intifada est-il la conséquence de la visite de Sharon sur l'Esplanade des mosquées ? Si l'acte de ce politique est certes chargé de signification, il faut être aveugle pour ne pas voir la disproportion entre cette visite et le déchaînement inouï des Palestiniens. Tout d'abord, qui se souvient que la veille de la visite de Sharon sur l'esplanade des mosquées, deux attaques palestiniennes ont eu lieu, dont une qui a coûté la vie à un soldat israélien ?

Qui se souvient que le matin de cette visite, au cours d'une patrouille mixte de police, le policier palestinien a abattu de sang-froid son collègue israélien – l'assassin arrêté par la police palestinienne ayant été qualifié de « fou » ? Bien peu de médias ont à ce moment-là fait savoir que cette visite était non pas improvisée (synonyme de provocation) mais bien planifiée et que l'Autorité palestinienne ainsi que le *Waqf* (Conseil palestinien qui gère l'esplanade des mosquées depuis 1967) en avaient été informés au préalable comme il se doit, et qu'aucune protestation n'avait été émise par ces derniers. Et qu'il n'y eut pas violation de lieu en tant que ce lieu est visitable par tout le monde. Bien peu de médias ont de même commenté, le lendemain, l'agression des fidèles juifs en prière devant le mur (appelé « mur des lamentations » uniquement en Occident) puis la singulière simultanéité des incidents déclenchés à cet instant à Jérusalem et dans l'ensemble des territoires par les Palestiniens.

On sait aujourd'hui de manière claire que le déclenchement de l'Intifada a été décidé et planifié par Yasser Arafat après l'échec de Camp David. On citera pour exemple le discours du Ministre palestinien de la communication, Imad Falouji, rapporté par Associated Press et cité dans le *Nouvel Observateur* en mars 2001 : « Ce serait une erreur de croire que la raison de l'irruption de l'intifada était la visite de Sharon sur l'Esplanade des Mosquées...cela a été planifié depuis le retour d'Arafat de Camp David [juillet 2000], où il a refusé les propositions de Clinton ». Ou encore : « Arafat a mis le feu à l'Intifada et depuis, il se contente de lancer ses dizaines de cavaliers, aux buts contra-

dictoires, dans toutes les directions possibles » (Sami Al-Soudi, journaliste palestinien, MENA). « L'indépendance sera réalisée uniquement au travers du sacrifice. Nous avons préparé des milliers, des dizaines de milliers de martyrs... » (Muhammad Dhamrah, Commandant en chef de la Force 17 (garde d'Arafat), *Al-Hayat*, Londres, 17 août 2001). Etc.

Si la déclaration de Falouji a été diffusée indirectement par certains médias (plusieurs mois après le début de l'intifada), notamment en reproduisant les déclarations concernées, aucun des médias n'a à ce jour reconnu s'être trompé et avoir trompé ses auditeurs, lecteurs ou téléspectateurs sur les causes réelles du déclenchement l'intifada, attribuée un peu rapidement à une provocation israélienne sur fond de « désespérance » palestinienne. Le résultat aujourd'hui est qu'une immense majorité de Français – pour ne citer qu'eux - croit encore à la fable « Sharon a déclenché l'intifada ». Non seulement ce fait est avalisé, mais il justifierait les actes antisémites observés en France. Lors d'une émission de Michel Drucker sur *France 2*, le 22 octobre 2000, Bruno Masure, Gérard Miller, Philippe Gelluk interviewent Arielle Dombasle, l'épouse de Bernard-Henri Lévy. Gérard Miller rend hommage à une initiative de SOS racisme, cosignée par BHL et Arielle Dombasle, où il fut question de dénoncer les actes antisémites commis en France récemment. Et Bruno Masure de commenter : « Oui, mais il ne faut pas oublier qu'il y a eu la visite d'un certain général Sharon... ».

Sharon, le boucher de Sabra et Chatila

Affubler Sharon de qualificatifs tels que Sharon l'assassin, le boucher, l'organisateur de Sabra et Chatila etc., quand le leader palestinien est simplement nommé Arafat, est non seulement outrancier, mais constitue avant tout un déni de la vérité historique de 1982. C'est un moyen efficace de tomber dans le manichéisme. Il est beaucoup moins net que l'on dresse la liste des actes terroristes d'Arafat lui-même et de ses confrères. C'est là encore travestir la réalité et manipuler l'opinion, d'autant que quand on est ignorant on devient manipulable.

En vertu d'une loi belge accordant une compétence universelle aux tribunaux du pays pour juger les crimes contre l'humanité, une plainte collective a été déposée contre M. Sharon à Bruxelles en juin 2001, par 23 Palestiniens rescapés des massacres de Sabra et Chatila au Liban en 1982. Le 8 août 2001, au journal télévisé de *France 2*, un reportage sur la plaignante principale en Belgique contre Ariel Sharon déclare au reporter : « certains des soldats qui ont massacré ma famille avaient sur leur béret le cèdre, emblème de l'ALS [Armée du Liban Sud], d'autres étaient des phalangistes mais les plus nom-

breux, je les ai reconnus, c'était les soldats israéliens reconnaissables à l'étoile de David ornant leur béret ». Or les Israéliens ne sont jamais entrés dans le camp, placé sous la responsabilité exclusive des phalangistes. Le reporter lui-même enchaîne : « Ariel Sharon a planifié les opérations ».

Quelques précisions : Arafat fut longtemps un terroriste agissant, chassé même de Jordanie en 1970. Le centre actif de l'OLP déménagea alors à Beyrouth, et le Sud-Liban devint un foyer de terrorisme. C'est suite aux attaques incessantes sur le Nord d'Israël que Tsahal envahit le Sud-Liban. Au sujet de Sabra et Chatila, quel média a cité les deux responsables directs du massacre de 460 civils par des milices chrétiennes, les phalanges ? Elie Hobeika et Samir Geagea ont continué leur carrière politique sans être inquiétés. Aucun dirigeant palestinien, libanais ou syrien impliqué directement dans ces événements meurtriers n'a été inquiété par la justice, par les instances internationales ou par les associations de défense des droits de l'homme. Quel média a évoqué qu'une commission d'enquête israélienne a reproché au Général Sharon de ne pas avoir pu prévoir ces crimes et lui reconnaît une responsabilité indirecte, qu'il a démissionné quelques temps après de son poste de Ministre de la Défense pour assumer sa part de responsabilité ? Et qui se rappelle que le 9 janvier 1976, les Palestiniens assiègent la petite ville chrétienne de Damour, à une vingtaine de kilomètres au sud de Beyrouth ? Le 20 janvier, la ville est mise à feu et à sang, des centaines de civils chrétiens sont mutilés et massacrés, des cimetières et des églises sont profanés, les 25.000 habitants prennent la fuite. La ville fantôme devient un quartier général de l'OLP.

D'une guerre fratricide entre chrétiens et musulmans au Liban, on préfère ne retenir que l'accusation portée contre Israël.

Déformation du discours

« En 1948, à la création de l'État hébreu, 160 000 Arabes étaient restés en Palestine. Le droit de vote leur a été accordé en 1966 » écrit *Libération* le 27 février 2002 dans un article intitulé « En temps de crise, les citoyens arabes sont vite considérés comme une cinquième colonne ». Le lendemain, *Libération* rectifie : « Contrairement à ce que nous avons écrit dans *Libération* du 27 février, page 8, dans l'interview d'Azmi Bishara, député arabe israélien, les Arabes d'Israël n'ont pas obtenu le droit de vote en 1966, mais ont participé à l'élection du premier Parlement, le 25 janvier 1949, et depuis, aux différents scrutins qui se sont succédés ». Dans un récapitulatif des guerres israélo-arabes, *La Dépêche du Midi* (10 octobre 2000) omet la guerre de 1973. L'indulgence nous pousse à mettre ces erreurs sur le compte, au mieux, de la précipitation, au pire, de l'ignorance. Mais les deux exemples suivants sont

plus marqués par une réinterprétation des faits qui laisse pantois.

Fin mars dernier, le sommet arabe doit se réunir à Beyrouth, alors que Yasser Arafat est toujours confiné par l'armée israélienne dans son QG à Ramallah. *France Info*, le 27 mars 2002 (info en boucle) : « Sharon a empêché Arafat de se rendre au sommet de Beyrouth ». Or ce qu'a dit Sharon présente des nuances substantielles : « Je ne suis pas sûr de laisser Arafat revenir s'il y a des attaques terroristes pendant qu'il est absent ». D'où la décision d'Arafat, trois heures après la déclaration de Sharon, de ne pas aller au sommet de Beyrouth. Se douterait-il que d'autres attentats terroristes soient perpétrés ?

Le 31 janvier 2002, au journal de 20h00 de *France 2*, David Pujadas informe brièvement les téléspectateurs que « Sharon va de plus en plus loin », car il a déclaré dans une interview « regretter de ne pas avoir liquidé Arafat à Beyrouth en 1982 ». Ce sont les seuls commentaires en voix off qui illustrent une image d'un gros titre du journal *Maariv*, publiant ladite interview. Ceux qui lisent l'hébreu ont donc pu, tout en écoutant Pujadas, lire le titre suivant : « Sharon : si Arafat fait ce qu'il faut, il redeviendra un partenaire ». Qu'a donc dit Sharon ? Le 31 janvier, *Maariv* (quotidien israélien) publie des extraits succincts d'un long entretien avec Sharon, à paraître le lendemain dans son supplément hebdomadaire. En voici quelques extraits, bien loin des commentaires de David Pujadas : « Au Liban, il y avait un accord de ne pas liquider Yasser Arafat. De fait, je regrette qu'on ne l'ait pas liquidé ». Le Premier Ministre dit encore : « si Arafat prend toutes les mesures que nous lui demandons de prendre, il redeviendra, en ce qui me concerne, un partenaire à la négociation ». « Au bout du compte, un état palestinien indépendant sera créé, qui sera démilitarisé, et qui aura uniquement une police pour le maintien de l'ordre publique. Pour une véritable paix, je suis prêt à renoncer à des parties de Eretz Israël ».

La propension à déformer les paroles de responsables politiques, à se tromper dans les dates ou à oublier des guerres, pourrait être mise sur le compte d'un travail journalistique fait dans l'urgence, d'un flot d'information ininterrompu. Mais ces « coquilles » vont toujours, étonnamment, dans le même sens : diabolisation de Sharon, stigmatisation d'Israël.

Dans une émission de *France Inter* « Le téléphone sonne », nous avons assisté à un débat (12 avril 2002) avec les auditeurs autour du thème « conflit du Proche-Orient : les médias sont-ils partiaux » ? On y a notamment entendu Edwy Plenel : « Notre métier, c'est les faits. (...) On raconte, on montre la réalité », David Pujadas : « On veille à sourcer nos informations » etc. Sans vouloir analyser cette émission qui vaudrait à elle seule un article entier, nous constatons avec dépit que la retranscription des faits peut mentir,

qu'il n'y a pas « les faits », mais un ensemble de faits, avec l'avant et l'après, avec l'intérieur et l'extérieur. La relation des faits peut mentir. L'objectivité est un mythe, mais rendre au plus près la réalité, la complexité de la réalité, peut se faire en croisant les regards. « Un mensonge qui a trente ans, cela devient la vérité » (proverbe mandingue). Sans doute en Afrique, avec ses griots et sa forte tradition orale, fallait-il trente ans pour qu'un mensonge s'enracine. Aujourd'hui, l'essor de la technologie n'ayant pas été accompagné de l'essor de la sagesse humaine, on peut considérer que quelques jours suffisent à ancrer durablement un mensonge dans les mémoires.

ACTE II : LES ANALYSES RECUPERATION ET DETOURNEMENT DE SENS

Pour renforcer la « monstruosité » d'Israël, la mal-information va, sans en être interloquée, largement ouvrir ses colonnes et ses micros à ceux qui puisent dans le répertoire des avanies du monde. Des mots sont récupérés, puis détournés et jetés à la face comme des insultes. Comme des insultes, ils parlent en soi et se passent d'explication. Le fait de coller à Israël des termes chargés de sens tels que colonialisme, apartheid, génocide renvoie aussitôt à l'Algérie française, à l'Afrique de Sud, à la Shoah (quoi de plus percutant que d'affubler le « méchant » de ce dont il a été victime, de retourner contre lui ce dont il a souffert). Ces mots renvoient à l'intrusion, la spoliation, la torture, la discrimination, l'exclusion, l'extermination. Ils renferment des moments historiques peu glorieux – condamnés ou condamnables - qui sont ainsi ressuscités et projetés dans la situation présente, excluant toute autre vision du contexte, reléguant toute explication comme une justification de l'accusé. Accusé, donc coupable.

État colonialiste

Les médias se font largement l'écho de ce qu'Israël, à travers ses implantations, est un état colonialiste. Ces mots qui claquent comme des slogans sont plus faciles à assimiler que leur réfutation, et surtout qu'un concept à inventer pour rendre compte de la situation singulière du Proche-Orient. Les termes de colonialisme, de colonies, de colons ne sont pas empruntés au vocabulaire français par hasard. Ils évoquent les colonies occidentales d'antan, la colonisation de l'Algérie où la France exploitait les matières premières, importait la main d'œuvre bon marché pour les usines Renault de Boulogne et les autres, pour étendre sa puissance, civiliser les « indigènes ». On parle aussi beaucoup d'occupation. Cela ne fait-il pas référence à l'occupation du Tibet par la Chine ? A cet expansionnisme chinois qui a avalé la Mongolie ?

Le terme primitivement employé par les Anglais est « settlement » (de nos jours encore d'ailleurs). Sa traduction est : établissement (d'un peuple dans un pays) ; installation ; en troisième lieu, il peut aussi vouloir dire colonisation (d'un pays). « Il est vrai que l'installation des colons israéliens en Cisjordanie et à Gaza a donné au mot un tout autre sens » écrit Robert Solé, médiateur du Monde (*Le Monde*, courrier du médiateur, 12 mai 2002). Nous serions tentés de dire que c'est le sens entendu du mot « colon » qui a plaqué un concept erroné sur les Juifs venus habiter là – quand ils n'y étaient pas déjà – parmi les Palestiniens et non à leur place, dans des lieux désertiques et non dans leurs villages.

La création d'Israël n'est pas venue d'une conquête, mais d'un plan de partage de l'ONU reconnu par le monde (hors pays arabes et Grande-Bretagne dans un premier temps). Deux revendications de légitimité se rencontrent sur cette Terre. La conquête de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et des hauteurs du Golan furent le résultat de la guerre des six jours en 1967 : depuis 1966, la Syrie bombardait Israël depuis le Golan, les attaques à la frontière jordanienne étaient incessantes ; en mai 1967, l'Égypte expulsa les forces de l'ONU à la frontière israélo-égyptienne et massa ses troupes dans le Sinai, de même que la Syrie, la Jordanie, l'Irak et l'Arabie saoudite mobilisèrent leurs troupes aux frontières israéliennes. Le 26 mai 1967, Nasser déclarait : « Notre principal but est la destruction d'Israël ». Le message était on ne peut plus clair, et Israël pris les devants en menant une offensive préventive d'où elle sortit (miraculeusement ?) victorieuse. Le 5 juin 1967, Israël avait pris le soin d'envoyer un message au roi Hussein de Jordanie comme quoi s'il demeurerait pacifique, il ne serait pas attaqué. Tout de suite après, la Jordanie ouvrit le feu sur Israël et bombardait l'Ouest de Jérusalem. La contre-attaque ne se fit pas attendre et Israël conquiert la vieille ville de Jérusalem et ensuite la Cisjordanie, alors occupée (dans tout le sens du terme cette fois) par la Jordanie de 1949 à 1967.

Le fait des implantations (c'est le terme que nous emploierons) est donc le fruit du refus obstiné des Palestiniens et Arabes du Proche-Orient, refus de tous les plans territoriaux proposés (1947, 1967, 2000), et des guerres qu'ils menèrent pour exterminer « l'ennemi sioniste », c'est à dire détruire Israël et massacrer ses habitants. Israël n'aurait jamais conquis des territoires en 1967 s'il n'y avait eu cette brutale opposition arabe à son existence. L'occupation de territoire fut une réponse à cela, non un acte initiateur. Et quand Israël occupa le Sinai en 1967 suite aux agressions dont il faisait l'objet, il montra qu'en échange d'une paix garantie il pouvait restituer intégralement ce qu'il avait pris (ce respect de la résolution 242 de l'ONU fut appliquée sur le ter-

rain par le général Sharon) – pris non pas pour s'étendre, répétons-le, mais en riposte à des agressions qui le menaçait d'anéantissement.

Non seulement on peut d'ores et déjà se rendre compte de la différence avec les vrais pays colonialistes, qui n'eurent jamais à se battre pour défendre leur existence même ; mais on peut aussi réaliser que le sens historique inverse ici les causes et les conséquences. Oui, les implantations sont le fruit de l'intransigeance arabe.

Si les territoires étaient à leur début une zone tampon, une zone de sécurité, ils sont devenus par la suite une monnaie d'échange pour les négociations. Pourtant, nous ne serions pas honnêtes si nous ne constatons pas que certains Israéliens rêvent du grand Israël, et que les implantations hors des frontières de 1967 sont un facteur d'irritation pour les Palestiniens. Un facteur, et non LA cause des violences palestiniennes.

La création d'un État palestinien ne fait de doute pour personne, y compris les franges israéliennes les plus extrêmes, qu'il y ait restitution totale, ou partielle avec don de terre en échange, comme ce qui fut proposé à Camp David II. Et l'État palestinien sera « judenrein » puisqu'ainsi le veulent les Palestiniens des territoires, puisque la présence de Juifs à leur côté leur est comme une insulte à l'arabité de la région. C'est bien sur la création de cet État palestinien que se concentrèrent tous les plans de paix, de partage, de 1947 à nos jours. Qui dit partage, dit aussi renonciation. Or côté palestinien, il est moins sûr que tous soient convaincus qu'Israël a légitimement droit à une existence, et son élimination prônée dans la charte de l'OLP demeure vivace dans certains esprits.

Apartheid

Plus récemment, ce mot est apparu pour qualifier la politique d'Israël, et la presse notamment a largement laissé la place aux écrits de personnalités qui en font usage, aux dossiers qui comparent de jolis et propres quartiers juifs aux « camps sales » où s'entassaient des Palestiniens (*Télérama*, 30 août 2000, « Jerusalem, un air d'apartheid »). On laisse ainsi croire – et toute comparaison est en ce sens dangereuse – qu'Israël a édicté à l'instar de l'Afrique du Sud des lois raciales à l'encontre d'une population jugée inférieure, méprisante. Petit à petit, ainsi, les consciences s'habituent à cette comparaison qui sera bientôt accréditée. Pourtant, comme rien n'est comparable à la Shoah, rien n'est comparable à la politique d'apartheid qui s'exerça en Afrique du Sud.

Un récent sondage parmi les Arabes israéliens (*Haaretz*, 26 avril 2002) montrent que la grande majorité refuserait de vivre dans un État palestinien (en cas d'échange territorial notamment). Un jeune-homme de Musmus

déclare : « Je n'irai jamais vivre dans l'État de Palestine. Après tout, mon job est en Israël, mes amis sont tous juifs. Je suis né Israélien et j'ai grandi comme un Israélien, et personne ne peut venir et me dire : va vivre ailleurs ». Beaucoup de ces Arabes israéliens sont habitués à un niveau élevé de liberté et de démocratie, un niveau de vie qu'ils n'auraient même pas en Jordanie ou dans d'autres pays frontaliers.

Aucune disposition d'Israël n'est d'ordre raciste, et les difficultés de coexistence entre les deux communautés (20 % des citoyens israéliens sont arabes) sont liées aux violences inhérentes au conflit, mais aussi aux différences culturelles, et les torts sont largement partagés (par exemple quand des Arabes israéliens refusent la rénovation par Israël de leur réseau d'eau).

Au sein de la démocratie israélienne, les Arabes israéliens disposent de tous les droits civiques³ et d'une représentation parlementaire. Ils ne sont pas des dhimmis (ce statut de « protégé » qui confère aux non musulmans en société islamique le droit de vivre, à condition d'être interdit de possession de la terre, de tous types de métiers, de représentation politique, et d'être prélevé de taxes spécifiques). Difficulté de coexistence, parfois. Apartheid, sûrement pas.

Nazisme

Le registre du nazisme draine son cortège de vocabulaire : camps de concentration, camps d'extermination, collabos, ghettos, génocide, Auschwitz, rafles... Catherine Nay, éditorialiste à *Europe 1*, a comparé la valeur symbolique de l'image du petit Mohammad à celle du petit juif du ghetto de Varsovie, les bras levés. D'ailleurs, les centaines de Palestiniens qui depuis des années sont emprisonnés et torturés, lynchés, pendus par les pieds et tirés derrière des voitures par leurs frères, ne sont-ils pas traités de « collabos » ? Si les « traîtres » ou supposés tels sont des collabos, c'est que ceux avec qui ils « collaborent » doivent être des nazis. Si ce vocable nous vient des Palestiniens eux-mêmes, il est allègrement repris dans les médias sans autre forme de commentaire. Car peut-être ces « collabos » sont-ils tout simplement des hommes qui veulent la paix avec Israël ? Oserions-nous dire des pacifistes ? Mais est-ce encore possible d'utiliser ce mot de « pacifiste » quand il a été utilisé pour qualifier ces occidentaux venus reconforter Arafat entourés de terroristes dans sa Mukata ou les Palestiniens armés retranchés dans la Basilique de la Nativité ?

Dans la même idée, *Le Monde* du 2 mai 2002 publie un dessin : la première image, un personnage (qui ressemble à la mort) devant un champ de ruines : Varsovie 1943. La deuxième image identique : Jenine aujourd'hui. Et la petite légende : « l'histoire a une curieuse façon de se répéter ». Nous rapportons ici

des réactions de lecteurs que Robert Solé a eu l'honnêteté de faire paraître : « Qu'y a-t-il de comparable entre Jénine et Varsovie ? Cette ultime insulte à la mémoire de la Shoah est, de plus, une contre-vérité flagrante. Jénine a été le théâtre de durs combats entre hommes armés. Dans le ghetto de Varsovie était parquée toute une population civile vouée à une extermination systématique et planifiée. Vous êtes complice de cette falsification de l'Histoire ». « 300 000 juifs du ghetto de Varsovie ont été déportés dans des camps d'extermination, 100 000 autres sont morts de faim ou d'épidémie et la révolte des 60 000 survivants a été écrasée dans le sang en mai 1943 ». « (...) En publiant un tel dessin, fort convaincant sur le plan graphique, vous confortez ceux qui assimilent les Israéliens aux SS et, par la suite, les Juifs aux nazis ».

Nous apprenant que ce dessin est tiré du plus grand journal kenyan, Robert Solé écrit qu'il « pouvait être intéressant de montrer comment la situation au Proche-Orient est vue à des milliers de kilomètres de là, en Afrique noire. Etant entendu qu'un dessin de presse est généralement excessif et souvent schématique ». Et il conclut lui-même : « un dessin n'a pas le même impact qu'un texte, le publier peut laisser croire qu'on lui trouve une certaine pertinence. Le dessin incriminé, pris dans un journal de Nairobi, sans même une légende explicative, pouvait passer pour de la provocation. On ne joue pas avec ces choses-là et il y a d'autres manières, moins absurdes, de défendre les Palestiniens... Bref, ce dessin n'avait pas sa place dans *Le Monde* ». En effet, ce dessin n'avait pas sa place dans *Le Monde*, et pourtant, il s'y trouva...

Œil pour œil, dent pour dent

Cette fois, c'est dans la Bible juive elle-même que l'on va chercher une « arme » à retourner contre les Israéliens. La phrase « œil pour œil, dent pour dent » a été abondamment utilisée pour caractériser des opérations de représailles de l'armée israélienne suite à des attentats. Il nous sera difficile de changer en quelques mots ce que 2000 ans d'histoire ont contribué à incruster dans les esprits, ce que 2000 ans de déni ont dévoyé de sens aux textes juifs. Notons simplement que cette phrase est extraite de l'exode, paragraphe 21, verset 24, et qu'elle est l'illustration du mauvais traitement apporté aux textes bibliques par une conception confuse du judaïsme⁴.

Cette phrase, nous apprend le Talmud, est éminemment morale : si on a causé un tort à autrui, il faut le dédommager financièrement avec précision contre le préjudice subi ; pour cela, il faut faire évaluer le dommage par des experts et les pertes occasionnées sur différents plans seront estimées (tous les usages que l'on avait et toutes les jouissances). L'amour d'autrui n'est pas que spirituel, il faut concrètement réparer et rembourser. Le code civil et le code

pénal de nos pays occidentaux sont tellement inspirés de la Bible hébraïque qu'il y a dans cet héritage quelque chose de dérangeant. La vengeance à l'état pur, aveugle, froide, n'existe pas dans le judaïsme. Ni en Israël.

Les réponses aux agressions, au terrorisme ne constituent pas une politique de représailles, dans le sens que lui attribue la phrase « œil pour œil, dent pour dent ». Beaucoup d'allégations dogmatiques courent depuis des mois et ont été renforcées au cours de l'opération Rempart : Sharon veut la guerre, Sharon n'a aucune vision politique. *Libération* (8 février 2002) écrit : « Le Premier ministre renvoie au monde le reflet d'une rigidité dont peine à se percevoir la fonction stratégique ». Que l'on apprécie ou pas Sharon, il est mensonger d'affirmer qu'il n'a pas d'horizon politique. Il a lui-même rencontré des dirigeants palestiniens (Abu Mazen, Abu Ala et Mohammed Rashid en février dernier) ; il a envoyé à de multiples reprises son fils Omri Sharon négocier avec la direction palestinienne (c'est ce que l'on appelle les négociations officieuses) ; sans compter les nombreuses réunions sécuritaires (entre responsable de la sécurité israéliens et palestiniens) depuis le début de l'intifada.

La réponse militaire est un impératif parmi d'autres, car l'intifada n'est pas une guerre des pierres, c'est une véritable guerre armée, qui a tué en 21 mois plus de 350 civils israéliens, et en a mutilé plus de 4000 (nous ne parlons QUE des civils). Sharon et les Israéliens savent bien que la résolution du conflit ne sera pas militaire, mais la situation présente doit être cependant gérée. « Ce n'est pas parce la solution n'est pas militaire que toute opération militaire est frappée d'illégitimité » nous dit Alain Finkielkraut. Quel pays accepterait sans broncher que ses civils se fassent exploser à tout bout de champ ? Quel pays ne chercherait pas à protéger ses citoyens ? Et quand en face on a un Raïs autocrate, menteur, manipulateur, faux-monnayeur, financeur et grand gourou du terrorisme...avec qui négocie-t-on ? Il est intéressant de noter que tous les thèmes abordés ci-dessus sont ramassés dans un seul article de la charte de l'OLP (article 22) : « (...) [Le sionisme] est raciste et fanatique dans sa nature, agressif, expansionniste, et colonial dans ses buts, et fasciste dans ses méthodes. (...) ».

LE SIMULACRE DE LA NEUTRALITÉ

Les chartes et règlements des médias sont axées sur le devoir d'exactitude, d'équilibre et d'honnêteté intellectuelle. Par quoi passe l'équilibre ? Pour un même sujet d'actualité, cela pourrait consister à laisser voir sans faux-semblants toute la machinerie d'un conflit et laisser libre cours au débat contradictoire. Par devoir d'équilibre, les médias tentent d'alterner des interviews

mettant en jeu les parties opposées du conflit – Israéliens ou Palestiniens, « pro-israéliens » ou « pro-palestiniens ». Cela donne parfois des résultats manichéens quand, face à l'interview d'une victime palestinienne, on trouve une interview d'un militaire israélien : nous sommes rassurés, nous sommes toujours dans le film « la victime et son bourreau ». Certains médias restent imprégnés de la tendance générale, ils véhiculent un discours dominant, des témoignages et des analyses qui vont dans le sens qu'ils veulent imprimer à l'histoire.

La parole donnée

1^{er} cas : laisser principalement s'exprimer le même côté

« Azmi Bishara, député arabe israélien, jugé pour avoir soutenu la résistance palestinienne et libanaise contre Tsahal », tel est le titre d'un article de *Libération* (27 février 2000), où plus de la moitié de l'article est consacré à citer directement le député arabe. On ne saura pas, ni dans cet article, ni dans un autre, ce qu'en pensent ses collègues à la Knesset, ce qui motive leur décision. Merci de ne retenir que le sous-titre en gros caractère, tiré des paroles d'Azmi Bishara : « En temps de crise, les citoyens arabes sont vite considérés comme une cinquième colonne ». Et surtout, évitons de dresser un portrait trop précis du personnage, qui risquerait de brouiller la compréhension binaire que nous avons, comme cette phrase d'Azmi Bishara : « Après l'établissement d'un état palestinien dans la totalité de la Cisjordanie et de Gaza, la lutte contre Israël continuera » (*Haaretz*, 22 mai 1998). Idem sur *France Info*, le 13 janvier 2001, quand le journaliste nous informe que les pourparlers entre Palestiniens et Israéliens ont tourné court ce matin, les Palestiniens accusant Israël d'intransigeance. Oui, mais qu'en disent les Israéliens ? Sur quoi mettent-ils le compte de l'échec de ces pourparlers ?

Toujours sur *France Info*, toujours le 13 janvier 2001, Frédéric Barrère donne la parole à un habitant de Gaza : « A minuit, on vient annoncer aux habitants quelconques d'une maison de partir. La maison est rasée, les arbres sont rasés, ils prennent les palmiers pour les planter dans les colonies ». En l'absence d'interrogation de la partie adverse (de tout le reportage), et avec les commentaires du reporter : « on dit que 700 maisons ont été rasées » (qui est « on » ?), le témoignage du Palestinien fera foi. Le témoignage donne corps à l'information, et sans sources contradictoires, cela crée l'évidence.

On assiste parfois à des efforts maladroits pour rendre compte d'un semblant d'équilibre : un attentat se produit en Israël, il y a des morts, des blessés, et les micros se précipitent côté palestinien pour interviewer une Palestinienne qui nous apprend qu'elle a peur des représailles israéliennes. Samedi

23 mars, à minuit, *Arte* projetait un documentaire : « Palestine, Palestine » de Dominique Dubosc. Pour résumer ce que nous pourrions jusqu'ici dire sur ce chapitre, nous citons ici un extrait de l'article de Catherine David « désespoir suicidaire » (*Télé Obs*, semaine du 23 mars 2002) : « Certes, son propos [Dominique Dubosc] est ennobli d'emblée par le souci de faire connaître « la vision des vaincus », selon l'expression de Nathan Wachtel, en l'occurrence de sonder la douleur des Palestiniens, qui vivent la présence israélienne dans cette partie du monde comme une occupation inique. Mais à quoi bon faire aujourd'hui un documentaire sur la Palestine qui ne montre qu'un aspect de la réalité, un côté du miroir, une vérité partielle, terrible et passionnante, une injustice qui explique beaucoup de choses mais ne justifie en aucun cas le terrorisme aveugle ? Est-il bien utile de zoomer longuement sur la jambe arrachée d'un Palestinien ou sur un cadavre d'enfant dans sa fosse, enveloppé dans le traditionnel foulard noir et blanc, sans rappeler qu'il y a aussi, chez les Israéliens, des mères en deuil et des jambes arrachées ? N'aurait-on pu imaginer, au lieu de ce triptyque univoque, un film à deux volets, à deux voix, à double logique, une enquête sur les deux peuples, sur les deux tragédies, avec les arguments des uns et des autres, un film non sur Palestine, Palestine mais sur Palestine, Israël ? ».

2° cas : faire parler autrui pour ne pas avoir à assumer sa position

Dans l'article du Monde « Hymne à l'Europe dans un journal séoudien » (16 février 2002), on peut lire les propos d'un éditorialiste séoudien, Abdel Wahab Badrakhane, tiré du quotidien *Al-Hayat* : « (...) C'est pour cela que les Européens ont tenu à exprimer leur mécontentement envers l'extrémisme américano-israélien (...) et leur colère face aux mensonges d'Israël, dont le discours exclusivement sécuritaire, de même que celui des Américains, ne peut que « perpétuer la violence », sans toutefois ouvrir un quelconque horizon politique ». Ces propos du Séoudien ressemblent étrangement aux analyses de beaucoup de journalistes du Monde (pour exemple, voir notamment un article du *Monde 2* (mai 2002) de Gilles Paris, qui parle « d'usage exclusif de la force » - faisant fi de toutes les démarches politiques et des déclarations en faveur d'un État palestinien de Sharon).

3° cas : la caution juive

Dans certains médias, même si tous les types de discours ou presque ont une visibilité, la tendance est à répercuter majoritairement les analyses que l'on pourrait qualifier d'anti-israéliennes, ou de pro-palestiniennes (dans le sens anti-israélien, car il y a des « pro-israéliens » qui ne sont évidemment pas contre les Palestiniens, mais qui défendent un point de vue moins défavorable à Israël). Parmi ces personnes qui donnent leur opinion, il y a une prédi-

lection toute particulière pour ceux des Juifs – et encore mieux, des Israéliens – qui prennent une position violemment anti-israélienne, une position de dénonciation à sens unique. Ainsi, on se prend à lire Pierre Vidal-Naquet, Rony Brauman, et même des gens qui nous étaient pratiquement inconnus auparavant, des Eyal Sivan, des Marcelle Manceaux etc.

Si des Juifs le disent, si des Israéliens le dénoncent, cela ne peut être que vrai ! Certes, c'est tout à l'honneur du peuple juif d'abriter une diversité de pensée et de parole, d'être fidèle à sa non-pensée unique et de « mahloqet » - de débat contradictoire - et loin de nous l'idée de censurer quiconque, même si certains « analyseurs » sont visiblement plus doués dans leur domaine d'action que dans l'analyse du conflit israélo-palestinien, sans parler de motivations parfois douteuses (ce thème mérite un développement trop long pour que nous l'abordions ici).

Cependant, il est beaucoup plus rare, sinon inexistant, d'entendre des Arabes ou des musulmans qui ont beaucoup de reproches à faire à la politique arabe en général, à la politique de l'Autorité palestinienne en particulier, à l'aberration des attentats-suicides... Et pourtant, il y en a ! Prenez Fouad Ajami (Libano-américain) pour entendre parler de la culture d'incitation à la guerre employée par d'Arafat, lisez Sami Al-Soudi (Palestinien) qui vous racontera comment le Raïs joue sur tous les tableaux, Hamas et Jihad compris, lisez et faites lire Ashraf Al-Ajrami (Palestinien) qui reproche à l'Autorité palestinienne de laisser ses enfants se faire endoctriner à l'école, à la mosquée pour devenir des martyrs, écoutez Amir Jahanchahi (Iranien) qui dénonce l'idéologie islamiste, allez interviewer Sari Nusseibeh, le nouveau Ministre palestinien des affaires relatives à Jérusalem, « le plus réaliste des leaders palestiniens actuel » selon l'expression de Sami Al-Soudi...

DISPROPORTION DANS LES SUJETS TRAITÉS

Les violences

C'est un maximum d'informations, un raz-de-marée de détails qui nous submergent pour nous faire ressentir la violence de l'armée israélienne. A contrario, il y a une étrange manie à minimiser les violences palestiniennes. Nous avons été abreuvés lors de l'opération rempart, notamment à Jenine, avec ces images de destruction, des rumeurs de charniers, des allégations de « massacres », et quand on fut obligé de se rendre à l'évidence qu'il n'y avait pas eu de « massacres », on est passé au registre de « crimes de guerre ». L'acharnement à vouloir accuser Israël minimise les nombreuses et graves violations des lois de la guerre commises par les Palestiniens : attaques et attentats contre des civils, infrastructures terroriste et militaire plongées au cœur de la popula-

tion civile palestinienne, utilisation des enfants dans les combats...

Jenine est prénommé « capitale des suicidaires » par les Palestiniens eux-mêmes. Cette ville a développé une infrastructure terroriste qui sert de base principale pour les organisations opérant en Cisjordanie. Pendant l'opération rempart, ce sont 3.5 tonnes d'armes qui ont été découverts. C'est depuis Jenine que 28 attentats-suicides ont été perpétrés (dont 23 ont réussi) depuis le début de l'intifada. Les témoignages provenant de la presse arabe nous révèlent un aspect de la nature des combats : Omar, du Jihad islamique : « De tous les combattants de Cisjordanie, nous étions les mieux préparés. Nous avons commencé à travailler à notre projet : piéger les envahisseurs militaires et les faire sauter. Nous avons choisi de vieux immeubles vides et les maisons de ceux qui étaient recherchés par Israël, nous doutant que les soldats israéliens tenteraient de les retrouver. Nous avons découpé des morceaux de canalisations d'eau et les avons bourrées d'explosifs et de clous. Puis, nous les avons placés à environ quatre mètres de distance dans toutes les maisons - dans les buffets, sous les éviers, dans les canapés. D'autres explosifs ont été cachés dans les voitures des hommes de Jenine les plus recherchés. Reliées à des fils électriques, les bombes étaient déclenchées à distance, grâce au courant fourni par la batterie d'une voiture » (journal égyptien *Al-Ahram*).

Abu Jandal, commandant du Jihad islamique au camp de Jenine : « Croyez-moi quand je vous dis qu'il y a des enfants postés dans des maisons à côté de ceintures d'explosifs... Aujourd'hui, un enfant est venu me trouver avec son cartable ; je lui ai demandé ce qu'il voulait. Il m'a dit : 'Au lieu de livres, je veux un engin explosif, pour attaquer...' » (Interview à la télévision qatar *Al-Jazira*). Ce que confirme le Cheik Jamal Abu Al-Hija, commandant des Brigades Izz Al-Din Al-Qassem (Hamas).

On a également beaucoup minimisé le comportement de Tsahal qui ne « correspondait » pas à l'image qui lui est plaquée, passant ainsi sous silence l'assistance médicale que portèrent les médecins de Tsahal non seulement aux blessés palestiniens, mais aussi aux malades, minimisant les risques que l'armée a pris pour éviter au possible les pertes civiles palestiniennes, au détriment de leur propre vie.

Le 26 mars 2002, trois observateurs du TIPH, la force internationale d'interposition à Hebron, sont pris dans une embuscade alors qu'ils étaient dans leur véhicule facilement identifiable. Un Turc et une Suissesse sont tués, un troisième Turc est blessé. Tsahal a identifié les tirs comme provenant du Sud, à l'intérieur des territoires contrôlés par l'Autorité palestinienne. Malgré cela, les forces de sécurité palestinienne, dans leurs communiqués à des reporters, ont affirmé que les tirs provenaient d'un poste de l'armée israélienne (qui se

trouvaient non loin). Mais le troisième observateur blessé, le capitaine turc Husein Ozaslan, a témoigné à la radio israélienne. Il raconte, depuis l'hôpital Shaare Tsedek de Jerusalem où il a été emmené, qu'il a pu clairement voir les assaillants, des Palestiniens.

France Inter, le 26 mars 2002 (informations de 15h00), avec tous les éléments pour analyser la situation, se contente d'un laconique : « Deux observateurs internationaux tués en Cisjordanie ». Si des Israéliens avaient commis ce forfait, la nationalité des assaillants aurait sans doute été livrée avec l'information.

Les affaires dérangeantes

Par contre, quand une affaire embarrasse l'Autorité palestinienne, comme celle du bateau chargé de 50 tonnes d'armes arraisonné par les Israéliens le 3 janvier dernier, le *Karine A*, on observe étrangement des efforts incroyables pour minimiser l'événement. *L'Humanité* ne s'encombre pas : entre le 4 et le 14 janvier, il y a un seul article sur le *Karine A* (le 8 janvier), et encore pour affirmer contre toute preuve que le bateau n'est pas palestinien. *Le Monde* jouera plus finement. Il traite largement du sujet, mais va tout faire pour minimiser la portée de l'affaire et les responsabilités palestiniennes. Tout d'abord, dans un article du 5 janvier, il cite un conseiller d'Arafat (« Nous n'avons rien à voir avec cela. C'est de la propagande israélienne destinée à saboter la mission de M. Zinni »), Arafat lui-même et le porte-parole iranien du ministère des Affaires étrangères qui nient bien-sûr tout lien avec un trafic d'armes. Il évite de citer Pérès, qui déclare : « l'interception du navire était un événement décisif pour l'Autorité palestinienne qui devrait effectuer un choix. Ils ne peuvent pas jouer à ce jeu indéfiniment. Ils doivent décider s'ils soutiennent le terrorisme ou s'ils le combattent ». Le 7 janvier, il titre : « Israël organise un vaste battage médiatique autour du bateau d'armes arraisonné », faisant référence à la conférence de presse organisée à Eilat où étaient invités plusieurs diplomates pour constater du chargement amical du *Karine A*. C'est drôle. Quand l'armée détruit des maisons à Gaza parce qu'elles abritent des tunnels servant au trafic d'armes entre l'Égypte et la bande de Gaza, on reproche aux Israéliens de ne pas montrer les images pour le prouver. Mais quand il montre, on parle de battage médiatique.

Dans un autre article du même jour, intitulé : « La *Lloyd's list* conteste la version israélienne », nous apprenons que la *Lloyd's list* est une publication londonienne qui fait autorité en matière de transport maritime. Et selon cette publication, le *Karine A* ne serait pas iranien, mais irakien. Et si le vaisseau appartient toujours au riche irakien, il ne peut être la propriété d'intérêts

palestiniens selon *Le Monde*. Il faut attendre les 3 dernières lignes de l'article (sur les 25) pour lire que, tout de même, « les milieux de transport maritime londonien soulignent que ce type de petit cargo a pu facilement changer de propriétaire depuis le 12 septembre... ». Que ne ferait-on pas pour blanchir Arafat ?

Le 8 janvier, est arrivée dans toutes les agences de presse l'interview du capitaine palestinien du bateau, Omar Akawi. Arrêté avec l'équipage, composé majoritairement de Palestiniens, il témoigne devant les caméras de la deuxième chaîne israélienne, de *Fox TV* et de *Reuters*. Extraits : « Je suis un conseiller des affaires maritimes du ministère des transports de Autorité palestinienne ; je fais parti du Fatah depuis 1976 ; le trafic [d'armes] était supervisé par un officiel palestinien, Adel Awadallah (appelé aussi Adel Mughrabi), bras droit d'Arafat, qui a ordonné d'embarquer les armes sur la côte iranienne. L'opération était suivie par le chef de la marine palestinien, Fathi al-Razem (par ailleurs le responsable du trafic d'armes d'Arafat depuis les années 70). A la question de savoir si Arafat était au courant de l'opération, Akawi hausse les épaules : « je sais que les armes étaient destinées à la Palestine » dit-il, « non au Liban ou au Hezbollah ». Akawi pensait qu'après l'appel d'Arafat du 16 décembre dernier pour un cessez-le-feu, il s'attendait à voir sa mission stoppée (il était alors à mi-chemin). Cependant, Awadallah lui dit de poursuivre son chemin. Akawi suppose que les armes proviennent du Hezbollah, le parti chiite libanais financé par l'Iran. Il devait débarquer dans un port égyptien où la cargaison devait être répartie en plusieurs petits bateaux et amenée jusqu'à la côte de Gaza. Des petits navires auraient du venir à ma rencontre et décharger la marchandise. Je sais qu'ils devaient se rendre en Palestine ». *Le Monde* titre en « une » : « Sharon, avec l'affaire du Karine A, cherche à décrédibiliser Arafat... ».

À croire que cette histoire est montée de toutes pièces, les Juifs sont de vieux comploteurs...

Ce que retient *Le Monde* des déclarations d'Akawi ? « Les déclarations d'Omar Akawi ne répondent pas à la question de savoir qui est le commanditaire du chargement de 50 tonnes d'armes ». Dans l'article, il y a un sous-titre en lettres capitales : « DÉMENTI CATÉGORIQUE », suivi de la phrase suivante : « A la question de savoir si l'Autorité palestinienne en est le commanditaire, Omar Akawi a répondu : Je ne sais pas ». Pour un démenti catégorique, c'est un démenti catégorique !

Les sujets muets

Il est des sujets non révélés par les médias de par leur difficulté même à être

traités. Dans la grande majorité des pays arabes, la presse n'est pas libre et les journalistes redoutés comme la peste et le choléra réunis. Les contestataires, ou tout simplement les curieux encourent un danger de mort. On pense tout de suite à l'Afghanistan et la quasi impossibilité de couverture médiatique dans le début du conflit. Par contre, il y a des sujets dont l'information est disponible, mais qui ne trouvent pas d'écho dans les médias, objets d'une censure politique ou médiatique, quand ce n'est pas les deux.

Sur les dessous de la politique palestinienne

Quelques citations permettront de mieux comprendre de quoi il ressort. D'un haut responsable palestinien de la sécurité : « Le peuple palestinien est en état d'urgence face à l'échec du sommet... Si la situation explose, le peuple palestinien vivant dans les zones contrôlées par l'Autorité palestinienne est prêt pour la prochaine et fière bataille contre l'occupation israélienne... La prochaine Intifada sera plus violente que la première parce que le peuple palestinien possède maintenant des fusils qui lui permettent de se défendre dans une confrontation avec l'armée israélienne... L'expérience libanaise qui a consisté à jeter les occupants israéliens hors du Sud-Liban a donné au peuple palestinien la force morale nécessaire et ajouté à leur détermination à se lancer dans une lutte armée » (Quotidien *Kul al-Arab*, 14 juillet 2000). De Marwan Barghouti, chef du Fatah en Cisjordanie : « Nous perdrons ou nous gagnerons, mais notre regard restera fixé sur notre but stratégique ; à savoir la Palestine du Jourdain à la mer » (*New Yorker*, 2 juillet 2001).

De Yasser Arafat : « Pères et Beilin nous ont déjà promis la moitié de Jérusalem, mais nous, Palestiniens nous prendrons tout. Notre but est d'éliminer l'État d'Israël et d'établir un état palestinien. Nous rendrons la vie insupportable aux juifs par la guerre psychologique. Les juifs ne voudront plus vivre au milieu d'Arabes » (session privée avec des diplomates arabes en Europe, 30 janvier 1996, cité dans le *Middle East Digest*, 7 mars 1996, et dans le quotidien suédois *Dagen*).

Le jour même où il signait les accords d'Oslo, le 13 septembre 1993 à Washington, Arafat expliquait à la télévision jordanienne qu'il agissait dans le cadre d'une « stratégie par étapes ». Dans cette interview il fait référence au traité de Hudaibiya. Tous les musulmans et islamologues savent que cette trêve ou cette ruse conclue par le prophète Mahomet avec les Mecquois encore païens à un moment où le rapport de force lui était défavorable, a été rompu dès qu'il a été le plus fort. Autrement dit, concluons un accord de paix pour endormir l'ennemi, et poursuivons nos efforts de guerre pour le juguler totalement. La notion de compromis n'existe pas pour Arafat, ce qu'il sait très bien transmettre à son peuple. Et depuis les accords d'Oslo, les attentats n'ont

fait qu'augmenter en nombre et en victimes. Rien qu'entre septembre 1993 et septembre 1995, le nombre de morts israéliens dans des attentats a augmenté de 68%.

M. Abdelwahed, l'ancien président de l'Indonésie, a rendu publique une discussion qu'il a eue avec Yasser Arafat, en automne 2000, juste après le rendez-vous manqué de Camp David. Le président Wahed avait demandé en privé à Arafat pourquoi il avait refusé les conditions qui lui avaient été proposées par le Président Clinton. Le leader palestinien lui répondit : « Ca va nous prendre 150 ans mais nous les jetterons [les Israéliens] à la mer » (MENA). Et enfin, l'article 9 de la charte de l'OLP : « La lutte armée est la seule voie pour libérer la Palestine. C'est la seule stratégie, pas seulement une phase tactique. (...) ». Serait-ce par facilité que certains médias se saisissent des controverses qui animent la société israélienne, des dissensions qui font ses débats démocratiques, pour les retourner contre Israël et son gouvernement en insinuant : « Vous voyez, même en Israël, ils ne sont pas d'accord avec la politique de Sharon, même en Israël ils dénoncent la « colonisation »... » ? Serait-ce par peur de contrarier leurs lecteurs, auditeurs, spectateurs qu'ils taisent la réalité des soubassements de l'Autorité palestinienne ?

Sur la propagande palestinienne

Pour mobiliser la population autour des thèmes ci-dessus évoqués, l'Autorité palestinienne maîtrise toute une strate d'outils de propagande et d'endoctrinement pour tous les âges.

A l'école, on enseigne la haine et le martyr : « Mère le départ est proche, prépare le linceul. Mère, je marche à la mort. Je n'hésiterai pas. Mère, ne pleure pas sur moi si je tombe, car la mort ne m'effraye pas, et mon destin est de mourir en martyr ». (Etude du poème « Mère » : Notre langue arabe, niveau 7, p. 63, élèves de 12 ans) « L'aboutissement final et inéluctable sera la victoire des Musulmans sur les Juifs ». (*Notre langue arabe*, niveau 5, pp.64-67, élèves de 10 ans) « [L'élève] devra parvenir à la conclusion : pourquoi le monde hait les Juifs. [L'élève] devra expliquer pourquoi les Européens ont persécuté les Juifs ». (*Manuel scolaire palestinien, Livre du maître, Histoire contemporaine des Arabes et du monde*, niveau 12, p. 151)

Les citations des manuels scolaires palestiniens sont extraites d'un rapport du CMIP (Center for Monitoring the Impact of Peace), et furent authentifiées par l'UNRWA, tant pour l'existence de l'original arabe que pour l'exactitude de sa traduction.

Ce sujet très grave et laissé pour compte par les médias (de rares articles évoquent le problème et sont rapidement noyés dans la masse) mériterait cependant

une couverture médiatique digne de celle des soi-disant espions israéliens ou des prétendus viols par Tsahal. Non seulement parce que le système scolaire palestinien est financé par l'UNRWA et par l'Union européenne ; mais surtout parce que l'on touche là à l'élément le plus faible d'une société : l'enfant. Ce sont des germes de haine qui sont plantés, et l'apologie du martyr, l'appel constant au Jihad, la propagande antijuive, menacent gravement la paix et la coexistence à l'échelle de plusieurs générations. Dans les médias, on enseigne la haine et le martyr. Petit poème mis en scène sur la télévision de l'Autorité palestinienne, le 30 mai 2002 : « Les vents de la révolution. Pourquoi détruis-tu mon rêve, Et ne me laisse pas mourir en martyr ? Ma force me rendra fort, Et fera fondre le fer pour moi. Je ne meurs pas pour finir, Car dans ma mort, il y a la vie, Dans ma mort, il y a un hymne. Je suis, mon ami, une révolution dans un corps humain, Un volcan déterminé. Je porterai mon âme sur mes épaules, Et au paradis, je porterai une Croix et le Coran ». Un clip mettant en scène le petit Mohamad Al-Dura appelant ses camarades à venir le rejoindre (au paradis) a fait un tabac, tout comme les feuilletons où le protagoniste n'est autre que Sharon déguisé en vampire et suçant le sang des enfants.

Dans les mosquées, on enseigne la haine et le martyr : les prêches du vendredi soir sont retransmis en direct sur la télévision de l'Autorité palestinienne. Extraits de sermon du 21 septembre 2001, mosquée de Gaza, Cheikh Ibrahim Madhi : « Oh bien-aimés de Allah. Nous ne devons jamais oublier qui sont les Juifs, comment ils voient Allah, ce qu'ils pensent des prophètes et des apôtres, et ce qu'ils en disent dans leurs livres saints - c'est-à-dire dans les livres qu'ils appellent « livres saints ». Nous devons toujours garder en tête la vision qu'ils ont du prophète Mahomet, la corruption dont ils souillent le monde, surtout le monde arabe et musulman ». « Nous pensons que l'escalade de cette guerre qui nous oppose aux Juifs continuera jusqu'à ce que nous ayons vaincu les Juifs et que nous entrions à Jérusalem en conquérants, à Jaffa en conquérants. Nous ne nous contenterons pas d'un État palestinien avec Jérusalem pour capitale ; nous proclamerons la création d'un califat islamique qui aura Jérusalem pour capitale ». Extraits de sermon 13 septembre 2001, mosquée Zayed bin Sultan Aal Nahyan à Gaza, prêche du docteur Ahmad Abu Halabiya : « Ô frères dans la croyance, la belle fiancée a un prix coûteux et une dot. Notre fiancée c'est le paradis, Ô frères dans la croyance. Le prix à payer pour cette fiancée, la dot de ce paradis, c'est de nous battre dans la voie d'Allah, de tuer et d'être tué ».

Ajoutez à tout cela l'apologie du terrorisme faite par les Autorités elles-mêmes pour avoir le tableau final, la configuration d'ensemble qui nous éclaire les origines du terrorisme d'une autre lumière. Les 2 et 3 mars 2002, divers

attentats-suicides et attaques font 21 morts et 51 blessés, la plupart civils, dont deux bébés (de 7 mois et de 18 mois), et quatre enfants (de 3, 6, 12 et 15 ans). « Bénies soient les mains combattantes des héros qui ont frappé ainsi l'armée d'occupation. Bénis soient les Brigades des Martyres d'Al Aqsa qui vengent la mort de dizaines de Palestiniens et les blessures de centaines d'autres dans les camps de Balata et Jénine ». Le Secrétaire général du Fatah en Cisjordanie, Marwan Barghouti, a ainsi félicité dimanche 3 mars à la chaîne de télévision *Al Jazirah* le peuple palestinien pour les attentats commis ce jour « contre des colons ». Barghouti a déclaré qu'il s'agissait « d'actions héroïques contre des soldats et des colons dans les territoires occupés ». « (...) Savez-vous ce que fait une mère de martyr qui vient d'apprendre le martyr de son fils [entendre son suicide dans une attaque terroriste] ? Elle sort en joie dans la rue et dit : Qu'Allah Soit loué, mon fils a épousé la Palestine plutôt que sa cousine ». (Yasser Arafat, interview dans le quotidien koweïtien *Al-Rai 'Al-'Am*, 12 décembre 2001) Le Cheikh Ibrahim Madhi appelle à bénir « quiconque met une ceinture d'explosifs sur son corps ou sur celui de ses fils et plonge au milieu des Juifs ».

Sur le muselage de la presse

Le Comité Indépendant pour la Protection des Journalistes, qui surveille les mauvais traitements infligés aux journalistes et défend la liberté de la presse dans le monde, rapporte : « Au cours de ces quelques sept années où l'Autorité Nationale Palestinienne a pris le contrôle de parties de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, le Président Yasser Arafat et son appareil de sécurité à plusieurs niveaux ont muselé les détracteurs de la presse locale au moyen d'arrestations arbitraires, de menaces, d'agressions physiques et de la fermeture de sources d'information médiatique. Pendant des années, le régime d'Arafat a réussi à effrayer la plupart des journalistes palestiniens et les amener ainsi à s'autocensurer ».

Le reporter de *Sky TV*, Chris Roberts, rappelle qu'au début de la violence, l'Autorité palestinienne accueillait les reporters à bras ouverts. Mais après le lynchage de Ramallah, quand des agents de l'Autorité palestinienne firent leur possible pour détruire et confisquer l'enregistrement de ce macabre événement, les Palestiniens donnèrent libre cours à leur hostilité envers les États-Unis en harcelant et en intimidant les correspondants occidentaux.

Un photographe britannique, Mark Seager témoigne dans le *Sunday Telegraph* du 22 octobre 2000 : « J'étais en train de composer l'image quand un Palestinien me donna un coup de poing dans la figure et me dit : « Donne-moi ton film ». Un type m'a tout simplement arraché mon appareil photo et l'a brisé sur le sol ». L'Italien Riccardo Cristiano, reporter à la télévision

italienne, a été tabassé à Jaffa où il couvrait les émeutes provoquées par des Arabes israéliens. On lui a cassé le nez, tailladé la joue et il a failli perdre l'usage de son œil droit.

Le 8 octobre 2001, à Gaza, une manifestation contre les bombardements américains en Afghanistan a été réprimée par la police palestinienne elle-même, causant la mort de deux Palestiniens de 13 et 21 ans et en blessant des dizaines d'autres (l'âge des victimes n'a pas été relaté par les médias français). L'Autorité palestinienne a refusé l'accès de la bande de Gaza aux étrangers.

MANTEAUX BLANCS ET BLANCS MANTEAUX : TENTATIVE DE SYMÉTRIE

C'est finalement une autre façon de minimiser ce qui rend la victime idéale moins idéale. Quand il faut bien finir par reconnaître que les Palestiniens ou ceux qui les soutiennent ont été un petit peu loin pour être vierge de tout reproche – sauf à être un manipulateur d'opinion – il suffit de dire que c'est pareil dans le « camp d'en face », et ça va tout de suite mieux.

« Les extrémistes des deux bords »

Cette expression a fleuri dans les médias. Bien pratique pour mettre sur le même plan des fanatiques criminels qui tuent sciemment des civils et des quelques bornés qui se refusent à tout compromis avec les Palestiniens. « Ce n'est plus Sharon et Arafat, tous deux figés dans une posture que la haine a fossilisée, qu'il faut contraindre à la paix » (*Paris-Match*, éditorial du 25 avril 2002). Bien commode pour établir une fausse symétrie entre un homme corrompu qui mène son peuple à la ruine, qui, à défaut d'assumer ses responsabilités, construit sa victimité et celle des Palestiniens, et un dirigeant qui tente comme il le peut d'enrayer le massacre gratuit d'Israéliens.

« Terrorisme » et « terrorisme d'État »

Les Israéliens sont depuis peu des terroristes. Nabih Berri, le président du Parlement libanais, annonce fin 2001 : « La résistance au Liban [il veut parler du Hezbollah] et l'Intifada en Palestine ne sont pas terroristes mais constituent, au contraire, la guerre contre le terrorisme représenté par l'occupation israélienne ». Combien de fois a-t-on entendu parler de terrorisme d'État pour Israël ! Quand l'État français a abattu ce malade qui, bardé d'explosifs, a pris en otage une classe de maternelle à Neuilly-sur-Seine, a-t-on considéré que c'était du terrorisme d'État ?

« Communautarisme »

En France, dès le début de l'intifada, une recrudescence d'actes antisémites sans équivalent depuis la deuxième guerre mondiale a vu jour. Il y a eu un sérieux retard à l'allumage, mais les médias ont fini par relever le phénomène, plus d'un an après. Le 7 avril 2002, soit plus d'un an et demi après le déclenchement et de l'intifada et des actes antisémites, après plus de 400 actes antijuifs, la non communautariste communauté juive de France organise une manifestation contre l'antisémitisme et contre le terrorisme. C'est alors que le mot « communautarisme » fait une entrée fracassante sur les ondes radio, à la télévision, dans les colonnes des journaux, tant de la part de journalistes que de politiques du reste. Certains comme Lionel Jospin condamne le « communautarisme » en insistant auprès des groupes juifs sur le fait que « nous ne devons pas importer en France les problèmes du Moyen-Orient ». D'autres comme Jacques Chirac renvoie les deux parties dos à dos, le communautarisme arabo-musulman et le communautarisme juif. Mais de quoi parle-t-on ? De centaines d'actes antisémites perpétrés par une écrasante majorité d'Arabo-musulmans, pudiquement appelés « jeunes », « jeunes désocialisés » ou « voyous », et de zéro acte anti-arabe ou anti-musulman perpétré par des Juifs. De manifestations pro-palestiniennes, selon les termes mêmes de leurs organisateurs, où flotte parfois le drapeau du Hezbollah ou du Hamas, où l'on entend « mort au Juifs », où l'étoile de David est comparée à la croix gammée... et d'une manifestation pro-israélienne, selon les termes des médias, où flottent des drapeaux français, où est chantée la Marseillaise, et où aucun slogan haineux n'apparaît.

Inversions chronologiques

Loin d'être anodines, de telles inversions permettent en réalité d'inverser les causes et les conséquences, changeant toute la donne d'un problème. Dans son expression la plus simple, l'inversion chronologique consiste à raconter par le menu une opération israélienne contre des Palestiniens, et de rappeler inopinément, en fin d'article, que la veille un attentat-suicide a tué six israéliens et en a blessé quarante .

Dans sa forme plus élaborée, l'inversion consiste à dire la chose suivante : le terrorisme est la conséquence de l'occupation. Quand cessera l'occupation, cessera la violence.

Malgré ces propos, il faudrait se rappeler que beaucoup de factions extrémistes, telles que le Hamas et le Hezbollah, déclarent que même si Israël se retirait complètement des territoires, elles continueraient les attentats car elles ne reconnaissent pas à Israël le droit d'existence (les accords d'Oslo non plus d'ailleurs, qui reconnaissent «l'existence» d'Israël – on est ras-

L'Agence France Presse : le récit contre les faits

Clément Weill Raynal

L'Agence France Presse, troisième agence de presse mondiale, respecte-t-elle ses obligations «d'exactitude, d'équilibre et d'objectivité» que la loi lui impose, ou au contraire viole-t-elle ce principe en fournissant à ses abonnés une information partisane? C'est la question à laquelle nous nous sommes efforcés d'apporter des éléments de réponse concrets en examinant la couverture par l'AFP du conflit israélo-palestinien notamment depuis le début, le 28 novembre 2000, de ce qu'il est convenu d'appeler «la seconde intifada».

Dans l'impossibilité d'examiner de manière exhaustive la totalité des dépêches consacrées, depuis maintenant plus d'un an, à ces événements, nous nous en sommes tenu à une lecture attentive des dépêches diffusées sur le fil de l'AFP lors des épisodes essentiels de l'intifada. Nous nous sommes attachés à relever un certain nombre d'approximations, d'omissions qui – à notre sens – témoignent de la volonté de favoriser le plus souvent le camp palestinien en faisant retomber sur le seul camp israélien la responsabilité de la vague de violence.

La première semaine – le déclenchement des violences

Bien que l'intifada n'a réellement éclaté que le vendredi 29 septembre, l'Histoire a d'ores et déjà retenu une autre date : celle du jeudi 28 septembre, c'est-à-dire le jour de la venue d'Ariel Sharon, alors leader de l'opposition, sur ce qu'il est convenu d'appeler l'esplanade des mosquées et que la presse israélienne (toutes tendances confondues) désigne sous le nom classique de « mont du Temple » que lui a donné la tradition juive. Progressivement, une thèse a été mise en avant, puis érigée au rang de vérité officielle et indiscutable: la cause de l'intifada serait la venue d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées, présentée comme une « provocation » délibérée. Les Israéliens

seraient ainsi responsables du déclenchement des violences.

En France, c'est cette version des faits qui a été présentée par l'Agence France Presse auprès de ses abonnés. Une lecture attentive des dépêches diffusées laisse apparaître que, dès les tous premiers jours des violences, les informations données par l'AFP ont semblé vouloir occulter les responsabilités palestiniennes et aggraver celles du camp israélien, mettre en avant les déclarations et les arguments de la partie palestinienne, estomper, voire oublier, ceux du gouvernement israélien.

Mais tout d'abord les faits. Tout commence le jeudi 28 septembre 2000, au petit matin. Ariel Sharon, alors leader de l'opposition, se rend à pied sur l'esplanade des mosquées-mont du Temple. Cette démarche symbolique vise à affirmer la souveraineté israélienne sur les lieux saints et à protester contre la proposition faite par le Premier ministre Ehud Barak aux Palestiniens de conclure un accord de partage de Jérusalem pour en faire deux capitales. Le choix du lieu n'est pas dû au hasard. L'esplanade abrite en effet à la fois le premier lieu saint du judaïsme et le troisième lieu saint de l'islam. C'est à cet endroit que se focalisent les tensions religieuses. La question de savoir qui doit exercer la souveraineté politique sur l'esplanade est l'une des plus épineuses des négociations.

La visite d'Ariel Sharon, annoncée depuis plusieurs jours et faite avec l'assentiment des autorités musulmanes qui gèrent le lieu suscite une manifestation de protestation de plusieurs dizaines de jeunes palestiniens. Des échauffourées, puis des heurts se produisent. Les manifestants jettent des pierres, des chaises et des objets métalliques sur la petite délégation qui accompagne Ariel Sharon et les policiers qui les encadrent. La police riposte en tirant des balles caoutchoutées. Six Palestiniens et vingt-cinq policiers sont légèrement blessés. Les incidents n'auront duré que quelques minutes. Le calme revient rapidement.

Ce n'est que le lendemain, vendredi 29 septembre, soit vingt-quatre heures après, que les incidents graves surviennent. Depuis l'esplanade, des Palestiniens jettent des pierres contre les soldats qui gardent les portes d'accès de l'esplanade et les fidèles juifs en train de prier au « mur des lamentations », en contrebas. L'armée riposte. A la fin de la journée, le bilan des affrontements sur l'esplanade se solde par la mort de sept palestiniens et de deux cent vingt blessés. Pour les médias et le grand public, la « seconde intifada » vient de commencer.

A quelle date précise a débuté cette nouvelle intifada ? 28 septembre, date de la venue de Sharon sur l'esplanade ? 29, date des premiers affrontements sérieux ? En fait, les prémices d'une déflagration sont déjà perceptibles quel-

ques jours auparavant. Depuis l'échec du sommet de Camp David, au mois de juillet, la presse israélienne fait état de rapports alarmistes des services de renseignements. Selon ces informations qui font la une du *Jerusalem Post* à la mi-septembre, l'autorité palestinienne s'apprête à déclencher une confrontation armée. La veille de la venue d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées, deux attentats à la bombe ont été perpétrés, dont un a provoqué la mort d'un soldat israélien qui escortait un bus de civils dans la bande de Gaza. Le 29 septembre au petit matin, soit quelques heures avant les premiers morts sur l'esplanade des mosquées, un policier palestinien abat froidement un garde-frontière israélien en compagnie duquel il participait à une patrouille mixte. Ces attentats sont les plus graves depuis l'arrivée d'Ehud Barak au pouvoir. Ils ne doivent rien au hasard. Ils marquent le véritable début de l'intifada.

La lecture des dépêches de l'AFP diffusées le vendredi 29 septembre est intéressante à plus d'un titre. Elle constitue en quelque sorte une « photographie » de départ, au premier jours des affrontements violents sur l'esplanade des mosquées qui marqueront véritablement le début de l'intifada. Cette photographie permettra par la suite de mieux comprendre à quelles acrobaties (omissions, oublis, distorsions sémantiques, déséquilibres dans le traitement des sources...) va se livrer ultérieurement l'Agence France Presse pour accréditer les thèses palestiniennes.

Le 29 septembre, l'AFP donne en effet une lecture relativement équilibrée de la situation. Dans une longue dépêche diffusée à la mi-journée (13h 26), alors que le bilan des émeutes sur l'esplanade n'est encore que de deux morts, le journaliste Marius Schattner écrit : « *Ehud Barak fait face à des violences d'une gravité sans précédent depuis son entrée en fonction en 1999, marquée par des attentats anti-israéliens ayant fait deux morts et des heurts qui ont fait deux morts dans les rangs palestiniens sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem* ». À cet instant, la « fable » d'une intifada déclenchée d'un coup de baguette magique par Ariel Sharon n'a pas encore été forgée. L'AFP resitue les événements du vendredi dans le contexte des jours précédents. Les deux attentats du mercredi et du vendredi sont donc à prendre en considération. Ils autorisent à s'interroger sur le fait de savoir si l'Autorité palestinienne n'a pas d'ores et déjà déclenché les hostilités. Dans sa synthèse de fin de journée (21h 51), l'AFP rappelle qu'« *il existe depuis plusieurs mois un risque latent de violence en raison du blocage des négociations, surtout depuis l'échec en juillet du sommet de Camp David* » et ajoute, « *mais ce risque est soudain devenu beaucoup plus réel vendredi, certains manifestants palestiniens appelant même de leurs vœux une nouvelle intifada* ».

Quant aux responsabilités dans le déclenchement des violences, là aussi

L'Agence France Presse fait preuve d'un réel équilibre en rapportant les positions des deux parties : « *Dans l'affaire de l'esplanade des mosquées (...) Ehud Barak a mis en cause sans ambiguïté les Palestiniens, affirmant qu'ils étaient responsables des violences. Chez les Palestiniens, on explique toutefois ces violences, déclenchées par des jets de pierre contre les Israéliens, par la visite la veille sur l'esplanade du chef de la droite israélienne, Ariel Sharon, qu'ils ont ressentie comme une provocation* ».

Deuxième jour du conflit : Samedi 30 septembre

Dès le lendemain, changement de « ligne éditoriale ». Alors que les combats font rage (le bilan de la journée s'élèvera à 16 morts et 500 blessés), L'AFP ne retient plus qu'une seule thèse. Celle, palestinienne, de la « *provocation* » d'Ariel Sharon. Dans les jours et les semaines qui vont suivre, la venue du chef de l'opposition sur l'esplanade va devenir l'unique cause du conflit. La première dépêche (11h31) orientée en ce sens vient d'ailleurs de Paris. Consacrée à la réaction de la représentante de l'Autorité palestinienne en France, Leïla Shahid, l'AFP indique : « *La visite du leader de l'opposition de droite Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem est une « provocation pure et simple », dont les conséquences « montrent combien la situation est inflammable » a déclaré Leïla Shahid* ».

Les dépêches envoyées depuis les grandes capitales arabes emboîtent le pas. On peut noter que ces dépêches reprennent souvent le ton et le vocabulaire des communiqués gouvernementaux, de la presse officielle ou des organisations palestiniennes dont elles se font l'écho.

A 11 heures 50, une dépêche de Damas est titrée: « *Damas dénonce le « massacre » sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem* ». Une heure plus tard, toujours de Damas, le porte-parole du FPLP, estime que « *le massacre commis par les forces d'occupation israéliennes sur l'esplanade des mosquées, après la profanation de cette esplanade par le terroriste Ariel Sharon, démontre l'absurdité de la poursuite des négociations de paix* ».

Le meilleur reste à venir. Rendant compte d'une manifestation à Saïda, au Liban, contre les « *massacres* » à Jérusalem, le journaliste de l'AFP, Jihad Saqlaoui, écrit : « *Des jeunes ont brûlé le drapeau israélien et l'effigie du chef de la droite israélienne, Ariel Sharon, dont la visite jeudi sur l'esplanade d'al-Aqsa a provoqué des heurts sanglants au cours desquels sept Palestiniens ont été tués* ».

La venue jeudi d'Ariel Sharon et la fusillade sanglante du Vendredi ne constituent désormais plus qu'un seul et même événement. Rien n'indique dans la dépêche que l'émeute sanglante s'est produite près de trente heures

après la visite de Sharon et que la fusillade a éclaté après que les jeunes Palestiniens ont attaqué à coup de pierre les fidèles juifs priant en contre bas au mur des lamentations.

Dès le deuxième jour de l'intifada, l'AFP livre à ses abonnés (c'est-à-dire à l'ensemble de la presse française) une explication de la révolte palestinienne : « *les violences ont été déclenchées par la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées qui abrite le troisième lieu saint de l'islam* ».

Le dimanche 1^{er} octobre, cette affirmation sera répétée à 13 reprises sur le fil de l'agence. Le lundi 2 octobre, la formule est utilisée dans plus de 20 dépêches. Ce sera désormais, selon l'AFP, la cause unique de ce nouvel épisode du conflit israélo-palestinien. Pratiquement chaque jour, à chaque occasion, dans chaque rappel chronologique l'AFP utilisera invariablement cette phrase fétiche : « *l'intifada a été déclenchée par la venue d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées, troisième lieu saint de l'islam* ». En revanche, dans les semaines et les mois qui suivront, l'Agence France Presse ne jugera pas utile de rappeler le contexte qui était celui de l'échec du sommet de Camp David, les attentats meurtriers qui avaient recommencé bien avant la venue d'Ariel Sharon sur l'esplanade, l'attaque des fidèles juifs en prière au mur des lamentations qui avait provoqué la fusillade sanglante sur l'esplanade. Enfin, il n'est pas inintéressant de noter l'emploi systématique de l'expression « *troisième lieu saint de l'islam* » pour qualifier l'esplanade des mosquées alors que celle de « *premier lieu saint du judaïsme* » n'est utilisé qu'à de très rares occasions. S'agit-il d'un oubli, d'une précision jugée sans importance ? Ou l'AFP cherche-t-elle ainsi, à l'instar de la propagande palestinienne, à mieux entériner la délégitimation de toute présence juive sur le mont du Temple ?

Le déséquilibre des sources

À cette présentation tendancieuse des faits, s'ajoute un déséquilibre flagrant dans le traitement des sources. C'est ce que révèle en effet l'examen attentif des dépêches durant la première semaine du conflit. Le samedi 30 septembre, l'AFP consacre 79 dépêches aux affrontements israélo-palestiniens. 6 dépêches, que l'on peut considérer comme équilibrées, reprennent des informations dont les sources sont à la fois palestiniennes et israéliennes. 13 dépêches semblent reposer sur des sources indépendantes (sources hospitalières, « *témoins* », journaliste AFP présent sur le terrain...).

Pour le reste : 47 dépêches donnent des informations émanant du seul camp arabo-palestinien (sources hospitalières palestiniennes, ministre palestinien de la santé, forces de sécurité palestiniennes, responsables politiques palestiniens, organisations arabes...) Contre 14 seulement émanant de la

partie israélienne (ministres du gouvernement, État-major...).

En outre, il n'est pas inintéressant de remarquer que sur ces 13 dépêches, rédigées souvent de manière lapidaire, 10 ne seront diffusées qu'en fin de journée entre 20 heures et 23 heures, alors que les dépêches venant du camp palestinien tombent sur le fil de l'AFP tout au long de la journée.

On n'insistera jamais assez sur l'importance de ce « timing » dans la diffusion des informations pour essayer de faire comprendre le mécanisme et l'influence des agences de presses sur les salles de rédaction. Il est bon de rappeler une évidence : une entreprise de presse est d'abord une entreprise. L'immense majorité des journalistes travaillent tout bonnement selon les « horaires de bureaux ». Les grands rendez-vous d'informations sont connus. Entre 7h et 9h pour les radios. Entre 19 heures 20 heures 30 pour les grands journaux TV. La presse écrite quotidienne elle-même se fabrique pour l'essentiel le matin, l'après midi et en tout début de soirée. Il est évident que des informations diffusées dans la matinée et l'après midi auront un impact sur les journalistes, et donc sur un public bien plus considérable qu'une dépêche envoyée après la grand-messe du 20 heures, alors que les grands rendez-vous d'information sont terminés, que la majorité des journalistes a regagné ses foyers après une journée de labeur et que les salles de rédaction sont tout simplement désertes.

S'agit-il d'un hasard ? D'un mauvais procès ? Il ne faut pas craindre de se livrer à un décompte fastidieux pour constater que les mêmes déséquilibres dans le traitement des sources et dans les horaires de diffusion vont se répéter les jours suivants.

Le dimanche 1^{er} octobre, l'AFP diffuse 45 dépêches (flash, bulletins, lead, synthèses...) dont les informations ont pour source unique le camp arabo-palestinien. Sur ces 45 dépêches, 3 sont envoyées entre 0h et 8h du matin, 3 dans la matinée, 30 entre midi et 20h, 10 entre 20h et minuit. Dans le même laps de temps, l'AFP ne diffuse que 17 dépêches dont les informations émanent de sources israéliennes. 6 entre 0h et 7h du matin. 4 dans la matinée, 2 à 18 h, 6 entre 20 h et minuit.

Le lundi 2 octobre, la même arithmétique se répète. 25 dépêches basées sur les seules informations de la partie palestinienne. 12 autres consacrées aux prises de position de la France et de l'Union Européenne « *condamnant la provocation d'Ariel Sharon* ». 13 reposent sur des sources israéliennes qui rejettent la responsabilité des violences sur les Palestiniens.

La mort de Mohamed al Dura

Ce lundi 2 octobre, l'AFP consacre également une dizaine de dépêches à la

mort, la veille, de Mohammed Al Dura, cet enfant palestinien dont les images de l'agonie, filmée par une caméra de France2 ont fait le tour du monde. Tout le monde a encore en mémoire cette scène de l'enfant pleurant dans les bras de son père, tous les deux tentant vainement de se protéger derrière un abri de fortune en béton. Celle de deux civils pris – semble-t-il fortuitement – dans un échange de feux nourris provenant de deux positions adverses, en l'occurrence palestinienne et israélienne. De quelle « nationalité » étaient les balles qui ont tué le petit Mohamed ? Israélienne ? Palestinienne ? Impossible de le savoir. Aucun rapport d'autopsie n'étant parvenu à le déterminer.

Pourtant, l'AFP croit pouvoir, dès les premières heures du drame et encore aujourd'hui, affirmer que l'enfant est mort sous les balles israéliennes. Tout au long de la journée les dépêches de l'Agence indiquent que l'enfant est mort « *apparemment* » sous des balles israéliennes. « *Le film (de France 2) ne montre pas qui a tiré* » précise tout de même avec honnêteté le journaliste de l'agence, « *mais les tirs semblent provenir de la position israélienne* » (AFP 13h19). Sur quels éléments matériels l'AFP fonde-t-elle son sentiment ? Les dépêches ne le précisent pas. En fin de journée une nouvelle dépêche semble apporter quelques précisions et éclaircissements. Le titre en est le suivant : « *L'armée israélienne admet implicitement qu'elle a pu tuer le jeune Mohammed* » (AFP 20h59). On notera le luxe de précautions avec lequel ce titre est formulé. Le premier paragraphe apporte les indications suivantes : « *Le chef d'état-major adjoint de l'armée israélienne, le général Moshé Ayalon, a admis implicitement que Mohamed al Dura ait pu être tué par erreur par des militaires israéliens* ».

Il faut poursuivre la lecture du texte jusqu'au quatrième paragraphe pour réaliser que les propos du général sont à la fois plus précis et plus incertains : le général « *a admis la possibilité qu'un militaire israélien ait pris le père de l'enfant pour cible, croyant qu'il faisait partie des assaillants, mais n'a pas complètement écarté la possibilité que l'enfant ait été victime de balles palestiniennes* ».

Tout au long de l'année 2001, l'AFP s'en tiendra donc à cette « *apparence* » : « *Mohammed al Dura a été tué apparemment par des balles israéliennes* ». Ainsi sera formulé la « *thèse officielle* » décrétée par l'Agence France Presse dans les nombreuses dépêches consacrées à cette affaire qu'elle diffusera auprès de ses abonnés. Au printemps 2001, l'AFP ne consacrera pas une ligne à la publication du rapport d'une commission d'enquête officielle israélienne concluant à l'impossibilité d'établir d'où sont partis les coups de feu mortels. La publication de ce rapport n'est pourtant pas passée inaperçue en Israël. Elle a fait la une du très sérieux quotidien *Ha'aretz* et a d'ailleurs suscité de nombreuses polémiques en Israël.

Enfin, moins d'un an après les faits, l'AFP ne s'embarrassera plus d'aucune

précaution de formulation. L'adverbe « *apparemment* » disparaîtra définitivement des dépêches consacrées à Mohamed al Dura en dépit de l'absence de tout nouvel élément permettant de privilégier une thèse au détriment d'une autre.

Le 15 octobre 2001, à l'occasion de la remise d'un prix au caméraman palestinien Talal Abou Rahme, l'AFP écrit : « *Le caméraman Talal Abou Rahme qui avait filmé la mort de Mohamed Al Dura, un petit palestinien tué par des tirs de soldats israéliens, a été empêché de se rendre à Londres pour y recevoir un prix* ».

Le 29 novembre 2001, le journaliste Dan Beaulieu consacre une dépêche au portrait du père de Mohamed qui commence de la manière suivante : « *Le père de l'enfant palestinien Mohamed al-Dura dont la mort sous les balles israéliennes filmée en direct par une chaîne de télévision française en a fait le plus célèbre des 1 000 tués de l'Intifada, ne parvient plus à parler de paix* ».

Le silence entourant les déclarations de Faloudji

Le 2 mars 2001, cinq mois après le début de l'Intifada, Imad Faloudji, le ministre palestinien de la Communication, prononce un discours lors d'un meeting de l'OLP dans le camp de réfugié d'Ein el-Hilweh, à 45 km au sud de Beyrouth. Dans ce discours, Imad Faloudji fait deux déclarations importantes. Il affirme en premier lieu que « *l'Intifada était planifiée depuis l'échec des négociations de camp David* », en juillet 2000. Sur ce point, le ministre palestinien est on ne peut plus clair, puisqu'il ajoute : « *Ce sommet de Camp David où le président Arafat a envoyé promener le président américain Bill Clinton et rejeté les conditions américaines* ». Imad Faloudji précise ensuite (pour ceux qui ne l'auraient pas compris) que « *c'est une erreur de penser que l'insurrection (palestinienne) a été initiée par la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées.* »

Ces déclarations sont jugées suffisamment importantes pour l'agence américaine Associated Press (AP) y consacre le jour même une longue dépêche. La majorité de la presse anglo-saxonne développera les jours suivants cette information. Le correspondant du *Monde* en Israël, Georges Marion, en fera également état. L'Agence France Presse, pourtant très présente au Liban, n'y a pas consacré une ligne. Pourquoi ? Est-ce parce que cette information – émanant du camp palestinien – contredisait la version officielle de la « *provocation d'Ariel Sharon* » serinée invariablement depuis cinq mois par l'AFP ?

Il faut préciser qu'Imad Faloudji avait déjà tenu des propos similaires lors d'un colloque à Gaza le 5 décembre 2000. Ces propos avaient été rapportés par le quotidien palestinien *Al Ayam* du 6 décembre. D'autres responsables

palestiniens, cités par la presse internationale, ont fait des déclarations allant dans le même sens. *Le Nouvel Observateur* a publié, dans son numéro du 3 mars 2001 le témoignage de Mamdoh Nofal, l'un des dirigeants du Front Démocratique pour la Libération de la Palestine (FDLP), qui explique que Yasser Arafat a pris lui-même la décision de déclencher les hostilités :

« *Quelques jours avant la visite de Sharon sur l'esplanade des mosquées, lorsque Yasser Arafat nous a demandé d'être prêts à nous battre (...)* ». Djibril Rajoub, le chef de la sécurité préventive en Cisjordanie, n'a cessé, lui aussi, de mettre en garde Arafat contre le danger d'une confrontation armée. En vain. Abou Amar (Arafat) était convaincu qu'au bout de deux ou trois jours, le déséquilibre des forces serait si intolérable que les Américains, les Européens et les Arabes conseilleraient à Barak de reprendre les négociations. Jamais l'AFP ne s'est fait l'écho de ces déclarations ne serait-ce que pour les relativiser, en contester l'importance ou les critiquer. L'AFP applique ainsi une règle simple de la désinformation : ce dont on ne parle pas, n'existe pas. Malgré les déclarations d'Imad Faloudji et des autres responsables palestiniens, l'Agence France Presse va continuer tout au long de l'année 2001 à désigner Ariel Sharon comme le seul responsable du déclenchement de l'intifada.

La remise du rapport Mitchell

Après plus de six mois d'enquête, la commission internationale Mitchell chargée de déterminer les causes de l'explosion de violence israélo-palestinienne rend son rapport le vendredi 4 mai 2001.

Établie par le sommet de Charm el-Cheikh des 16 et 17 octobre 2000, cette commission de cinq membres, officiellement baptisée d'« *établissement des faits* », et non d'enquête, est présidée par l'ancien sénateur américain Georges Mitchell.

Dès le Vendredi 4 mai au matin, l'Agence France Presse, diffuse une série de dépêches pour annoncer la remise dans les heures prochaines du rapport dont on attend les conclusions officielles.

L'AFP est néanmoins en mesure de devancer ces conclusions puisque elle écrit plusieurs heures avant la remise du rapport – dont on ignore la teneur – aux parties :

« *La mission (du rapport Mitchell) est de déterminer l'origine des violences déclenchées par la visite controversée d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées...* »

Cette affirmation (qui est en totale contradiction avec les conclusions du rapport, mais on ne le saura que plus tard) sera répétée à sept reprises dans la journée.

A partir de 17 heures, les conclusions du rapport Mitchell commencent à être connues. On sait notamment que, selon le rapport, « *la venue de M. Sharon sur l'esplanade des mosquées n'est pas la cause de l'intifada* » (même si les membres de la commission Mitchell en déplorent le caractère « *provocateur* »). L'AFP va alors nuancer sa formulation en se contentant de juxtaposer les deux événements comme pour mieux souligner le lien de causalité qui les unit.

Dans une dépêche de 17h 57, le journaliste de l'AFP Jo Strich écrit : (les violences) « *ont fait 508 tués depuis le 28 septembre, date de la visite du Premier ministre israélien Ariel Sharon, alors chef de l'opposition de droite, à l'esplanade des mosquées* ».

Une nouvelle fois, l'AFP procède à une confusion de date, laissant entendre que les premiers morts palestiniens auraient été tués à l'occasion de la visite d'Ariel Sharon. Or, les premières victimes palestiniennes de l'intifada ont été tuées le 29 septembre. Pourquoi donc débiter le décompte macabre le 28 septembre si ce n'est pour mieux accréditer la thèse de la responsabilité d'Ariel Sharon ? (Il convient de souligner que l'AFP continuera dans les semaines et les mois qui suivront la remise du rapport à écrire à nouveau – et à de nombreuses reprises – que l'intifada « *a été déclenchée par la venue d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées* »).

Vendredi 4 mai dans la soirée puis dans la journée du samedi 5 mai, l'AFP indiquera certes l'ensemble des conclusions du rapport Mitchell dont celle concernant la venue d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées. Mais le titre des dépêches n'insistera que sur un seul point : « *La commission Mitchell demande un gel total de la colonisation...* » (20h58)

Faisant passer au second plan les reproches et recommandations adressés à la partie palestinienne, notamment la condamnation des violences commises par les Palestiniens.

Le samedi 5 mai, l'AFP publie 11 dépêches consacrées à la remise et au contenu du rapport. Le titre des quatre premières dépêches, reprend l'information donnée la veille : « *Le rapport Mitchell recommande l'arrêt de toute colonisation juive* ».

Une nouvelle fois, l'AFP choisit de ne mettre en avant que les points défavorables aux Israéliens. Il faut arriver jusqu'au milieu du texte pour apprendre au détour d'une phrase que le rapport « *blâme les deux parties* ». Et ce n'est que dans le tout dernier paragraphe que l'agence indique que des critiques ont été adressées à l'Autorité palestinienne et à Yasser Arafat, le rapport Mitchell reprochant notamment aux Palestiniens le « *manque de contrôle sur leurs forces de sécurité* ».

À la mi journée, les premières réactions palestiniennes à la publication du rapport commencent à tomber sur le fil. « *Arafat veut un nouveau sommet de Charm el-Cheik* » indique l'agence. Selon le leader palestinien, dont les propos sont rapportés par l'AFP, ce sommet « *est nécessaire pour discuter des conclusions du rapport de la commission Mitchell sur les violences* ».

En fin de journée, l'AFP apporte de nouvelles indications sur les réactions des Palestiniens. La dépêche de 22h39 porte le titre suivant : « *Rapport Mitchell: plusieurs points sont acceptables, selon les Palestiniens* ».

On ignore toujours, à cette heure, quelles sont les réactions israéliennes. L'AFP n'en dit pas un mot. Le dimanche 6 mai, dans la matinée, une première réaction israélienne – enfin! – indique: « *Israël rejette un nouveau Charm el-Cheikh avant un arrêt de la violence* ».

La position israélienne, telle qu'elle est rapportée par l'AFP, est donc une réaction négative. Cette présentation tendancieuse des faits peut donner à penser que Jérusalem a rejeté les recommandations de la commission Mitchell. Il n'en n'est rien. Les Israéliens ne font que mettre une condition à la nouvelle exigence de Yasser Arafat.

En revanche, la réaction positive des Palestiniens est à nouveau répétée et mise en avant à plusieurs reprises au cours de la journée : « *Rapport Mitchell: accueil plutôt favorable des Palestiniens* ».

Ce n'est que le dimanche soir, en toute fin de journée (22h06), que l'AFP informe ses clients de la réaction officielle israélienne : « *Le rapport de la commission Mitchell est «juste et équilibré», selon Peres* ».

Mais à cette heure, comme nous l'avons déjà souligné, les grands journaux des radios et télévisions sont terminés. Les entreprises de presse tournent au ralenti, particulièrement le dimanche soir ! Les salles de rédactions sont désertes. Pourtant, la réaction de Shimon Peres avait été communiquée aux médias israéliens dès le samedi soir.

Pourquoi ce retard inexplicable de plus de 24 heures dans la diffusion d'une information pourtant essentielle? S'agit-il d'une négligence ou d'une volonté d'accorder le moins d'audience possible à cette information?

Durant tout le week-end, les auditeurs des radios et télévisions ont pris, grâce à l'AFP, connaissance d'un document tronqué et présenté de manière tendancieuse, donnant à penser que :

1. La responsabilité d'Ariel Sharon était une vérité établie avant même la publication des conclusions du rapport.
2. Les recommandations du rapport rejetaient l'essentiel de la responsabilité des troubles sur Israël, notamment à cause du problème des «colonies».
3. Les Palestiniens avaient fait preuve de bonne volonté en acceptant les gran-

des lignes du rapport alors que les Israéliens les avaient peu ou prou rejetées, ce qui est totalement inexact.

Après la remise du rapport Mitchell

Dans les semaines et les mois qui suivent la remise du rapport Mitchell, l'AFP continue à désigner Ariel Sharon comme le responsable du soulèvement palestinien. L'agence ne rappellera qu'à de très rares occasions (six d'après notre décompte) que selon le rapport Mitchell, « *la venue d'Ariel Sharon n'est pas la cause de l'intifada* ». Bien au contraire, elle défendra à de très nombreuses reprises la thèse de la responsabilité directe du Premier ministre israélien. Entre le mois de mai 2001 et le mois de janvier 2002, 54 dépêches persistent à accuser Sharon d'avoir « *déclenché* » les violences en effectuant sa visite sur l'esplanade. Les diverses formulations utilisées par l'AFP sont les suivantes :

« *La visite d'Ariel Sharon a servi de détonateur à l'intifada* » (28/07/2001 18h21).

« *La visite controversée d'Ariel Sharon a été l'étincelle qui a déclenché la seconde intifada* » (28/07/01 20h57).

« (...) *l'étincelle populaire s'est déclenchée spontanément après la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées* » (02/01/02 15h04).

« *C'est à la suite d'une visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées qu'a démarré l'intifada* » (02/08/01 10h08).

Ces affirmations seront à nouveau répétées – et à de multiples reprises – dans les dépêches consacrées au premier anniversaire de l'intifada et diffusées entre le 23 et le 30 septembre 2001.

« *C'est la visite, il y a un an, de l'actuel Premier ministre israélien Ariel Sharon sur l'esplanade qui a déclenché l'intifada* » (28/09/01 15h50).

Enfin une dépêche datée du 7 août procède une nouvelle fois à une confusion de dates et affirme que « *les affrontements meurtriers se sont déroulés sur l'esplanade des mosquées, lors de la visite provocatrice d'Ariel Sharon* » (07/08/01 09h54).

La position officielle de la France.

Cette thèse, de la responsabilité d'Ariel Sharon, mise constamment en avant par l'AFP, est aussi la thèse officielle de la diplomatie française. Dès le 2 octobre, le ministère français des affaires étrangères publie une déclaration du ministre Hubert Védrine, qui « *condamne sans réserve la provocation délibérée accomplie par Ariel Sharon* » et qui « *déplore les violences qui en sont résultées* ».

Le même jour l'Élysée, par une déclaration du Président de la République,

confirme cette analyse. Recevant le secrétaire d'État américain Madeleine Albright, Jacques Chirac déclare :

« *Nous sommes consternés et très préoccupés par cette flambée de violence. À l'origine, jeudi dernier, une provocation irresponsable sur le lieu saint de l'esplanade des mosquées. Et, à partir de là, un embrasement prévisible* ».

Un an et demi après le début des événements, la France a-t-elle révisé son opinion sur les responsabilités du conflit ? Il est permis d'en douter. Malgré les conclusions du rapport Mitchell, malgré les déclarations des dirigeants palestiniens eux-mêmes, le Quai d'Orsay maintient sa position. On en veut pour preuve cette étonnante déclaration, le 18 janvier 2002, du porte parole du ministère lors du traditionnel point de presse quotidien. En réponse à la question d'un journaliste, lui demandant de désigner les responsables d'un nouvel incident sur le terrain, le porte-parole répond :

« Dans le cadre d'une situation aussi complexe, nous ne souhaitons pas revenir de manière notariale sur les responsabilités de chaque incident et de chaque violation. À défaut, nous entrerions dans une discussion stérile. La France, en son temps, a su dire, de manière très claire, quel était l'événement à l'origine de la reprise de l'intifada ».

Le choix des mots: Qui sont les « extrémistes »?

Selon les propres règles qu'elle s'est fixée, l'Agence France Presse s'interdit toute prise de position ou « jugement de valeur ». Pourtant, l'examen du vocabulaire et des qualificatifs choisis pour désigner chaque camp peut inquiéter quant à son objectivité.

Où sont les « extrémistes » au Moyen-Orient? Une recherche systématique par « mots-clés » sur l'ensemble des dépêches laisse apparaître très clairement le point de vue que l'AFP défend auprès de ses abonnés. Depuis le début de l'année, les seuls « extrémistes » de la région sont les Juifs, les Israéliens, le plus souvent les colons. Plus d'une centaine de dépêches ont ainsi été répertoriés. « *A Hébron, quelques 400 colons extrémistes juifs vivent retranchés au milieu de 120 000 Palestiniens* ». Cette formule est celle employée de manière automatique pour décrire la situation qui règne à Hébron. Les 400 colons sont tous qualifiés d'extrémistes sans nuances ni distinction d'âge ou d'opinion. Chaque fois que le vocable « extrémiste » est employé, c'est pour désigner des Juifs :

« *Attentat anti-palestinien : la police soupçonne des extrémistes juifs* » (AFP 20/07/2001 9h30).

« *Le meurtre de trois Palestiniens dont un nourrisson dans une embuscade jeudi près de Hébron pose des questions sur l'impunité des extrémistes juifs* » (AFP 20/07/2001 14h20).

« *des extrémistes juifs manifestent devant l'esplanade des mosquées* » (AFP 10/04/2001 19h33).

« *Des centaines de jeunes juifs extrémistes crient « mort aux arabes ! » devant la mosquée Hassan Bek de Tel-Aviv, en face de la discothèque où un attentat suicide a fait dix neuf morts dans la nuit, dont le kamikaze porteur de la bombe* » (AFP 02/06/2001 20h46) (on notera que le terroriste est, lui, paré du titre de kamikaze sans qu'il soit besoin de le qualifier d'« extrémiste »).

« *La police israélienne a arrêté trois extrémistes juifs qui tentaient de s'infiltrer sur l'esplanade des mosquées (...). Ces extrémistes y revendiquaient le droit d'y prier* » (AFP 21/05/2001 14h 50).

En revanche, ce terme n'est jamais appliqué aux Palestiniens. Pour désigner les membres du Hamas et du Jihad Islamique, l'AFP utilise le plus souvent les formules suivantes:

« *Les activistes palestiniens déterminés à poursuivre la lutte* » (23/05/01 17h40).

« *Les membres du mouvement radical islamiste Hamas ont promis de continuer la lutte* » (27/07/01 23h03).

« *Un militant du groupe radical Jihad islamique a été tué par les Israéliens* » (23/07/01 20h 56).

« *Un cadre du Jihad islamique tué par des soldats en Cisjordanie* » (05/05/2001 08h21).

« *Un militant du mouvement palestinien Jihad Islamique...* » (05/04/01 18h06).

« *Le chef spirituel du mouvement de la Résistance islamique (Hamas) appelle les Arabes à fournir des armes* »

« *Un responsable local du Hamas visé par un raid* » (17/07/01 15h52)

La diabolisation d'Ariel Sharon: l'affaire de Sabra et Chatila

Depuis l'élection d'Ariel Sharon, la propagande arabe se déchaîne contre le Premier ministre israélien présenté comme un criminel de guerre pour sa responsabilité notamment dans les massacres de Sabra et Chatila. Cette propagande vise à présenter Ariel Sharon comme le responsable direct et unique de la tuerie, alors qu'il n'en fut que le témoin passif, le massacre ayant été perpétré par la milice chrétienne des Forces Libanaises dirigées à l'époque par Elie Hobeika. Ce dernier a ensuite entamé une honorable carrière politique au Liban. Il fut de nombreuses années ministre dans le gouvernement de l'actuel Premier ministre Rafic Hariri et n'a jamais fait l'objet de poursuites judiciaires ni de la moindre campagne d'opinion.

S'il est concevable que la propagande arabe et palestinienne, pour des

raisons qui lui sont propres, cherche à taire le nom du véritable « boucher de Sabra et Chatila » pour lui substituer celui d'Ariel Sharon, est-il acceptable que l'Agence France Presse s'en fasse complaisamment l'écho ?

Au cours de l'année 2001 l'AFP a consacré plus de 150 dépêches à l'affaire de Sabra et Chatila.

L'ensemble de ces dépêches sont consacrées à Ariel Sharon dont le rôle est constamment mis en avant dans les titres :

« *Plainte contre Sharon: une rescapée de Sabra et Chatila raconte son calvaire* » (18/06/01 13h22).

« *Sabra et Chatila: la BBC s'interroge sur la responsabilité d'Ariel Sharon* » (18/06/01 01h53).

« *Une avocate Libanaise veut traduire Sharon et Peres en justice* » (11/06/01 15h05).

« *La télévision (iranienne) annonce la victoire du « boucher de Sabra et Chatila »* » (07/02/01 13h31).

« *«Ogre», «Terroriste», «Boucher», la presse arabe se déchaîne contre Sharon* » (07/02/01 13h13).

« *Sharon est un « criminel de guerre », selon un dirigeant socialiste danois* » (07/02/01 10h46).

« *Des avocats (tunisiens) déposent une plainte contre Ariel Sharon* » (08/07/01 14h17).

« *Strasbourg : une « Cour Pénale internationale des peuples » improvisée contre Ariel Sharon* » (06/07/01 18h40).

« *Mobilisation en France contre la venue d'Ariel Sharon* » (05/07/01 12h52).

« *Le parquet de Bruxelles a requis la recevabilité de la plainte contre Sharon* » (01/07/01 14h28)

L'ensemble de ces dépêches se borne à préciser dans leurs dernières lignes et de manière laconique que le massacre fut « *perpétré par des milices chrétiennes libanaises alliées d'Israël* ». En revanche, une seule de ces 150 dépêches indique, au détour du texte, le rôle d'Elie Hobeika dont le nom demeure parfaitement inconnu du public et des journalistes français.

En janvier 2002, le nom d'Elie Hobeika est brusquement revenu sur le devant de la scène à l'occasion de sa mort dans un attentat à la voiture piégée à Beyrouth. Du 24 janvier, jour de l'attentat, au 29 janvier, l'AFP a consacré 45 dépêches à l'événement. Vingt de ces dépêches sont essentiellement consacrées aux déclarations de dirigeants arabes accusant Israël d'avoir fait disparaître Hobeika pour l'empêcher de témoigner à charge contre Sharon.

« *Un quotidien syrien accuse le Mossad israélien de l'assassinat de Hobeika* » (27/01/02 11h36).

« *Assassinat de Hobeika : la presse de Damas montre Israël du doigt* » (25/01/02).

« *Israël accusé de l'assassinat de Hobeika* » (24/01/02).

« *Assassinat de Hobeika : le président libanais accuse implicitement Israël* » (24/01/02).

« *Pour les Palestiniens des camps de Sabra et Chatila, la responsabilité d'Israël dans l'attentat ne fait pas de doute* » (25/01/02 19h18).

Dans ces dépêches, l'AFP développe avec un luxe de détails, et une certaine complaisance, la thèse d'un « *homme qui en savait trop* » et que l'on aurait « *fait taire* » pour l'empêcher de « *faire des révélations* » au procès d'Ariel Sharon.

Du rôle de principal responsable du massacre de Sabra et Chatila (passé sous silence durant vingt ans), Hobeika accède ainsi au statut, plus avantageux, de témoin impartial prêt à démasquer Ariel Sharon :

« *Hobeika avait des « révélations » à faire sur Sabra et Chatila, selon un sénateur belge* » (24/01/02).

« *Deux jours avant l'attentat, Hobeika avait déclaré à des sénateurs belges qu'il était prêt à témoigner devant la justice belge où une procédure a été engagée par des survivants de Sabra et Chatila contre le Premier ministre israélien Ariel Sharon* » (26/01/02 12h39).

« *Emboitant le pas du gouvernement (libanais), la presse à pointé du doigt Israël affirmant que le Premier ministre israélien Ariel Sharon a éliminé un homme prêt à l'accabler* » (26/01/02 10h26).

Dans une dépêche rappelant les massacres de Sabra et Chatila perpétrés par les Forces Libanaises d'Elie Hobeika, l'AFP écrit :

« *Hobeika avait annoncé en juillet 2001 détenir des preuves innocentant les Forces Libanaises et assuré avoir « amassé des témoignages » et détenir « des documents qui vont ternir l'image de la commission Kahane et lui ôter toute crédibilité (...) Nous avons subi de très grandes pressions de la part des Israéliens pour être physiquement présents sur les lieux, nous avons refusé de le faire », avait-il affirmé, assurant que c'étaient « les Israéliens et des Libanais de toutes confessions » qui avaient perpétré le massacre* » (24/01/02 21h27).

Il faut noter que ces « déclarations » de Hobeika en juillet 2001 n'avaient à l'époque fait l'objet d'aucune publicité de la part de l'AFP. Face à ces nombreuses mises en causes, l'agence a publié à quatre reprises des démentis israéliens qualifiant de « *ridicules* » les accusations libanaises.

L'affaire du Karine A

Le 4 janvier 2002, l'armée israélienne intercepte en mer Rouge un bateau,

« le Karine A. », transportant une importante cargaison d'armes, destinées à l'autorité palestinienne. Cette affaire mettra les dirigeants palestiniens en délicate posture tant à l'égard des Américains que des Européens eux-mêmes qui, après plusieurs jours d'atermoiements, sommeront l'autorité palestinienne de donner des « explications ».

La saisie de la cargaison du Karine A était d'autant plus mal venue pour les Palestiniens que l'affaire a été révélée le jour de l'arrivée de l'émissaire américain Anthony Zinni dans la région. Anthony Zinni était chargé d'explorer à nouveau les possibilités d'une reprise des pourparlers entre Israéliens et Palestiniens.

Les trois grandes agences de presse internationales ont rendu compte de l'événement. Chacune à sa façon :

Reuters (GB) : *Tsahal saisit 50 tonnes d'armes destinées aux Palestiniens*

TEL AVIV (Reuters) - *Des soldats de Tsahal, opérant à 500 km au large des côtes israéliennes, ont arraisonné dans les eaux internationales, en mer Rouge, un navire transportant 50 tonnes d'armes et d'explosifs destinés aux zones autonomes palestiniennes, ont rapporté des officiers israéliens.* (04/01/02 15h42)

Associated Press (USA) : *l'armée israélienne dit avoir saisi 50 tonnes d'armes à destination des territoires palestiniens*

JERUSALEM (AP) - *L'armée israélienne a annoncé vendredi la saisie de 50 tonnes d'armes et de munitions, acheminées par un navire appartenant à l'Autorité palestinienne, vers des territoires sous contrôle palestinien.* (04/01/02 16h06)

Agence France Presse (France) : *Israël complique la mission de Zinni*

JERUSALEM (AFP) - *Israël a affirmé vendredi avoir intercepté un cargo d'armes en provenance d'Iran destinées à l'Autorité palestinienne, compliquant la mission du médiateur américain Anthony Zinni, qui a annoncé la reprise des réunions de sécurité.* (04/01/02 17h30)

Une information déséquilibrée

Cette étude, qui ne prétend pas être exhaustive, a pour seule ambition de s'interroger sur les raisons qui peuvent pousser l'Agence France Presse, troisième agence de presse mondiale, à privilégier, de manière quasi systématique, les thèses du camp arabo-palestinien au détriment d'Israël.

D'autres exemples auraient pu être développés de la même manière. On évoquera rapidement :

– le silence de l'AFP sur l'occupation du Liban par les troupes syriennes. Le mot « occupation » étant formellement proscrit, l'agence lui préférant des formules plus diplomatiques (l'armée syrienne « *maintient* » ou « *stationne* » 35

000 soldats au Liban lorsqu'elle ne les «redéploie» pas...).

« *La Syrie exerce une influence déterminante au Liban où elle maintient un corps expéditionnaire* » (09/09/01 18h04).

« *La Syrie exerce une influence prépondérante au Liban où elle stationne des dizaines de milliers de soldats depuis 1976* » (26/11/01 14h30)

« *La Syrie exerce une influence sans partage au Liban où elle maintient un important corps expéditionnaire...* » ((16/08/01 15 h47)

– le silence de l'AFP sur les violences palestiniennes, sur l'utilisation des enfants envoyés en première ligne, sur l'enseignement de la haine dans les écoles et les médias palestiniens. L'Agence France Presse n'a jamais consacré la moindre dépêche aux émissions enfantines de la télévision palestinienne appelant de très jeunes enfants à se transformer en kamikazes pour perpétrer des attentats suicides en Israël. Les enregistrements de ces émissions existent pourtant. Ils ont été diffusés lors de reportages sur de grandes chaînes européennes et occidentales.

– La complaisance de l'AFP vis-à-vis des «dictatures» et des «dictateurs» arabes. S'il existe bien, selon le vocable utilisé par les dépêches de l'agence, des dictateurs et des dictatures en Afrique, en Asie, ou en Amérique du Sud, il semble ne pas y en avoir sur le pourtour méditerranéen et dans le golfe persique. Une recherche par mots-clés s'avère, là aussi, riche d'enseignements.

Le défunt Hafez el-Assad, visiblement traité avec plus de déférence que Pinochet ou Milosevic, n'a jamais de son vivant été qualifié de «dictateur», l'AFP ayant toujours préféré des expressions plus neutres («*le président syrien*») ou plus fleuries («*Le vieux lion de Damas*»). Son fils, Bachar, qui lui a succédé n'est pour le moment que «le jeune président syrien». Le président Hosni Moubarak est tout naturellement «*le Raïs*». Le colonel Kadhafi conserve le titre de «*leader libyen*», quand ce n'est pas celui de «*guide de la révolution*» ou «*chef de la Jamahyria*». Saddam Hussein est tout simplement «*le président irakien*». La liste n'est pas close.

Pourquoi une telle complaisance, alors que l'AFP ne s'est jamais gênée pour qualifier de «dictateurs» de nombreux dirigeants de la planète? Est-ce parce que l'AFP se targue d'être la «*première agence arabophone du monde*» et qu'elle ne souhaite pas froisser la susceptibilité des nombreux organes de presse - peu soucieux d'une information libre et rigoureuse, mais le client est roi! – qu'elle compte au titre de ses abonnés dans le monde arabe ?

Est-ce pour les mêmes raisons que l'AFP distille au jour le jour une information déséquilibrée en défaveur d'Israël où elle ne compte, il faut bien le dire, qu'un seul abonné ? Le ministère israélien des affaires étrangères. Est-ce pour des raisons purement commerciales ou alors également idéologiques?

Le Monde, « journal de référence » ou journal d'opinion ?

Samuel Benhamou et Laurence Coulon

Être « un journal de référence incontesté »¹, telle est la grande ambition du journal *Le Monde*. Une prétention proclamée par les différents dirigeants du quotidien à l'image de Jacques Fauvet qui indiquait déjà il y a vingt ans : « *Le Monde* est resté le journal de référence qu'il a toujours été. Il reste un journal d'opinion et un journal d'opinions, celles qu'il reflète et celles qu'il exprime après avoir présenté au lecteur tous les éléments d'appréciation et de réflexion.² » Mais il faut souligner que cette affirmation, exprimée en juin 1982 soit lors de l'intervention militaire israélienne au Liban, ressemblait plutôt à un plaidoyer en faveur de l'intégrité du journal au moment même où celui-ci était accusé de désinformation et de parti pris dans sa présentation des événements.

Quelques années plus tard, les critiques à l'encontre du journal ne s'étant pas taries, André Fontaine, le rédacteur en chef et futur directeur du quotidien, ajoute cette précision : « ...l'impartialité de l'information n'exclut pas bien entendu, chaque fois que nécessaire, des prises de positions nettes, sans arrières pensées. Elle exclut les méchancetés inutiles, les allusions perceptibles par les seuls initiés, les attaques ad hominem... »³. De son côté, Edwy Plenel insiste sur « la recherche dynamique, responsable et loyale des faits dans tous les domaines de la vie publique...⁴ ».

Alors *Le Monde* est-il bien ce journal de référence qu'il prétend être ? Et d'abord qu'entend-on réellement par ces termes ?

Jean G. Padoliau, dans son ouvrage *Le Monde et le Washington Post*, en donne la définition suivante : « vocable d'origine anglo-saxonne qui désigne une mosaïque d'ingrédients dont le bâti nécessite du savoir-faire. Le souci de donner des informations d'une absolue correction, l'ambition d'éviter de mêler information et commentaire, l'exigence d'authentifier l'information. »

Avant de préciser : « Tous ces désirs appellent la présence en acte d'une pierre précieuse de la tradition du *Monde* dont la hiérarchie et la rédaction se saisissent à tour de rôle : la qualité de rigueur dans l'écriture aussi bien que dans la recherche et le contrôle de l'information.⁵ »

Or, dans sa présentation du conflit israélo-palestinien, le quotidien respecte-t-il scrupuleusement les règles de l'objectivité, du sérieux et de l'équité ? Ou, au contraire, se réfugie-t-il derrière ces sacro-saints principes déontologiques pour mieux distiller des prises de positions tendancieuses ?

Un choix terminologique orienté

Pour répondre à ces questions, nous avons procédé à une analyse lexicale et rhétorique à partir d'un corpus d'articles s'étendant de la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Lieux saints fin septembre 2000 aux lendemains de son élection comme nouveau chef de l'exécutif en février 2001. Ainsi, il nous a semblé intéressant de vérifier si, pour rendre compte de l'actualité, la rédaction et les correspondants du *Monde* en Israël et dans les territoires palestiniens avaient ou non utilisé des procédés particuliers afin d'influencer le jugement et l'opinion des lecteurs. Ont-ils, par exemple, privilégié certains termes au contenu sémantique partial ? Ont-ils, de même, employé des tournures de style propres à générer des émotions particulières en fonction de jugements préconçus ?

Présenter l'information, c'est d'abord opérer un choix - nécessairement subjectif - dans l'immense champ lexical qu'offre la langue française. Depuis longtemps, différents analystes ont mis en évidence l'utilisation systématique dans *Le Monde* (et les médias en général) d'un vocabulaire faisant directement référence, dans les mentalités collectives, à la Seconde Guerre mondiale. Ainsi présenter les Palestiniens qui coopèrent avec l'État d'Israël comme des « collaborateurs » constitue un glissement sémantique qui n'est bien évidemment pas neutre. De même, nommer la Cisjordanie et la bande de Gaza « territoires occupés » et parler du « Grand Israël » comme autrefois le Grand Reich obéissent au même principe d'autant que ces expressions ont l'avantage de susciter la peur en raison de l'impression d'immensité qu'elles sous-entendent.

Mais les comparaisons historiques ne s'arrêtent pas à l'Allemagne nazie. Le racisme supposé de l'État d'Israël s'inspirerait également du régime d'apartheid en Afrique du Sud. Ainsi Bruno Philip, un des correspondants du journal dans les territoires palestiniens, affirme que « des villes palestiniennes [sont] devenues des sortes de bantoustans coupés les uns des autres.⁶ »

Or, contrairement à l'État d'Israël, les références historiques implicites dans le traitement de l'information du côté palestinien sont nettement plus positives et véhiculent une image romantique et héroïque du peuple palestinien. Ainsi la focalisation sur « les pierres » aux dépens des armes à feu - pierres qui deviennent même des « cailloux »⁷-, l'utilisation du terme « barricade »⁸ rappellent Mai 1968 et sa révolution étudiante voire Gavroche, le héros des Misérables, et l'émeute de 1832.

Par ailleurs, la droite israélienne est toujours qualifiée de « droite nationaliste », expression pour le moins curieuse surtout si on veut bien se rappeler que c'est la tendance socialiste du mouvement sioniste qui a porté le projet de faire renaître un État juif en Eretz Israël et qui lui a servi de modèle de développement. Enfin, autre parti pris, pourquoi qualifier le maire de droite Ehoud Olmert de « médiocre maire de Jérusalem »⁹ ? Doit-on en conclure que le duel gauche-droite en France déborde sur le conflit du Proche-Orient ?

De même, *Le Monde* utilise des expressions tendancieuses répondant à des positions politiques préconçues. C'est le cas, par exemple, de la « provocation de Jérusalem » c'est-à-dire la visite - certes controversée - d'Ariel Sharon. Déroulons le fil des événements : le 28 septembre 2000, le chef du Likoud se rend sur l'esplanade des Mosquées dans le double but d'affirmer la présence d'Israël sur ce lieu et d'y défendre son statut de leader de la droite israélienne. Des heurts entre policiers israéliens et manifestants palestiniens sont signalés. Ce n'est pourtant que le lendemain 29 septembre que les affrontements se généralisent faisant sept Palestiniens tués et plus de deux cents blessés. A Jérusalem, des manifestants palestiniens jettent des pierres sur les forces de l'ordre israéliennes et les fidèles juifs qui, en contrebas, prient devant le Mur occidental, nécessitant l'intervention de la police. Quelques heures auparavant, dans la ville de Kalkilya en Cisjordanie, un officier de la police israélienne est retrouvé mort, tué à bout portant par un policier palestinien. Puis, l'agitation se propage dans la bande de Gaza et les principales villes de Cisjordanie.¹⁰ Or la présentation de ces faits dans *Le Monde* méritent deux remarques.

D'une part, la rédaction reprend à son compte l'idée selon laquelle il s'agit d'un soulèvement populaire et spontané en réaction à la visite d'Ariel Sharon. En conséquence, les responsables des violences sont les « forces israéliennes » et surtout Ariel Sharon¹¹. Or c'est oublier un peu vite que la tension était déjà vive entre les deux protagonistes puisqu'en l'espace d'une semaine trois incidents avaient été signalés (y compris dans les colonnes du *Monde*) entraînant la mort de trois soldats israéliens. En conséquence, si la visite du

chef du Likoud a pu être l'étincelle qui a mis le feu au poudre, celui-ci ne peut être considéré comme le seul responsable de l'aggravation de la situation. Pourtant, telle est bien la position de la rédaction du *Monde* qui à partir de l'édition du 4 octobre 2000, inventera même un néologisme qu'elle accolera au nom d'Ariel Sharon, la « visite-provocation » .

D'autre part, dans l'édition du 1er-2 octobre, l'esplanade des Mosquées, le troisième lieu saint de l'Islam, est mentionnée à onze reprises y compris dans le croquis accompagnant le texte alors que le Mont du Temple, le plus important lieu saint pour le judaïsme (et au sommet duquel a justement été édifié le Dôme du Rocher), n'est évoqué que deux fois (y compris dans la carte). Bien entendu, utiliser la première appellation aux dépens de la seconde n'est pas anodin et confère une certaine légitimité aux revendications et aux agissements des Palestiniens.

Mais il y a mieux. L'utilisation d'un vocabulaire favorable à la cause palestinienne se double d'une volonté de remettre en cause, voire de nier, toute trace d'une présence juive très ancienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza afin de mieux accréditer la création d'un État palestinien débarrassé de toute présence juive sur ces territoires. Le 10 octobre 2000, *Le Monde* rend compte de l'affaire du tombeau de Joseph, situé à Naplouse et considéré comme un lieu saint pour les Juifs. Celui-ci, évacué par l'armée israélienne quelques jours plus tôt et placé sous le contrôle de la police palestinienne, a été détruit par la foule palestinienne. Or, pour mieux dédramatiser le geste des Palestiniens et délégitimer les prétentions israéliennes, Gilles Paris, le correspondant du journal dans les territoires palestiniens, affirme que c'est « un lieu revendiqué comme juif par des extrémistes religieux »¹².

Une dichotomie manichéenne

Il faut dire que, aux yeux du *Monde*, le conflit israélo-palestinien oppose d'une part, un État d'Israël mu par des desseins aux accents zélotes et d'autre part, un peuple palestinien tout entier représenté par une Autorité/OLP prétendument laïque (un vieux mythe édifié par l'extrême-gauche occidentale depuis la fin des années 1960 mais apparemment toujours en cours) dont les revendications et les actes ne seraient uniquement – et donc légitimement – dictés que par des intérêts nationaux et territoriaux¹³. En conséquence, les violations des accords d'Oslo et les actes extrémistes commis par les Palestiniens sont donc tout simplement minimisés au nom du bien-fondé de leur cause.

À titre d'exemple, Catherine Dupeyron, un des correspondants du journal en Israël, faisant part d'un accrochage meurtrier entre des Israéliens et des Pales-

tiniens, explique que le « groupe d'Israéliens s'était rendu sur le Mont Elbal, également appelé « Point d'observation de Joseph » pour voir le tombeau de Joseph, à Naplouse, évacué quelques jours plus tôt par l'armée israélienne.¹⁴ » Nulle part, il n'est fait mention du saccage de ce lieu saint juif par les Palestiniens.

Plus éloquent encore, un entrefilet rappelle la déclaration faite par Yasser Arafat au président américain Bill Clinton le dernier jour du sommet de Camp David en juillet 2000 (« Quiconque s'imagine qu'il est possible que je renonce à Jérusalem se fait des illusions. Je ne suis pas seulement le dirigeant de la Palestine, mais également le vice-président de la Conférence islamique, tout comme je défends le droit des chrétiens. Je ne braderai pas Jérusalem ») avec pour seule remarque : « ces propos (...) illustrent, parmi d'autres, le caractère non-négociable de Jérusalem-Est et des lieux saints pour les Palestiniens »¹⁵. Mais à ce « caractère non-négociable » des uns, le quotidien oppose l'« intransigeance » moult fois répétée des autres, d'autant qu'il n'est rappelé nulle part que cette rigidité de Yasser Arafat sur la question de Jérusalem explique en grande partie l'échec des négociations de Camp David (juillet 2000). Et Sylvain Cypel, l'envoyé spécial du journal à Gaza, d'enfoncer le clou : le 17 octobre 2000, il accuse Israéliens et Américains d'avoir « préparé les explosions à venir » « en jouant la prééminence du religieux sur le politique ». Dans ces conditions comment s'étonner que dans un autre article signé de ce journaliste figurent les propos d'Abd Rabo, le ministre palestinien de l'information et de la culture, qui dénonce « l'escalade de la confessionnalisation du conflit » dont Israël porte la « responsabilité »¹⁶. Il n'est donc pas difficile pour l'opinion publique française, très attachée au principe de la laïcité, de faire son choix entre le « bon » et le « mauvais » camp tel qu'il est présenté par *Le Monde*.

Cette vision manichéenne trouve sa pleine mesure dans le portrait des « colons juifs ». Ceux-ci, coupables ontologiques tout désignés, le plus souvent qualifiés d'intégristes, représenteraient le paradigme de la haine et de la violence. Le titre illustrant l'article de Sylvain Cypel dans l'édition du 22-23 octobre 2000 est symptomatique à cet égard : « Rage et colère des colons de Keddoumim, aux obsèques de leur rabbin »¹⁷. Ce n'est donc pas de la douleur que peuvent ressentir ces « colons » devant le deuil de l'un des leurs mais de « la rage » mêlée à un sentiment de « vengeance ». Et d'ailleurs, l'article insiste : « Le recueillement et la rage rentrée, mâchoires serrées. La dignité, mais aussi les paroles qui blessent, contre cet Ehoud Barak qui «laisse mourir les juifs». » Et plus loin l'auteur de préciser : « Le fils aîné du défunt, une détermination farouche dans la voix, s'exprime en dernier et récite deux pas-

sages de la Bible. »

Mais il faut croire que cette déshumanisation ne se limite pas aux seuls habitants des implantations. Ainsi l'édition du 4-5 février 2001 décrit l'enterrement d'un Israélien tué par des balles palestiniennes. Or, le lecteur apprend que ces « funérailles ont eu lieu sous haute surveillance policière, de crainte d'un déchaînement de la foule contre des Palestiniens israéliens », c'est-à-dire, en réalité, des Arabes israéliens qui avaient appelé quelques jours auparavant à ne pas voter lors de l'élection du futur premier ministre israélien¹⁸. Autre exemple, après un attentat contre des civils israéliens ayant fait huit morts et vingt-six blessés, le titre coiffant l'article de Georges Marion (le principal correspondant du journal en Israël) indique qu'une « exaspération inquiète et revancharde monte en Israël »¹⁹.

À la dureté des Israéliens – avatar modernisé du Juif à la nuque raide, mythe antijuif propagé par les Pères de l'Église chrétienne – *Le Monde* oppose « le poids des larmes et du sang »²⁰ du côté palestinien. Parce que, en effet, pour gagner l'opinion publique française au peuple palestinien et à sa juste lutte, le quotidien n'hésite pas à jouer sur les réactions émotives et les réflexes compassionnels.

Ainsi, se référant aux propos d'un ministre de l'Autorité palestinienne cité par Bruno Philip, le lecteur apprend que « Gaza est une grande prison »²¹. Dans le même ordre d'idées, les familles des jeunes victimes palestiniennes sont longuement interviewées à l'image de la pleine page accordée aux témoignages de la mère, du frère et des oncles du jeune Mohamad, « simple enfant de Gaza », tué le 30 septembre 2000 (sur lequel nous reviendrons plus loin). Et de raconter « la vie très ordinaire d'un gosse qui aimait les oiseaux et ne parvenait pas à imaginer demain »²².

D'ailleurs, la présentation des événements diffère selon que les victimes sont palestiniennes ou israéliennes. Prenons le premier cas. L'information est toujours accompagnée de détails sur l'identité de la victime, son nom et son âge, procédé qui rend la mort moins lointaine, moins anonyme et qui sensibilise le lecteur au drame palestinien. Or, ces précisions ne sont que très rarement spécifiées lorsqu'il s'agit de victimes israéliennes, en particulier lorsque celles-ci sont des soldats ou des habitants des implantations. Ainsi, même dans l'évocation de la mort, le quotidien fait preuve une fois encore de parti pris inique !

Surtout, ce qu'entend dénoncer *Le Monde*, c'est l'usage aveugle et disproportionné de la force par l'armée israélienne. C'est donc sur le plan de la moralité que le quotidien prend position. À ce sujet Gilles Paris peut écrire que par petits groupes de trois ou quatre, les Palestiniens viennent « à toute

heure de la journée pour défier les tirs israéliens par des jets de pierres ou par des slogans. » Au Proche-Orient (on serait tenté de dire à la lecture de ces articles, uniquement en Palestine), même les slogans peuvent tuer ! L'emploi d'armes de combat par des adultes palestiniens localisés derrière les jeunes enfants – qu'un témoin attentif peut pourtant voir dans les (rares) reportages non serrés à la télévision – n'est qu'exceptionnellement mentionné par les correspondants dans les territoires palestiniens. L'image ainsi créée – et qui correspond à celle véhiculée par la propagande palestinienne – oppose d'un côté des jeunes jetant des pierres et « des slogans » et de l'autre, des soldats israéliens tirant au fusil et à l'arme automatique aidés, le cas échéant, par « des tirs de roquettes [de] deux hélicoptères présents là-haut, dans le ciel.²³ », symboles de la domination absolue israélienne.

Une syntaxe finalisée

Parallèlement à l'emploi d'un vocabulaire propice à engendrer le rejet – d'Israël – et la compassion – du peuple palestinien –, les structures des phrases et des articles méritent également une grande attention..

Même lorsque les affrontements n'ont a priori pas fait de victime, les Israéliens sont toujours pointés du doigt. « Dans la soirée de mardi, des chars israéliens ont tiré des obus contre des objectifs situés à Ramallah, en Cisjordanie. Les blindés ont ouvert le feu à partir de la colonie de Psagot, aux abords de Ramallah, qui avait auparavant été la cible de tirs à l'arme automatique par des Palestiniens. Les soldats israéliens ont aussi ouvert le feu à la mitrailleuse.²⁴ » Les repréailles israéliennes sont toujours annoncées avant les raisons qui les motivent : le lecteur doit avoir l'impression que la violence, la force arbitraire, se situe exclusivement du côté israélien. En conséquence, les provocations des Palestiniens, pourtant responsables de la violence mais dont l'évocation n'arrive qu'à la fin de l'énoncé, deviennent des victimes. De plus, ce type de construction inversée permet d'amoinrir la responsabilité de ces derniers. « Les chars et les hélicoptères israéliens sont entrés en action à Jéricho et à Beit Jala, près de Bethléem. Les blindés israéliens ont tiré quatre obus contre un bâtiment qui servait de position de tir à des Palestiniens contre la colonie israélienne voisine de Véred Jéricho. A Beit Jala, les hélicoptères et les chars ont également répliqué à des tirs contre le quartier juif de Gillo contigu à Jérusalem et construit dans une zone annexée en 1967 par Israël (Cisjordanie).²⁵ » Ici, c'est la fréquence des termes Israël /Israélien (ne) /juif qui mérite d'être soulignée : ils n'apparaissent pas moins de cinq fois contre une seule utilisation du terme « Palestiniens », preuve d'un véritable matraquage des esprits.

L'article élevé à la Une du 14 octobre 2000 est symptomatique de ces cons-

tructions fallacieuses. Il commence par « [la] crise israélo-palestinienne s'est aggravée, jeudi 12 octobre ». Le lecteur se demande évidemment quelle en est la raison. La réponse fournit par le journal est éloquente : « Le premier ministre israélien, Ehoud Barak, a appelé le chef de la droite nationaliste Ariel Sharon, à entrer au gouvernement, après que des hélicoptères de Tsahal eurent attaqué des objectifs palestiniens, non loin des bureaux de Yasser Arafat, le chef de l'Autorité palestinienne. » En résumé, la tension monte parce que d'une part Ariel Sharon, le leader de la « droite nationaliste », va peut être faire son entrée au gouvernement et d'autre part parce que l'armée israélienne a mené une nouvelle attaque. Ce n'est qu'après cette longue phrase que le lecteur apprend (si son attention ne s'est pas déjà relâchée) que l'armée israélienne « intervenait à la suite des événements de la mi-journée à Ramallah » c'est-à-dire le lynchage à mort de deux chauffeurs militaires israéliens par une foule en colère dans un commissariat de la ville. Puis l'article revient sur l'opération militaire israélienne : « Israël a qualifié son intervention d'«opération limitée». Les Palestiniens y voyaient le signe du déclenchement d'une «guerre totale». » Or cette citation n'est pas sans importance puisqu'elle permet de justifier l'information suivante, à savoir la libération de détenus du mouvement islamiste Hamas par Yasser Arafat. Ainsi, ce n'est ni le lynchage des soldats israéliens ni même la libération d'activistes du Hamas qui sont, aux yeux du *Monde* – et par voie de conséquence de ses lecteurs – les responsables de l'aggravation de la tension dans la région mais l'entrée probable au gouvernement du leader de la droite israélienne et l'attaque menée par Tsahal²⁶.

L'« inhumain » à tempérament...

Durant cette période, en effet, deux événements particulièrement dramatiques ont marqué l'actualité : la mort du jeune Mohamad Al Dura le 30 septembre 2000 et le lynchage de deux soldats israéliens le 12 octobre 2000.

Il n'est pas de notre ressort, dans le cadre étroit de cette étude, de démêler l'enquête sur « la désormais célèbre et déjà symbolique mort en direct d'un enfant palestinien de douze ans »²⁷. Dans l'édition du 10 octobre, Michel Guerrin a raison d'affirmer que le « danger des images de guerre et de souffrance, a fortiori quand elles montrent des enfants, est que l'émotion se substitue à l'information et à la réflexion.²⁸ » En ce sens, le journal a eu le mérite de rendre compte du débat qu'elle a suscité et de la contre-enquête menée par l'armée israélienne remettant en cause la responsabilité de Tsahal. Pourtant, on ne peut que déplorer des conclusions trop hâtives, des questions trop vite tranchées qui, justement, ne laisse plus de place au doute. Dès la première

édition consacrée à ce drame, Pierre Georges dans sa chronique présente les pièces à conviction (« Comme des instantanés durables, irréfutables, totalement irréfutables ») avant de prononcer la sentence : « Ce sont des images dont Israël ne se débarrassera pas si facilement ! » D'ailleurs, le titre de la Une, « L'engrenage de la répression », en dit long sur les positions du journal. Or, le moins que l'on puisse dire est que, étant tombé dans le domaine du politique et donc de la propagande, la mort de cet « enfant emblématique de la Palestine²⁹ », de ce « martyr d'El-Aksa³⁰ » ne pourra être que très difficilement et définitivement résolue dans un sens ou dans un autre.

Mais, ce qui est plus grave encore et qui apparaît à la lecture des nombreux articles publiés sur cet événement, est la volonté de laisser supposer que la mort de cet enfant palestinien est le résultat d'une action préméditée, l'aboutissement inéluctable de la déshumanisation (de la monstruosité) des soldats israéliens dont nous avons déjà parlé. Or, cette propension manifeste à souhaiter, voire à rechercher à tout prix la faute d'Israël est pour le moins suspecte et trouve son origine dans la culpabilité occidentale après la Shoah (qu'il serait confortable de se disculper de sa culpabilité en condamnant Israël pour crime contre l'humanité !).

Quelques jours plus tard, « l'inhumain [était] commis » à Ramallah. Pourtant la présentation de ces deux drames est sensiblement différente. La mort du jeune Palestinien datant du samedi 30 septembre, ce n'est que dans l'édition du mardi 3 octobre (mais en vente le lundi 2 octobre au soir) que *Le Monde* relate l'événement. Étant passé en boucle sur toutes les chaînes de télévision durant tout le week-end, il ne fait pas l'objet de l'article élevé à la Une mais du dessin – particulièrement éloquent – de Plantu³¹. En revanche, deux articles lui sont consacrés en page 3 (« L'enfant emblématique de la Palestine » signé de Georges Marion et « L'indignation est unanime dans le monde musulman » de Mouna Naïm avec les dépêches de l'AFP/Reuters), illustrés par deux photos tirées du reportage diffusé par *France 2* sans oublier la chronique de Pierre Georges.

Concernant le lynchage des soldats israéliens, celui-ci est intervenu le jeudi 12 octobre. Il a donc fait la Une de l'édition du samedi 14 octobre (en kiosque le 13 au soir) mais nous avons déjà souligné combien la construction de cet article était captieuse. De plus, sur un total de treize « papiers » réservés à cette actualité au sein de ce même numéro³², seul un entrefilet révèle l'identité des deux chauffeurs israéliens alors que l'article de Georges Marion, pourtant consacré aux trois-quarts à cet événement, porte un autre titre³³ ! Et si les onze autres articles lient cet événement avec le reste de l'actualité proche-orientale, aucun n'a donné la parole aux familles des victimes ou même

à l'opinion publique israélienne (qui paraît d'ailleurs avoir complètement disparu accréditant l'idée que la société israélienne ne se limite finalement qu'à l'État, aux soldats et aux colons, c'est-à-dire à l'allégorie de l'autorité, de la force et de la violence). En revanche, pas moins de quatre « articles » (dont la carte) ont décrit avec force détails la peur des représailles israéliennes et les représailles elles-mêmes, y compris dans les camps de réfugiés du Liban où la « colère gronde ».

En résumé, *Le Monde* applique une règle très simple : lorsque les événements sont à même de provoquer un élan de sympathie pour les Israéliens, celui-ci doit être immédiatement contrebalancé par des informations propres à susciter la compassion en faveur du peuple palestinien. Cependant il apparaît que ce principe ne s'emploie que dans un sens unilatéral : la réciproque n'a pas lieu d'être aux yeux du quotidien.

L'article de Gilles Paris est révélateur de cette ligne de conduite. Certes, il décrit en 42 lignes la « tragédie », le martyr et le supplice des deux soldats. Mais pas moins de 59 lignes sont consacrées à la peur des représailles. Et de décrire l'affolement de la population palestinienne de Ramallah face à l'imminence des frappes ! Or deux aspects méritent d'être soulignés. D'une part, les représailles israéliennes ne se sont pas déroulées à Ramallah mais à Gaza expliquant (justifiant) la présence d'un second article sur les représailles israéliennes qui, par voie de conséquence, limite l'impact que pourrait avoir le lynchage sur les lecteurs. D'autre part, contrairement à ce que voudrait faire accroire l'auteur, ce n'est bien évidemment pas la population civile qui est la cible de l'armée israélienne mais certains bureaux de l'Autorité palestinienne. Quoiqu'il en soit, l'article de Gilles Paris se termine par cette information qui renvoie les lecteurs aux vraies victimes : « Dans une maternelle de Beit Hanina, une éducatrice contemple, accablée, les dessins de la journée. Des pierres, des armes à feu, la mort.³⁴ »

La culpabilité ontologique d'Israël

D'autres chiffres sont également symptomatiques de cette stigmatisation d'Israël, même lorsque celui-ci est une victime.

Nous avons calculé dans les six numéros suivants les premières éditions des 3 et 14 octobre, la fréquence des articles dans lesquels ces deux drames étaient signalés ainsi que le nombre de ligne. Du 4 octobre au 10 octobre, 13 « articles » (dont une caricature de Plantu) ont fait allusion à la mort de Mohamad Al Dura, avec un total de 169 lignes. De même, 13 articles (dont une photo) étalés du 15 octobre au 21 octobre ont évoqué le lynchage des deux soldats mais avec un total de 288 lignes. Au regard de ces résultats, il

serait facile d'en conclure que *Le Monde* a fait pencher la balance émotive du côté israélien. Pourtant il est nécessaire de relativiser ces chiffres puisque dans sept de ces articles le rappel concernait en particulier les représailles militaires alors que cinq autres ont mis en balance la mort du jeune Palestinien avec celle des deux Israéliens³⁵.

Ainsi cette focalisation sur la responsabilité d'Israël dans le climat de violence dans la région tend à démontrer qu'Israël n'est pas un État de droit mais un État terroriste et que, par voie de conséquence, il n'existe aucune légitimité à son existence.

Dans le même ordre d'idée, le nom d'Ariel Sharon est toujours accolé au souvenir des massacres de Sabra et Chatila afin de mieux le diaboliser aux yeux de l'opinion et de légitimer l'existence d'un soi-disant déterminisme entre les faits survenus vingt ans auparavant et les événements actuels. Rappelons cependant que la commission de la Cour suprême israélienne avait, dans son rapport de 1983, statué sur sa « responsabilité indirecte » alors que les vrais auteurs, des Arabes chrétiens connus de tous, n'ont jamais été inquiétés. A titre d'exemple, de l'édition du 1^{er} octobre 2000 à celle du 15-16 octobre 2000, le drame survenu dans les camps palestiniens de Beyrouth-ouest a été mentionné huit fois et à chaque fois lorsqu'il s'est agi de parler du chef du Likoud. Et une fois celui-ci élu le 6 février 2001, le quotidien salue son accession à la tête de l'exécutif israélien en publiant une pleine page consacrée au « Retour à Sabra et Chatila »³⁶. Là encore, la frontière est étroite entre information et propagande et ce leitmotiv en forme de coup de butoir – « Sharon, le responsable du massacre de Sabra et Chatila », chargé bien évidemment ici d'une responsabilité pleine et entière - n'a d'autre but que de jeter l'anathème sur un dirigeant politique israélien voire sur la classe politique israélienne et sur le peuple qui l'a élu. Et d'ailleurs, si l'objet de ces rappels peut, à la rigueur, se justifier dans un souci d'informer le lecteur, pourquoi *Le Monde* ne mentionne-t-il pas également à chaque fois que Yasser Arafat est le président d'une organisation qui a revendiqué ou organisé la plupart des attentats depuis les années 1970 ? Pourquoi, si ce n'est dans le but de démontrer qu'Israël est un éternel coupable, accusé d'un « péché originel »³⁷ pour lequel il doit faire acte de contrition. N'est-ce pas la preuve que selon la rédaction, Israël reste coupable ontologiquement avant de l'être effectivement ?

On pourrait croire que ce préjugé en faveur des Palestiniens s'expliquerait par la nécessité d'édifier un État palestinien en Cisjordanie (y compris Jérusalem-est) et dans la Bande de Gaza, débarrassées de toute présence juive, unique solution aux yeux du Monde pour mettre un terme au conflit du Proche-Orient. Position certes simplificatrice mais qui n'en est pas moins fondée. Mais

alors, comment interpréter l'évidente admiration que voue le quotidien (et en particulier Mouna Naïm) pour le Hezbollah et les Palestiniens du Liban sud, région pourtant évacuée le 24 mai 2000 par l'armée israélienne ? Comment expliquer que les multiples « provocations » que pourtant plus rien ne justifie et même les enlèvements de soldats ou de citoyens israéliens par des membres du Hezbollah dans leur lutte contre « l'État sioniste/juif » trouvent toujours une certaine justification dans les colonnes du *Monde* ou, pour le moins, qu'ils fassent l'objet d'une certaine complaisance ? A titre d'exemple, les pierres et les grenades jetées en direction des soldats israéliens stationnés de l'autre côté de la frontière sont qualifiés d'« incidents » dans un article au titre éloquent : « Liban sud : «Bienvenue au pays de la résistance» »³⁸. En revanche, dans un autre article, Mouna Naïm accuse l'aviation israélienne de violer « régulièrement » l'espace aérien libanais, information qui est reprise dans un intertitre³⁹. De même, les interviews des leaders du Hezbollah se multiplient, avec leur cortège d'appels à la haine, à l'image de celle de Hassan Nasrallah. Réalisée également par Mouna Naïm, elle révèle une évidente « complicité » entre la journaliste et le leader du Hezbollah libanais, héros « de la Résistance libanaise » qui « [a] offert la victoire à tous les Libanais »⁴⁰. Doit-on en conclure que, finalement, c'est moins la cause palestinienne que le dénigrement systématique de l'État d'Israël qui est le véritable enjeu des articles du journal ?

Quoi qu'il en soit, ces quelques exemples ont voulu montrer que *Le Monde* ne respectait pas les règles déontologiques de l'équité et de l'objectivité et que, par conséquent, sa réputation d'intégrité n'était plus une forteresse inexpugnable. Certes, *Le Monde* n'est pas *L'Humanité* ou *Libération*, coupables de désinformation notoire. Mais, justement, couvert par sa réputation de « journal de référence », ce quotidien n'en est que plus dangereux. Le vocabulaire utilisé, les structures fallacieuses de certaines phrases, les tautologies n'ont d'autre but que de faire pencher l'opinion publique en faveur de la cause palestinienne et surtout de susciter la « réprobation d'Israël⁴¹ ». En ce sens, *Le Monde* est moins – et c'est regrettable – un journal d'informations générales qu'un journal d'opinion. Un dernier exemple illustre notre propos. Dans l'édition du 3 janvier 2001, les mots croisés de Philippe Dupuis (page 25) invitent le lecteur à chercher, à la ligne IV horizontale, un mot de trois lettres avec pour définition « Se bat pour la paix ». La réponse figurant dans le numéro suivant est éloquente : « OLP » !

1. *Le Monde*, 21-22 mai 2000, page 21.

2. *Ibidem*, 27-28 juin 1982, page 7.

3. André Fontaine, « Une ambition », *ibidem*, 22 janvier 1985, page 1.

4. Edwy Plenel, « Leçon(s) à proscrire : *Le Monde* n'a pas de leçons à donner », *ibidem*, 13-14

janvier 2002, page 13. Précisons qu'Edwy Plenel est l'actuel directeur de la rédaction.

5. Jean G. Padoliau, *Le Monde et le Washington Post*, Paris, Presses Universitaires de France, 1985, pages 92-93.

6. Bruno Philip, « Biddya, en Cisjordanie : une image de «séparation unilatérale et définitive» », *Le Monde*, 14-15 janvier 2001, p. 2 Le courrier d'Alain Joxe, directeur d'études à l'école des hautes études en sciences sociales, publié dans l'édition du 19 octobre 2000, est un autre parfait exemple de ces déviations sémantiques. Non seulement mentionne-t-il l'existence d'un « Grand Tel Aviv », sorte de mégapole hégémonique et incontrôlable qu'il oppose aux « bantoustans » de Palestine mais il précise également que la « structure socio-économico-ethnique » de l'État d'Israël « n'a de modèle (approximatif) que dans l'ancienne organisation de l'Afrique du Sud ». De même, l'auteur se réfère, non pas à l'Allemagne d'Hitler mais à un autre type de régime raciste et impérialiste, le régime colonial. Comme bon nombre d'antisionistes avant lui, Alain Joxe établit un lien entre la guerre israélo-palestinienne et la guerre d'Algérie : « Comment maîtriser l'OAS, représentée par Sharon, si le petit de Gaulle-Pasqua-Guy Mollet incarné par Barak, s'aligne sur l'OAS ? » In Alain Joxe, « Israël entre en guerre civile », *ibidem*, 19 octobre 2000, p.20. Voir également la réponse de Claude Klein, professeur à la faculté de droit de l'université hébraïque de Jérusalem, « Un procès très mal instruit », *ibidem*, 28 octobre 2000, p.19.

7. « Le 7 octobre, en effet, des soldats israéliens avaient tiré sur des manifestants qui leur lançaient des cailloux et avaient fait deux morts et une vingtaine de blessés » dans José-Alain Fralon, « A Beyrouth, après l'annonce par le chef du Hezbollah de la capture d'un officier israélien », *ibidem*, 17 octobre 2000, p.3.

8. Bruno Philip, « A Naplouse trônent les portraits des «martyrs» », *ibidem*, 24 octobre 2000, p.3.

9. Georges Marion, « Après sa visite sur l'esplanade des Mosquées, M. Sharon ambitionne de jouer les premiers rôles », *ibidem*, 30 septembre 2000, p. 4

10. Georges Marion, « Vendredi noir sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem », *ibidem*, 1-2 octobre 2000, p.4.

11. Voir par exemple, l'éditorial du 1^{er} – 2 octobre 2000 intitulé « Ô Jérusalem ». La chronologie des événements dans l'édition du 14 octobre 2000 est également symptomatique de l'attitude du *Monde*. Non seulement le mot « palestinien » n'apparaît pas une seule fois dans la description des faits survenus les 28 et 29 septembre, mais le lecteur apprend que les « Israéliens » (généralisation abusive) ont ouvert le feu pendant des « manifestations anti-israéliennes » ce qui correspond à une vision bien partielle des événements.

12. G.P. (Gilles Paris), « «Le tombeau de Joseph, c'était un peu le clou de Jeha» », *ibidem*, 10 octobre 2000, p.2 Si la sainteté de ce site peut être sujette à caution comme l'ont reconnu certains responsables politiques israéliens, l'affirmation de Gilles Paris n'en est pas moins choquante. Notons cependant que l'article de Georges Marion, placé sur la même page en ouverture, mentionne bien qu'il s'agit « d'un lieu saint juif ». Du reste, la rédaction n'a pas jugé nécessaire de mettre la destruction du tombeau de Joseph à la Une du journal.

13. A ce sujet, voir l'article de Mouna Naïm dans l'édition du 14 octobre 2000. Selon elle, « le conflit qui oppose Israël et les Palestiniens n'est pas un conflit religieux » mais « éminemment politique » puisque le contentieux porte sur la nécessaire reconnaissances réciproque des droits des deux nationalismes israélien et palestinien, l'étendue de l'État palestinien à créer, le sort des colonies et le retour des réfugiés.

14. Catherine Dupeyron, « Des heures cruciales pour l'arrêt des hostilités israélo-palestiniennes », *ibidem*, 21 octobre 2000, p.2.

15. « Camp David : le récit d'un négociateur palestinien », *ibidem*, 3 octobre 2000, p.2. Il faut

remarquer que le commentaire du journal interprète les paroles du chef de l'Autorité palestinienne. En effet, le journal lui prête des intentions limitées à « Jérusalem-est » alors que Yasser Arafat avait pourtant bien parlé de « Jérusalem ».

16. Sylvain Cypel, « Les Palestiniens attendent un soutien régional total », *ibidem*, 21 octobre 2000, p2.

17 Sylvain Cypel, « Rage et colère des colons de Kedoumim, aux obsèques de leur rabbin », *ibidem*, 22-23 octobre 2000, p2. Précisons que les titres sont le plus souvent choisis par la rédaction elle-même.

18. « En Israël, le chef de la droite, Ariel Sharon, a toutes les chances de devenir premier ministre » (source AFP,Reuters), *ibidem*, 4-5 février 2001, p4.

19. Georges Marion, « Une exaspération inquiète et revancharde monte en Israël », *ibidem*, 16 février 2001, p2.

20. Derniers mots tirés de l'article de Gilles Paris, « Les muettes et tragiques rangées de sièges dans les rues de Netzarim », *ibidem*, 6 octobre 2000, p2.

21. Bruno Philip, « Le blocus de Gaza par les Israéliens pèse lourdement sur l'économie », *ibidem*, 18 octobre 2000, p2.

22. Gilles Paris, « Mohamad, simple enfant de Gaza », *ibidem*, 11 octobre 2000, p. 16 Il faut ajouter que ces témoignages ne concernent que les seuls Palestiniens. Sauf erreur involontaire de notre part, nous n'en avons jamais relevés pour la partie adverse (à l'exception de ceux inspirés par la haine et la vengeance comme nous l'avons montré plus haut). Ainsi, par ce procédé, il est facile d'en conclure que seuls les Palestiniens peuvent être objet de compassion. Mais il y a mieux. Depuis le début de cette nouvelle guerre israélo-palestinienne, les proches des auteurs d'attentats-suicides sont également l'objet de toutes les attentions. Ainsi, là encore, ce ne sont pas les familles des victimes israéliennes qui sont interviewées mais celles des terroristes. Et, bien entendu, leurs propos tiennent lieu de justification pour des actes qui, ailleurs, seraient jugés injustifiables.

23. Gilles Paris, « Les muettes et tragiques rangées de sièges dans les rues de Netzarim », *ibidem*, 6 octobre 2000, p2.

24. « Nouvelle initiative diplomatique américaine sur fond de violences » (AFP, Reuters), *ibidem*, 26 octobre 2000, p. 6.

25. « Regain de violence au Proche-Orient un mois après le début de la nouvelle Intifada » (AFP, Reuters), *ibidem*, 29-30 octobre 2000, p28.

26. S'il est vrai que le lynchage des soldats israéliens apparaît à la première phrase du résumé de la rédaction et s'il est également vrai qu'il a fait l'objet du dessin de Plantu (mais mis en balance avec la mort du jeune Mohamad), il n'en reste pas moins vrai que la structure de l'article est pour le moins choquante. D'ailleurs, le chapeau de la page 2 de la même édition reprend ce schéma : Avec pour titre : « Le conflit armé entre Israéliens et Palestiniens se radicalise », le chapeau explique que le « premier ministre israélien, Ehoud Barak, veut former un gouvernement d'«urgence nationale» après l'opération de représailles contre les Palestiniens ». Le lecteur ne peut qu'établir un rapprochement entre le titre et cette information mais il fera porter la responsabilité de la radicalisation du conflit sur les seuls Israéliens. À aucun moment le chapeau ne rappelle le lynchage des soldats israéliens par les Palestiniens. Au contraire, il insiste sur l'impuissance des diplomates internationaux à freiner l'escalade et, afin de susciter la peur d'une possible extension du conflit au-delà des frontières du Proche-Orient, il lie cette situation à deux attentats anti-américain et anti-britannique commis au Yémen. Attentats en réalité commis par des membres d'Al Qaïda et qui n'ont donc qu'un rapport très lointain avec le conflit israélo-palestinien.

27. Pierre Georges, « La mort d'un enfant », *ibidem*, 3 octobre 2000, p42.

28. Michel Guerrin, « Israël et la bataille des images », *ibidem*, 10 octobre 2000, p22.

29. Titre de l'article de Georges Marion dans l'édition du 3 octobre 2000, p3.

30. Gilles Paris, « Les muettes et tragiques rangées de sièges dans les rues de Netzarim », *ibidem*, 6 octobre 2000, p2.

31. Dans ce dessin Plantu oppose l'omnipotence militaire israélienne à l'innocence palestinienne, avec au second plan un soldat israélien en joue et au premier plan un enfant mourant dans les bras de son père lui demandant « Papa ! C'est encore loin la Palest... » Détails symptomatiques, d'une part, les soldats israéliens sont représentés soit sans visage soit avec une tête d'adulte cruel ; d'autre part, ceux-ci tirent avec des missiles et des armes automatiques contre un Palestinien projetant un caillou.

32. Dont le dessin de Plantu, une carte sur la « [s]pirale ascendante des violences », l'éditorial de la rédaction intitulé « La haine » et la chronique de Pierre Georges.

33. Georges Marion, « Ehoud Barak s'achemine vers un gouvernement d'«urgence nationale» avec le Likoud », *ibidem*, 14 octobre 2000. Il va s'en dire qu'un tel titre n'attire pas l'œil du lecteur néophyte.

34. Gilles Paris, « A Ramallah, l'inhumain a été commis », *ibidem*, 14 octobre 2000, p. 3.

35. Nous avons choisi de limiter cette étude à la semaine directement postérieure aux événements soit durant les six numéros suivants. Mais il faut signaler l'existence d'une pleine-page consacrée à la mort du jeune Palestinien huit jours après les faits (dans l'édition du 11 octobre), privilège que n'ont pas eu les soldats israéliens. Par ailleurs, nous aimerions insister sur un point : mettre en balance la mort du jeune Palestinien et celle des soldats israéliens est un procédé abusif car, si on admet l'hypothèse –mais qui ne reste qu'une hypothèse parmi d'autres – que l'armée israélienne est responsable de ce drame, le tir qui a provoqué la mort n'a certainement pas été intentionnel alors que le lynchage des soldats par la foule palestinienne en délire est bien le résultat d'un acte délibéré. La haine se situe bien dans ce camp là.

36. Mouna Naïm, « Retour à Sabra et Chatila », *ibidem*, 14 février 2001.

37. Pour illustrer cette idée selon laquelle Israël serait dans un état de péché originel, voir l'ouvrage de Dominique Vidal, journaliste au Monde Diplomatique, *Le péché originel d'Israël*, Paris, Les éditions de l'Atelier/Les éditions ouvrières, 1998.

38. José-Alain Fralon, « Liban sud : « Bienvenue au pays de la résistance », *Le Monde*, 13 octobre 2000, p3.

39. Mouna Naïm, « Lente renaissance de l'ancienne zone occupée au sud du Liban », *ibidem*, 15 février 2001, p4.

40. Mouna Naïm, « Hassan Nasrillah, le leader du Hezbollah est d'une détermination sans faille », *ibidem*, 18 octobre 2000, p3.

41. Selon le titre de l'ouvrage particulièrement intéressant du philosophe Alain Finkielkraut, *La réprobation d'Israël*, Paris, Denoël/Gonthier, 1983.

Étude de textes *Le Monde* et « les deux communautés »

Jean-Yves Kanoui

Le journal *Le Monde* nourrit un rapport problématique à ce qu'il est convenu d'appeler le problème « communautaire » de la République. On entend par cette étrange expression le problème que pose l'existence des « deux communautés », Juifs et musulmans, dans la France « une et indivisible ». La récurrence de l'accusation de « communautarisme », qui fait partie de l'arsenal des polémiques publiques, en témoigne. Comme beaucoup des expressions de la terminologie du « politiquement correct », ce terme conventionnel exprime plus qu'il ne dit. Pour la conscience courante, il désigne, la menace contre l'ordre républicain, l'idée qu'en affirmant une identité collective des « communautés » se mettraient à l'écart de la société et de la loi de l'État et se retrancheraient donc de l'identité « française ».

De larges secteurs de l'opinion voient ainsi désormais dans la « communauté » juive un élément étranger et récent dans la société française, dont l'« intégration républicaine » poserait autant problème que celle de millions d'immigrés. L'opinion courante met ainsi perpétuellement en concurrence « les deux communautés », comme si elles se dissociaient de la société française et lui étaient en fait étrangères. Les choix idéologiques et rédactionnels du *Monde* semblent relever de cette vision des choses, à la fois dans la façon de rendre compte des événements et de mettre en œuvre des critères d'appréciation et d'évaluation. C'est un choix que fait la rédaction du *Monde* que de rendre compte de la situation socio-politique française par le biais de ce prisme car il y aurait bien d'autres prismes explicatifs.

Depuis la deuxième intifada, *Le Monde* a produit un flot impressionnant d'articles concernant les musulmans et les juifs en même temps qu'il traitait abondamment du conflit israélo-palestinien. Il y eût des jours où ces questions revinrent de façon lancinante de page en page et dans toutes les

rubriques. De 2000 à 2002, on peut les identifier comme la principale préoccupation de ce journal, son sujet-fétiche. Il faudrait investir de grands efforts pour étudier systématiquement ce que ce discours a dit des Juifs et d'Israël, sans oublier ce que *Le Monde* a laissé dire et fait dire, du fait de la politique sélective de la rubrique « Horizons-Débats ». On ferait des découvertes intéressantes à étudier ce discours dans son ensemble.

Deux traits le caractérisent :

- la mise en concurrence et en parallèle des Juifs et des musulmans français, comme si était évidente l'assimilation de deux expériences historiques différentes de la nation française et deux conditions socio-politiques contemporaines disparates,
- un traitement favorable de principe envers la « communauté » musulmane (terme fort problématique car il y a, d'un côté, les musulmans qui sont français et, de l'autre, des immigrés en attente de le devenir ou qui ne le deviendront pas) et en même temps globalement négatif pour ce qui est du rapport à la « communauté » juive.

Deux exemples.

Ce constat peut s'illustrer par deux exemples parmi bien d'autres. *Le Monde* a choisi de publier en première page (le 07/12/01) un point de vue d'une rare violence envers la communauté juive de France, interpellée dans sa globalité. Pour en prendre la mesure, il faut se demander ce que l'on aurait dit si *Le Figaro* avait publié en première page, sous la plume d'un intellectuel saoudien vivant en France, un article affirmant que « les institutions musulmanes de France font peser aujourd'hui un danger sur les musulmans et l'islam, et plus particulièrement sur la cohabitation entre Français musulmans et juifs au sein de la République... les institutions musulmanes françaises jouent aux apprentis sorciers et deviennent elles-mêmes vecteurs de violence... la communauté musulmane de France et le recteur de la Mosquée de Paris s'enferment dans un soutien inconditionnel à Ben Laden et au terrorisme islamique, c'est inacceptable... Dans les mosquées et les centres culturels, le drapeau du Hamas et la collecte d'argent au profit des réseaux islamistes ont tendance à prendre la place des symboles religieux traditionnels... la sécurité des institutions musulmanes est assurée par les services d'ordre de mouvements de jeunesse islamistes, secondés et entraînés par des membres de sûreté des Talibans » ? On imagine l'immense scandale que cette diatribe aurait provoqué. *Le Monde* serait monté au créneau pour fustiger le racisme et la xénophobie de la droite ! Eh bien, cela a pu être dit de la communauté juive, sans qu'aucune protestation des grandes consciences morales habituel-

les ne se manifeste, sans qu'aucun journal ne réagisse... Dans cet article, par ailleurs, le comble le dispute au ridicule : écrit par un Israélien émigré, qui vient faire une leçon de morale « républicaine » à des citoyens juifs français, et de surcroît, précise ironiquement *Le Monde*, « traduit de l'hébreu... » !

Le deuxième exemple concerne la façon dont *Le Monde* (comme *Libération*) a rendu compte de la manifestation du 7 avril, initiée par le CRIF. Alors que cette manifestation, très imposante par le nombre, fut très digne et on ne peut plus pacifique, la Rédaction a choisi de la reconstruire comme un événement trouble et agressif. La présence de casseurs est un phénomène qui accompagne toutes les manifestations. Il s'est produit ici aussi mais c'est sur lui que les compte-rendus de la presse se sont particulièrement attardés. Un véritable feuilleton sur l'« extrême droite » juive et ses violences a été tenu pendant plusieurs jours pour faire écran au message et à l'alarme que la manifestation véhiculait et marteler sans cesse le danger du « communautarisme » juif.

On ne peut juger du traitement différent qu'à partir de deux situations égales, au moins dans la représentation journalistique. Le traitement de deux événements comparables constitue un bon test. Le premier concerne la multitude de manifestations pro-palestiniennes qui se sont produites, parfois quotidiennement. Les témoins visuels de ces cortèges ont pu constater que *Le Monde* omettait très souvent de rendre compte de la présence violente et vociférante de groupes islamistes, ceints du bandeau du martyr et brandissant le drapeau du Hamas et la photo de la mosquée d'Omar, aux cris de « Mort aux Juifs ». L'autre contre-exemple concerne le compte rendu que Xavier Ternissien a fait de la réunion au Bourget des associations islamistes. Le lecteur du *Monde* qui lit aussi *Libération* ne sait que penser lorsqu'il compare le titre de son article en pleine page (12-13 mai 2002) : « Les musulmans de France entre affirmation identitaire et inquiétudes » et le titre de Catherine Coroller dans *Libération* : « L'islam pur et dur mobilisé au Bourget » (13 mai 2002). Le « ton en dessous » délibéré du *Monde* se confirme par les articles secondaires qui accompagnent l'article de tête. En bas à droite, « Chez les jeunes, l'islam est plus un « moyen de s'affirmer » qu'une « conviction religieuse », d'après une étude de l'Ihesi ». Seul l'article de gauche laisse entendre un problème mais de façon très assourdie : « La Grande Mosquée de Paris demande un nouveau report des élections au conseil français du culte musulman ». Le sous-titre de l'article principal construit les musulmans comme en proie à un danger. On remarque ainsi que leur condition de victimes est mise en balance avec l'affirmation identitaire que l'enquête constate (par ailleurs une caractéristique que *Le Monde* condamne régulièrement quand elle attribuée

à la communauté juive) : « Montée du Front National, augmentation des actes contre des mosquées, hostilité face au port du foulard à l'école : à la 19^e Rencontre de l'Union des Organisations Islamiques de France (UOIF) du jeudi 9 au dimanche 12 mai, au Bourget, les fidèles dénoncent l'intolérance et réclament la sécurité ».

Un traitement inégal.

Cette page de Xavier Ternissien est très significative de la ligne éditoriale du *Monde*. L'« affirmation identitaire » que l'on reproche aux Juifs en les accusant de « communautarisme », de « repli communautaire » – de double allégeance en fait – devient dans le cas des musulmans une qualité, à tout le moins l'objet d'un constat détaché et certainement pas d'une condamnation. La comparaison avec le « point de vue » d'Eyal Sivan, privilégié par la rédaction du *Monde* puisque publié en première page et précédemment évoqué, est accablante quand on l'examine à la lumière des faits. Ce n'est pas affabuler, en effet, de constater que l'islamisme est sorti de l'islam, que des réseaux terroristes d'Al Qaeda, donnant un Khaled Kalkal ou un Zacharias Mousaoui, se sont constitués dans la communauté musulmane française, que des appels à la guerre sainte et à la haine des Juifs sont lancés dans des mosquées et sur les ondes de radios arabes françaises, que les lois du djihad sont expliquées sur des sites musulmans français et que les attentats du 11 septembre ont provoqué l'enthousiasme dans les banlieues. À tout le moins, c'est le monde islamique qui est objectivement en question, au point que les autorités de l'islam doivent faire le ménage dans ses rangs et bien se démarquer de ses activistes guerriers. Aujourd'hui, il est clair que des États arabes ont soutenu les réseaux islamistes. L'Arabie Saoudite en est un et elle finance tout un réseau de mosquées en France. La Mosquée de Paris est, selon Xavier Ternissien, une « institution contrôlée par l'Algérie » et elle joue un grand rôle dans le futur conseil français du culte musulman, tout comme le Maroc et l'Arabie Saoudite ! Si la communauté juive se voit reprochée par Eyal Sivan et la première page du *Monde* sa double allégeance envers Israël alors que tous ses membres sont des nationaux français, le fait que l'État algérien organise des élections sur le territoire français pour des citoyens français d'origine algérienne qui ont la double nationalité semble relever de la plus grande banalité et de l'indifférence. Nul Eyal Sivan pour lancer ses imprécations sur une telle atteinte à la République une et indivisible... La chose est tellement évidente et anodine qu'on n'en rend compte que sur le mode anecdotique. La réalité est ainsi totalement sens-dessus-dessous.

Revenons à la page du 12-13 mai 2002. L'auteur s'y livre en effet à une justi-

fiction théorique de ce qui serait qualifié de communautarisme s'il avait été question des Juifs. Dans son article commentant les résultats d'un sondage, montrant, notamment, que l'islam et la religion deviennent la « référence majeure, donnant sens à leur vie quotidienne et à leur identité dans l'espace public des musulmans de France », Xavier Ternissien en déduit que « les collégiens et lycéens de confession musulmane ont une conception de la laïcité plus ouverte que leurs camarades non musulmans parce qu'ils sont favorables à l'introduction de cours de religion à l'école et partisans du port de signes religieux dans l'institution scolaire ». Il faut relire à deux fois ce commentaire d'un ensemble de données, en fait accablantes pour l'intégration « républicaine » des musulmans, pour y croire. L'auteur se sent contraint de le souligner pour accrédi-ter sa pétition de principe : « cependant les élèves musulmans ne remettent pas en cause le principe de laïcité » ! Il n'est pas difficile d'imaginer ce qu'eurent été les conclusions du *Monde* si ces données avaient concerné la communauté juive... Sa conclusion est très significative de son *a priori* positif concernant une communauté qu'il a campé comme victime de racisme et d'oppression quant à son expression religieuse (nombreuses citations recueillies au Bourget et allant dans ce sens). Il y rapporte en effet, sans aucun commentaire, le jugement des auteurs de l'enquête (Khadija Mohsen-Finan et Vincent Geisser) : « L'islam fonctionne plus « comme un instrument de valorisation » au sien du groupe d'élèves que comme un signe de profonde conviction religieuse. Par opposition à l'islam transplanté des parents, l'islam des jeunes socialisés et scolarisés en France constitue un moyen de s'affirmer en tant que minorité musulmane définitivement installée ». Ne serait-ce pas là une caractéristique du « communautarisme » dans une France une et indivisible où la notion de « peuple corse » même est une hérésie ?

Cet article du *Monde* s'inscrit en fait dans une série d'articles récurrents sur l'islam depuis deux ans, dans lesquels s'affirme une image positive de sa réalité. Le premier de ces articles fait immédiatement suite au choc du 11 septembre (le 5 octobre 2001) et construit le paysage de « L'islam apaisé des musulmans de France ». Cette ligne éditoriale laisse transparaître la possibilité d'un traitement déséquilibré des affaires du judaïsme et de l'islam français. L'attitude positive, légitimante et déculpabilisante envers ce dernier pourrait avoir pour revers un *a priori* plutôt négatif envers le premier. Il trouve à s'exprimer à tous les niveaux. Au niveau de la légitimité même d'un peuple juif, nous avons pu lire sous la plume d'Edgar Morin, Samy Nair et Danielle Sallenave une opinion où l'on peut lire : « Les juifs, victimes de l'inhumanité montrent une terrible inhumanité », « peuple méprisant ayant satisfaction à

humilier » (mardi 4 juin 2002) « humiliant, méprisant, persécutant les Palestiniens ». Remarquons qu'il est écrit : « les juifs et non « les Israéliens » ». Dans l'ordre religieux, nous avons pu lire Henri Tincq, s'étonnant que l'on « continue à fonder des droits politiques et territoriaux sur des mythes ou des constructions littéraires, alors même que des populations arabes et musulmanes se voient reprocher d'avoir recours à des légendes – par exemple autour de la présence du prophète Mahomet à Jérusalem- pour légitimer des désirs de conquête et d'implantation », ce jugement venant au terme d'une page dont le propos, reflétant la science d'archéologues controversés, consistait à affirmer que le texte biblique n'était qu'une fable destinée à légitimer le pouvoir du roitelet de Juda du VII^e siècle avant l'ère chrétienne ! La publicité faite à ces archéologues israéliens révisionnistes manque ici aussi de proportion. Si l'on veut un instrument de comparaison, cela reviendrait à reconnaître la voix de la France dans l'opinion d'Arlette Laguillier...

Quant *Le Monde* rend compte positivement de l'atmosphère d'inquiétude qui a saisi la communauté juive, c'est toujours dans un cadre idéologique convenu. Ainsi dans une page « Horizons » du 1^{er} juin 2002, nous trouvons une enquête intitulée « Jour de fièvre », une expression qui définit l'état de la conscience juive en l'assignant dès l'abord à la pathologie plus qu'au principe de réalité. On y retrouve dans la colonne de conclusion que les « jeunes beurs » responsables des actes antisémites sont des frustrés plutôt que des antisémites conséquents, qu'ils sont bien plutôt victimes du racisme dans la vie quotidienne, qu'il y a des activistes juifs qui attisent « l'angoisse diffuse d'où peut naître la tentation d'un « repli communautaire » face aux « appels à la raison lancés par les partisans d'une dédramatisation ». Puis viennent, pêle-mêle, l'évocation d'une « certaine ghettoïsation » des Juifs, la critique du Betar et de la manifestation du 7 avril avant de conclure sur une opinion selon laquelle, avec la mobilisation contre Le Pen, « la tension est retombée. Comme si l'idée antiraciste s'était imposée »... Il ne s'est donc rien passé.

La substitution symbolique.

Mais c'est un autre article de Xavier Ternissien qui reste le plus explicite de la démarche permanente de comparaison concurrentielle entre « les deux communautés » et de l'opération de substitution symbolique à laquelle elle conduit et qui semble en être la finalité idéologique. Un article du 12-13 mai, publié en première page en témoigne. Dès son titre, la couleur est annoncée : « Le danger de l'islamophobie ». Ce dernier terme reprend en effet manifestement le terme forgé par Pierre André Taguieff pour définir le nouvel antisémitisme, tel qu'il a pu se déployer durant ces deux dernières années. Le con-

tenu de l'article confirme de fait l'intention de comparaison concurrentielle qui l'anime. L'auteur recense une série d'agressions contre les musulmans de France – dont on ne dit pas qui en sont les auteurs présumés – pour camper le paysage d'une communauté en danger. Quatre cas sont décrits et un responsable musulman est cité évaluant ces actes à une douzaine. On est loin des 500 agressions et plus, dont ont été la cible les Juifs de ce pays. Et comme l'on aurait aimé que *Le Monde* prenne aussi vite sa plume pour les dénoncer ! Le comble de l'ironie à ce propos vient de cette remarque qui affirme que « la presse nationale ne les a que très rarement mentionnés », Etrange étonnement car *Le Monde* et la presse française n'ont pas eux-mêmes accordé un écho aux agressions antisémites durant l'hiver 2000-2001 ! Et pourtant, 12 incidents génèrent une « analyse » (titre de la rubrique) immédiate du Monde même si « il est vrai qu'en nombre ces événements restent très largement inférieurs aux actes anti-juifs », Plus que cela, Xavier Ternissien juge que « cette estimation est sans doute inférieure à la réalité ». Rappelons-nous que les médias autant que l'opinion publique ont contesté durant de longs mois la réalité des chiffres avancés par la communauté juive, voire la matérialité des faits eux-mêmes.

Les institutions de cette dernière se sont vues également contestées fortement pour l'usage idéologique qu'elles auraient fait – pense-t-on – de ces fausses informations... Or voici que dans ce texte, *Le Monde* regrette que « les musulmans ne disposent pas d'une instance représentative qui pourrait centraliser les agressions et en dresser la liste ». En somme, ce que l'on impute à charge aux Juifs se voit l'objet d'un souhait positif pour les musulmans. Ici la référence de l'islam français apparaît bien comme étant le judaïsme français, celui-là même qui se voit mis en doute à longueur de colonnes.

Sur cette base, Xavier Ternissien, malgré le constat de l'incomparabilité des situations, décrète que « pour autant sans minimiser la gravité de ces actes, il n'est pas inutile de rappeler que les musulmans restent les principales victimes d'un racisme au quotidien ». Suivent des chiffres provenant d'institutions qui mettent en parallèle l'islamophobie et l'antisémitisme et qui revoient à la baisse de façon considérable la disparité entre les deux dangers, au « profit » des musulmans (38 pour eux, contre 29 pour les Juifs). On se demande quel est l'objectif d'une telle comparaison. Une forme de racisme n'exclut pas une autre ! Ce n'est pas parce qu'il y a de l'antisémitisme qu'il n'y aurait pas de racisme anti-arabe. Une telle comparaison n'a pas lieu d'être : là n'a jamais été le problème car le problème était celui posé par les agressions commises par des milieux de l'immigration contre les Juifs.

Les phrases qui suivent montrent la finalité de la démonstration : substituer

les musulmans aux Juifs dans la position de victimes (le critère implicite de la moralité dans ce type de pensée) : « le sentiment raciste est davantage répandu dans l'opinion que l'antisémitisme... Comme si, depuis les attentats du 11 septembre et la flambée des actes anti-juifs, les musulmans de France étaient passés du statut de victimes à celui d'agresseurs ». Le transfert victimaire se voit ainsi accompli.

Le paragraphe qui suit, intitulé « Une guerre des communautés », est étrange car on ne saisit pas le rapport de son titre à ce qui y est dit. « La multiplication des agressions anti-juives commises dans les banlieues a été souvent présentée comme une véritable guerre des communautés : Arabes contre Juifs », ou encore « comme une guerre des religions ». On reste perplexe devant ce « passif » (« a été présentée ») appliqué à un jugement dont *Le Monde* a été un des promoteurs, mais le pluriel « des communautés » est infondé car la « communauté » juive ne mène aucune guerre contre la communauté arabe ou l'islam. Le pluriel dissout ici en fait la responsabilité. On y définit la communauté juive comme agressive pour compenser l'agressivité venue de certains milieux de la communauté musulmane. Ayant avancé cette interprétation comme si elle lui était extérieure, l'auteur la conteste ensuite, en citant Malek Boutih affirmant que les auteurs des actes antisémites étaient des « jeunes désocialisés », ce que confirme la police.

Nous retrouvons ici un argument, maintes fois entendu pour désidentifier les actes antisémites et les réduire, de façon très politiquement correcte, à des « incivilités », à les excuser du fait du malheur des « jeunes » qui en sont les auteurs. Imagine-t-on que les pogroms du passé étaient perpétrés par des gens distingués ? Des malfrats et des délinquants en passaient aux mains parce qu'ils se sentaient autorisés par l'antisémitisme ambiant.

Une fois que les actes antisémites se sont vus banalisés, Xavier Ternissien se livre alors à une attaque *ad hominem* contre Alexandre Del Valle qui sort de l'ordinaire et tranche sur le code de déontologie du *Monde* (André Fontaine écrit ainsi que « l'impartialité de l'information... exclut les méchancetés inutiles, les allusions perceptibles par les seuls initiés, les attaques *ad hominem*... »¹). Dans l'économie de l'article, elle vise à faire un exemple des analystes qui ne pensent pas « correctement » et contestent le jugement hâtif de certains islamologues qui, il y a peu, avaient imprudemment prédit la fin de l'islamisme. Nous ne pouvons ici analyser les tenants et les aboutissants de cette affaire mais uniquement en comprendre l'articulation avec la thèse soutenue dans l'article. Cette « exécution » journalistique d'une personne remplit une fonction d'exutoire, de bouc-émissaire car si, pense-t-on, il n'y aucun reproche à faire à la communauté musulmane, le reproche qu'on lui fait ne

peut être que l'effet d'une manipulation. D'une semblable façon, Eyal Sivan laissait entendre qu'il y avait un rapport entre la « résurgence de l'antisémitisme en Occident » et la « croyance » qu'une immigration juive consécutive à ce fait pourrait « corriger la donne démographique » de la prépondérance arabe en Israël. Ce qui revient à dire que l'antisémitisme ne peut « profiter » qu'au sionisme au point qu'il pourrait avoir partie liée avec ce dernier (c'est exactement ce qu'a dit José Bové à propos des actes antisémites en France).

Nous apprenons que l'anti-islamisme d'Alexandre Del Valle en a fait « un conférencier apprécié dans certains cercles de la communauté juive proches du Likoud... du B'nai Brith, une association humanitaire juive », que Le Pen a tant vilipendé autrefois. Dans un chapitre intitulé « L'exemple d'une infiltration » qui suit immédiatement, un autre « spécialiste de l'extrême droite », René Monzat confirme qu'Alexandre Del Valle est un transfuge de la Nouvelle droite païenne et qu'il s'est « infiltré » (une « infiltration partiellement réussie ») mais on ne sait pas où... Ce terme d'« infiltration » est très inquiétant car il réveille le thème du complot et de la cinquième colonne. Cette thématique de la contamination, de sinistre mémoire, est reprise immédiatement par Xavier Ternisien à travers l'idée que « un certain discours hostile à l'islam s'est répandu comme un *poison*, et... le terreau de l'opinion française a été comme préparé *insidieusement* à être plus perméable au racisme et à l'islamophobie ». Mais pas à l'antisémitisme ? Car ce que laisse entendre ce montage argumentaire, par l'arc symbolique (obtenu par entassement sémantique) « islamophobie-Likoud-B'nai Brith-(spécialiste de) l'extrême droite-poison, célébré par la communauté juive » fait planer la suspicion d'une référence de la communauté juive au lepénisme et au Front national, dont on sait qu'il est l'ennemi de l'islam. Comme dans un jeu de billard, la boule « Del Valle » frappe par ricochet la boule « communauté juive » dont certains cercles (le Likoud et donc la droite, de surcroît parti de Sharon) se voient subliminalement renvoyés à l'extrême droite et au racisme, et plus précisément à l'islamophobie.

Au terme de ce renversement symbolique, le véritable danger est défini comme menaçant la communauté musulmane et pas la communauté juive qui, par la même opération de retournement, se voit accusée de prendre part à cette menace à travers l'accueil triomphal que des milieux du Likoud (la droite juive) feraient à un « infiltré » de l'extrême droite, islamologue – dixit un spécialiste de l'extrême droite lepéniste, pourfendeur du Front National et donc indemne de tout soupçon de racisme et d'antisémitisme. Ici le référent Le Pen permet à la fois de légitimer la critique de la communauté juive, celle qui accueille Del Valle – puisque cette critique émane d'un

anti-lepéniste – et de l'accabler en la raccrochant à une logique lepéniste interne. On retrouve ici un mode de pensée qui, depuis le début de la crise, a servi à banaliser l'antisémitisme en prétendant qu'il n'y avait d'antisémitisme qu'en provenance du Front National, l'ennemi des immigrés, et non de milieux de l'immigration si bien que toute plainte juive mettant en cause ces milieux s'est vue derechef assimilée au racisme du Front national.

1 Le Monde, « Une ambition », 22 janvier 1985.

Valérie Ktourza

La presse pour la jeunesse est plutôt séduisante. Des couleurs partout, beaucoup de photos, de dessins. La présentation est en général claire et le détail de chaque rubrique bien conçu. Quant au contenu, il semble plutôt complet. Tous les thèmes de l'actualité relatés dans la presse traditionnelle sont repris, mais sous une forme simplifiée. Les mots difficiles sont définis, les phrases sont courtes, et nombre de tableaux récapitulatifs et de schémas reprennent de manière synthétique l'information traitée. Tout est mis en œuvre pour rendre intelligible un monde opaque. À l'image de leurs grands frères, les quotidiens *L'Actu* et *Mon Quotidien* couvrent avec une grande régularité le conflit au Proche-Orient. L'hebdomadaire *Les Clés de l'actualité* et les mensuels *Okapi* et *Phosphore* offrent fréquemment des dossiers ou articles de fond destinés à éclairer le flux des événements.

En examinant de près la façon dont est traité ce point sensible de l'actualité, une question vient à l'esprit. Les rédacteurs de ces articles sont-ils seulement conscients du pouvoir de leurs écrits ? Ont-ils une idée des conséquences que la présentation de leurs écrits peut avoir sur les opinions d'un élève de 4^e ou de 3^e ?

L'absence du judaïsme dans l'information sur les religions

Le 14 mars dernier, Régis Debray remettait à Jack Lang, alors Ministre de l'Éducation nationale, son rapport sur « l'enseignement du fait religieux à l'école laïque. Une réflexion incitée par le 11 septembre, destinée à éviter tout amalgame entre musulman, islamiste, fanatiques... Si l'histoire des religions n'est pas encore enseignée à l'école laïque, la presse pour la jeunesse se révèle un formidable relais dès lors qu'il s'agit d'éclairer les jeunes esprits sur l'islam, quitte à occulter toute autre forme de monothéisme du paysage religieux.

On notera pour commencer que *L'Actu* publie sur la période examinée deux épais dossiers consacrés aux religions : l'un traite de l'islam, l'autre, du christianisme. On ne trouve aucun topo sur le judaïsme. Autre exemple, le numéro du 15 novembre 2001 des Clés de l'actualité contient un article titré « Le ramadan, un mois de piété et de fête ». Le journaliste est renseigné et dispense au jeune lecteur une sorte de cours clair et précis sur les principes et le sens de l'observance de ce mois de jeûne. On y rappelle pour conclure que le jeûne existe « dans le catholicisme (le carême avant) Pâques ». En revanche, les nombreux jeûnes imposés par la loi juive ne sont jamais mentionnés. L'élève juif absent à Kippour n'a qu'à donc s'expliquer tout seul. Une année lunaire plus tard, le journaliste, spécialiste de la question, propose un autre papier sur le phénomène du ramadan à l'école, apparemment de plus en plus suivi chez les adolescents musulmans. Et de terminer sur ce constat : « Fait nouveau, les non musulmans s'y mettent ». Solidarité ou simple mimétisme, le ramadan semble avoir trouvé un jeune public convaincu par la signification de ce pilier de l'islam.

Le déséquilibre est frappant, aucun encart didactique sur le judaïsme, aucune explication sur ce qu'est le sionisme, sur l'origine de ce mouvement, alors qu'il résonne chez les jeunes aujourd'hui comme une insulte, synonyme depuis Durban de racisme. Le souci de transparence ne s'applique qu'à l'islam. Le judaïsme se passera de mise au point et reste confiné dans l'obscur.

On remarque aussi que l'espace d'expression est distribué avec iniquité : une page entière de *L'Actu* du 20 septembre est consacrée à l'interview de Dalil Boubakeur, recteur de la Grande Mosquée de Paris. Après les attentats du 11 Septembre, il est urgent de « remettre les pendules à l'heure » sur l'essence de l'islam et sur les textes coraniques. Aucun représentant des institutions juives de France ne s'exprimera plus tard dans ces mêmes colonnes lorsque sévissent des actes antisémites. Ces actes expliqués aux jeunes par Tahar Ben Jelloun lors d'un entretien publié dans le numéro du 14 mars 2002 des *Clés de l'Actualité*. Interrogé par le journaliste sur « cette autre forme de racisme qui touche la communauté israélienne », l'auteur du *Racisme expliqué à ma fille*, répond simplement qu'il s'agit de « l'expression de leur désespérance (des jeunes maghrébins) et de leur désœuvrement ». Il continue en rappelant qu'on n'a « pourtant pas le droit d'accabler ces jeunes qui vivent mal, car c'est une façon de détourner l'attention des crimes perpétrés en Palestine par le Premier ministre israélien Ariel Sharon, responsable d'une véritable extermination ». Précisons que ce subtile pédagogue expliquait plus haut que son nouvel ouvrage met un point d'honneur à participer « à la lutte contre le racisme, car nous traversons une période qui joue sur les amalgames et qui

ne favorise guère la sérénité ».

Que cette interview soit publiée telle quelle dans un quotidien destiné à un public d'adolescents en mal de repères constitue en soi un choix éditorial pour le moins discutable. Un face à face avec un écrivain ou un penseur juif aurait ingénieusement pu compenser et atténuer ce point de vue radical. Mais toutes les opinions ne semblent pas bonnes à publier. On peut le déplorer, surtout lorsque cette dissymétrie se manifeste lorsque *L'Actu* du 24 octobre 2002 rapporte les propos recueillis lors d'un débat organisé pour les classes de terminale du lycée Bergson à Paris. Des élèves juifs, arabes, africains ou asiatiques étaient invités à réagir sur le thème des violences en France liées au conflit israélo-palestinien. Belle initiative, mais on peut s'étonner devant le choix des interventions rapportées. C'est Nadia, musulmane de 17 ans, qui ouvre le débat. Après Nadia, « un élève », suivi dans l'ordre par Muriel (martinoise), Samih (musulman), à nouveau Nadia qui se demande « pourquoi on présente toujours les juifs comme des martyrs ». Suivra Samih. Le mot de la fin est accordé à Karim.

La mort du petit Mohammed Al Dura

L'épisode Mohammed Al Dura a dûment été exploité par la presse d'information pour la jeunesse. Le cliché montrant l'enfant se blottissant dans les bras de son père avant de mourir sous les balles apparaît une bonne quinzaine de fois dans le corpus examiné. Loin d'être seulement la représentation imagée d'un fait particulier et ponctuel, cette photographie a absorbé toute la charge symbolique du conflit israélo-palestinien.

Lorsque *Mon Quotidien* du 26 décembre 2000 sort son numéro sur « les événements qui ont marqué l'an 2000 » et qu'un encart est consacré aux « violences en Israël », c'est encore la photo vue et revue qui illustre un texte très court qui ne fait nulle part allusion à « l'enfant martyr ». Dans son édito du 12 octobre 2000 (*Les clés de l'actualité*), Ch. Vidot précise : « l'image de ce jeune Mohammed restera comme le **symbole** d'un conflit ». On lit dans Okapi du 15 octobre : « **d'autres** enfants **comme** Mohammed sont tombés sous les balles des soldats israéliens ».

Il est vrai que cette image trouve un écho très particulier chez le jeune lecteur. L'identification avec le Palestinien de douze ans est quasi immédiate, de l'ordre du réflexe. Or, une certaine expérience des adolescents permet de dire sans exagérer que ceux-ci réagissent en fonction d'un fort coefficient d'émotivité, de sensibilité. Son analyse de la situation procède davantage du pathologique que du rationnel. Et les journalistes semblent ne pas l'ignorer. Ils usent et abusent de procédés stylistiques cousus de fil blanc, destinés à

attendrir un lectorat déjà conquis par l'image.

Dans l'édito cité plus haut, Ch. Vidot écrit dès les premières lignes : « **Il** s'appelait Mohammed, **il** était de votre génération (il avait douze ans) et **il** est mort la semaine dernière à côté de son père (...) un processus de paix est en train de basculer ; **un garçon est sorti de chez lui pour ne plus en revenir.** » Reprise anaphorique du pronom « il », image forte pour parler de la mort. Le lecteur est tout invité à se projeter.

Autre exemple, le mensuel *Okapi* du 15 octobre s'interroge : « *Pourquoi Mohammed est-il mort ?* » Bien sûr, aucune réponse n'est apportée dans cet article qui commence ainsi : « Tu as sans doute vu cette image à la télévision. L'enfant blotti dans les bras de son père, c'est Mohammed, un Palestinien de douze ans mort dans les bras de son père. ». Interpellé, l'enfant se sent doublement concerné par ce qui va suivre, il participe lui-même au discours qu'il va lire.

Mais la mort du petit Mohammed n'est pas seulement l'occasion de s'apitoyer, c'est aussi le sujet d'une longue polémique qui porte sur la « nationalité » des balles qui ont atteint l'enfant.

Tout est évident, transparent pour les journalistes. A *Okapi*, le journaliste semble posséder le don de double vue puisqu'il affirme la responsabilité de Tsahal sans équivoque : « Face à l'enfant qui pleure, des **soldats israéliens ouvrent le feu.** ». Pourtant, le film diffusé par *France 2* ne montre pas **qui** tire. Même le journaliste qui rédige la dépêche AFP précise que les balles *semblent* provenir des positions israéliennes.

Ce type d'assertion n'est pas isolé dans la presse pour la jeunesse. Comme s'il suffisait d'évincer toute modélisation ou toute nuance pour simplifier un discours et le rendre plus accessible. A *l'Actu*, la mort de Mohammed fait l'objet d'un traitement tout particulier et pour tout dire, assez étrange qui se joue en trois temps :

1^{er} acte : 30 Novembre 2000 : l'article consacré à la « *Nouvelle controverse sur la mort du petit Mohamed* », il est souligné que qu'une enquête « globale menée durant les dernières semaines amène à douter sérieusement que le garçon ait été touché par un tir des forces armées israéliennes ». Il rapporte notamment que « le quotidien israélien *Haaretz* a qualifié de douteuse cette nouvelle enquête, critiquant notamment la reconstitution. »

2^e acte : Printemps 2001 : Le rapport de la commission d'enquête officielle israélienne concluant à l'impossibilité d'établir d'où sont partis les coups de feu mortels. La publication de ce rapport fait la une du quotidien *Haaretz* déjà cité par, et donc connu de la rédaction de *l'Actu*. Il ne sera jamais question de ce rapport dans les colonnes du quotidien.

3^e acte : 2 Novembre 2001 : 13 mois après les faits, le quotidien titre en Une « Regards sur la guerre des pierres ». Les deux pages qui suivent rapportent les entretiens avec deux photo reporters qui ont travaillé plus particulièrement sur la place des enfants et des adolescents dans l'intifada. On notera au passage qu'il s'agit toujours d'enfants palestiniens lanceurs de pierre, jamais d'enfants israéliens. Mais revenons à Mohammed. Une photo rare du garçon est publiée et une légende l'accompagne : « C'est la dernière photo du jeune Mohammed vivant. Quatre heures plus tard, ce garçon palestinien mourra **d'une balle tirée par un soldat israélien**, sur le front à Ramallah. **Il avait quinze ans** ». Il n'est fait aucune allusion à la controverse évoquée un an plus tôt dans ces mêmes colonnes. Et Mohammed meurt à 12 ans, pas à 15. Le journaliste était-il contraint de vieillir le Palestinien ? Toujours est-il que cet âge semble mieux convenir au jeune homme photographié, dont la corpulence laisse deviner un âge plus proche de 18 que de douze ans. En outre, les traits de son visage sont totalement masqués par un foulard qui ne laisse passer que son regard. S'agit-il du même Mohammed ? Non. Nul besoin d'être un expert pour deviner la supercherie. Est-ce une façon de répondre à une demande sur ce martyr symbole ? *L'Actu* ferait-il dans le sensationnel en publiant une photo exclusive de l'enfant quelques heures avant le drame, quitte à publier l'image d'un autre palestinien ?

Le scénario tout fait de la responsabilité : la faute à Sharon

On comprend bien qu'il ne soit pas évident de rendre compte de l'actualité du Moyen-Orient à un public de jeunes lecteurs. Il faut les séduire, tout en simplifiant l'information donnée, car il s'agit avant tout d'expliquer clairement des faits complexes. Revenir à chaque fois aux origines du conflit remplirait rapidement la place accordée à cette actualité. Par conséquent, la presse spécialisée plaque une sorte de schéma artificiel ternaire sensé donner de la logique aux événements :

1. Sharon se rend sur l'Esplanade des Mosquées (qui n'est nulle part mentionné comme le Mont du Temple, sauf dans *Phosphore*).
2. Les Palestiniens perçoivent ce geste comme une provocation et lancent des pierres
3. Les Israéliens répondent par des attaques massives.

Dans le zoom du 19 octobre 2000 des *Clés de l'actualité*, le raisonnement est limpide : « C'est une mécanique infernale qui s'est mise en place depuis le 28 septembre dernier. La visite du général Sharon, leader de la droite israélienne, sur l'Esplanade des mosquées à Jérusalem a mis le feu aux poudres. Face à une foule de palestiniens déchaînés, les militaires israéliens ont répliqué, tuant

une dizaine de manifestants. Ces graves incidents ont depuis, provoqué un soulèvement dans les Territoires occupés ». *Okapi* du 15 octobre 2000 : « Un incident a mis le feu aux poudres. Les émeutes ont débuté le 28 septembre. Ce jour-là, à Jérusalem, Ariel Sharon se rend à l'Esplanade des Mosquées, le lieu saint des musulmans (...) La venue du leader israélien a été vécue comme une provocation par les Palestiniens qui ont manifesté leur mécontentement en lançant des pierres. L'armée israélienne a répondu en tirant. ». La démonstration est parfois boiteuse, inversant les relations de cause à effet (*Les clés de l'actualité* du 21 février 2002) : « Lex général allait mener une politique d'une grande fermeté face à la nouvelle Intifada qui plonge le pays dans la violence. Résultat : l'enchaînement infernal des attentats suicides et des représailles militaires ». Traduire : les attentats sont la triste conséquence de la politique ferme de Sharon et non pas la raison. Aucune allusion aux attentats suicides qui ont précédé l'élection de Sharon, mais aussi sa visite sur le Mont du Temple. Toutes ces morts sont donc le fait de Sharon, pour les lecteurs de cette presse, « c'est lui qui a commencé. »

La diabolisation délibérée

Pourtant, le 2 mars 2001, le ministre palestinien de la Communication, Imad Faloudji laisse échapper une remarque qui rompt ce consensus autour de l'impact de la visite de Sharon dans le déclenchement des violences. Le ministre déclare dans un discours prononcé lors d'un meeting de l'OLP que « l'Intifada était planifiée depuis l'échec des négociations de camp David », soit en juillet 2000. Il ajoute : « Ce sommet de Camp David où le président Arafat a envoyé promener le président américain Bill Clinton et rejeté les conditions américaines ».

Mais la visite de Sharon restera néanmoins, même après le mois de mars, la raison première de tous ces morts. Le portrait consacré à Sharon par *Phosphore* au moment de son élection fait état d'un acte délibéré, résultant d'une stratégie : « La provocation a payé. Usant de la tactique du pompier pyromane, Ariel Sharon a réussi à se faire élire Premier ministre d'Israël, le 6 février, en promettant de mater une révolte qu'il avait lui-même attisée quatre mois plus tôt ». Toujours à l'occasion de l'élection, on peut lire dans *l'Actu* : « Le détonateur de ces violences avait justement été la visite du leader de la droite israélienne sur l'Esplanade des mosquées, à Jérusalem » .

Le moins qu'on puisse dire, c'est que Sharon ne bénéficie pas de la sympathie des journalistes pour la jeunesse. Le portrait est souvent grossièrement tracé, à la limite de la caricature. Quoiqu'il en soit, le jeune lecteur ne peut qu'identifier Sharon au « méchant ». Sous la plume de nos journalistes, c'est

un monde manichéen qui se dessine. C'est bien simple, (*Les Clés de l'actualité* du 19 avril 2001) « L'élection d'Ariel Sharon, chef de la droite, à la tête du gouvernement, n'a fait qu'envenimer la situation », le journaliste poursuit : « Partisan de la manière forte, celui qu'on surnomme le bulldozer, cherche à affaiblir les Palestiniens, pour les contraindre à accepter des compromis. Une politique qui a montré ses limites ». Le surnom qui qualifie Sharon de « bulldozer » apparaîtra à nouveau le 21 février 2002. Le 25 avril 2001, on peut lire dans le même quotidien ces lignes teintées d'ironie : « Ariel Sharon peut-être satisfait. En dépit des pressions américaines, il poursuit son objectif : liquider les infrastructures terroristes avec la bénédiction du Président Bush qui voit en lui un véritable « homme de paix » ». À la suite de cet article, une interview de J.P Chagnollaud professeur à Nanterre, spécialiste du Moyen-Orient. Lorsque le journaliste lui demande si le départ de Yasser Arafat exigé par Ariel Sharon peut mettre fin à la crise actuelle. Réponse de ce professeur qui se retrouve chaque jour face à des étudiants assis sur les bancs de la fac : « Absolument pas, c'est un non-sens, une obsession particulière de Sharon, Arafat a été élu par les Palestiniens. En demandant cela, il veut éliminer tout acteur important du côté palestinien. Ce qu'il recherche, ce sont des interlocuteurs à qui il imposera ses vues, ce qui est absurde ». Que comprendre, sinon que Sharon agit en dépit du bon sens, mais surtout que ses décisions découlent de caprices, de la recherche d'une satisfaction individuelle.

Caricature de la communauté juive

Qu'il s'agisse de la place accordée au traitement de certaines informations ou encore du choix des termes utilisés pour nommer les personnes ou les choses, l'information n'est pas traitée avec impartialité : *l'Actu* du 18 avril 2002 rend compte des manifestations de soutien aux Israéliens et aux Palestiniens. C'est du moins ce qu'annonce le chapeau qui précède le texte de l'article. Sur 80 lignes environ, une soixantaine est accordée à la seule manifestation pro-israélienne. La journaliste a réduit les 100 000 personnes (200 000 dans toute la France) qui ont défilé à la « la manifestation du Bétar ». « La manifestation du 7/04 s'est déroulée dans un climat de violence ». Selon le MRAP, le Bétar et la LDJ sont « deux mouvements très dangereux ». Pas un mot sur ceux qui ont brûlé le drapeau français sur la place de la Bastille.

La complaisance envers les assassinats de masse

Pour parler d'une kamikaze, d'une terroriste donc, les *Clés de l'actualité* du 7 mars préfère utiliser la litote suivante : « Une étudiante palestinienne s'est donné la mort faisant trois blessés israéliens ». La Une de *l'Actu* du 3 avril

2002 est consacrée au portrait de cette kamikaze. Le sujet est traité avec beaucoup de distance, de manière presque médicale. Le journaliste insiste bien sur le fait que c'était une jeune fille studieuse et brillante. Il rappelle également que la famille a été félicitée par les voisins après l'attentat. L'article rapporte des justifications évoquées par d'autres Palestiniens. En contre partie, aucune invitation à réfléchir sur ce geste, comme s'il agissait d'un acte « normal ». Pas une exclamation, pas une question rhétorique qui amènerait le lecteur à s'indigner.. L'article se termine sur le témoignage d'un père anonyme recueilli par *Le Figaro*. Celui-ci semble avoir baissé les bras, la seule phrase qui lui vient à l'esprit c'est que « les événements nous échappent, nous glissent entre les mains. Nos propres enfants ne nous écoutent plus ». L'événement est encore dédramatisé par un croquis humoristique d'un goût douteux qui montre trois jeunes femmes riant et se donnant la main. La troisième porte à la taille une ceinture d'explosifs. Légende : « Trois jeunes femmes du XXI^e siècle » !

Le David palestinien

Autre dessin tendancieux dans l'*Actu*, celui du 10 Octobre 2000 : Titre : « Israël brandit la menace de guerre ». Le dessin représente un soldat israélien à l'air monstrueux, armé jusqu'aux dents (pistolet et couteau attachés à la ceinture et un lance roquettes sur le dos). Face à lui, un Palestinien qui lui arrive à la taille, armé d'un simple lance pierre et tirant la langue. Le soldat dit : « Si vous continuez à nous agresser aussi sauvagement comme de lâches, ce sera la guerre ». Ironie, caricature, tout est mis en œuvre pour inciter à penser les acteurs du conflit se répartissent en martyrs et bourreaux, en attaqués et attaquants. *Les Clés de l'Actualité* du 19 avril 2001 résume ce point de vue en titrant un encart ainsi : « David contre Goliath ». On y recense ainsi le nombre de soldats israéliens en ajoutant que les Palestiniens « ne disposent que de 40 000 hommes. »

Défense et illustration de la cause palestinienne

Un dossier spécial consacré par *Okapi* du 15 janvier 2001 au conflit israélo-palestinien a attiré notre attention. En 12 pages de propagande, Sylvain Gasser et Jean-Claude Couteausse exposent « Les Raisons de la colère » des Palestiniens. Cinq raisons au total, chacune faisant l'objet d'une double page. Photographies, cartes, explications et témoignages, tout est fait pour inciter le jeune lecteur à éprouver de la compassion pour les Palestiniens.

Première raison invoquée : « Jérusalem, ville confisquée. ». Le ton est donné par le choix du participe passé. **Deuxième raison** : « Les colonies

s'installent partout ». Rappelons au passage que ces titres sont choisis par les journalistes et ne constituent en rien des propos recueillis qui auraient été rapportés entre guillemets. Deux photos accolées : l'une montrant une famille israélienne joyeuse, assise sur une verte pelouse brandissant un drapeau israélien. L'autre, montrant une famille palestinienne en haillons, assise sur un sol rocailleux, préparant ce qui semble être une soupe aux cailloux. Le commentaire colle aux images : « Dans les jardins fleuris flotte en permanence le drapeau israélien. Les maisons sont toutes climatisées. À quelques mètres de là, les Palestiniens vivent dans des conditions misérables. » **Troisième raison** : « Les frontières sont leurs prisons ». Raas, 23 ans témoigne : « Cette frontière, on n'en veut pas ! A quoi ça sert d'avoir un État si, de l'extérieur, Israël contrôle les entrées et les sorties ». Les journalistes n'ont pas jugé utile de mentionner le problème des terroristes qui pourraient sans ces contrôles pénétrer librement en territoire israélien. **Quatrième raison** : « L'eau n'est pas à tout le monde ! ». Une grande photo montre une bande d'écoliers de Gaza (plutôt souriant d'ailleurs...) se désaltérant à un point d'eau. Au-dessous, deux Israéliens qui discutent devant des cultures de plantes. Légendes respectives : « Après la classe ces écoliers de Gaza viennent boire à un point d'eau. Ceux qui habitent dans les camps de réfugiés n'ont pas l'eau courante », « Dans le désert de Jéricho, des jets d'eau arrosent en permanence les terres arides. Les Israéliens y cultiveront des bananes et des oranges ». Enfin, **cinquième raison** : « Que vont devenir les réfugiés ? ». Description dans le plus pur style Dickens du camp de Jabalya : « Des rues pleines d'ordures, des égouts qui se déversent sur les trottoirs, des maisons qui ressemblent à des garages(...). La ville de Gaza était autrefois un petit port de pêche tranquille. ». Témoignage de Rahed, 30 ans, cameraman à la télévision palestinienne. « Les enfants se lèvent tôt et jouent dans la rue. S'ils ont un peu d'argent, ils vont en ville avec leurs copains. Dans le camp, les maisons n'ont pas d'étages, ni de jardin, les Israéliens ont imposé ça pour mieux les surveiller. » Il est entendu que ces enfants ne passent pas leurs journées à lancer des pierres. Et on ne dit pas où sont passées les sommes destinées précisément à améliorer les conditions de vie des réfugiés (à préciser).

Parfois, une information objective

Ce document – que nous invitons à consulter tant il faut le voir pour le croire – constitue une sorte de synthèse de ce qui a été évoqué plus haut, et que l'on trouvait ça et là, de manière plus ou moins éparse dans d'autres organes de presse spécialisée. Même si cela relève de l'exception, il arrive parfois que certains articles traitent ce conflit de manière objective sans jouer sur la corde

sensible du lectorat. Objective et pas pro israélienne. On lira par exemple avec intérêt ce portrait de « Nafiz, un kamikaze ordinaire » dans *Phosphore* de février 2002. Oui, Nafiz était un bibliothécaire sans histoire, qui embrasse sa mère chaque matin avant d'aller travailler. Mais on apprend aussi que les membres du Hamas « laissent à la famille une cassette vidéo et 2500 dollars « d'indemnités » somme à laquelle viendront s'ajouter 2000 dollars versés par l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat. La famille devrait également recevoir 10 000 dollars de Saddam Hussein qui manifeste sa solidarité avec les acteurs de l'Intifada ». On apprend aussi que lorsque la tante de Nafiz sanglote en voyant la cassette remise par les membres du Hamas où son neveu apparaît quelques heures avant sa mort, on lui « demande de se taire (...) sous prétexte qu'elle salit la mémoire du martyr par ses pleurs ». Il n'y a là aucune propagande, seulement de l'information. Destinée aux jeunes, dont on ne sous-estime pas les facultés intellectuelles.

Perplexité devant de tels dérapages

Difficile de se prononcer sur les raisons de cette évidente prise de parti en faveur des Palestiniens au sein de cette presse pour la jeunesse. Ignorance crasse de certains journalistes fraîchement sortis de leur école privée, quant aux véritables enjeux de ce conflit, simplification à outrance qui conduit à des explications simplistes ? Manipulation consciente des maisons d'édition qui profite de la malléabilité des esprits de son lectorat à des fins idéologiques ou politiques ? Mieux vaut s'interroger sur les conséquences d'un traitement de l'information aussi partial.

Comment ne pas craindre le pire dans les classes de collège ou de lycée laïque si le « Juif » et « l'Arabe » - car on sait aujourd'hui que les événements liés à ce conflit ont des répercussions en France - n'ont aucune chance de s'entendre, au moins dans les « feuilles de chou » ?

novembre 2000

Le Monde, le Figaro, Libération, la place et l'image de l'État d'Israël

Laurence Coulon

L'analyse de contenu du Monde, de Libération et du Figaro pour le mois de novembre 2000 confirme certaines critiques adressées à la presse par les milieux pro-israéliens. Si les lecteurs ont pu être tenus régulièrement informés sur Israël et le conflit israélo-arabe/palestinien, plusieurs indices révèlent même une véritable focalisation en particulier sur le conflit israélo-palestinien. Celui-ci occupe une place importante au sein de la rubrique consacrée à la politique internationale qui peut même être qualifiée de prépondérante dans le cas du Moyen-Orient, traduisant une volonté de surmédiatiser et de surdramatiser cette actualité. De plus, nos trois cas d'étude offrent, avec plus ou moins d'intensité, une image caricaturale et inique du conflit israélo-palestinien, réduisant celui-ci à une lutte entre le camp de la force arbitraire illégitime (l'État d'Israël) et celui de la victime innocente (le peuple palestinien). C'est ce qui explique la fréquence des articles mais aussi des mots-stimuli défavorables à Israël, notamment au Monde et à Libération, Le Figaro adoptant, en revanche, une position plus équilibrée.

Depuis quelques décennies, le débat sur l'objectivité des médias rebondit régulièrement. Mais c'est avec le conflit israélo-arabe/palestinien que cette question a pris une dimension nouvelle d'autant que cet antagonisme semble trouver ses prolongements inattendus en France même. Entre autres accusations, les pro-israéliens reprochent aux journaux d'orienter le lecteur dans un sens systématiquement défavorable à l'État d'Israël et d'occulter des informations jugées essentielles pour une juste compréhension du conflit. Schématisation à outrance, surmédiatisation, relais - volontaire ou non - de la propagande palestinienne, partis pris en forme de coup de butoir empruntant quelques fois les théories nauséabondes de l'antisémitisme, tels sont les griefs retenus par ceux-ci, contre les médias. Alors, les journalistes ont-ils oublié les

règles déontologiques de leur métier ? Sont-ils de simples observateurs rendant compte objectivement des faits ou se sont-ils érigés en juges ?

Répondre à cette question relève de la gageure et soulève un autre problème : comment analyser et mesurer objectivement l'information ? Comment ne pas tomber dans les mêmes travers que ceux que l'on dénonce ? Difficulté rendue plus ardue encore quand la source même de l'information, ici l'État d'Israël et les territoires autonomes palestiniens, n'est pas directement accessible¹.

Cependant, pour réaliser ce genre d'études dans le domaine de la presse écrite, les chercheurs disposent d'un outil qui, s'il n'est pas parfait, permet d'apporter un début de réponse : l'analyse de contenu c'est à dire « l'examen objectif, exhaustif, méthodique et si possible quantitatif, d'un texte (ou d'un ensemble d'informations) en vue d'en tirer ce qu'il contient de significatif par rapport aux objectifs de la recherche »².

Celle-ci, justement, a pour objet l'État d'Israël et le conflit israélo-arabe/palestinien. Plus précisément il s'agit d'élaborer une typologie des procédés structuraux et rhétoriques employés à travers les seuls exemples de trois quotidiens parisiens au cours du mois de novembre 2000 : *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération*. Ces titres, de portée nationale, sont des journaux d'informations générales à forte diffusion³. S'ils se veulent apolitiques, leur sensibilité peut néanmoins être qualifiée plutôt de droite pour *Le Figaro* et de plutôt de gauche pour *Le Monde* et *Libération*⁴.

Cette analyse de contenu se divise en deux étapes majeures. D'une part, une analyse quantitative (fréquence) liée à la somme d'information, à sa régularité, à sa mise en valeur c'est-à-dire son importance. D'autre part, une analyse qualitative c'est-à-dire l'étude du contenu des articles, leur orientation, leur stimulation affective induite par le vocabulaire utilisé, sans oublier la mise en perspective des analogies ou au contraire des différences sur le choix du sujet traité.

Notre recherche entend donc exclure tout examen intuitif parce que nécessairement subjectif au profit de la rigueur scientifique. Exhaustive, elle se doit de prendre en compte tous les items parus dans ces trois journaux sur notre objet d'étude. Précisons tout de suite la définition du terme « item » : « élément minimal d'un ensemble organisé »⁵. Dans notre cas, il s'agit non seulement du texte écrit - décomposé lui-même en deux items, le titre et le corps de texte⁶ - mais aussi de tout autre document iconographique (photos, cartes etc.) qui vient, le cas échéant, apporter des informations supplémentaires voire orienter le lecteur.

Concernant notre cadre chronologique, notre choix s'est arrêté sur les évé-

nements survenus en novembre 2000 c'est-à-dire quatre mois après les négociations de la dernière chance à Camp David (11-25 juillet 2000) et un mois après le début de la seconde Intifada dite Intifada al Aqsa. C'est aussi durant ce mois que commencent les élections américaines qui vont, après quelques semaines d'incertitude, porter Georges Bush Jr à la présidence et, surtout, que le Premier ministre travailliste Ehud Barak, est mis en minorité à la Knesset (Parlement israélien), processus qui va conduire à des élections anticipées et à l'accession d'Ariel Sharon à la tête de l'exécutif trois mois plus tard.

L'analyse quantitative : la place du conflit israélo-palestinien dans la presse

Quoi qu'il en soit, l'actualité a été assez importante pour nous permettre de travailler sur un corpus assez large. Nous avons ainsi relevé 270 items pour *Libération*, 234 items pour *Le Monde* et 213 pour *Le Figaro* soit un total de 717.

La fréquence de l'information

C'est d'abord la régularité de l'information qui doit retenir notre attention. Avec quelle fréquence le lecteur a-t-il reçu des informations sur Israël ou sur le conflit ? Le tableau suivant permet d'apporter des précisions :

Tableau n°1 : La régularité et la quantité d'information

	Moyenne numéro/jours ouvrables	Moyenne items/ jours ouvrables	Moyenne items/numéros
<i>Le Monde</i>	1	9,36	9,36
<i>Le Figaro</i>	1	8,19	8,19
<i>Libération</i>	1	10,385	10,385

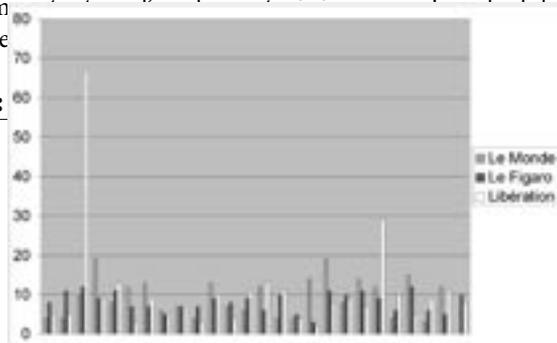
Ainsi, il apparaît que chacun des trois quotidiens a publié au moins un item consacré à l'État d'Israël et au conflit israélo-arabe/palestinien chaque jour ouvrable du mois de novembre 2000. Durant cette période, le lecteur a été informé sur ce double thème - qui en réalité n'en constitue vraiment qu'un seul - tous les jours ouvrables. Il a donc été considéré comme un sujet majeur par nos trois quotidiens. C'est *Libération* qui a publié le plus d'items avec plus de 103 items tous les dix jours ouvrables soit une moyenne de 10,3 par numéro. Il est suivi du *Monde* avec une moyenne de 9,36 items tous les dix jours ouvrables soit 9,36 par numéro. De son côté *Le Figaro* lui a consacré près de 82 items tous les dix jours ouvrables soit 8,19 par numéros. À titre d'information, si nous considérons comme une unité de valeur, un ensemble d'éléments constitué du corps de texte, du titre agrémenté, le cas échéant,

d'un ou plusieurs documents iconographiques, les chiffres tombent respectivement à 3,9 par numéro pour *Libération*, 4,4 pour *Le Monde* et 3,5 pour *Le Figaro*⁷. Ainsi, au sens commun du terme, *Le Monde* vient en tête avec une moyenne de 4,4 articles par numéro, suivi de *Libération* avec 3,9 puis du *Figaro* avec 3,5.

La ventilation quotidienne

Ces chiffres représentent, bien entendu, des moyennes. Or le défaut de ces calculs est qu'ils ne permettent pas de savoir si ce sont les mêmes événements qui ont attiré l'attention de nos trois rédactions ou, à l'inverse, si un fait a été jugé plus important que d'autres. La ventilation quotidienne

Tableau n°2 :



Ce sont évidemment les éditions de *Libération* des 3 et 24 novembre qui apparaissent en premier lieu mais il faut préciser qu'elles s'expliquent par la présence de dossiers sur lesquels nous allons revenir plus loin. Cependant, même en soustrayant ces pages spéciales, la date du 3 novembre a été l'objet d'un fort grand nombre d'items pour l'ensemble de nos trois quotidiens⁸. Elle correspond à la fin probable de la trêve israélo-palestinienne et à un attentat meurtrier perpétré sur un marché de Jérusalem. Ces événements ont même fait l'objet d'un éditorial à *Libération* dans lequel Gérard Dupuy explique que les deux protagonistes sont « [c]ondamnés à s'entendre ». Les éditions du 6 novembre ont également donné lieu à un nombre important d'items. Parmi les sujets traités dans chacun des trois quotidiens figurent l'annonce du prochain voyage de Yasser Arafat à Washington suivi de celui d'Ehud Barak⁹ ainsi que le dîner annuel du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) auquel le Premier ministre français a participé. À ce sujet, les titres choisis par les rédactions diffèrent : si *Le Figaro* et *Libération* mettent l'accent sur un passage du discours de Lionel Jospin appelant à poursuivre « le devoir de mémoire » (sur la guerre d'Algérie), *Le Monde* a préféré citer

un passage du président du CRIF Henri Hajdenberg selon lequel la France est « hors jeu au Proche-Orient ».

Enfin, il faut noter que les représailles israéliennes du 15 novembre, en réponse à un attentat perpétré quelques jours plus tôt, ont fait l'objet de 7 items à *Libération*, 6 items au *Monde* (édition du 17 novembre) mais seulement 2 au *Figaro*. Ainsi le quotidien de Serge July titre « Barak et Arafat entre violence et apaisement » et un second article accompagné d'une carte et d'une photo est intitulé « [I]es Israéliens tuent nos enfants tous les jours » (d'après le témoignage d'un Palestinien). Commun à *Libération* et au *Monde* (mais non au *Figaro*), un article est consacré aux hélicoptères de combat qui ont « tiré trois missiles »¹⁰. De plus, la Une du journal de Jean-Marie Colombani indique qu'« Israël s'installe dans la guerre ». De son côté, celui dirigé par Yves de Chaisemartin montre que « Barak et Arafat cherchent une stratégie »¹¹.

La mise en valeur de l'information

Malgré ces quelques différences dans l'exploitation de l'actualité, il serait prématuré et donc dangereux de tirer dès à présent des conclusions hâtives sur l'orientation du contenu des articles. Intéressons-nous donc plutôt à leur importance et leur mise en valeur.

Tableau n°3 : Moyenne de lignes par items

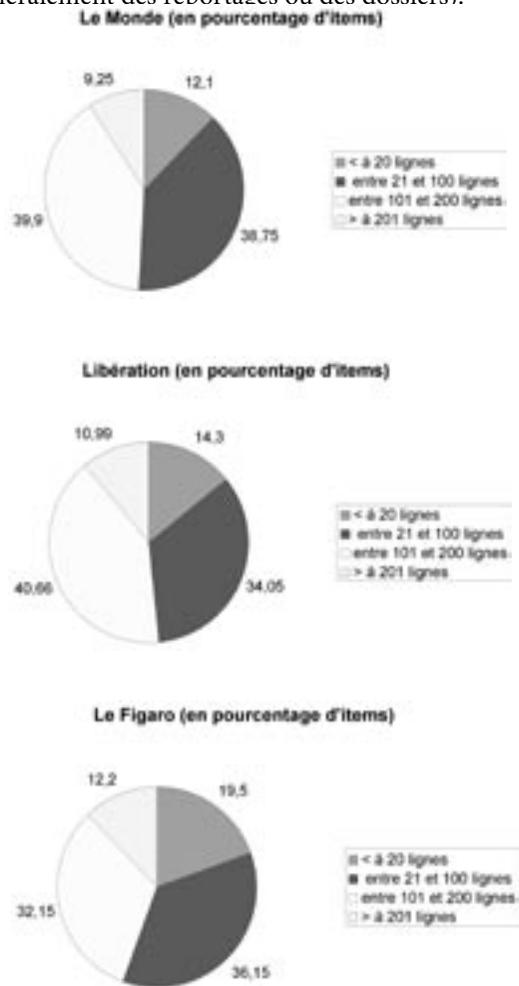
	Moyenne de lignes par items	Écart-type ¹²
<i>Le Monde</i>	103,1	78,7
<i>Le Figaro</i>	95,25	82,7
<i>Libération</i>	110,8	108,9

Pour mesurer l'importance de l'information, nous avons privilégié un calcul précis : la moyenne de lignes par items. Ainsi il apparaît que c'est encore *Libération* qui arrive en tête avec une moyenne de 110,8 lignes par items, suivi du *Monde* avec 103,1 et du *Figaro* avec 95,25¹³.

Ainsi le journal qui a consacré le plus d'items sur Israël est aussi celui qui a le nombre moyen de lignes par item le plus élevé. Cependant son très grand écart-type révèle également une très forte hétérogénéité quant à la longueur des corps de texte. À l'inverse, *Le Monde* a une moyenne légèrement inférieure à celle de *Libération* mais la taille de ses articles a été relativement plus homogène. Constatations qui ne permettent cependant pas de conclure si cette moyenne de lignes par item est « normale » comparée à d'autres sujet d'actualité, d'autres quotidiens de même type (informations générales) ou

de types différents (d'opinion ou populaire par exemple), sans mentionner la presse étrangère, cette question dépassant le cadre étroit de cette contribution.

Quoi qu'il en soit, un autre calcul permet d'affiner notre analyse : la ventilation par genre de texte. Ainsi nous avons distingué les nouvelles brèves et filets c'est-à-dire des articles inférieurs à 20 lignes¹⁴, les articles moyens (entre 20 et 100 lignes), importants (entre 101 et 200 lignes), de fond (supérieur à 201 lignes, généralement des reportages ou des dossiers).



Cette ventilation par genre révèle des résultats inattendus. Certes, à l'exception du *Figaro*, la majorité des articles se situe entre 100 et 200 lignes ce qui confirme notre tableau précédent. Pourtant, ce qui doit retenir notre attention concerne la proportion des articles de fond : pour chacun de nos trois supports, autour d'un item sur 10 peut être rangé dans cette catégorie avec même des résultats légèrement supérieurs pour *Le Figaro*. Quels sont les thèmes qui justifient l'importance accordée à ces articles ? Sont-ils communs à nos trois quotidiens ? Voyons les plus en détails.

Les thèmes des articles : le courrier des lecteurs

Ce sont d'abord les courriers de lecteurs publiés par les différentes rédactions qui constituent une part importante de cette catégorie. Citons, pour *Le Figaro*, celui publié le 2 novembre par le maire adjoint de Roubaix, Salem Hacet, qui, s'exprimant à propos du conflit israélo-palestinien, estime qu'il « existe une vraie frustration, une véritable révolte des Arabes qui se montrent ébahis devant l'incroyable arrogance d'un État (...) » qui ne parle qu'un seul langage « celui de la violence », qui n'a jamais mené qu'une seule politique, « celle de l'injustice, de l'humiliation des populations arabes, expression d'un racisme effrayant. » Immédiatement en dessous, figure une lettre du rabbin Josy Eisenberg qui s'étonne devant le « stupéfiant manichéisme » des médias et qui entend rétablir « un certain nombre d'évidences ». Notons également sur la même page la présence d'un entretien particulièrement éclairant avec le philosophe Alain Finkielkraut répondant à des questions d'actualité mais aussi au problème soulevé par l'image de l'État d'Israël dans les médias français (« Il y a dans la mise au pilori d'Israël beaucoup plus d'étourderie sentimentale [en faveur des enfants palestiniens victimes] que d'antipathie perverse... Il ne s'agit pas de soustraire Israël à la critique. Il s'agit de soustraire la critique d'Israël à l'étourderie et à l'antisémitisme »)¹⁵.

De son côté, c'est dans l'édition du 8 novembre que *Le Monde* a consacré une pleine page au «[d]ébat sur Israël ». C'est d'abord, en ouverture, la lettre du chercheur associé au CNRS-Cirejed Jacques Tarnero qui se demande si Israël est « coupable par nature ? Coupable de faire la guerre et coupable de faire la paix ? (...) Coupable quoi qu'il fasse, quoi qu'il soit ? » et de s'interroger sur « cette dissymétrie dans l'indignation » au détriment d'Israël et au profit des Arabes dans les médias français¹⁶. Elle est suivie d'un papier signé par le maître de conférence Daniel Bensaïd, l'ancien président de Médecin sans frontières Rony Brauman et le professeur de médecine Marcel-Francis Kahn, tous trois connus pour leurs positions antisionistes, dans laquelle, refusant de « [se] laisser enrôler, à [leur] corps défendant, au service de la politique répressive de

l'État d'Israël » ; ils entendent dénoncer « l'occupation des territoires et la négation du droit des Palestiniens à leur souveraineté » c'est-à-dire la politique de « purification » et « d'apartheid » mise en place par les divers gouvernements israéliens à l'encontre du peuple palestinien. Signalons également la présence sur la même page d'une lettre de l'ancien opposant marocain Abraham Serfaty, lui aussi antisioniste tiers-mondiste, dénonçant l' « État inhumain » d'Israël mais prenant la défense – ce qui est pour le moins surprenant au regard des positions politiques affichées par cet auteur – du parti ultra-orthodoxe Shass, qui, à ses yeux, représente celui « des juifs marocains déshérités, abandonnés dans les quartiers pauvres de Tel Aviv et Jérusalem, et dans ces « villages de développement » de la périphérie d'Israël où les a cantonnés le pouvoir israélien après les avoirs « désinfectés » au DDT. »¹⁷

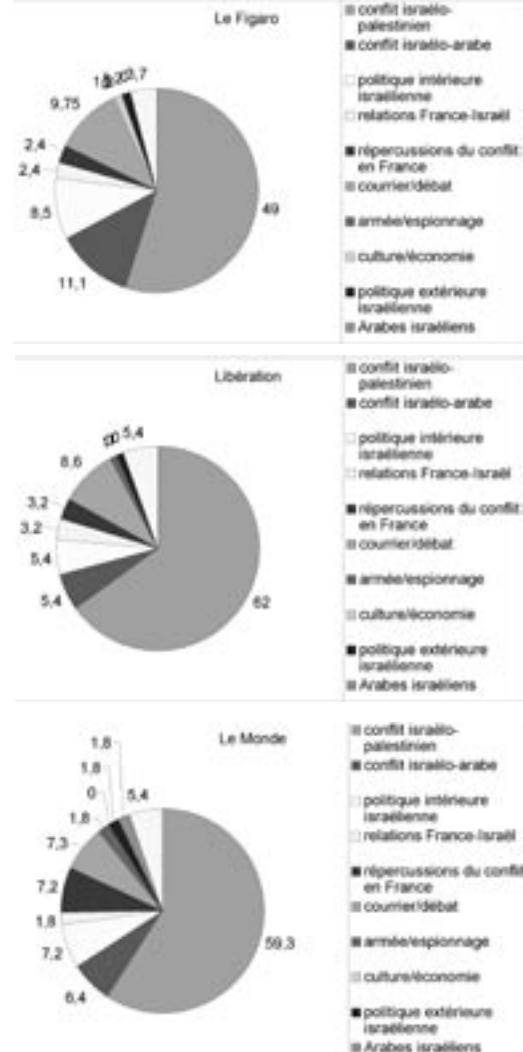
Pour sa part, si *Libération* a publié quatre lettres, au moins une d'entre elles a probablement été largement amputée d'une partie de son contenu¹⁸ alors qu'une autre est inférieure à 201 lignes¹⁹. Les deux dernières émanent d'intellectuels israéliens, l'écrivain David Grossman qui exhorte Israël à évacuer les colonies et le romancier et essayiste Avraham B. Yehoshua qui lui aussi s'adresse aux « colons juifs » pour leur demander de « reven[ir] à la maison et [de quitter] l'exil de la Palestine » (« c'est pourquoi nous distinguons bien ce pour quoi il vaut la peine de combattre et ce pour quoi il est inutile »)²⁰.

Focus sur les Palestiniens

Par ailleurs, il faut noter que la quasi-totalité des autres articles de fond se focalise particulièrement sur la situation des Palestiniens comme le prouvent ces titres : « Les Palestiniens entre craintes et espoirs »²¹, « Le casino de Jéricho fait de la résistance »²², « Guerre des routes dans les Territoires »²³, « Impasse à Gaza » (avec comme sous-titre) « Piégés : c'est ainsi que se vivent les habitants de ce territoire morcelé » suivi de « Cinq clés pour comprendre l'escalade »²⁴, « Histoire de famille à Gaza »²⁵. Autre thème ayant fait l'objet d'articles supérieurs à 201 lignes, les repréailles israéliennes : « Israël tue un lieutenant d'Arafat »²⁶, « Déluge de feu sur la bande de Gaza »²⁷, « Dans la nuit à Gaza, les hélicoptères ont craché leur mitraille »²⁸. Sans oublier les interviews, celle du ministre de la Coopération régionale et ancien Premier ministre, prix Nobel de la Paix, Shimon Pérès selon lequel « Arafat [est] le seul partenaire pour la paix »²⁹, celle du ministre de la justice israélien Yossi Beilin qui revient sur l'échec des négociations et la situation actuelle³⁰ ou encore celle du principal stratège du Hamas qui annonce que l' « objectif de la résistance palestinienne est de libérer tout notre territoire » incluant l'État d'Israël³¹.

Qu'écrit-on sur Israël ?

Ces quelques exemples nous permettent d'aborder directement un autre sujet : quelle que soit la longueur des items, tous les sujets ont-ils été traités ? L'État d'Israël a-t-il été présenté dans toute sa complexité (ce qui en fait d'ailleurs son intérêt) ou, au contraire, l'image diffusée n'a-t-elle été qu'une succession de stéréotypes à la mode. En d'autres termes, ou a appris le lecteur



Avant d'analyser ces résultats, il est nécessaire d'expliciter le contenu de nos rubriques.

Le conflit israélo-palestinien doit être entendu au sens large c'est-à-dire aussi bien la situation des Palestiniens dans les territoires que les implantations israéliennes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Y figurent aussi les attentats palestiniens contre des cibles (militaires et/ou civiles) israéliennes, les représailles décidées par le gouvernement israélien ainsi que les voyages de Yasser Arafat et Ehud Barak aux États-Unis (afin précisément de mettre un terme à ce conflit). Les divers entretiens de personnalités politiques israéliennes et/ou palestiniennes rentrent également dans cette catégorie, étant en grande partie consacrés à la situation née des affrontements.

Ce thème doit être différencié d'un sujet plus large concernant le conflit israélo-arabe dans lequel figure aussi bien le problème des fermes de Chebaa dans le sud-Liban (territoire revendiqué par le Hezbollah mais cédé à Israël temporairement par décision de l'ONU, attentat contre des soldats israéliens) que la conférence Euroméditerranée de Marseille (boycottée par la Syrie et le Liban refusant de siéger aux côtés d'Israël) sans oublier le rappel de l'ambassadeur égyptien en poste à Tel Aviv.

La série « politique intérieure » concerne ici la situation délicate du gouvernement d'Ehud Barak ainsi que l'anniversaire de la mort d'Izhak Rabin.

La politique extérieure doit être entendue hors conflit israélo-arabe/palestinien : c'est par exemple l'article du *Monde* consacré à la politique de rapprochement entre Israël et la Mauritanie³².

Les relations France-Israël ont évidemment fait l'objet d'une classification à part que nous avons également distinguée des répercussions du conflit proche-oriental en France (journée pro-palestinienne en France, montée de l'antisémitisme, appel au boycott par des associations pro-palestiniennes du concert d'Enrico Macias à Roubaix).

Enfin, dernière précision, la subdivision « Arabes israéliens » peut légitimement surprendre mais c'est la présentation qu'en a fait le *Monde* (il est le seul quotidien à en avoir parlé durant ce mois de novembre) qui a motivé notre décision. En effet, laisser croire que tous les Arabes israéliens revendiquent des droits de « minorité palestinienne » c'est faire une abusive généralisation, c'est faire un choix politique que justement nous contestons³³.

Ces détails méthodologiques précisés, revenons aux résultats de notre ventilation par thèmes. Il apparaît que le conflit israélo-palestinien a occupé la moitié des items concernant notre sujet et même les deux tiers dans le cas de *Libération*. Sans préjuger de l'orientation favorable ou non de ces articles, il faut constater que seul ce qui se passe au-delà de la ligne verte (ligne de

démarcation de 1967 séparant l'État d'Israël de la Cisjordanie et de Gaza) a préoccupé les rédactions. La situation plus générale en Israël semble être désormais hors d'intérêt comme l'attestent les résultats obtenus sous la rubrique « culture et économie israélienne » qui n'ont fait l'objet que d'un seul article³⁴. En revanche, il faut noter que *Le Monde* a consacré 8 articles sur les répercussions du conflit israélo-arabe/palestinien en France contre 3 pour *Libération* et 2 pour *Le Figaro* qui semblent donc être moins touchés par ce problème et qui, par voie de conséquence, y ont moins sensibilisé leurs lecteurs.

Bien évidemment ces résultats ne concernent que le mois de novembre 2000 ; or l'analyse de contenu que nous avons menée dans le cadre de notre doctorat en cours permet de les affiner. Pour l'année 1971, soit une année de relative accalmie malgré la tension entre l'Égypte et Israël et alors que le conflit israélo-palestinien n'était pas encore mis au devant de la scène médiatique, nous avons constaté que *Le Monde* avait consacré, entre autres, 37% de ses articles au conflit israélo-arabe, 18% au conflit israélo-palestinien, 11% aux aspects sociaux, culturels et économiques de l'État d'Israël et 7% à la politique intérieure et extérieure. Pour *Le Figaro*, ces proportions étaient respectivement de 45%, 17%, 7% et 5%³⁵. Là encore, le conflit entre Israël et ses voisins constituait la grande majorité des articles alors que les différentes facettes de l'État d'Israël avaient été reléguées au second plan.

Ainsi cette focalisation sur la guerre israélo-palestinienne et particulièrement sur son cortège de violences est bien le résultat d'un choix rédactionnel. Obéit-elle aux seuls impératifs de l'actualité voire de la concurrence ou ne révèle-t-elle pas quelque chose de plus profond ? Nous y reviendrons plus loin.

Une autre hypothèse peut également expliquer cette situation qui, elle, prend en compte la demande du perceuteur, c'est-à-dire ici le lecteur : à l'heure de la télévision, primauté est donnée à l'image et plus particulièrement au mouvement. Or les attentats, les raids de représailles, les manifestations, les jets de pierre sont autant d'événements que le lecteur, avide de sensationnalisme, peut visualiser. Ils deviennent dans son esprit des images en mouvement et répondent ainsi à son attente.

La surface consacrée aux articles

Poursuivons notre analyse quantitative et voyons à présent ce que représentent les articles consacrés à notre sujet en cm². Quelle place occupent-ils au sein d'une page ?

Tableau n°6 : Calcul de la surface par article (en cm²)

	Total	Moyenne	Écart-type
<i>Le Monde</i>	25 900,94	246,67	219,36
<i>Le Figaro</i>	26 699,18	306,88	249,1
<i>Libération</i>	58 510,36	585,1	500,9

Au total et pour l'ensemble de nos trois quotidiens, les articles ont représenté plus de 111 110 cm². **C'est une nouvelle fois *Libération* qui a accordé la place la plus importante à notre sujet avec 58 510 cm², soit plus de deux fois celle attribuée au *Figaro* et au *Monde*.** Plus concrètement Israël et le conflit israélo-arabe/palestinien ont occupé en moyenne près de 20% d'une page du *Monde* et du *Figaro* (respectivement 19,8% et 19,5%) mais près de la moitié (45,9%) d'une page de *Libération*. Mais plus instructif encore, le tableau ci-dessous révèle la place occupée par Israël au sein des rubriques « politique internationale » et « Moyen-Orient ».

Tableau n°7 : La place occupée par Israël au sein de différentes rubriques (en %)

	Part occupée par le Moyen-Orient*	Part occupée par Israël **	Part occupée par Israël***
<i>Le Monde</i>	47,77	19,62	86,11
<i>Le Figaro</i>	19,47	16,65	85,53
<i>Libération</i>	22,71	20,71	91,20

* inclus Israël

** par rapport à la politique internationale

*** par rapport au reste du Moyen-Orient

Il apparaît qu'en dépit du long feuilleton consacré aux résultats incertains des élections américaines ou de tout autre sujet d'actualité, **le Moyen-Orient (inclus Israël) a occupé autour de 20% de l'ensemble des colonnes liées à la politique internationale du *Figaro* et de *Libération* et même près de la moitié de celles du *Monde*³⁶!** C'est dire à quel point cette région du monde a été l'objet d'une attention particulière.

On serait tenté a priori de croire que les relations privilégiées qu'entretient la France avec le monde arabo-musulman, que les liens historiques et culturels qui l'unissent au Liban expliquent ces résultats particulièrement importants. Pourtant, la dernière colonne apporte un démenti très net à cette hypothèse. **Seul Israël et plus particulièrement – comme nous l'avons constaté plus haut – le conflit israélo-palestinien a été jugé digne d'intérêt et a fait l'objet d'une véritable polarisation.** Ainsi lorsqu'il s'est agi de rendre compte des événements dans les États du Moyen-Orient et du Golfe Persique, **Israël et le**

conflit israélo-palestinien ont accaparé en moyenne entre 8 et 9 colonnes sur dix ! Le reste est réservé en grande majorité à l'Égypte (élections législatives) et au Liban (question de la « présence » syrienne). Il n'en reste pas moins que l'actualité dans ces États arabo-musulmans aurait sûrement mérité une plus grande attention ; sans mentionner le fait que cela ait contribué à isoler le conflit israélo-palestinien de son cadre naturel (Yasser Arafat n'avait-il pourtant pas déclaré que, sur la question de Jérusalem, il s'exprimait au nom des millions de musulmans) alors que le jeu des autres puissances régionales (Syrie, Arabie Saoudite, Iran, Irak) est ainsi passé sous silence. Sans préjuger du contenu et de l'orientation des articles, ne peut-on pas déjà supposer que l'image qui est ainsi diffusée dans la presse française (tout au moins dans nos trois exemples), celle d'un « simple » conflit de frontières entre voisins, est une image biaisée ?

Ainsi il apparaît que les lecteurs ont été en réalité bien mal informés sur cette région du monde. Bien évidemment, il faut se garder de toute critique abusive et une étude sur l'année entière pourrait peut-être relativiser les chiffres obtenus. Mais il faut noter qu'à l'exception de très rares articles dépassant deux colonnes, le format le plus couramment utilisé concernant les autres États moyen-orientaux est celui du filet. N'y aurait-il pas là une volonté de minimiser les sujets traitant de ces pays ? **Il est donc facile d'en conclure que l'information n'a pas été traitée de manière équitable pour tous les pays de cette région.**

Dans le même ordre d'idées, pourquoi avoir autant de correspondants et d'envoyés spéciaux en Israël et dans les territoires palestiniens ? En effet, chacun de nos trois quotidiens dispose sur place d'un correspondant permanent en charge de l'État d'Israël (Georges Marion pour *Le Monde* ; Pierre Prier pour *Le Figaro* et Alexandra Schwartzbrod pour *Libération*) auquel sont adjoints deux voire trois envoyés spéciaux dans les territoires autonomes palestiniens (Sylvain Cypel, Catherine Dupeyron et Bruno Philipp pour *Le Monde* ; Marc Henry et Thierry Oberlé pour *Le Figaro* ; Jean-Pierre Perrin et Didier François pour *Libération*). Or, sans parler des dépêches envoyées par les différentes agences de presse internationales, l'actualité nécessite-t-elle une telle couverture journalistique ? N'est-ce pas non plus (surtout ?) profiter du fait qu'Israël est la seule véritable démocratie dans la région où règne la plus totale liberté d'expression ? N'y a-t-il pas un certain « confort » à faire des articles à partir de Jérusalem, de Tel Aviv voire de Gaza et d'Hébron plutôt que de Damas, Bagdad, Téhéran ou même de Riad ?

En conséquence, ne peut-on pas en conclure que le conflit israélo-palestinien est surexposé ? Et cette surmédiation ne contribue-t-elle pas, en

retour, à surdramatiser le conflit et à exagérer l'inquiétude des lecteurs ? Ne favorise-t-elle pas l'émergence d'une opinion selon laquelle le conflit israélo-arabe est un danger pour la paix dans le monde et que celui qui est tenu responsable de sa perpétuation est une menace pour tous ³⁷?
La mise en valeur des articles

Or justement, revenons à nos constatations à propos de la surface par article (tableau N°6). Nous avons remarqué que la moyenne de la surface des articles de *Libération* était deux fois supérieure à celle de nos deux autres quotidiens. Le nombre d'items ne justifiant pas une telle disproportion, nous pouvons en déduire que la quantité de documents accolés au corps de texte explique ces résultats surprenants, comme l'atteste le tableau suivant.

Tableau N°8 : Fréquence par nombre d'items (en %)

	Article constitué de 2 items	Article constitué de 1 item (corps de texte sans titre)		
Article constitué de 3 items ou plus	TOTAL			
<i>Le Monde</i>	75	6,25	18,75	100%
<i>Le Figaro</i>	56	3,3	40	100%
<i>Libération</i>	46	4	50	100%

Avec ce tableau nous abordons un autre aspect : celui de la mise en valeur des articles. Les rédactions ont-elles cherché à attirer l'œil du lecteur ? Et avec quels procédés ?

La majorité des articles est logiquement constituée de 2 items (corps de texte et titre). Mais il faut remarquer la forte proportion d'articles constitués d'au moins 3 items (c'est-à-dire un corps de texte et un titre accompagnés de document(s) iconographique(s)). Près de 1 article sur cinq pour *Le Monde* – pourtant réputé pour sa mise en page austère – et autour de 1 sur 2 pour les deux autres quotidiens (corroborant d'ailleurs nos constatations faites plus haut concernant la surface des articles). Si *Le Monde* a majoritairement agrémenté ses articles à l'aide de dessins de presse, *Le Figaro* et *Libération* ont enrichi les leurs avec des photographies et des cartes. S'il y a lieu de louer une volonté d'explication, il faut se demander s'il n'y a pas également eu de la part des rédactions – et en relation avec ce que nous avons constaté plus haut sur **la surexposition et la surdramatisation du conflit israélo-palestinien - le souci « d'accrocher » le lecteur, de l'inciter à lire l'article.** Rappelons à ce sujet, une évidence : le choix, l'orientation d'une photo et de sa légende n'est jamais innocent.

Tableau n°9 : Fréquence de mise en valeur au sein d'un numéro (en % du total des

numéros)

	Item placé en première page	Item placé en haut à gauche d'une page intérieure
<i>Le Monde</i>	40	80
<i>Le Figaro</i>	77	100
<i>Libération</i>	23,9	76,9

Autre indicateur de mise en valeur, l'emplacement des items au sein d'un numéro. Ainsi, on estime qu'un article élevé à la Une attire le regard du lecteur alors qu'un texte placé en ouverture (c'est-à-dire en haut à gauche d'une page intérieure) est considéré comme l'information la plus importante de la page³⁸. Dans ce cas de figure, c'est *Le Figaro* qui arrive premier puisque 77% de ses numéros ont élevé Israël et/ou le conflit israélo-arabe/palestinien à la Une cependant que la totalité de ses numéros comportait un article placé en ouverture. Résultats paradoxaux puisque nous avons pourtant constaté plus haut que ce journal avait, toute proportion gardée et en comparaison avec nos deux autres supports, « le moins » parlé de notre sujet. À l'inverse, si *Libération* est le quotidien qui en a le plus abondamment parlé à ces lecteurs, il est aussi celui qui a « le moins » cherché à le mettre en valeur de cette manière même si, au demeurant, près du quart des numéros a eu un article élevé à la Une et les trois quarts, un article en ouverture.

Tableau n°10 : Surface des titres (en cm²)

	Total	Moyenne	Écart-type
<i>Le Monde</i>	2124,84	20,43	16,43
<i>Le Figaro</i>	2259,62	25,97	27,21
<i>Libération</i>	4162	42,47	45,89

Autre indice de mise en évidence des articles, *Libération* a eu recours à des titres plus grands. C'est donc par le procédé dit de « premier niveau de lecture » que le quotidien de Serge July entend attirer l'attention de ses lecteurs (voire des acheteurs)³⁹. En revanche, ceux du *Monde* sont deux fois moins importants en surface, confirmant la sobriété voulue par la rédaction, même s'il est impossible d'évaluer, par rapport à d'autres sujets d'actualité, ce qu'ils représentent réellement en importance. Enfin, si *Le Figaro* est le quotidien qui a la moyenne la plus basse (là encore par rapport à ses deux autres concurrents), son écart-type révèle une très grande hétérogénéité dans la surface de ses titres avec une valeur maximale de 194,3 cm² (« La guerre résiste à l'offensive de paix »⁴⁰), une valeur minimale de 0,9 cm² et une valeur médiane de 20 cm². Constatation d'ailleurs identique à *Libération* avec une valeur maximale de 220,5 cm² (dossier spécial de 8 pages consacré au « conflit israélo-arabe vu

par les photographes »⁴¹), une valeur minimale de 0,75 cm² et une médiane de 30 cm².

Ainsi, arrivés au terme de notre première étape, celle de l'analyse quantitative, nous avons constaté que **nos trois supports avaient régulièrement et abondamment parlé de ce sujet. Mais c'est moins l'État d'Israël que le conflit israélo-palestinien qui a mobilisé les différentes rédactions aux dépens d'autres sujets d'actualité y compris même dans la région du Moyen-Orient.** Cet affrontement a d'ailleurs été fréquemment mis en valeur afin d'attirer le regard et l'intérêt du lecteur. Mais, tout en tenant compte qu'à l'époque il n'y avait pas d'autres conflits d'importance dans le monde, tous ces résultats, ont également révélé **la volonté des rédactions de surexposer et, par voie de conséquence, de surdramatiser ce sujet.** Or, méritait-il de faire aussi souvent la Une ou d'être placé en ouverture ? Qu'a-t-il donc de si sensationnel pour faire l'objet d'une telle polarisation ? Et, ces chiffres ne dévoilent-ils pas plutôt une fascination morbide et cathartique pour la violence, surtout lorsqu'elle concerne les Juifs et les Arabes ?

Mais ces observations ne permettent pas de tirer des conclusions sur l'orientation donnée à ces articles. C'est à quoi notre seconde étape, l'analyse qualitative, entend répondre.

L'analyse qualitative : les choix rédactionnels

Le débat sur la neutralité de la presse est maintenant un sujet dépassé tant les différentes études de presse ont montré que, au contraire, les informations publiées étaient empreintes de subjectivité. Cette situation n'est pas sans conséquence puisqu'elle permet d'influencer le lecteur et de susciter chez lui un jugement favorable ou, au contraire, défavorable. En ce sens, la presse écrite (et les médias en général) est bien un vecteur essentiel (mais non unique) de formation des opinions publiques. Or, c'est précisément ce que nous entendons démontrer : parmi nos trois exemples, quels sont ceux qui ont affiché le plus de sympathie envers l'État d'Israël ? Quels sont ceux qui, au contraire, ont montré le plus d'antipathie ? Et parmi les thèmes que nous avons distingués, y en a-t-il qui ont en majorité suscité l'enthousiasme ou la réprobation ?

Précisons notre propos. Ce n'est pas le fait lui-même qui doit retenir notre attention. Il est en effet difficile, nous l'avons dit plus haut, de revenir à la source même des événements et la lecture des presses israélienne et palestinienne ne saurait suffire puisque, devant un conflit si médiatique, l'utilisation de la propagande est inévitable aussi bien chez l'une que chez l'autre. En conséquence, l'objet de notre analyse est ailleurs. Devant une masse d'in-

formations aussi considérable (correspondants, envoyés spéciaux, dépêches issues d'agences de presse, médias étrangers), les rédactions de nos trois quotidiens ont nécessairement dû faire des choix. Décider de publier telle ou telle information n'est jamais innocent. Or c'est précisément cette sélection qui est empreinte de subjectivité. De plus, l'ajout de commentaires à l'information brute et l'utilisation d'un vocabulaire hyperbolique peuvent, là encore, contribuer à orienter le lecteur dans un sens ou dans l'autre. Enfin, il ne faut pas oublier le problème de la désinformation.

Celle-ci, certes aujourd'hui moins radicale que durant la Guerre Froide, peut se définir comme un acte intentionnel de modifier le sens ou l'importance de l'information voire de l'occulter. Mais, il est vrai, que cette volonté manipulatrice reste difficile à prouver⁴². Pourtant, lorsque *Libération* dans son édition du 6 novembre 2000 affirme que pour « la première fois depuis 1995, la représentante de l'Autorité palestinienne, Leïla Shahid, n'[a] pas été invitée au dîner annuel du CRIF » alors que celle-ci a en réalité décliné l'invitation qui lui a été faite, il s'agit là manifestement d'un cas de désinformation d'autant que l'information avait été correctement révélée par *Le Monde* deux jours plus tôt (édition du 4 novembre 2000). De même, alors que *Le Monde* et *Le Figaro* ont bien montré l'existence d'un débat sur la présence des troupes israéliennes dans la région contestée dite des fermes de Chebaa située dans le sud du Liban, question qui fut tranchée à l'ONU en faveur – temporairement – d'Israël, *Libération* omet d'inclure ces détails dans son article et, au contraire, précise que cette « exploitation d'environ 20 km² [se trouve] sur les contreforts du plateau du Golan annexé par Israël en 1967 ». De plus, pour accentuer ses propos, l'auteur, Didier François, cite même le discours du chef du mouvement islamiste Hezbollah selon lequel le Liban a le droit de récupérer la totalité de ses terres occupées par Israël. Dans ces conditions, l'attentat meurtrier commis par le mouvement terroriste libanais est bien évidemment légitimé⁴³.

Afin de mieux cerner les orientations des journaux et la « stimulation affective » induite par le vocabulaire employé, l'analyse qualitative privilégie deux modes de calcul : d'une part, la balance des thèmes favorables et défavorables ; d'autre part le quotient de mots stimuli positifs ou négatifs. Précisons par ailleurs que, en raison du nombre élevé d'items, notre analyse s'est concentrée sur les trois thèmes qui sont apparus le plus souvent : le conflit israélo-palestinien, le conflit israélo-arabe et la politique intérieure israélienne.

La balance des thèmes favorables/défavorables

Mettre l'accent sur les représailles israéliennes aux dépens de l'attentat meurtrier commis à l'encontre de civils ou militaires israéliens, revient à faire croire que la politique des autorités israéliennes est systématiquement agressive à l'encontre des Palestiniens. En revanche, accorder la même importance à la cause (attentat meurtrier) et à la conséquence (les représailles militaires), mentionner que tous les actes terroristes commis par des groupes palestiniens ne donnent pas lieu à des représailles israéliennes, c'est montrer que les autorités israéliennes savent faire preuve de retenue lorsque la situation l'exige. L'effet créé n'est évidemment pas le même dans ces deux cas. Enfin, rendre compte de l'existence d'un débat en Israël sur l'opportunité des représailles, relever sans commentaire personnel et équitablement les arguments des partisans et des opposants de ce type de procédé, c'est aller au fond des choses, c'est faire preuve de nuances et d'objectivité. De même, si un journaliste décide d'insister uniquement sur le bilan négatif de la politique menée par le Premier ministre Ehud Barak et de le tenir pour seul responsable de l'échec des négociations, il suscite un jugement négatif auprès du lecteur. S'il choisit de contre-balancer cette information en précisant ses nombreuses tentatives et propositions, sa position est plus équilibrée. Si, en revanche, il décide de ne montrer que sa volonté et ses efforts en faveur de la paix, il véhicule une image positive.

Bien entendu, un item favorable/défavorable n'implique pas que la totalité des arguments soient positifs/négatifs mais que l'impression d'ensemble le soit. Les arguments favorables ou défavorables sont résumés dans ce tableau :

Tableau n°11 : Les différents arguments

Le conflit israélo-palestinien

Orientation favorable : Face aux événements, les autorités israéliennes font preuve de retenue. Le gouvernement israélien cherche à instaurer la paix avec les Palestiniens et à poursuivre les négociations.

Orientation défavorable : L'armée israélienne tue froidement et fait de nombreuses victimes palestiniennes. Les autorités israéliennes ne désirent pas la paix et sont responsables de la montée de la tension dans la région

Le conflit israélo-arabe

Orientation favorable : Israël est victime de la haine des États arabes dans la région. Les pays islamistes appellent au Jihad contre Israël. La question des fermes de Chebaa a été temporairement tranchée par l'ONU en faveur de la partie israélienne.

Orientation défavorable : Sa politique provocante et agressive à l'égard du peuple palestinien est à l'origine de l'attitude hostile des États arabes voisins. Les fermes de Chebaa sont un territoire libanais encore occupé par Israël

La politique intérieure israélienne

Orientation favorable : Israël est un État démocratique où règne la liberté d'expression et de presse. Ses dirigeants ont des intentions pacifistes. La politique d'Ehud Barak est courageuse.

Orientation défavorable : Israël est un État militarisé et théocratique. Ses dirigeants ont des intentions bellicistes. La politique d'Ehud Barak est un échec complet.

Afin de connaître l'orientation favorable ou défavorable de ces trois thèmes, le mode de calcul est simple : il s'agit de diviser le nombre d'énoncés à orientation positive sur le nombre d'énoncés à orientation négative. Les résultats égaux à 1 signifient que la balance entre les deux versions est équilibrée ; ceux supérieurs à 1 impliquent que les thèmes favorables sont apparus plus souvent que les thèmes défavorables ; ceux inférieurs à 1 désignent la situation inverse.

Tableau n°12 : Balance des thèmes favorables/défavorables

	Conflit israélo-palestinien	Conflit israélo-arabe	Politique intérieure israélienne	TOTAL
Le Monde	0,7	1,3	1	0,7
Le Figaro	0,9	1,2	1,3	1
Libération	0,4	0,8	0,7	0,5
TOTAL	0,7	1,3	1	

Il apparaît que de nos trois exemples, c'est **Le Figaro qui a le plus équilibré ses positions. Il est suivi du Monde mais avec une tendance légèrement plus défavorable à Israël. Enfin, Libération a publié deux fois plus d'articles hostiles à Israël que d'articles amicaux.** En revanche, la répartition par thèmes révèle des résultats plus nuancés. Si la politique intérieure israélienne et le conflit israélo-arabe ont donné lieu à des articles équilibrés voire légèrement favorables, le conflit israélo-palestinien recueille dans tous les cas de figure la balance des thèmes la plus défavorable – avec une attention particulière pour le quotidien de Serge July. Or cette situation s'explique parce que, en ce mois de novembre, l'accent a été mis sur les violences et les représailles.

Chaque jour, les journaux ont rapporté avec force détails les violents affrontements qui ont opposé Israéliens et Palestiniens. Mais rares ont été les articles à mentionner les circonstances de ces antagonismes, et encore moins nombreux ceux qui en ont donné les raisons. À titre d'exemple, choisi parmi beaucoup d'autres, citons : « L'armée israélienne a tué deux Palestiniens dimanche 5 novembre dans la bande de Gaza au cours d'une journée

marquée par des affrontements sporadiques (...)»⁴⁴ », « [sur] le terrain, un Palestinien a été tué par balle, mardi, par l'armée israélienne, lors d'incidents entre lanceurs de pierres et soldats devant la tombe de Rachel, un lieu saint du judaïsme situé à l'entrée de la ville de Bethléem, au sud de Jérusalem. (...) Dans la soirée, des échanges de tirs nourris ont eu lieu entre le quartier de peuplement juif de Gilo à Jérusalem-Est et la localité palestinienne voisine de Beit Jala, proche de Bethléem en Cisjordanie.»⁴⁵ »

Comment et pourquoi ces affrontements ont eu lieu, le lecteur ne le saura pas mais il en fera nécessairement porter la responsabilité sur l'armée israélienne. Un autre procédé consiste à minimiser les actes meurtriers commis par les Palestiniens. C'est le cas, par exemple, d'un article de Georges Marion du *Monde* qui fait part d'un attentat perpétré par « un homme seul » qui a tiré à bout portant sur deux agents de sécurité israéliens à Jérusalem-Est⁴⁶. Il faut cependant noter l'effort d'explication pertinente apportée par Pierre Prier du *Figaro* selon lequel cette attaque meurtrière a pour but de radicaliser la population palestinienne de Jérusalem-est « jugée trop tiède par l'Autorité palestinienne »⁴⁷.

Chaque jour, par ailleurs, le lecteur a droit au décompte macabre du nombre de victimes, « palestiniennes dans leur écrasante majorité »⁴⁸. Mais si les morts palestiniens donnent lieu à une étrange et quotidienne addition, ce n'est que rarement le cas des tués israéliens. Ainsi dans un même article du *Monde*, le lecteur apprend que la journée du 13 novembre, « aura été la plus meurtrière pour les Israéliens depuis le déclenchement du conflit » puisque au cours de celle-ci « quatre Israéliens ont été tués dans des embuscades » mais un peu plus loin l'article (source AFP/Reuters) précise que « [d]eux cent dix-neuf personnes, des Palestiniens dans leur écrasante majorité, ont été tuées depuis le déclenchement de la crise ». Les deux chiffres n'ont évidemment pas le même impact et on ne voit pas pourquoi, quand bien même les Palestiniens constituent en effet la majorité des victimes, celles du côté israélien auraient moins d'importance⁴⁹. Le compte rendu de *Libération*, placé en ouverture, est encore plus symptomatique à cet égard. L'attaque⁵⁰ commence ainsi : « Les Israéliens en ont assez de... la « retenue » dont leur gouvernement et leur armée font preuve à leur yeux face aux Palestiniens [le lecteur appréciera la généralisation]. Après la mort de quatre Israéliens lundi dans des embuscades palestiniennes, ce mot était hier dans tous les commentaires, avec cette interrogation sous-jacente : jusqu'à quand ? Peu importe que la nouvelle Intifada ait causé en moins de deux mois la mort de 220 personnes (en grande majorité des Palestiniens), de nombreux Israéliens estiment que Barak est trop mou, et qu'il se contente de réagir, donc de subir.»⁵¹ ». Autre

exemple tiré du même quotidien, le bilan de l'attentat du 2 novembre contre le marché Mahané Yehuda à Jérusalem-ouest ayant fait des victimes israéliennes, le lecteur n'en connaîtra rien. En revanche, il apprendra que « les violences (...), depuis cinq semaines, ont fait 172 morts et 4000 blessés, en majorité palestinienne.»⁵² De plus, à la froideur meurtrière de l'armée israélienne, *Libération* oppose la pacifique bienveillance de la police palestinienne : ainsi le lecteur apprend dans un même article que « Tsahal (...), depuis plusieurs nuits, bombarde déjà avec constance les grandes villes de Cisjordanie » mais qu'un « miracle » est arrivé : « une patrouille de quatre soldats israéliens perdue du côté de Khan Younis a pu être ramenée saine et sauve dans sa base par des policiers palestiniens.»⁵³ ». Dans le même ordre d'idées, Sylvain Cypel dans *Le Monde* appuie les conclusions particulièrement néfastes à l'armée israélienne émanant d'une ONG indépendante palestinienne décrivant en détail les nombreuses violences subies par les Palestiniens⁵⁴. Ce portrait tranche cependant avec celui de Pierre Prier qui enquête sur le champ de bataille à Ramallah avec les militaires israéliens. Donnant la parole à un « quadragénaire trapu et tranquille », celui-ci explique que « les ordres sont les mêmes que les jours précédents (...) : se défendre avec retenue. Ne tirer à balles réelles que sur ceux qui nous tirent dessus »⁵⁵. **Ainsi, pour *Libération* et, dans une moindre mesure, *Le Monde*, l'armée israélienne est l'agresseur alors que pour *Le Figaro*, elle est l'agressée.**

Concernant les représailles, elles donnent lieu à des articles assez contrastés en fonction de leur intensité. Si *Le Figaro* et *Le Monde* ne nient pas la légitimité de certaines opérations limitées à l'arrestation d'activistes accusés d'avoir participé à des attaques récentes, mettant en avant la dimension politique des représailles et la volonté de faire preuve de retenue et d'éviter les bavures⁵⁶, nos trois quotidiens dénoncent en revanche - ils ne sont pas les seuls, il est vrai ! - l'utilisation excessive de la force par l'armée israélienne. « L'attaque israélienne représente une escalade » assure *Le Figaro*⁵⁷ qui titre le lendemain « Israël n'exclut pas d'autres frappes » et parle de « guerre d'usure » et de « bruits de bottes »⁵⁸ ; « [c]ette opération, véritable gifle à Arafat, risque d'entraîner les Palestiniens à franchir eux aussi un nouveau palier » avertit Alexandra Schwartzbrod⁵⁹ ; « l'enchaînement de représailles et de contre-représailles échappe rapidement à tout contrôle » renchérit Georges Marion⁶⁰. Accusation qui d'ailleurs n'est pas prononcée à l'encontre des auteurs d'attentats côté palestinien. Surtout, les représailles ont fait l'objet de deux réflexions bien différentes. D'un côté, affirment *Libération* mais aussi la rédaction du *Monde* et ses correspondants dans les territoires autonomes palestiniens, les actes palestiniens étant perpétrés, selon eux, par des individus isolés, l'Autorité palestinienne ne

peut pas en être tenue pour responsable. En revanche, les représailles militaires israéliennes étant, elles, accomplies par une armée régulière et décidées par des autorités politiques légales, celles-ci portent une responsabilité évidente dans la radicalisation du conflit⁶¹. De l'autre côté, comme le soulève avec raison Georges Marion, l'ampleur « de la réaction israélienne (...) contre des cibles palestiniennes de la bande de Gaza ne parvient pas à masquer la seule question qui vaille : et maintenant ? Aucun responsable israélien n'y a répondu. Dans l'émotion et l'appétit de revanche qui a saisi la société israélienne après l'attentat perpétré (...) contre un bus scolaire [ayant fait deux morts et neuf blessés dont cinq enfants comme le rappelle le journaliste], une telle interrogation aurait presque paru inconvenante.⁶² » Enfin, pour être complet sur cette question des représailles, tous ont rendu compte avec plus ou moins d'objectivité du débat qu'elles suscitent au sein de la société israélienne⁶³.

La ligne rédactionnelle

Avec ces précisions, commence à se dessiner la ligne rédactionnelle de nos trois quotidiens. En effet, *Libération* mais aussi, dans une moindre mesure, *Le Monde* (par l'entremise notamment des articles de Sylvain Cypel) veulent accrédi-ter l'idée selon laquelle cette seconde Intifada est un mouvement populaire emmené par des civils. Elle est donc légitime, notamment lorsqu'elle affronte l'armée d'un État puissant qui a recours à des moyens disproportionnés. Ainsi, aux pierres, armes légitimes pour se défendre, ces journaux opposent la force armée déclarée illégitime. Dans ces conditions, on comprend pourquoi l'accent est surtout mis sur les affrontements israélo-palestiniens nommés « guerre des pierres », pourquoi l'action des Tanzims, ces formations paramilitaires du Fatah de Yasser Arafat, responsables de la plupart des actions meurtrières côté palestinien, n'apparaît presque jamais dans *Libération* qui préfère parler de « franc-tireurs » (contrairement, il est vrai, au *Monde* et surtout au *Figaro*⁶⁴). C'est aussi la raison pour laquelle, la responsabilité de l'Autorité palestinienne, représentante du peuple palestinien, à la tête d'une entité nationale non-étatique, est minimisée voire niée dans les attentats (dont l'impact sur l'opinion est évidemment négatif), Autorité dont on ne connaît d'ailleurs jamais le fonctionnement et qui ne fait, par voie de conséquence, l'objet d'aucune critique.

Pourtant, il faut se demander si derrière ces prises de position ne se cache pas une hostilité à peine voilée pour tout ce qui s'apparente à la puissance étatique et militaire - réminiscence d'une certaine vision d'origine marxiste, anarchiste et trotskiste⁶⁵-, animosité qui dépasse de loin le conflit israélo-palestinien mais qui se cristallise et se projette au Proche-Orient sur l'État

d'Israël. D'ailleurs, les États-Unis, autre cible visée par ces journaux qui aiment à rappeler l'alliance entre les deux pays, ont en commun d'être avec Israël des pays occidentaux. Assiste-t-on à la perpétuation de la haine de soi empreinte de culpabilité, magistralement analysée par Pascal Bruckner il y a près de vingt ans⁶⁶ ?

Cette vision des faits n'est pourtant pas partagée par *Le Figaro* qui met, au contraire, l'accent sur la militarisation rampante des combattants palestiniens laquelle se traduit par un changement radical de tactique utilisée sur le terrain : « les tirs d'obus, de mitrailleuses installées sur des chars ou de roquettes relèvent de la routine. Chaque nuit, des Palestiniens tirent à l'arme automatique contre des cibles israéliennes »⁶⁷. De plus, reprenant les positions des autorités politiques et militaires israéliennes, il insiste sur la « libanisation » du conflit voulue par les Palestiniens qui consiste à harceler l'ennemi pour précipiter son départ comme cela s'était produit au sud-Liban (théorie qui, au demeurant, reste à vérifier en ce qui concerne le départ des troupes israéliennes de cette région en mai 2000)⁶⁸. En ce sens, la présentation du conflit y est plus équilibrée puisque, finalement, le journal ne donne de bons points ou de mauvais points à personne ou les donne aux deux à la fois et cherche au contraire à comprendre les tenants et les aboutissants. C'est d'ailleurs ce qui le distingue du *Monde* : *Le Figaro* se veut moins moralisateur.

En revanche, les implantations israéliennes (appelées d'ailleurs colonies juives) en territoire autonome palestinien font l'unanimité contre elles. Pour tous, c'est le nœud du problème qu'Israël doit obligatoirement rompre s'il veut la paix. Ces « colons » sont d'ailleurs représentés comme des dangereux fanatiques à l'image de *Libération* qui rapporte cette « information » en provenance de Gilo, « un quartier de colonisation rattaché à la Ville Sainte » : « Des dizaines d'habitants israéliens observaient la bataille depuis leurs appartements ou étaient sortis dans la rue, encourageant les soldats par des cris ou des applaudissements, en particulier lorsque leurs tirs se révélaient particulièrement intenses. « Tue les, tue les » criait un gamin, accroupi derrière un muret.⁶⁹ ». En conséquence, devant le « sectarisme religieux », nos trois quotidiens ne condamnent pas les Palestiniens qui « veulent obtenir par un harcèlement systématique des colons et de l'armée ce qu'ils n'ont pas obtenu par la négociation.⁷⁰ » D'ailleurs à la frénésie mystique des colons et à la nécessairement douteuse nature « théocratique » de « l'État juif », est opposée la très laïque Autorité palestinienne qui entend lutter avec tous les moyens dont elle dispose contre ses propres fanatiques islamiques. En fait, on pourrait légitimement croire que le camp du refus est incarné par les extrémis-

tes palestiniens et les colons juifs alors que celui de la paix est représenté par l'Autorité palestinienne et le parti travailliste israélien. **Pourtant, contrairement aux « colons juifs », les islamistes palestiniens n'ont jamais eu l'honneur d'une telle diabolisation.**

D'ailleurs, en règle générale, **la représentation du peuple israélien se limite à l'armée et aux « colons juifs » que l'on oppose « aux Palestiniens »,** tous unis contre l'occupant⁷¹. **Et puisque Israël représente la force, le Palestinien est nécessairement le faible, la victime. *Le Monde* et surtout *Libération* entendent ainsi provoquer dans l'opinion française un véritable mouvement de compassion pour les Palestiniens,** parce que, comme nous allons le voir, cette impuissance justifie leur combat. C'est la raison pour laquelle, alors que **la plupart des reportages sont effectués dans les zones sous contrôle palestinien, les termes de territoires « autonomes » palestiniens ne sont jamais prononcés mais qu'il est parlé de « territoires palestiniens », sous-entendu, dans les représentations collectives, toujours « occupés »**⁷².

Pour retracer l'histoire des Palestiniens, Bruno Philip du *Monde* prend l'exemple d'une famille de réfugiés vivant à Gaza et laisse la parole aux trois générations (père, fils et petit-fils mais dont les femmes sont mystérieusement absentes). C'est l'histoire du « patriarche » qui a connu un exode sans fin, de camp de toile en bidonville et de bidonville en ville de béton surpeuplée à cause des « colons juifs » sous-entendu ceux de 1948, ces « oppresseurs » qui ont constitué un « corps étranger en Palestine », l'auteur omettant bien volontiers au passage de préciser que de 1948 à 1967, la bande de Gaza était sous administration égyptienne. C'est l'histoire de son fils « le travailleur immigré en Israël » qui « réserve son amertume aux dirigeants israéliens »- mais non au « peuple de cet Israël où il a plein d'amis » précise l'article – qui ajoute que « les Israéliens sont les forts, nous on est les faibles ». C'est celle de son petit-fils, membre de la sécurité préventive palestinienne, « les redoutables et redoutées forces de sécurité et de renseignement intérieur », militant du Fatah d'Arafat, héros de la première Intifada, blessé, arrêté et intimidé par des « matons » c'est-à-dire les soldats israéliens, qui explique que, après l'immense espoir que lui avaient procuré les accords d'Oslo, « [l]'Intifada d'aujourd'hui, on la voit venir depuis longtemps. Ça fait un bout de temps qu'on savait que tout allait exploser. »⁷³ Et l'article de se conclure sur les paroles du fils : « Je parlais de la paix. Mais pas à n'importe quel prix. Je suis né dans ce camp il y a quarante-deux ans. Je travaille en Israël, mais j'ai toujours vécu ici, à Gaza. Et j'ai toujours su que je n'étais pas chez moi. Un jour, je le sais, et nous le savons tous, je retournerai sur la terre de ma famille [près d'Ashkelon en Israël]. (...) Ici, en comparaison de ce que nous avons eu, c'est rien. Ici, en comparaison de ce que nous étions, nous

ne sommes rien !⁷⁴ ».

Or, pour susciter la compassion, rien de tel que de raconter la mort d'enfants : c'est le symbole de l'innocence qui s'écroule par la faute d'un cruel et sanguinaire soldat israélien. En voici un exemple, tiré de *Libération* : « Armés de seules frondes, une centaine d'écoliers manifestent leur colère par des volées de pierres tombant, pour la plupart, bien en deçà des positions militaires israéliennes. Des adolescents du camp de réfugiés tout proche se joignent au caillassage. Aucun ne porte de fusil. Personne n'ouvre le feu sur les soldats bien retranchés dans leurs abris ». Ainsi d'un côté, il y a des enfants dont le « caillassage » ressemble presque à un jeu ; de l'autre un soldat qui lui ne risque rien. Et l'article se poursuit : « Pourtant rapidement, un premier gosse s'effondre. Frappé d'une balle à la poitrine, Youssef Barbach a sept ans. (...) Deux minutes plus tard, nouveau cri. Mohamed Aram, huit ans, est à son tour touché. » Et l'article de décrire le tueur d'enfants, l'ogre moderne : « Pendant vingt minutes, un tireur d'élite, embusqué côté israélien, lâche ses tirs coup après coup, posément (sic), avec la régularité d'un métronome (sic). Sans retenue (sic). Dix manifestants s'écroulent. Des enfants pour la plupart. »⁷⁵

Mieux, ces enfants se transforment en de misérables Gavroche sous la plume de Didier François qui explique que l'Intifada n'est pas la révolte des nantis, ces enfants de hauts fonctionnaires de l'Autorité palestinienne qui ne soutiennent qu'en parole « la révolte des pierres », mais celle « des va-nu-pieds », des « seuls déshérités, des oubliés du processus de paix ». « En première ligne de la révolte – renchérit l'auteur – face aux bunkers qui protègent les colonies juives, ne meurent que les fils de travailleurs migrants. Otages d'une diplomatie qui leur échappe, ces journalistes dépendent pour leur pitance du bon vouloir israélien, victimes quotidiennes de vexations policières, asphyxiés par la fermeture des frontières au moindre soubresaut dans les négociations »⁷⁶. D'ailleurs, seul *Libération* durant ce mois de novembre, consacre trois articles à la mort survenue deux mois plus tôt du « petit » Mohamed al-Doura, symbole, comme l'écrit le journal, de l'Intifada. Ceux-ci reviennent sur le rapport de l'armée israélienne remettant en cause la certitude que cette balle était israélienne plutôt que palestinienne et sur la réponse de *France 2*, seule chaîne de télévision à avoir filmé ce drame en direct, c'est-à-dire comme le souligne l'auteur « à l'origine des images qui nous ont tous tués ». Et d'avouer : « Finalement on ne sait plus bien. (...) La guerre continue. Celle des pierres, des balles, des images »⁷⁷.

Ce sujet a également été traité dans **un dossier spécial de *Libération* consacré au « conflit israélo-palestinien vu par les photographes »**⁷⁸. Cons-

cient de la « passion » que soulève ces affrontements et de l'impact que certaines images – comparées à des « munitions émotionnelles » – peuvent avoir sur l'opinion, le directeur de la rédaction Jacques Amalric s'est intéressé aux conditions de travail des photographes, leur production, leur liberté d'action. Intention louable, au contenu intéressant⁷⁹ et équitablement réparti entre des photographes neutres ou israéliens et d'autres plus favorables (ils le disent) à la cause palestinienne. Pourtant, ce dossier pêche sur trois aspects. Premièrement, pourquoi, alors même que le journal entend lutter contre la diffusion de stéréotypes, y contribue-t-il avec ces nombreuses photos (27 au total sur 8 pages) accréditant l'image selon laquelle il existe un déséquilibre entre de jeunes manifestants palestiniens et soldats israéliens armés ? Deuxièmement, **pourquoi publier ces photos dont une large majorité est favorable aux Palestiniens** alors que le journal prétend refuser tout manichéisme ? En effet, utiliser des photos sensationnelles alors qu'on entend par ailleurs dénoncer le sensationnalisme en raison de son effet sur l'opinion est, pour le moins, curieux. Troisièmement, enfin, pourquoi le journal ne pose-t-il pas une question qui reste pourtant fondamentale : le conflit serait-il aussi douloureux avec son cortège de morts et de blessés et ne serait-il pas depuis longtemps en voie de règlement s'il n'était pas autant médiatisé ?

Nous avons vu plus haut que le camp du refus était représenté par les extrémistes juifs et les islamistes. Dans le même ordre d'idées, les violentes diatribes de certains pays islamiques prononcées à l'encontre d'Israël lors du sommet islamique de Doha ont fait l'objet de critiques, plus ou moins prononcées. C'est d'ailleurs cette situation qui explique que la balance des orientations du conflit israélo-arabe a été relativement favorable à Israël (tableau N° 12)⁸⁰. Mais qu'en est-il du camp de la paix ?

Yasser Arafat a fait l'objet d'un portrait tout en nuance. S'il reste, à travers de nombreux témoignages publiés, le représentant légitime du peuple palestinien, le héros de la libération palestinienne, nos quotidiens n'ont pas caché que son autorité est remise en question par une partie de ses troupes. Si ces constatations ne peuvent être contestées, elles ont également l'avantage de le disculper de toute responsabilité dans la prolongation des affrontements et d'accréditer son image d'homme politique responsable et conciliant. Il faut toutefois noter que *Le Monde* par l'intermédiaire de Georges Marion et *Le Figaro* ont fait part des interrogations des dirigeants israéliens : « Le Premier ministre israélien est de plus en plus persuadé que son ancien partenaire cherche les prolongations mais ne souhaite surtout pas aboutir. Que veut Arafat ? C'est aujourd'hui la question la plus souvent posée dans les cercles dirigeants d'Israël, désarmés et perplexes à la fois. ⁸¹ » De son côté, *Le Figaro*

est plus sceptique : « Arafat soigne son image de marque internationale. Hier, le ministre de l'Information, Yasser Abed Rabbo, a déclaré que l'Autorité palestinienne empêcherait désormais les enfants « de moins de seize ans » de se rendre aux manifestations pouvant conduire à des affrontements avec l'armée israélienne. (...) Les prochains jours diront si la bonne volonté ministérielle appartient à la propagande ou si elle est réelle, et surtout applicable. » Et d'ajouter : « L'avenir dira si ces vœux ne sont pas seulement de circonstances », Yasser Arafat devant alors se rendre à Washington⁸².

Pourtant, on ne peut que constater que **les critiques concernant la politique d'Ehud Barak sont autrement plus sévères.** Pour *Libération*, le Premier ministre israélien est un « homme seul, indécis et sous pression. Sa politique chaotique l'a privé de la confiance des Israéliens, des Palestiniens et de la communauté internationale.⁸³ » Didier François emploie même un vocabulaire militaire. Il parle de « déroute », d'« ampleur de la défaite », d'un homme « qui a rendu les armes » avant de conclure sur une note pessimiste en provenance du ministre palestinien des Transports qui croit savoir que « nous assisterons dans la prochaine période à un véritable gel du processus de paix et à une escalade de la tension. »⁸⁴

L'avis du *Monde* est à peine plus nuancé. Lui aussi tire un constat d'« échec » qui n'est pas « seulement celui d'un homme qui a manqué de talent politique », croyant pouvoir « faire tout et son contraire », mais aussi celui d'un « esprit froidement analytique sur un terrain où l'émotion domine » qui « a rarement eu le geste, le mot susceptible de charmer ou d'apaiser. » Certes, il reconnaît que le Premier ministre israélien a « courageusement ébranlé quelques tabous » (statut de Jérusalem et frontières du futur État palestinien) mais, à lire cet éditorial, la responsabilité unilatérale d'Ehud Barak dans le fiasco des négociations de paix est patente. Et *Le Monde* a beau jeu de dire que la seule chance qu'il a de remporter les élections anticipées « est d'arriver d'ici là à la paix », le journal oublie que précisément la paix se signe au moins à deux et que, dans cette région du monde, celle-ci ne dépend d'ailleurs pas uniquement de la volonté de deux hommes mais aussi d'autres facteurs (on pense au jeu de l'Arabie Saoudite même si aucun article n'y a fait allusion). Or, pourquoi dénigrer ainsi le chef de l'exécutif israélien ? Si on peut aisément comprendre que la logique politique est toujours plus favorable que la logique militaire (ce qui explique aussi les nombreuses critiques adressées à l'encontre de l'armée israélienne et au gouvernement dont elle dépend), pourquoi ne reconnaître que des torts à la partie israélienne et, au contraire, des circonstances atténuantes à la partie palestinienne ? Et d'ailleurs, l'autre alternative à Ehud Barak c'est-à-dire l'arrivée au pouvoir de la droite israélienne (Likoud),

est-elle tellement plus enviable ? Paradoxalement, on peut dire que la vision du *Monde* ne contribue pas, elle aussi, à la paix (... des esprits)⁸⁵.

Cette position contraste avec celle du *Figaro*. Certes, l'éditorial ne cache pas que « sa conduite, faite de percées audacieuses et de brusques retours en arrière, a dérouteré tous ses alliés », qu'il a été un « bien-piètre chef de gouvernement ». Mais – poursuit l'article – « comme toujours au Proche-Orient, le pire n'est jamais sûr. La décision d'anticiper les élections a le mérite de clarifier la situation. À chacun de jouer maintenant. (...) S'il veut se maintenir au pouvoir, le chef du Parti travailliste doit amener le combat électoral sur son terrain : transformer le prochain scrutin en un référendum sur la paix. Il lui faut pour cela, sinon parvenir à un nouveau traité avec les Palestiniens, du moins donner à croire qu'avec lui un accord reste possible. » Et de conclure : « Il y a peut-être là l'espoir d'une désescalade à Gaza et en Cisjordanie. À condition que le président de l'Autorité palestinienne soit prêt à jouer le jeu. Ce n'est pas encore sûr ; mais au moins une autre logique se dessine comme une alternative aux affrontements de ces dernières semaines.⁸⁶ »

Au regard de ces extraits et de nos résultats, il serait facile de croire que *Le Monde* et surtout *Libération* sont des journaux anti-israéliens et, au contraire, que *Le Figaro* est pro-israélien. Pourtant, il faut nuancer cette affirmation. En effet un journal d'information, afin d'attirer un maximum de lecteur, se doit aussi d'être pluriel. En ce sens, il y a autant de gens favorables ou hostiles à l'État d'Israël à droite qu'à gauche -hostilité qui comprend d'ailleurs plusieurs degrés qui vont de la suspicion à la franche antipathie et qui recouvre plusieurs catégories allant de la politique menée par le gouvernement israélien au projet sioniste⁸⁷. Or, c'est justement ce que révèlent les tableaux ci-dessous : **la présence de sensibilité différente au sein d'un même journal.**

Tableau n°13 : Balance des orientations favorables/défavorables selon les journalistes

Le Monde

Georges Marion	Sylvain Cypel	Bruno Philipp	AFP/Reuters
3	0,3	0,4	0,3

Le Figaro

Pierre Prier	Thierry Oberlé
1,2	0,3

Libération

Alexandra Schwartzbrod	Didier François	Jean-Pierre Perrin
0,8	0,2	1,5

On ne peut manquer de remarquer que **les journalistes qui ont le plus souvent publiés d'articles favorables (y compris à *Libération*) sont les correspondants permanents en Israël.** À l'inverse, ceux qui ont fait les articles les plus défavorables sont les envoyés spéciaux dans les territoires autonomes palestiniens. Or, bien entendu, ces résultats ne sont pas sans conséquences.

Premièrement, ils confirment le manque de distance, pourtant nécessaire, pour atteindre l'objectivité, des journalistes. Deuxièmement, ils posent le problème de leur rôle : où se situe la limite entre information et propagande ? Et comment éviter qu'ils constituent le relais des propagandes des deux protagonistes du conflit ? Troisièmement, ils mettent en lumière une certaine empathie du journaliste avec son environnement immédiat.

À ce sujet, l'interview de Georges Marion, réalisée dans le cadre du long métrage documentaire «Vu à la télé» réalisé par Philippe Bensoussan et Jacques Tarnero, est particulièrement éclairante. Le journaliste confie, en effet que, au bout de trois ans en poste à Tel Aviv, il n'a « pas la même patience, la même neutralité superficielle vis-à-vis de ce conflit ». En d'autres termes, qu'il est de plus en plus difficile de ne pas être partie prenante dans ce conflit parce que « vous vivez au rythme du pays et de sa population ou d'une partie de sa population, et, de ce point de vue, vivant en Israël depuis trois ans, j'ai du subir, à mon corps défendant, le même type d'évolution. (...) Si j'étais du côté palestinien, en permanence, sans doute aurais-je vécu la même évolution mais dans l'autre sens. » Plus loin dans l'entretien, il révèle également qu'il a subi des « pressions professionnelles ». Et d'expliquer qu'en raison du nombre important de reporters sur place (« J'ai fait plusieurs pays, y compris les zones de conflits, je n'ai jamais vu autant de journalistes au mètre carré ») il existe une véritable concurrence, une pression par rapport à ce qu'ont écrit les autres correspondants. Pression dont les rédactions (ici *Le Monde*) tiennent compte en interférant sur le sujet des articles⁸⁸.

Enfin, ce tableau révèle également que **les articles publiés dans *Le Monde* dont la source provient de l'AFP/Reuters (Agence France-Presse et l'agence de presse britannique) sont le plus souvent défavorables à Israël.** Les dépêches en provenance de l'une ou de l'autre, voire des deux, ne sont donc pas neutres. Or cette situation est particulièrement grave lorsqu'on sait que l'AFP et l'agence Reuters sont deux des trois plus importantes agences de presse au monde et par conséquent qu'elles alimentent en informations aussi bien leurs médias nationaux respectifs que de nombreux organes étrangers (sans parler, en tout cas pour l'AFP, des administrations publiques y compris du Quai d'Orsay). Comprendre les raisons d'un tel déséquilibre dans l'infor-

mation sur Israël diffusée par ces agences de presse dépasse de loin les limites de cette contribution. Nous pouvons seulement apporter un élément d'explication. Le 1^{er} janvier 1969, l'AFP a lancé un service en langue arabe et l'année suivante un accord a été signé entre l'agence du Moyen-Orient (MENA) et l'AFP qui prévoyait que la première agence allait permettre la diffusion dans tous les États arabes du service mondial de la seconde. On peut donc légitimement penser que depuis lors le monde arabo-musulman représente une part non négligeable de son « marché »⁸⁹.

Les procédés rhétoriques : les mots stimuli

Quoi qu'il en soit, l'analyse de l'orientation ne saurait suffire et doit être complétée par celle des procédés rhétoriques. Prenons un exemple tiré du *Monde* du 30 novembre. Cet éditorial est consacré à « [l']avenir de M. Barak » et établit un bilan de sa politique : « Sans majorité de gouvernement, désavoué, mardi 28 novembre, à la Knesset (le Parlement), minoritaire dans les sondages, le premier ministre israélien, Ehoud Barak, a accepté ce qu'il n'était politiquement plus capable de refuser : des élections anticipées. C'est un constat d'échec. Après dix-sept mois au pouvoir – l'un des mandats les plus courts d'un chef de gouvernement israélien –, il a réuni contre lui une étonnante coalition d'opposants. (...) Les uns reprochent au premier ministre d'avoir voulu faire la paix avec Yasser Arafat, les autres de ne pas y être arrivé (...) » Et l'éditorial de décrire les raisons qui, selon lui, expliquent un tel échec. Globalement, le thème de cet article est donc défavorable mais l'information est livrée dans un style sobre, qui ne cherche donc pas à jouer sur l'émotivité ou la sentimentalité du lecteur. Ainsi, s'il y a partialité dans le choix du sujet (insister sur la faillite de la politique menée par Ehoud Barak), le choix du style ne cherche pas à provoquer de réaction exagérée.

À l'inverse, lorsque Sylvain Cypel pour *Le Monde* écrit qu'un Palestinien a été torturé par l'armée israélienne « les photos – abominables – faisant foi »⁹⁰ ; lorsque ce même auteur rapporte les propos menaçants soi-disant tenus par un colon à l'adresse d'une femme palestinienne « Hé, la bougnoule, tire tes volets si tu ne veux pas d'ennuis ! » – terme qui n'existe pas y compris dans l'argot hébraïque⁹¹ ; lorsque l'éditorial de ce même quotidien affirme que la communauté des Arabes israéliens « a été réprimée avec une impitoyable brutalité »⁹² ; lorsque Didier François pour *Libération*, faisant référence à des représailles israéliennes, précise « [v]enant du large, une noria d'hélicoptères, invisibles dans la nuit, a fondu sur Gaza », que la « riposte fut d'une extrême dureté », qu'il parle de « boule de feu », de « matraquage »⁹³ ; lorsque ce même journaliste compare les Israéliens à des « geôlier[s] » contraignant

les Palestiniens à vivre dans une « prison (...) cernée de miradors », « condamnés à un régime semi-carcéral » victimes de « privations », de « vexations », qu'il insiste sur « leur rage impuissante à défier l'occupant », et sur le « même désespoir vain qui anime tous les mutins des univers pénitentiaires »⁹⁴ ; lorsque Thierry Oberlé pour *Le Figaro* utilise les termes de « tuerie aveugle »⁹⁵, qu'il mentionne la « haine » des colons juifs⁹⁶ « frappés de délire mystique »⁹⁷, qu'il explique que « Tshal avait installé un barrage pour intercepter sa proie [un militant du mouvement de Yasser Arafat] »⁹⁸, tous ces exemples, choisis parmi d'autres, indiquent la présence d'un vocabulaire dont la charge émotionnelle intentionnellement élevée entend susciter un sentiment d'animosité envers l'État d'Israël (et bien entendu de pitié envers les Arabes/Palestiniens).

Ainsi, afin de mesurer le degré de stimulation affective, la méthode habituelle, dans un souci de rigueur scientifique, est de calculer d'une part la fréquence de ces mots-stimuli par rapport au total des mots et d'autre part, leur orientation favorable ou défavorable en divisant le nombre de stimuli favorables par le nombre de stimuli défavorables. Cependant, il est nécessaire au préalable d'établir un corpus qui regrouperait dans une première catégorie (orientation favorable) les mots suscitant l'admiration, la réussite, la pitié, l'amitié ; et dans une seconde (orientation défavorable), ceux incitant au mépris, à la désapprobation, à l'indignation, à la haine. Voici, parmi d'autres, ceux que nous avons relevés :

– **Stimuli favorables** : courage/courageux, effort, bonne foi, exclusion (Israël victime de), remarquable, extraordinaire, pacifique, (veut la) paix, espoir/espérer/ espérance, être sous la menace de/menacé, émouvante, mort/blessé/victime, enfant (israélien tué/mort/blessé/victime).

– **Stimuli négatifs** : exactions, raids, troupes/forces d'occupation, (Israël) menace, agressif/agression/agresseur, oppresseur, torture, intransigeance, répression, violente riposte, terreur, hostilité, crime (commis par Israël), apartheid, ségrégation (Palestiniens/Arabes israéliens victimes de), rejette/opposition totale (les propositions de paix), moyens de coercition (Israël dispose), colon/colonie/colonisation, (Israël) exige, (Israël) déporte, (Israël) tue, Israël viole (les résolutions de l'ONU, le droit international), les occupants (israéliens), arrestations (d'Arabes/Palestiniens), victimes/morts/blessés (Arabes/Palestiniens), enfant (palestinien tué/ mort/ blessé/ victime), fanatique, impitoyable, langage de la force⁹⁹.

Le déséquilibre qui apparaît à la lecture de ces mots-stimuli favorables et défavorables se manifeste aussi dans ce tableau.

Tableau n°14 : Fréquences et orientation des mots-stimuli

	Fréquence de mots-stimuli (en %)	Orientation
Le Monde	0,9	0,7
Le Figaro	0,7	0,8
Libération	2,3	0,4

Les résultats confirment donc nos constatations précédentes. **Si *Le Monde* et *Le Figaro* ont mis Israël et le conflit israélo-arabe/palestinien en valeur, ils n'ont toutefois pas cherché à « monter » l'information par le style. Celui-ci reste sobre. Ce n'est pas le cas de *Libération* qui a utilisé plus souvent un vocabulaire capable d'induire une réaction chez le lecteur. En revanche, l'orientation du vocabulaire reste toujours défavorable à Israël.** Il ne faut cependant pas généraliser ces résultats. Nous l'avons dit plus haut, ce mois de novembre correspond à une reprise des hostilités avec son cortège de victimes, « en majorité palestinienne » comme n'ont cessé de le répéter les quotidiens. En conséquence, cette inlassable répétition pèse évidemment sur le résultat final. Il est fort probable qu'une étude étendue sur l'année 2000 et prenant en compte tous les sujets sur Israël donnerait d'autres résultats moins tranchés.

Alors, pour finir et répondre à notre problématique définie plus haut, **la presse française est-elle devenue anti-israélienne ?** Après l'étude de nos trois exemples, **la réponse doit être forcément nuancée. En ce qui concerne *Libération*, l'orientation des thèmes, la présentation partielle des événements et le vocabulaire employé pousserait à répondre par l'affirmative en ce qui concerne notamment le conflit israélo-palestinien. À l'inverse, *Le Figaro* peut être présenté comme un journal plus équilibré** avec même une tendance assez favorable à Israël.

Pourtant, le terme d'anti-israélien mérite réflexion. En dehors du conflit israélo-palestinien qui, nous l'avons vu, a récolté une majorité d'opinions défavorables à Israël, toute la question est de savoir si cette opposition s'est également généralisée à la Nation et à la société israélienne. Rappelons que contester, même avec des propos très durs et – il est vrai – quelque fois de mauvaise foi, les orientations et les choix politiques d'un gouvernement ne signifie pas obligatoirement dénigrer systématiquement une nation entière. Ainsi il faut distinguer d'une part la présentation subjective et partielle des événements que traduit cette extraordinaire focalisation sur le conflit israélo-palestinien, avec, d'autre part, la dénonciation systématique d'un État et de la Nation qui le compose. Or, si la question ne semble pas devoir se poser dans le cas du Figaro, le problème reste entier pour *Le Monde* et *Libération*.

Certes, le cadre chronologique étroit que nous avons choisi ne permet pas d'y répondre de manière définitive. Pourtant plusieurs indices permettent de confirmer l'hypothèse selon laquelle *Libération* mais aussi *Le Monde* sont bien des quotidiens anti-israéliens. La Nation israélienne a, nous l'avons vu, disparu de leurs colonnes. En conséquence la représentation d'Israël, telle qu'elle apparaît à travers les reportages ou le courrier des lecteurs, ne se limite qu'à une image caricaturale où la Nation se réduit à un État, à l'armée et aux « colons » c'est-à-dire, en d'autres termes, aux symboles de l'autorité (arbitraire puisque les dirigeants israéliens sont accusés de violer les règles internationales et les droits de l'homme), à la force (violence) et à la haine. Or, ce dénigrement n'est-il pas symptomatique d'une volonté de remettre en cause la légitimité de la Nation israélienne ? Et cette détermination à opposer un peuple palestinien nécessairement misérable à un État israélien forcément omnipotent ne s'explique-t-elle pas par le refus d'accepter que le peuple juif soit sorti de son rôle de victime expiatoire pour être devenu – ce que justement ces deux journaux lui reprochent – une Nation israélienne souveraine et prête à se défendre ? En conséquence, pour que les Juifs redeviennent ce qu'ils n'auraient jamais du cesser d'être, il faut que la Nation israélienne victorieuse disparaisse.

D'aucuns objecteront qu'être pro-palestinien n'implique pas nécessairement une attitude anti-israélienne. Or, il faut remarquer que *Le Figaro* – et c'est justement ce qui le distingue de ses deux autres concurrents – a pu lui aussi adopter des positions favorables aux Palestiniens sans pour autant discréditer les Israéliens de manière systématique et abusivement généralisatrice. Enfin, dernier point sur lequel nous aimerions insister, ce qui doit être également mesuré ce sont les éventuelles pressions qu'a pu exercer la rédaction d'un journal, décidée à donner plus souvent la parole aux uns plutôt qu'aux autres voire à exercer une influence sur le contenu des articles et sur le choix des titres et des documents de façon à orienter les lecteurs dans un sens plutôt que dans un autre. Mais pour finir, il est nécessaire de rappeler un point important : la France a, avec quelques autres pays (dont Israël), la chance de vivre dans un régime démocratique où les libertés d'opinion et d'expression sont respectées. En conséquence, chacun est libre de choisir, en connaissance de cause, le journal et les informations qu'il veut lire.

1. Cette situation fait des médias la seule source d'information quotidienne en France. Leur importance est donc fondamentale et en font un vecteur essentiel dans la formation des opinions publiques.

2. (sn), L'analyse de contenu. Librairie technique, entreprise moderne d'édition et les éditions ESF, 1974. Sur les analyses de contenu, voir également Bardin (Laurence), L'analyse de contenu,

Paris, PUF, 1977 ; et Ghiglione (Rodolphe) et Blanchet (Alain), *Analyse de contenu et contenus d'analyse*, Paris, Dunod, 1991.

3. Sur l'année 2000, la moyenne du tirage du *Monde* est de 521 460 exemplaires pour une diffusion de 402 444 numéros vendus. Pour *Le Figaro*, ces chiffres sont respectivement de 481 253 et 367 595 et pour *Libération* de 240 861 et 171 336. À l'exception du Parisien et de son édition nationale Aujourd'hui en France, nos trois supports représentent les quotidiens d'informations parisiens à plus forte diffusion. Source : Office de justification de la Diffusion. Site Internet : <http://www.ojd.com/>

4. À sa création en 1973, *Libération* entendait être non pas le journal d'un parti mais d'une sensibilité gauchiste, héritière de la contestation de « mai 1968 ». Mais le journal ne connut pas le succès escompté et jusqu'en 1980 sa diffusion ne dépassa jamais les 35 000 exemplaires. À partir de 1981, le journal modifia ses orientations et devint non plus un journal d'opinion mais d'information. Cependant, malgré cette dépolitisation, le journal conserva une sensibilité que l'on peut qualifier « de gauche ». Plus généralement, voir l'ouvrage de référence de Jean-Marie Charon, *La presse en France de 1945 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1991 ainsi que celui d'Yves Guillauma, *La presse en France*, Paris, La Découverte, 1990.

5. Définition tirée du dictionnaire Le Robert, nouvelle édition, 1981.

6. De plus, précisons qu'un article peut être publié en deux fois : en appel (c'est-à-dire annonce en première page d'un article publié à l'intérieur du numéro) ou encore en amorce (c'est-à-dire début d'un article élevé à la Une mais trop long pour y figurer tout entier et dont le reste est publié à l'intérieur du journal). Dans ces cas là, il s'agit bien d'un seul et même article mais le lecteur a bien reçu l'information deux fois. Il y a donc bien deux items.

7. En revanche, en raison des différents procédés de mise en page, nous avons toujours considéré une amorce ou un appel suivi du reste de l'article, comme deux unités.

8. Précisons que *Le Monde* étant un quotidien du soir, les événements du 3 novembre sont présentés dans l'édition datée du 4 novembre.

9. Nous tenons à signaler que l'orthographe des noms propres tel qu'il apparaît dans les articles a été respectée. Par exemple, on verra écrit soit « Ehud Barak » soit « Ehoud Barak ».

10. Article sans titre pour *Libération* du 16 novembre 2000 ; « Israël fait intervenir des hélicoptères de combat en Cisjordanie », *Le Monde*, 17 novembre 2000.

11. *Le Figaro*, 16 novembre 2000.

12. Un écart-type est la racine carrée de la variance autrement dit la racine carrée de la moyenne des différences individuelles par rapport à la moyenne arithmétique.

13. Habituellement, pour ce genre de calcul, le nombre de signes (« de signes » = 2 mots mais 3 signes en comptant l'espace compris entre chaque mot) est privilégié. Cependant, la mise en page et la moyenne des signes par ligne étant presque similaire pour chacun de nos trois supports, nous avons choisi de calculer la moyenne des lignes par item. Notons cependant que la longueur des lignes de *Libération* nécessite quelque fois un reformatage assez simple (1 ligne représentant 1,5 ligne pour nos autres quotidiens). Il n'en reste pas moins que nos calculs ne peuvent donc pas prétendre être définitifs mais représentent plutôt des estimations.

14. Précisons la différence entre nouvelle brève et filet : celui-ci, plus long que la nouvelle brève, comporte obligatoirement un titre et développe l'information légèrement plus.

15. Rubrique débats et opinions, « Soustraire la critique d'Israël à l'antisémitisme », entretien avec Alain Finkielkraut ; « Pour la paix, contre l'injustice » de Salem Hacé ; « Aux innocents les mains pleines ... de pierres » par Josy Eisenberg, *Le Figaro*, 2 novembre 2000. Parmi les autres courriers publiés par le quotidien, citons « Washington, Israël et le lobby juif » par le professeur des facultés de droit et avocat à la cour d'appel de Paris Daniel Amson dans l'édition du 7 novem-

bre 2000 ou encore « L'acte symbolique » par le psychanalyste Daniel Sibony dans celle du 30 novembre 2000.

16. « Ce n'est pas être un ami de la paix ni de la justice que de refuser de lire les enjeux symboliques, plus profonds que la relation israélo-palestinienne, qui se jouent autour des appellations mont du Temple-esplanade des Mosquées. Ce n'est pas être ami des Arabes que de conforter des choix immatures. Ce n'est pas être ami d'Israël que d'encourager certains de ces zélotes. Ce n'est pas aider à la compréhension de ce conflit que de vouloir le lire obstinément dans les catégories de la guerre d'Algérie. Ce n'est pas informer sur ce drame que de jouer, dans un total alphabétisme médiatique, sur les clichés, le sensationnel et le morbide », in Jacques Tarnero, « Israël, coupable par nature ? », *Le Monde*, 8 novembre 2000.

17. « Oui, en tant que juifs ! » par Daniel Bensaïd, Rony Brauman et Marcel Francis-Kahn ; « Regarder le Shass avec d'autres lunettes » par Abraham Serfaty, *ibidem*, 8 novembre 2000. Signalons également le point de vue du directeur de recherches au CNRS Alain Dieckhoff, « Israël, une crise de décolonisation » et le même jour un texte de plusieurs signataires intitulé « Religions et agressivité », *ibidem*, 28 novembre 2000 sans oublier celui de l'ancien directeur du *Monde* de 1985 à 1991 André Fontaine intitulé « Proche-Orient : attachés « par leurs extrémités » », *ibidem*, 9 novembre 2000.

18. « Pour un État laïque » de Marie-Claude Mendès France, *Libération*, 8 novembre 2000 (inférieur à 40 lignes).

19. « Israël doit trouver les mots justes » par l'ex-chef du service politique de Tribune Juive Stéphane Trano, *ibidem*, 4-5 novembre 2000.

20. « Israël doit évacuer les colonies » par David Grossman, *ibidem*, 8 novembre 2000 et « Pour vos enfants, pour nos enfants », Avraham B. Yehoshua, *ibidem*, 28 novembre 2000.

21. *Le Monde*, 3 novembre 2000.

22. *Le Figaro*, 14 novembre 2000.

23. *Ibidem*, 20 novembre 2000.

24. *Libération*, 24 novembre 2000.

25. *Le Monde*, 30 novembre 2000. À cette liste il faudrait d'ailleurs ajouter l'article de Sylvain Cypel intitulé « Amira Hass, Israélienne en Palestine » qui est moins l'occasion de raconter l'itinéraire de cette journaliste israélienne, correspondante du grand quotidien Haaretz dans les territoires autonomes palestiniens que de décrire avec force détails « l'occupation, les punitions collectives, les fouilles, les jours sans fin de bouclage ou de couvre-feu. (...) Et les mille petites humiliations qui sont le lot de l'occupé soumis à l'occupant, celles qui, accumulées, engendrent le désespoir et la révolte », *ibidem*, 22 novembre 2000.

26. *Le Figaro*, 10 novembre 2000. Relevons également ce titre plus équilibré publié par ce quotidien le 2 novembre « Flambée de violence dans les Territoires ».

27. *Libération*, 21 novembre 2000.

28. *Le Monde*, 22 novembre 2000.

29. *Le Figaro*, le 6 novembre 2000. À noter qu'une interview de Shimon Pérès figure également dans *Libération* du 24 novembre 2000 mais elle est inférieure à 201 lignes.

30. *Le Monde*, 10 novembre 2000.

31. *Libération*, 17 novembre 2000. Pour être tout à fait exhaustif sur la présentation des articles de fond, il faut également retenir l'article de *Libération* consacré aux « espoirs perdus de la gauche israélienne » (6 novembre 2000) et celui du *Monde* sur la montée de l'antisémitisme en France lié au conflit du Proche-Orient (« On a crié « Mort aux Juifs » à Strasbourg »), le 7 novembre 2000.

32. *Le Monde*, 16 novembre 2000. De plus, lorsqu'un article est consacré à la « relation spéciale américano-israélienne » (*ibidem*, 9 novembre 2000), il rentre dans la catégorie « politique

étrangère » alors que les voyages de dirigeants israéliens et palestiniens à Washington en vue de relancer les négociations ou encore les détails des programmes sur la question du Proche-Orient des candidats à la présidence américaine relèvent plutôt de la rubrique « conflit israélo-palestinien ».

33. « Les Arabes israéliens revendiquent des droits de «minorité palestinienne» », *ibidem*, 8 novembre 2000.

34. « Israël : baisse de 40% du tourisme en octobre », *Le Figaro économie*, 27 novembre 2000.

35. *Libération* n'apparaît pas dans ces statistiques puisque ce quotidien ne fut fondé qu'en 1973.

36. Pour parvenir à ces résultats nous avons employé un certain type de calcul : l'addition des colonnes (demi-colonne, quart de colonne etc.), elles aussi reformatées si nécessaire. De plus, autre point méthodologique, notre délimitation du Moyen-Orient est plus restreinte que celle élaborée par les instances internationales (l'ONU par exemple) et ne prend en compte que les pays du Proche-Orient et du Golfe Persique. Enfin, dernière précision, ont été éliminés du décompte les articles – certes peu nombreux nous l'avons vu – consacrés à l'économie et à la société israélienne, aux relations franco-israéliennes, aux répercussions du conflit en France, les pages débats etc.

37. Sans parler des conséquences que cette surmédiasation peut avoir sur les deux protagonistes du conflit.

38. Un item placé en belle page (c'est-à-dire en page impaire) obéit aussi à ce principe. C'est également le cas de la dernière page du journal même si ce procédé semble aujourd'hui passé de mode.

39. On distingue habituellement trois niveaux de lecture dans la présentation de l'information destinés à « accrocher » le lecteur : le premier concerne le titre ou l'image, le deuxième le chapeau et enfin le troisième le texte lui-même.

40. Article élevé à la Une et accompagné d'une photo, *Le Figaro*, 3 novembre 2000.

41. *Libération*, 3 novembre 2000. Pour sa part, le titre le plus important du *Monde* (79,65 cm²) concerne l'article sur la journaliste israélienne enquêtant dans les territoires palestiniens dont nous avons déjà parlé « Amira Hass, Israélienne en Palestine », *Le Monde*, 22 novembre 2000.

42. À ce sujet lire l'ouvrage de Guy Durandin, *L'information, la désinformation et la réalité*, Paris, Presses Universitaires de France, 1993.

43. Didier François, « Bombardements israéliens au Liban » [le lecteur appréciera le titre, d'une surface de près de 37 cm², qui ne mentionne pas l'acte terroriste mais qui, au contraire, accrédite l'idée d'une agressivité intrinsèque de l'État d'Israël vis-à-vis de tous ses voisins], *Libération*, 27 novembre 2000. Sur cette question des fermes de Chebaa, voir surtout *Le Figaro* du 27 et *Le Monde* du 28 novembre 2000.

44. « Yasser Arafat et Ehoud Barak vont s'entretenir à Washington avec le président Bill Clinton » (source AFP/Reuters), *Le Monde*, 7 novembre 2000.

45. « Formation de la commission chargée d'établir l'origine de la crise israélo-palestinienne » (source AFP), *ibidem*, 9 novembre 2000.

46. Georges Marion, « Ehoud Barak obtient des ultra-orthodoxes un sursis politique à la Knesset », *ibidem*, 1er novembre 2000.

47. Pierre Prier, « Israël craint les «les attentats ciblés» », *Le Figaro*, 1er novembre 2000.

48. (à titre d'exemple) *Le Monde*, 14 novembre 2000.

49. « L'armée israélienne boucle toutes les villes palestiniennes autonomes de Cisjordanie », *ibidem*, 15 novembre 2000.

50. L'attaque signifie, selon le vocabulaire utilisé dans les milieux de la presse, la première phrase ou le premier paragraphe d'un article. Voir Lexique des termes de presse, revu et complété par

Madeleine Aslangul, Paris, éditions du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, 1991 (?).

51. A.S. (Alexandra Schwartzbrod) et Didier François, « Barak sommé de durcir la répression », *ibidem*, 15 novembre 2000.

52. Alexandra Schwartzbrod, « Proche-Orient : pendant le conflit, la paix continue », *ibidem*, 3 novembre 2000.

53. Alexandra Schwartzbrod et Didier François, « Israël, le spectre de l'entrée des colons juifs dans la guerre », *Libération*, 14 novembre 2000. Le jeudi 16, le journal cite à nouveau cet événement mais enrichi de quelques détails supplémentaires puisqu'il mentionne la « décision de la police palestinienne de relâcher, lundi [soit le 13] trois soldats et quatre colons armés qui, perdus, avaient été interceptés près de Khan Younés. » Sans oublier de préciser immédiatement après : « Malgré ce geste de bonne volonté, les forces israéliennes n'ont pas retenu leur feu contre les jeunes émeutiers de cette ville, tuant deux d'entre eux le même jour. » Notons que *Libération* est le seul quotidien à révéler cette information.

54. Sylvain Cypel, « Une ONG palestinienne indépendante met en cause les méthodes de l'armée israélienne », *Le Monde*, 2 novembre 2000.

55. P. P. (Pierre Prier), « À Ramallah, sur la colline des tanks », *Le Figaro*, 4-5 novembre 2000. Autre exemple d'image positive de l'armée israélienne véhiculée par *Le Figaro*, le même jour dans un autre article intitulé « Barak refuse de «désespérer de la paix» », un intertitre précise qu'Israël « a commencé à retirer ses blindés de plusieurs postes, sans attendre l'arrêt total des tirs de la part des Palestiniens ».

56. Voir par exemple, *Le Figaro* des 16 et 18-19 et *Le Monde* du 17 novembre 2000.

57. Pierre Prier, « Israël tue un lieutenant d'Arafat », *Le Figaro*, 10 novembre 2000. Ou encore « L'armée israélienne a choisi l'escalade » tiré de l'article du 21 novembre intitulé « Israël bombarde Gaza ».

58. Pierre Prier, « Israël n'exclut pas d'autres frappes », *ibidem*, 11-12 novembre 2000.

59. Alexandra Schwartzbrod, « Israël élimine un responsable du Fatah en Cisjordanie », *Libération*, 10 novembre 2000.

60. Georges Marion, « L'armée israélienne pilonne l'Autorité palestinienne », *Le Monde*, 22 novembre 2000.

61. Voir *Libération* du 21 novembre et l'éditorial du *Monde* du 22 novembre qui note que l'attentat « allait contre les ordres que venait de donner le président de l'Autorité palestinienne. »

62. Georges Marion, « L'armée israélienne pilonne l'Autorité palestinienne », *Le Monde*, 22 novembre 2000. Dans ce numéro, les représailles ont fait l'objet de six articles (en comptant le résumé de la rédaction dont la majeure partie est consacrée à la riposte militaire israélienne et l'éditorial) dont trois peuvent être considérés comme défavorables à Israël. Cet événement a encore fait l'objet de deux autres articles, tous défavorables, dans l'édition suivante dans lesquels la cause de ces actions militaires n'est même plus rappelée.

63. À ce sujet voir *Le Figaro* et *Libération* du 15 novembre, *Le Monde* du 17 et *Le Figaro* du 24 novembre 2000.

64. C'est par exemple le cas de cet article de Bruno Philip dans *Le Monde* du 5-6 novembre : « Le Fatah joue un rôle central dans la nouvelle insurrection de la rue palestinienne, qui ne se réduit pas à une révolte désorganisée emmenée par des bambins. (...) [L]e parti d'Arafat est devenu par le biais de son organisation militaire, ou Tanzim, le nerf politique, voire éventuellement militaire, de la guerre des pierres. » Pour *Le Figaro*, voir notamment l'article de Pierre Prier « Barak et Arafat cherchent une stratégie » du 16 novembre 2000.

65. Notre hypothèse rejoint celle de Gilles William Goldnadel dans son ouvrage *Le nouveau*

bréviaire de la haine. Antisémitisme et antisionisme, Paris, éditions Ramsay, 2001.

66. Pascal Bruckner, *Le sanglot de l'homme blanc*, Paris, Le Seuil, 1983.

67. Marc Henry, « Tsahal boucle les villes de Cisjordanie », *Le Figaro*, 14 novembre 2000. Voir aussi Georges Marion selon lequel « [peu] à peu, les affrontements ont changé de nature. Aux manifestants majoritairement armés de pierres des premières semaines ont succédé des combattants armés de kalachnikovs, guérilleros qui, souvent la nuit, font le coup de feu contre les soldats de Tsahal ou contre les colonies de Cisjordanie. » On ne peut que constater et déplorer que cette partie de l'article, annoncé en première page, soit reléguée à la fin du numéro en page 18. « Israël s'installe dans la guerre », *Le Monde*, 17 novembre 2000.

68. À ce sujet, voir *Le Figaro* des 1er, 10 et 15 novembre 2000. De son côté, *Le Monde* expose cette théorie dans son éditorial du 22 novembre en ces termes : « Le conflit qui oppose Israéliens et Palestiniens depuis plusieurs semaines est en voie de « libanisation », au sens où ce mot désigne un état de guerre qui s'installe durablement, se banalise et paraît sans perspective de règlement. Une partie des Palestiniens croient pouvoir chasser par la force les Israéliens des territoires, comme le Hezbollah a fini par faire partir Tsahal du sud du Liban au printemps dernier. Et à l'instar de ce qu'il a fait durant plus de dix ans au Liban, le gouvernement israélien n'imagine pas d'autre solution que de lutter contre eux à coups de bombardements. Lesquels entraînent à leur tour de nouvelles attaques palestiniennes. »

69. Didier François et Jean-Pierre Perrin, « Violents affrontements à Jérusalem et à Bethléem », *Libération*, 2 novembre 2000. Voir également, l'article de Sylvain Cypel, « La lassitude grandit parmi certains colons israéliens », *Le Monde*, 5-6 novembre 2000.

70. Thierry Oberlé, « Le Fatah ne veut pas savoir qui pose les bombes », *Le Figaro*, le 23 novembre 2000.

71. Cette solidarité va même plus loin au *Monde* puisqu'il compare, nous l'avons dit plus haut, les Arabes israéliens à des Palestiniens (voir les articles des 8, 10 et 12 novembre 2000) Pourtant un entretien avec le père Émile Shoufani, prêtre melkite et curé de Nazareth, publié dans ce même quotidien le 21 novembre contredit cette position puisque ce prêtre affirme que « les Arabes en Israël n'ont jamais cessé de se dire israéliens ». Il serait donc intéressant de mesurer si *Le Monde* a effectivement modifié son opinion après la publication de cette interview ou s'il a continué à faire croire abusivement que tous les Arabes israéliens revendiquent la nationalité palestinienne.

72. Précisons qu'en vertu de l'accord intérimaire sur la Cisjordanie et Gaza (appelé également Accord de Taba ou Accord Oslo II), conclu à Taba le 26 septembre 1996 et signé deux jours plus tard à Washington, la Cisjordanie (à l'exception de Jérusalem-est) et la bande de Gaza sont divisées en trois zones :

- la zone A comprend les territoires inclus dans l'accord de mai 1994 (Gaza-Jéricho) et des six principales villes de Cisjordanie (Jénine, Qalqilya, Tulkarem, Naplouse, Ramallah, Bethléem) qui passe entièrement sous juridiction civile palestinienne et à l'intérieur de laquelle les autorités palestiniennes sont en charge également de la sécurité. Hébron a fait l'objet d'un accord séparé signé le 17 janvier 1997.

- La zone B comprend les autres zones peuplées de Cisjordanie (villes, villages et camps de réfugiés) qui passe entièrement sous juridiction civile palestinienne. La sécurité intérieure est sous contrôle mixte israélo-palestinien.

- La zone C comprend les colonies israéliennes, les installations militaires, les terres domaniales et les routes. Elle reste sous contrôle israélien, les autorités palestiniennes y exerçant cependant des compétences civiles limitées.

Au total, sans parler d'Hébron, les zones A et B représentent respectivement 7,6% et 21,4% du

territoire de la Cisjordanie et de Gaza mais plus de 90% de la population palestinienne.

Depuis, il y eu deux autres accords israélo-palestiniens. Le premier fut signé à Wye River en octobre 1998 (poursuite du retrait israélien, libération des prisonniers palestiniens, construction d'un port et d'un aéroport à Gaza, création d'un passage protégé entre la bande de Gaza et la Cisjordanie) et le second à Charm el Cheikh en septembre 1999 (fixation d'un nouveau calendrier, projet prévoyant la mise au point finale d'un accord-cadre portant sur les sujets essentiels prévu en février 2000 et d'un accord final fixé au 13 septembre 2000).

73. Propos qui contredissent donc la théorie selon laquelle la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées le 28 septembre a déclenché spontanément la réponse de la partie adverse.

74. Bruno Philipp, « Histoire de famille à Gaza », *Le Monde*, 30 novembre 2000 (article de pleine page). Par ailleurs, on notera que le discours tenu par le fils à la fin de l'article est incompatible avec l'idée d'une paix équivoque, contradiction que l'auteur n'a pas relevée !

75. A.S. (Alexandra Schwartzbrod) avec Didier François, « Barak sommé de durcir la répression », *Libération*, 15 novembre 2000. Rappelons que notre propos n'est pas de confirmer ou d'infirmer les faits (la mort des enfants palestiniens) mais d'étudier la présentation qui en a été faite par nos trois quotidiens.

76. Didier François, « La révolte des va-nu-pieds », *ibidem*, 3 novembre 2000. Cette représentation selon laquelle une large majorité de palestinien vit dans la misère doit être relativisée avec un article paru pourtant dans le même quotidien le 16 novembre 2000. On y apprend en effet que le PIB/hab. des Palestiniens est de 1,2 milliers d'euros, devant celui de la Syrie 1 et de l'Égypte 0,9 mais il est vrai loin derrière celui d'Israël avec 14,9 milles euros.

77. Voir *Libération* des 28, 29 et 30 novembre 2000.

78. *Ibidem*, 3 novembre 2000.

79. Ce dossier de huit pages revient entre autres sur la mort du jeune Mohamed al-Dura, sur le reportage de la télévision italienne concernant le lynchage des soldats israéliens le 12 octobre par la foule palestinienne et sur la photo publiée dans *Libération* montrant soi-disant un soldat menaçant et un blessé palestinien sur l'esplanade des Mosquées alors qu'il s'agissait en réalité – cela a été prouvé - d'un soldat israélien qui, tentant d'éloigner la foule palestinienne, protégeait un blessé juif américain.

80. À ce sujet, voir *Le Figaro* et *Libération* des 13 et 15 novembre et *Le Monde* des 14 et 15 novembre 2000.

81. Georges Marion, « Israël s'installe dans la guerre », *Le Monde*, 17 novembre 2000. Le reste de l'article mérite également d'être cité : « Désarmés, car, en dépit des manifestations d'assurance fondées sur une puissance militaire incontestable, et d'ailleurs incontestée dans toutes les capitales arabes, les dirigeants israéliens et leur peuple savent le mal qu'ils ont à convaincre l'opinion publique internationale de leur bonne foi. Quoi qu'il fasse, forts face aux faibles, ils ont le sentiment de ne pouvoir faire entendre leur voix, d'être stigmatisé et poussés au ban des nations. (...) La perplexité des Israéliens n'en est pas moins grande. En six semaines d'Intifada, le président de l'Autorité palestinienne n'a pas prononcé une parole capable d'éclairer ses choix, se contentant de demander un retrait des troupes israéliennes sur leurs positions de départ, une commission internationale d'enquête ou une force onusienne d'interposition pour protéger le peuple palestinien des soldats de Tsahal. »

82. Pierre Prier, « L'Intifada interdite au moins de seize ans », *Le Figaro*, 8 novembre 2000. Il faut noter que ce journal est le seul à avoir rapporté cette information.

83. « Cinq clés pour comprendre l'escalade », *Libération*, 24 novembre 2000.

84. Didier François, « Israël : Ehud Barak renvoyé aux urnes », *ibidem*, 29 novembre 2000. Voir aussi l'article d'Alexandra Schwartzbrod, le lendemain, plus nuancé et optimiste.

85. « L'avenir de M. Barak », éditorial, *Le Monde*, 30 novembre 2000. Ainsi lorsque ce journal écrit qu'Ehoud Barak « a pu reprocher à M. Arafat, le chef de l'Autorité palestinienne, de n'être pas un interlocuteur fiable ; mais c'est lui qui s'est retrouvé lâché par sa coalition au fil des pourparlers de paix », il fait montre de mauvaise foi car il oublie de préciser que la nature du régime mis en place par l'Autorité palestinienne ne ressemble pas précisément à une démocratie où règne, con-

octobre 2000- octobre 2001.
Le « repli communautaire
» dans les hebdomadaires
français.

Shmuel Trigano

L'intention de cet article est d'analyser les modes de construction d'une image de la communauté juive par les hebdomadaires français. La période retenue est le mois d'octobre 2000. Alors que la deuxième intifada éclate, les Juifs de France sont victimes d'agressions visant lieux de culte et personnes et dont les auteurs se recrutent dans des milieux maghrébins.

Les hebdomadaires retenus (*l'Express*, *Le Point*, *Le Nouvel Observateur*, *Marianne*) publient alors sur ces événements des articles à la tonalité paradoxale. Les Juifs de France viennent d'être frappés et ils s'y retrouvent en effet objets d'une critique unanime, plus spécifiquement adressée à eux, en tant que « communauté ». Un modèle de pensée se forge alors, qui reviendra sur le devant de la scène un an plus tard lorsque *l'Observatoire du monde juif* révélera, le premier, en novembre 2001, la liste des 350 agressions antisémites commises depuis octobre 2000 et qui avaient été hermétiquement passées sous silence durant un an par les médias et les pouvoirs publics. Si en octobre 2000, les Juifs se virent accusés de communautarisme, alors qu'ils subissaient les coups venus du communautarisme arabo-musulman, en novembre 2001 ils se virent accusés de « repli communautaire ».

On peut logiquement penser que c'est le discours médiatique de 2000 qui est grandement responsable du stupéfiant *black out* qui a pesé sur ces agressions continues durant un an. Il a justifié leur refoulement en délégitimant a priori la plainte venue des communautés juives agressées. Une fois cette posture mentale et idéologique installée, en effet, tout ce qui pouvait venir de la réalité se retrouvait annulé et déconsidéré, ou plutôt reconsidéré dans les cadres de la thèse initiale erronée : comme les Juifs étaient des communautaristes, leur plainte ne pouvait qu'être un alibi pour leur communautarisme et donc irrecevable, voire condamnable. Les situations (dans les médias radiophoniques

d'État) dans lesquelles la révélation de ces faits par des auditeurs juifs entraînaient critique et condamnation scandalisées de l'animateur de l'émission, sont encore dans les mémoires.

D'un point de vue factuel, les articles, en octobre 2000 sur les agressions antisémites sont publiés la plupart du temps au sein d'un ensemble d'articles consacrés à l'intifada et à Israël, d'une tonalité en général extrêmement négative pour Israël. C'est le mois où la mort du petit Mohammed Al Dura a fait toutes les Unes. La condamnation des Juifs français accompagne la condamnation d'Israël. Il y a ainsi une interférence entre les événements israéliens et les événements français comme s'ils se situaient sur le même plan. En tous cas, c'est ce qui semble gouverner la démarche des journalistes...

Nous ne considérerons ici que les articles sur les Juifs français afin de comprendre comment est produite une image communautariste des Juifs de France. Un mois après les attentats islamistes d'Al Qaeda aux États-Unis, l'Observatoire du monde juif révélait la liste des attentats antisémites. C'est alors, en décembre 2001 et janvier 2002, que le discours sur le « repli communautaire » des Juifs de France devait faire florès et contester l'alerte qu'il lançait pour finir par l'annuler. En mai 2002 où nous écrivons, la manipulation des faits par le discours journalistique s'avère rétroactivement confirmée. Les déclarations des hommes politiques (tout spécialement Jacques Chirac) durant la campagne électorale des présidentielles sont passées du déni de l'existence de tout antisémitisme à la reconnaissance des faits.

LES FIGURES DU DISCOURS JOURNALISTIQUE (octobre 2000)

Le récit journalistique obéit en fait à un modèle récurrent qui, tout en fustigeant des figures condamnables de la communauté juive, célèbre des figures jugées exemplaires et positives, contrepoint aux figures négatives qu'il dénonce. Le discours est ainsi construit en fonction d'un modèle binaire (positif-négatif, « bons » et « mauvais » juifs) relativement sommaire qui aboutit nécessairement à la désignation d'un coupable, en l'occurrence la « communauté » juive que ces journalistes veulent néanmoins distinguer des « Juifs ». Mais pour qu'il y ait responsabilité juive, il faut, auparavant, dénier l'événement, voire le relativiser, en montrant que les Juifs eux-mêmes n'y comprennent rien, et en sortant l'événement de lui-même (le cadre français) pour le restituer dans un cadre (les événements du Proche-Orient) qui l'explique et... le justifie.

La déconstruction de l'événement.

a. L'égarement des Juifs.

Tous les hebdomadaires se font l'écho de l'« angoisse » des Juifs de France (« angoisse de « marquage », « mer d'angoisse », « on vogue en plein délire », « le nom vibrant d'Israël recouvre autant d'angoisses que de fractures » [L'Événement, 16-22 octobre 2000]), de leur « psychose » (L'Express, 19 octobre), du malheur (« le judaïsme n'est pas une religion c'est un malheur », « la blessure est là, profonde » [Le Point, 20 octobre]). La réaction des Juifs est passionnelle (D. Schnapper dans L'Express du 19 octobre : « des liens privilégiés qui expliquent la solidarité profonde et viscérale des Juifs français à l'égard d'Israël. Et leur susceptibilité sur le sujet »).

b. L'amointrissement de l'événement.

La rumeur et le pathos l'emportent sur la réalité. On cite des représentants juifs. « Si les rumeurs vont bon train, alimentées [précision importante] par de nombreux actes d'antisémitisme... pour le président de la communauté de Garges... » il ne s'agit pas d'un regain d'antisémitisme mais plutôt de vandalisme et de « délinquance ». (L'Express, 19 octobre). Charles Hannoun, président de Villepinte. « Des inconnus ont tenté de mettre le feu à la synagogue : « pas grand chose reconnaît-il » (Marianne, 16-22 octobre). Une parole proprement stupéfiante, qui se répètera de façon régulière : un an après, au printemps 2002, traitant d'une tentative avortée d'incendie de la synagogue de Montpellier, le procureur de la République dira qu'il ne s'agit pas d'une agression antisémite mais de l'œuvre de « jeunes désœuvrés »... En somme, lorsqu'on est désœuvré, en France, on brûle des rouleaux de la Tora !

c. La dépersonnalisation des actes d'agression et leur dénégation.

En fait, la communauté musulmane n'est nullement responsable. Les auteurs des agressions ne sont pas coupables. « Avant tout des délinquants » (Le Point, 16-22 octobre), pas de « mouvement politique dans les banlieues, plutôt des réactions spontanées aux événements du Proche-Orient » (Marianne, 16-22 octobre), « les jeunes des banlieues sont pris par ce que j'appelle le démon de l'identité » (Fethi Benslama dans L'Express du 16-22 octobre), « «des sales gamins inconscients» dit le vieux rabbin furieux » (L'Express, 19 octobre), « des jeunes « incivils » qui ont provisoirement changé d'objectif » (Marianne, 23-29 octobre). « Lorsqu'on entend crier « mort aux Juifs » dans les manifestations, c'est le fait de jeunes « sauvages » qui ont trouvé une occasion de s'en prendre à ce qu'ils croient être une communauté plus riche, plus favorisée et mieux intégrée » (L'Express, 19 octobre).

d. À la rigueur la responsabilité de la situation est partagée par Juifs et

Arabes.

« Au Figaro les déferlements de haine des « combattants des deux bords ont suscité chez de nombreux lecteurs « neutres » une défense véhémement de la laïcité »... « Bruno Frappat, « il est vrai, sourit le directeur de La Croix que nous avons très peu de lecteurs dans les rangs du Hamas comme du côté des sionistes » (Marianne, 23-29 octobre). Remarquons cette assimilation qui laisse entendre que le sionisme est un mouvement terroriste et intégriste. « En tout, plus de 250 incidents plus ou moins graves – dont une dizaine contre la communauté arabo-musulmane – créent la psychose et alimentent les rumeurs », (L'Express, 19 octobre).

« On rêve de Juifs de France et de musulmans de France manifestant ensemble à l'appel de leurs chefs spirituels... on assiste à la montée du radicalisme d'exclusion au sein des deux communautés » (Marianne, 16-22 octobre). Phrase étonnante car jamais les Juifs n'ont agressé qui que ce soit et c'est le Grand Rabbin Sitruk qui a appelé les leaders musulmans à la rencontre, comme ce même hebdomadaire le rapporte. Le Point (19 octobre) publie un reportage sur la banlieue qui montre la convergence de mouvements de l'extrême droite juive et de « certains musulmans » scandalisés par les événements du Proche-Orient, afin de mettre dos à dos Juifs et Arabes et montrer une pseudo-collusion des extrêmes. Pour conforter cette idée, deux encadrés mettent dos à dos « La haine du Juif » et « Le rejet de l'Arabe ». L'inconvénient est que pour illustrer « La haine de l'Arabe », le magazine produit un faux interview, tiré artificiellement d'un livre d'Olivier Guland et de Michel Zerbib¹, pour les besoins de la démonstration. « Si les populations juives et arabes appellent leurs membres au calme, elle ressentent dans leur chair la violence du conflit israélo-palestinien ».

e. Néanmoins, la communauté juive est plus coupable : l'amalgame des Juifs de France avec « les colons ».

Les hebdomadaires se livrent à une étrange confusion des rôles et d'événements historiques différents. On accredit l'assimilation de la pseudo « colonisation » israélienne avec le colonialisme français dont les Arabes sont victimes. « En France la communauté arabo-musulmane garde la mémoire de la colonisation et de l'oppression... quand ils voient à la télé les enfants palestiniens, ces images les renvoient à leur propre sentiment d'humiliation et d'injustice » (L'Express). Marianne (16-22 octobre) s'illustre particulièrement dans l'identification des Juifs français aux « colons » et dans la stigmatisation des Juifs d'Afrique du Nord et des Juifs religieux. « Après les ratonnades anti-arabes de Nazareth et de Tibériade pas de réaction indi-

gnée des grandes organisations juives. Pourquoi les rabbins français n'ont-ils pas collectivement et immédiatement approuvé les propos du grand rabbin ashkénaze d'Israël qui a violemment stigmatisé les pogroms anti-arabes de Nazareth ? »... « Que représente l'émigration de France vers Israël ? Quelques centaines de candidats, essentiellement des religieux ». Ainsi laisse-t-on entendre l'identité des Juifs de France avec les « intégristes » et les « colons » honnis... Les agressions anti-juives en France se voient transposées dans les termes israéliens et donc justifiées par la politique critiquable d'Israël... *L'Express* (19 octobre) donne la parole à Fethi Benslama qui vient d'innocenter dans l'article en question les musulmans, « Le problème, c'est que les organisations communautaires juives en France n'ont aucun jugement par rapport à la politique menée par Israël : on attendait des dirigeants religieux plus de distance par rapport à leur identité ». On croit rêver !

f. Qui sont les mauvais Juifs ?

Le déferlement des qualificatifs est immense dans toute la presse, à la suite de la manifestation pro-israélienne devant l'Ambassade d'Israël. « La véhémence montée au créneau des représentants de la communauté juive venus à l'Élysée et à Matignon dès les premiers jours du conflit demander une attitude « plus équilibrée » de la France dans le conflit Proche-Orient a pu être perçue par certains observateurs comme un pas de plus vers ce type de communautarisme » (*Le Point*, 20 octobre). On parle du renforcement d'un « contexte » différentieliste... sur fond de « revanche de Dieu », d'accentuation de « cette tendance au repli déjà observée de la communauté juive », des « crispations identitaires et des surenchères de sacré qui rendent les conflits inexpiables » (*Le Point*, 20 octobre). *Marianne* (16-22 octobre) s'illustre toujours par ses critiques : « le temps des périls est revenu, celui de l'identité claqué au vent. La solitude d'Israël refabrique des Juifs au centuple », « une émotion... cyniquement récupérée par les Juifs », les « radicaux surfent sur cette mer d'angoisse ». « Cette propension à la double diabolisation de l'Autre est évidemment accentuée non pas en Israël mais dans les diasporas par pulsions communautaristes » (*Marianne*, 23-29 octobre). « Nationalisme ethnique », « exacerbation d'un certain judéo-centrisme touillé et retouillé par les médias », « exploitation obsessionnelle et quasi permanente de la « question juive », « l'instrumentalisation par certains de la Shoah, la folie des campagnes sur l'or juif », « les pièges et dérives du devoir de mémoire » (*Marianne*, 23-29 octobre), « communautarisme, tribalisme exacerbé » (*Marianne*, 16-22 octobre). *Le Nouvel Observateur* qui n'a rien publié jusqu'alors sur ces événements fustige néanmoins sous la plume de Jean Daniel : « la vocation autoprocla-

mée d'Israël à la fidélité à la mémoire de l'Holocauste. Les Palestiniens sont étrangers à cette mémoire. Les Juifs ne sont plus des victimes ».

g. Il y a de mauvais Juifs

« Le phénomène communautaire s'est spectaculairement renforcé. Et ce, du fait de la prédominance des sépharades de l'AFN, plus proches de la tradition et habitués à vivre en communauté dans le monde musulman. Du CRIF au Consistoire, en passant par le grand rabbinat, cette affirmation identitaire se manifeste depuis quelques années par l'arrivée aux commandes, à la place des discrets notables « israéliens » de jadis, d'authentiques militants, moins lettrés peut-être, mais plus combattifs et revendicatifs souvent issus de la composante sépharade de la communauté. Ce sont eux qui, ces jours-ci, ont donné de la voix, porteurs d'indignations légitimes sous quelques dérapages » (*Le Point*, 20 octobre). Dominique Schnapper dans *L'Express* (19 octobre) confirme. La « communauté » ce sont les sépharades, plus des deux tiers de la population juive, plus nombreux à la tête des organisations communautaires et des institutions religieuses, plus religieux, (montrant) un sentiment d'identité plus fort, « une solidarité profonde et viscérale à l'égard d'Israël ». Le plus bizarre c'est que pour illustrer ce jugement à l'emporte-pièce, on cite Jean-François Strouff qui n'a rien de sépharade. Les mauvais juifs sont aussi à droite. *Marianne* cite « H. Musicant, un responsable du CRIF » : « les forces les mieux organisées sont à droite. Elles travaillent à communauté sur la toile de fond de son immense désarroi » (*Marianne*, 16-22 octobre). *Marianne* et *Le Point* font des propos du responsable du Likud-France, Jacques Kupfer, ultra-minoritaire, une figure de proue de la communauté juive.

h. Et plus précisément, les institutions juives, le « lobby ».

Marianne (16-22 octobre) publie un texte de Marie-Claude Mendès-France et de Patrick Girard qui fustigent les « hiérarques juifs », les institutions communautaires qui « confisquent » l'opinion juive et qui « ne représentent qu'elles-mêmes et ne peuvent s'exprimer au nom de la communauté juive de France ». « Ces instances « représentatives » représentent-elles vraiment tout le spectre des Français Juifs » se demande *Le Point*, et *L'Express* donne voix à D. Schnapper : « on ne peut pas parler d'une communauté pour désigner les Juifs français ».

Dans le même temps, *Marianne* (16-22 octobre) va jusqu'à regretter qu'il n'y ait pas de communautarisme musulman : « un des talons d'Achille de la communauté musulmane reste avant tout son absence de représentation unitaire... cette division n'est bonne ni pour eux, ni pour la République ». On

croit rêver ! Quoi qu'il en soit la « communauté arabe ou musulmane » n'est pas coupable : ce n'est pas elle qui a vacillé mais toujours les mêmes petits groupes de jeunes « incivils » qui ont « provisoirement changé d'objectif » (*Marianne*, 23-29 octobre).

i. Il y a néanmoins de bons Juifs

Le Point (20 octobre) oppose à la communauté les « discrets notables israélites », « ashkénazes » (cf. D. Schnapper dans *L'Express*), « la majorité des « Français Juifs » désengagés de la vie associative se contentent d'exprimer leur fidélité inébranlable au judaïsme par la célébration des principales fêtes ». La personnalité d'Henri Hajdenberg est proposée dans *Le Point* et *Marianne* comme un modèle. *Le Point* lui consacre un encadré : « Henri Hajdenberg est un enfant de la République ». Il y est question du « risque de communautarisme », terme qu'il récuse. Il doit en fait cette célébrité au fait que, lors de la manifestation devant l'ambassade, le Likoud-France l'a empêché de parler.

Il faut souligner l'existence d'un procédé rhétorique auquel tous les hebdomadaires recourent. Ceux qui se voient critiqués sont toujours massifiés et anonymes. On parle d'eux mais ils ne parlent pas. On ne cite, pour les exprimer, que les représentants institutionnels. Par contre, les « bons » modèles sont toujours des personnalités et des intellectuels nommément cités et sollicités. Comme s'il y avait un partage entre la masse passionnelle et réactionnaire, bureaucratique et des intellectuels réfléchis et identifiés, solitaires et en butte à leur violente tribu. Les bons Juifs sont, selon *Marianne* (16-22 octobre), persécutés par « l'angoisse de leur « marquage » par les plus extrémistes des supporteurs français de la Palestine ». On les définit comme « la génération de la paix ». Ils sont les tenants de la « raison ».

j. Qui est coupable ? Les médias sont innocents !

Les journalistes se définissent en général dans la posture des observateurs agressés. *Le Point* pose trois questions à Poivre d'Arvor qui définit les journalistes comme pris dans « les réactions croisées des milieux juifs et des pro-palestiniens ». « Les actes hostiles contre les lieux de culte [lesquels] seraient même, à entendre certains, la conséquence directe de la désinformation voire d'un complot médiatique ». « Les voilà réunis contre l'ennemi multiforme. En vrac : la désinformation des médias » (*Marianne*, 16-22 octobre). « C'est sur le web que s'investissent les communautés ».

k. Match nul dans le meilleur des cas.

L'aboutissement du modèle explicatif, qui à la fois impute à la communauté juive la responsabilité des agressions antisémites et statue sur la factualité des faits, met, dans le meilleur des cas pour les Juifs, les deux communautés dos à dos. Le discours du journaliste s'institue alors en spectateur désolé d'une situation externe à la République qui voit deux communautés s'entrechoquer sur le sol français pour des motifs extra-français. Un équilibre artificiel est ainsi promu dans la condamnation. Il pénalise en fait la communauté juive qui n'a fait que subir un rôle passif. *Le Point* cite l'opinion d'un bon connaisseur du problème religieux » (qui ? le journaliste lui-même en exercice de ventriloquie ?) : « À quoi assiste-t-on aujourd'hui en France ? Moins à un affrontement Juifs-Arabs qu'au spectacle de deux communautés qui rechignent à s'intégrer, l'une par peur de perdre son âme, l'autre parce qu'elle se considère comme un paria. Elles puisent toutes deux dans le conflit Proche-Orient un moyen de résister ». On a ainsi « le spectacle décalé et pour tout dire surréaliste d'une pseudo-guerre civile entre citoyens français que n'oppose aucune différence ». *Marianne* (23-29 octobre) surenchérit, critiquant l'idée que la communauté juive s'identifierait collectivement à Israël : « Or il y a aujourd'hui en France près de six millions de musulmans, ils seront sans doute pas loin de dix millions en 2010. Imagine-t-on ce qui en découlerait si cette communauté déclarait publiquement s'identifier collectivement à la partie arabe, quelles que soient les circonstances... ? » Mais n'est-ce pas là ce qui s'est réellement produit ?? « Il est devenu indispensable de prendre en compte désormais avec tact, tolérance et esprit d'ouverture la double réalité communautaire du pays. Tout en combattant implacablement les dérapages ultra-communautaristes ».

L'IMAGE DE LA COMMUNAUTÉ MUSULMANE

le critère d'octobre 2001 :

Le tableau du discours médiatique appliqué à la communauté musulmane après les attentats du 11 septembre est saisissant par le contraste qu'il permet de constater. Des attentats d'un genre nouveau viennent d'être commis au nom de l'islam, applaudis par la quasi totalité du monde musulman, y compris en France, mais aucune critique ne transpire dans la presse. Bien au contraire, celle-ci fait bloc autour de la communauté musulmane, pour combattre tout amalgame. L'intention est louable mais elle ne se confronte pas au fait que si les musulmans ne sont bien évidemment pas des terroristes, tous les terroristes contemporains agissent au nom de l'islam, qui n'est pas islamiste. Le contraste est vertigineux quand on compare ce discours au discours sur la communauté juive. *Le Nouvel Observateur* (1-7 novembre

2001), terriblement absent sur les incidents dont les Juifs ont été victimes un an avant, se manifeste alors. La cause événementielle en est le scandale du Stade de France où des Beurs ont sifflé la Marseillaise et bombardé les ministres de la République de cannettes. La presse et la classe politiques ont réagi à cet acte sacrilège avec une remarquable sobriété, on le sait.

Le dossier que *Le Nouvel Observateur* consacre alors à cette situation et aux Beurs est conçu en fonction d'un total innocentement du communautarisme arabo-musulman. Partant d'une question anodine « qu'est-ce qui se jouait là entre la France et ceux que l'on appelle faute de mieux "les Beurs" ? », l'hebdomadaire produit une longue litanie d'interviewés anonymes ou de chercheurs, voire d'un policier (se demandant de quel côté il serait s'il était Beur !) qui tous excusent cet acte, sur tous les tons, même quand ils le réprouvent. « Le modèle républicain ? » « Il n'existe plus ». Puis vient le catalogue des frustrations et de la discrimination des Beurs (« Vous en connaissez vous des députés, des sénateurs, des généraux ou des préfets qui s'appellent Mohamed ? »). Une série d'encadrés présentent des profils globalement positifs de Beurs qui ont réussi. L'enquête se termine par un article en *happy end* de Claude Askolovitch : « La trop trop longue marche des Beurs » qui fait le bilan de la demande d'intégration des Beurs, si mal reçue, selon lui, par la commission sur la nationalité. Rien ne transparait dans ce dossier sur les agressions anti-juives qui sont venues de milieux beurs même s'il fait mention des « trucs dingues » (et donc irrationnels, pathologiques et non politiques) qui y courent sur les Juifs, de l'antisémitisme diffus qui touche les « Juifs de SOS Racisme ».

Dans le même numéro, le même Claude Askolovitch écrit un article sur le « grand désarroi de la communauté juive » qui tranche sur la vision globalement positive du milieu beur. C'est évidemment toujours la même image débilite de l'égarement et du désarroi des Juifs qui est privilégiée depuis octobre 2000. Le sous-titre est d'une grande puissance, « Le ghetto dans la tête », et tranche sur la lutte pour l'émancipation des Beurs. La mention « dans la tête » est importante. Autant dire que la gravité des événements est dans la tête et pas dans la réalité. A nouveau, on induit que les Juifs qui se plaignent de ces agressions connaissent un état pathologique. On retrouve cette idée dans une citation du président du CRIF de Marseille, Clément Yana, « il ne faut pas tomber dans la paranoïa. Il faut résister à la tentation de l'enfermement »...

Le scénario de cet article mérite d'être démontré car il conjugue l'apitoiement sur les Juifs, leur « désespoir », leur douleur, leur désarroi (des mots employés ici) avec la critique virulente du repli communautaire et du jus-

qu'au boutisme politique des Juifs, confirmé par des lambeaux de citations prélevés sur des interviews. Cela commence par un cas spécifique : on interview une étudiante juive qui a avant tout des copains arabes et conçoit le plus grand mépris pour ses copains « feujis » mais se voit confrontée à l'hostilité anti-juive de ces mêmes copains. Cette étudiante est bien sûr « anti-Sharon »³ et demande qu'on ne confonde pas ses amis de gauche israéliens avec Sharon. Ensuite, avant d'arriver à la phrase : « Depuis le début de la deuxième Intifada la liste est longue des agressions subies par la communauté juive », on trouve « la piteuse *West Side Story* de la rue des Rosiers » où l'on nous présente le spectacle de jeunes juifs qui « cassent de l'arabe » avant d'apprendre qu'un automobiliste arabe s'est fait molester et a foncé dans la foule. Puis on passe à la mention de l'extrême droite juive qui offre sa virilité aux sauvagions de la rue des Rosiers et à une Ligue de défense juive inspirée de Méïr Kahane, rabbin raciste, puis au Betar. Enfin, c'est la phrase : « Les extrémistes ont un terrain favorable » qui introduit quelques exemples d'agressions. Puis, Askolovitch nous apprend que les Juifs sont tous différents. On cite Lanzman et Philippe Haddad pour preuve de l'antisémitisme ambiant. Puis, on évoque Théo Klein qui « a reçu une volée de bois vert des officiels communautaires ». Le président de l'UEJF, Patrick Klugman, est alors cité, qui veut croire au dialogue israélo-palestinien mais est « anti-Sharon ». Enfin, nous apprenons que Clément Yana refuse de condamner en bloc les Arabes de Marseille et appelle à ne pas tomber dans la paranoïa tout en critiquant les médias. On cite alors un avis favorable d'un responsable communautaire aux « révélations » du *Nouvel Observateur* sur Tsahal. Puis on évoque les héros juifs de la lutte contre la désinformation (Encel, Schemla, Weill Raynal). Et on conclue « le ghetto est dans les têtes », ce que vient confirmer Alain Jakubowicz du CRIF de Lyon : « la mémoire de la Shoah doit devenir universelle. Il y a des violations des droits des Palestiniens en Israël, il y a des forces intégristes et communautaristes chez les Juifs. Mais nos intégristes sont renforcés par la diabolisation d'Israël ».

Ainsi lorsque le *Nouvel Observateur* parle de la communauté juive et des incidents ou de l'atmosphère dont elle est victime c'est toujours à charge contre elle.

De surcroît, ce n'est pas dans n'importe quel environnement journalistique que cet article est abordé mais dans un numéro dont la couverture dénonce Sharon et dans un journal où s'est produit un des plus grands scandales de la désinformation à la française, où l'on a pu lire, sous la plume de Sara Daniel, que l'armée israélienne pratiquait le viol systématique des femmes palestiniennes afin de les condamner à la mort (les dénommés « crimes

d'honneur ») qu'infligent les sociétés musulmanes du Moyen-Orient aux filles qui ont perdu leur virginité, tout cela dans le projet arrêté de détruire la famille palestinienne (« Ici le viol devient un crime de guerre, car les soldats israéliens agissent en parfaite connaissance de cause »). Pour une fois que l'on critiquait un État arabe, la Jordanie (où ces crimes d'honneur sont courants et impunis), il fallait déconsidérer aussi Israël. Question d'égalité et d'impartialité bien sûr !

Toujours dans le même numéro de l'*Observateur* sous la plume de Jean Daniel à propos du « ghetto dans la tête, l'état d'esprit des Juifs de France ». « C'est curieux comme la détresse rend amnésique. De nombreux Juifs se plaignent de la presse... mais il faudrait leur mettre sous les yeux tout ce que cette même presse a dit au temps où Israël était menacé ». Le poids écrasant (comme en octobre 2002) de la Shoah ne doit pas conduire à voir chez les adversaires ni même les ennemis de l'État israélien les héritiers plus ou moins directs de ceux qui ont voulu exterminer le peuple juif. Suit la justification du fait qu'un anti-sionisme de guerre mêlant antisémitisme traditionnel et anti-judaïsme religieux n'a pu que se développer dans le monde arabo-musulman. Aussitôt après, démocratie oblige et pour faire bonne mesure : « Comment passer sous silence le fait que des intégristes peuvent faire preuve à l'occasion d'un racisme anti-arabe qui n'a rien à envier aux autres racismes religieux ».

Mais il y a mieux dans *Le Nouvel Observateur* du 1-7 novembre 2001, sous la même plume de Jean Daniel qui, à longueurs de semaines, ne cesse de critiquer les institutions juives. Voici qu'il découvre soudain les vertus du communautarisme musulman ! On y apprend que « c'est de l'Europe et de son prolongement maghrébin que peuvent venir des proclamations libres et claires... Je dirais même que c'est des musulmans d'Europe et de France que pourrait venir le cri de délivrance... Les musulmans de France ou ceux qui s'auto-proclament leurs représentants se manifestent parfois pour... affirmer que leur religion est celle de la miséricorde et surtout pour dénoncer l'amalgame que l'on pourrait faire entre terrorisme et islam. On ne peut qu'observer qu'ils sont bien là dans leur rôle puisque la France s'est laissée peu à peu prendre au piège du communautarisme. On ne voit pas pourquoi ces représentants feraient davantage que d'affirmer leur volonté de coexister avec les autres communautés sans se référer aux valeurs républicaines... A quand la représentation de cette communauté au Parlement ? » Suit un développement sur les grands intellectuels musulmans qui hésitent à intervenir parce que – comme « pour certains intellectuels juifs agnostiques et peu communautaires » – ils refusent d'intervenir en tant que musulmans dans la Cité, « ils ne veulent pas constituer une communauté en contradiction avec leur

anti-communautarisme ». Nous touchons ici au comble de la contradiction personnelle car Jean Daniel ne cesse d'intervenir en tant que juif. C'est parce qu'il est juif qu'il poursuit tout spécialement la communauté juive d'une critique plus personnelle que professionnelle.

Le Nouvel Observateur du 4-10 octobre 2001 avait, certes, publié un dossier sur l'islam et sur le choc du 11 septembre où l'on faisait entendre une critique de musulmans sur leur religion, mais une critique en l'occurrence très *soft*. Un débat y réunit Daryush Shayegan et Tarik Ramadan présenté comme « réformiste » malgré son fondamentalisme avéré. Le débat n'est pas structuré par la polarisation. Aucune question n'est posée sur le rapport de l'islam aux Juifs. En annexe, un dictionnaire anodin est donné pour comprendre l'islam et ses notions clefs (« ce que dit l'islam »). En somme ce dossier sur l'islam a pour finalité de présenter et d'illustrer l'islam. L'article de présentation de Josette Alia exprime bien cette finalité apologétique. Elle met en garde sur « l'erreur » que « commettrait l'Occident » de se tromper d'époque. Berlusconi n'a rien compris... Si tel est le cas, Ben Laden et autres sponsors n'ont pas de souci à se faire. Ils viennent de trouver des alliés comme ils les aiment : racistes, ignorants, irresponsables. Et donc manipulables. Toujours disponibles pour jeter de l'huile sur les feux que les terroristes s'appêtent à allumer ». Il s'agit, bien entendu ici, de Berlusconi, devenu responsable de la vindicte islamiste contre l'Occident. On ne peut pas mieux brouiller le débat et les enjeux de l'après 11 septembre.

L'Express (8 novembre 2001) témoigne de la même bienveillance dans un dossier « Où en sont les Beurs ? » qui réagit aussi à la désecration de la Marseillaise du 6 octobre. À la question de savoir si les jeunes Beurs qui ont sifflé l'hymne national n'aimaient pas la France, la réponse est non. « Un Beur *pride* est en train d'émerger chez ces fils d'immigrés qui se décomplexent peu à peu. Ils veulent être des Français comme les autres, sans renier leurs racines ni leurs parents ». Le dossier rappelle la saga de l'intégration réussie des jeunes Beurs. Une question est toutefois posée mais aux dépens de la politique française accusée de mettre en place par la bande des programmes spécifiques destinés aux immigrés, pour répondre aux finalités de la politique de discrimination positive, mais qui enferme les immigrés dans leur origine. Enfin Marie George Buffet est critiquée pour ne pas avoir osé rappeler à l'ordre « les jeunes » qui l'ont agressée, et les « responsables politiques de ce pays » qui « n'ont jamais clairement déclaré que la communauté des enfants d'immigrés faisaient partie de la nation, de l'histoire et de l'imaginaire français » ! En somme, c'est la France qui est en définitive responsable.

Même tonalité dans *Marianne* (17-23 septembre 2001). Tout en estimant

qu'il est « impossible de taire plus longtemps au nom d'une pseudo-prudence, cette violence ciblée qui vise synagogues et individus » – étonnant aveu ! – Martine Gozlan avance pourtant que les Juifs sont devenus un ghetto : « au cœur du ghetto général (la « cité » en question), l'agression a identifié –reconstruit ? – un ghetto particulier. Dans le flot des victimes impersonnelles, il y a désormais des victimes personnalisées ». Dans le même numéro une opinion de Guy Sitbon brouille à loisir les cartes de la responsabilité. « Manhattan souffre comme Ramallah, comme n'importe quel village palestinien. Les ruines habitent le Pentagone, les mêmes qu'au quartier général de Gaza bombardé hier encore. L'Amérique a été punie. Ainsi la Palestine fut punie. Ainsi l'Irak est puni depuis plus de dix ans ».

Le Point s'illustre tout particulièrement dans la comparaison des « deux communautés ». Dans le numéro du 5 octobre 2001, dont la couverture annonce « La vérité sur l'islam en France », les résultats d'une enquête de l'IFOP tracent, avec force « encadrés », une image tout à fait positive des musulmans de France : croyants et convaincus mais très modernes et intégrés. C'est ce que l'hebdomadaire qualifie joliment de « patriotisme communautaire marqué ». Le « communautarisme » reproché aux juifs est devenu « patriotisme », valeur positive quoique ambivalente car une patrie fait référence à un État... L'ambiguïté reste cependant présente car l'enquête est réalisée auprès de deux échantillons, l'un qualifié de « musulmans de France », l'autre de « Français ». Deux faits restent aussi lourds de sens. Tout en rejetant en masse les attentats commis à New York, 68 % des musulmans de France comprennent « que la politique américaine à l'égard du Proche-Orient ait pu pousser à bout des extrémistes islamistes », et 78 % de ces mêmes musulmans estiment que si la France prenait part à une action militaire contre un État islamique, des incidents intercommunautaires graves éclateraient sur le territoire français (cela est corroboré par 84 % des Français). Ce dossier se termine de façon anodine pour savoir si le Coran est oui ou non pour la violence.

Tout autre est l'écho du *Point* du 19 octobre : « Être juif aujourd'hui, Shoa, Israël, antisémitisme... La polémique », un dossier tout dévoué à la promotion d'un livre de Jean Christophe Attias et Esther Benbassa, *Les juifs ont-ils un avenir ?* (édition Lattes). Dans ce dossier, la dénonciation de l'exploitation, réputée mercantile et hystérique de la Shoa, fuse de toutes parts. À nouveau, les mauvais Juifs sont dénoncés : « Un culte dont paradoxalement les desservants les plus zélés sont souvent des sépharades qui n'ont pas traversé l'épreuve du génocide mais ont ainsi acquis leurs lettres de noblesse en judaïsme ». Les auteurs « soupçonnent cette « mémoire » omniprésente

de combler, chez leurs coréligionnaires un vide identitaire ». Elle marque selon eux une complaisance dans la victimisation. « Le prétendu Shoacentrisme » emprisonne le judaïsme dans un cercle vicieux. Les auteurs affirment que les Juifs sont aujourd'hui plus en sécurité qu'ils ne le furent jamais et dénoncent la récupération idéologique du génocide juif par Israël. L'extrait choisi de leur livre avance que le communautarisme est « un souhait de l'État, des pouvoirs publics. Une aspiration aussi des institutionnels juifs. Un rêve de contrôle tout à fait irréalisable ». Ce communautarisme est aussi « une espèce de fantasme, un hochet qui excite nos républicanistes orthodoxes ». Cependant « le repli communautaire est tout de même une réalité... je rencontre de plus en plus de Juifs qui me semblent vivre dans une sorte d'aquarium ! Ils découvrent les radios juives. Ils lisent la presse juive... l'auto-enfermement ». L'apothéose, la voici : « Depuis octobre 2000, depuis l'enchaînement des violences au Proche-Orient, un discours se répand : « Nous avons été trahis, les médias sont contre nous, la politique française est contre Israël, l'antisémitisme renaît de ses cendres ». Ce repli auto-défensif me semble le plus préoccupant. Il ne faut pas non plus généraliser ni voir tout en noir ».

Contrastant avec sa complaisance bonhomme envers l'islam de France, on le voit, *Le Point* n'hésite pas à stigmatiser la communauté juive, certes non de façon directe mais par le biais d'une auto-accusation, d'une accusation venue du sein d'elle même. La stigmatisation vient ainsi du spectacle d'une communauté qui s'entredéchire et dont les membres s'excommunient dans le bruit et la fureur. Un modèle de discours journalistique sur la communauté juive est ainsi trouvé, qui va abondamment être utilisé par d'autres organes comme *Le Monde* ou *Le Nouvel Observateur* qui feront la part belle à des intellectuels juifs critiquant leurs coreligionnaires. Ce procès indirect des Juifs est cependant forcé car les personnalités qui le mènent ne sont pas connues pour leur engagement dans ses rangs : il impose à la vie juive de ce pays une image caricaturale qui ne correspond en rien à ce qu'elle est et reflète plutôt les problèmes d'identité et de statut social de quelques individus.

C'est par ce biais-là que l'opinion publique française a entendu parler de la communauté juive dont le caractère supposé querelleur et violent a terriblement contrasté avec l'image de la communauté musulmane.

1. *Nous, Juifs de France*, 2000, Bayard

2. Cf. le sondage IFOP (5 octobre 2001) : 78 % des musulmans de France estiment que si la France prenait part à une action militaire contre un État islamique des incidents inter-communautaires graves éclateraient sur le territoire français. Dont les musulmans de France prendraient l'initiative ? On remarque que dans ce cas de figure, Israël et les Juifs ne sont aucunement mêlés...

Les escaliers d'Odessa. Les médias français et le Proche-Orient

Daniel Dayan

Disposons-nous d'un moyen objectif d'évaluer, à propos d'un thème donné et au cours d'une période donnée, la teneur (partisane ou impartiale) des positions prises par tel ou tel titre? C'est ce que permettent en principe les études quantitatives. On peut ainsi établir grâce à elles la nature et l'origine du lexique utilisé ; l'élaboration d'un vocabulaire visuel récurrent ; la distinction opérée parmi les acteurs ou les victimes d'un conflit entre ceux qui sont dotés d'un visage, d'une parole, d'un nom, d'une parentèle et ceux qui relèvent plus sommairement de l'évaluation chiffrée ; la distinction opérée entre des publics invités à argumenter leur position, et des publics privés de la possibilité d'une réponse, dissymétrie que manifestent le nombre, l'identité et les positions des intervenants extérieurs à la rédaction amenés à s'exprimer dans les colonnes d'un journal .

Un étonnement méthodique

Ces quatre exemples n'ont rien d'exhaustif, mais on comprend grâce à eux que l'objectivité des critères qu'ils proposent se paie d'un certain prix. Cette objectivité tend à évacuer la dimension contextuelle des textes; la situation à laquelle répondent les émissions ou les articles; les actes de parole que ces articles mettent en jeu. De plus les différents objets soumis à quantification ne sont eux-mêmes concevables qu'à partir d'une première analyse qui, elle, est qualitative. C'est cette première analyse qui sera esquissée ici. Elle permet de mettre en évidence des styles d'argumentation, des stratégies rhétoriques, des choix idéologiques. Elle est largement inspirée du *Mythologies* de Barthes, c'est à dire d'un texte où l'auteur français se veut l'héritier de Brecht, d'un texte où il entend pratiquer un étonnement méthodique devant des situations aussi inquiétantes que banales. C'est d'un étonnement semblable qu'il s'agit

ici. Comment certains discours sont-ils possibles ? À quoi peuvent-ils bien servir ? Comment se situent-ils en référence à une double série de normes ? Celles qui régissent un espace public ouvert à la possibilité du débat. Celles qui définissent la déontologie professionnelle du journalisme.

Ce double jeu de normes me semble quotidiennement transgressé, et cela, de façon d'autant plus grave que la transgression émane aussi, voire surtout, de médias crédités d'un capital de confiance, d'une particulière crédibilité. Télévisions de service public (*Antenne 2, Arte*) quotidiens de qualité (*Le Monde, Libération*), chaînes spécialisées dans les nouvelles (LCI). Ces médias ne sont pas les seuls en cause, mais la transgression des normes y est peut être plus déconcertante. Ces normes ont-elles été simplement suspendues ? Ont-elles été répudiées ? Sommes nous alors entrés dans un journalisme de guerre froide ? Mais sommes-nous en guerre ? Contre qui ? Et pourquoi ?

Une première guerre semble avoir lieu contre les Américains, érigés en ennemis après les quelques jours de sympathie que leur ont valu les milliers de morts du 11 septembre . Une seconde guerre semble se livrer, cette fois-ci contre les Israéliens. Mais, dans ce dernier cas, le type de journalisme que je mets en cause n'a pas attendu le 11 Septembre pour se manifester. Le virage a eu lieu, il y a environ 18 mois. Il coïncide, pour moi, avec le déclenchement de la seconde intifada, dite "Al Aqsa". C'est à ce moment que j'ai commencé à ne plus comprendre le sens que des journalistes pourtant renommés pouvaient donner à la notion d'information. C'est à ce moment que j'ai commencé à prendre des notes sur des textes ou sur des images qui me semblaient pauvres en contenu informatif et riches en représentations hostiles . C'est à ce moment que j'ai commencé à m'interroger sur l'émergence d'une judéophobie combinant dans une proportion variable un antisionisme (en général assumé), un antisémitisme (en général dénoncé) et un antijudaïsme (aux origines théologiques largement inconscientes). Ces notes m'ont fourni les exemples sur lesquels repose le texte dont des extraits sont présentés ici : un catalogue raisonné de pathologies qui affectent le traitement de l'information écrite ou visuelle quand il s'agit de ce qui, au temps de Sartre constituait « la question juive », de ce qui, aujourd'hui, en constitue plusieurs. L'exercice auquel je me livre est-il légitime ?

Le silence conseillé

Il me semble qu'on devrait le juger sur pièces. Il n'en sera pas moins condamné d'avance . Il sera condamné pour trois sortes de raisons. Selon la première de ces condamnations, la critique que je porte est vouée à pécher par défaut d'universalisme. Une solidarité de type réflexe avec l'État d'Israël ferait

de remarques comme les miennes les expressions d'une sensibilité (suspecte) plutôt que les manifestations d'une pensée rationnelle. On pourrait répondre à cela que l'appartenance à une communauté n'est pas l'antithèse de l'universalisme, pas plus que le déni n'en est la garantie. Il m'est parfaitement possible d'analyser de façon critique la production de médias jugés partiels sans avoir à présenter au préalable des certificats d'antisionisme ou d'antisionisme. Quant à ma solidarité, elle est en fait loin d'être inconditionnelle. Bien au contraire, elle est parfaitement conditionnelle. J'ai peu de sympathie pour Ariel Sharon. Je souhaite en fait le voir quitter le pouvoir. Ceci ne m'empêche pas d'être étonné lorsqu'on fait de lui l'accusé exclusif de crimes commis totalement ou partiellement par d'autres.

Selon la seconde de ces condamnations, les critiques que je porte devraient être tuées pour ne pas aggraver les choses. Elles risqueraient en effet de déclencher un véritable antisémitisme. L'argument me paraît futile. Il ne s'agit pas de rapporter les antisémitismes à un étalon jugé définitif, ni de décerner à l'un d'entre eux la palme de l'authenticité. Il en existe de plusieurs sortes. Reste l'invitation au silence. Ceux qui vantent les vertus d'un tel silence pourraient le faire en face à face, expliquer directement aux communautés inquiètes les dangers encourus. Je constate pourtant que leur aversion pour la publicité n'empêche pas les apôtres du silence de prodiguer leurs «conseils» aux Juifs français devant des centaines de milliers de spectateurs, d'auditeurs ou de lecteurs. Leurs conseils tonitruants n'ont alors de «conseils» que le nom et ceux qui en «bénéficient» n'en sont bien sûr que les destinataires ostensibles. La sollicitude cesse de mettre des gants. Le conseil est menace, ou intimidation.

Mais c'est précisément d'intimidation que parle la troisième accusation. Un chantage à l'antisémitisme s'exercerait contre tous ceux qui oseraient critiquer la politique d'Israël. Souligner la partialité systématique de certains discours reviendrait, dit-on, à exercer une véritable censure. Plusieurs auteurs défendent alors leur droit à critiquer Israël ou sa politique sans être immédiatement réduits au silence. Je comprends ces auteurs et je les soutiens. Ils ont parfaitement raison de vouloir s'exprimer librement. Et nul ne peut contester leur droit à la critique. Je suis néanmoins intrigué de ce qu'ils parlent de «censure». En quoi le fait d'identifier dans des textes – publiés par eux ou par d'autres – des formes d'antisémitisme, ou d'antijudaïsme, ou d'antisionisme est-il une censure? Le droit de porter des critiques contre Israël est acquis. Mais l'antisionisme n'est pas une garantie automatique de vérité. Les critiques qu'il inspire peuvent se révéler justifiées ou infondées, graves ou ridicules. Sauf à recourir à quelque mystérieuse infaillibilité, des accusations, si ver-

tueuses soient elles, ne constitueront jamais un procès équitable à elles seules. Le droit de répondre à ces accusations doit alors être affirmé. Loin de constituer une «censure», il répond précisément à la définition de ce qui caractérise un espace public libre. Transformer en «censure» l'existence même d'un débat public; vouloir interdire ce débat au nom de la liberté de parole, c'est tordre le cou aux valeurs dont on se réclame. Il me semble, pour ma part, légitime de distinguer entre ceux qui – comme moi ou comme les militants de «la paix maintenant» – critiquent ou soutiennent, selon le cas, les différentes politiques tentées par Israël et ceux qui ramènent ces politiques, si différentes soient-elles, à une essence *a priori* et invariablement condamnable. A ceux qui prononcent cette condamnation, il n'est pas inutile de demander non seulement pourquoi ils condamnent Israël mais à quoi.

Dans un texte désormais classique, Albert O. Hirschman définit trois des grands choix qui s'offrent à ceux qui contestent les directions où s'engage une société. Les protestataires en puissance peuvent tout d'abord se taire, passer prudemment de la protestation au silence, «consentir» en ne disant mot. Ils peuvent ensuite plier leur protestation, la glisser dans leurs bagages et prendre le chemin de l'exil. Ils peuvent enfin refuser aussi bien l'exil que le silence et faire entendre leur voix. C'est ce dernier choix qui m'amène à proposer ce texte. Il me semble important, en tant que citoyen, de dire ce que je pense et je n'ai certainement pas l'impression de commettre un crime en demandant si la production médiatique française favorise ou non le débat, si elle permet ou non la compréhension de ce qui se passe au Proche-Orient, si l'opinion de certains journalistes ne tend pas à se substituer à l'exercice de l'information. J'ai le droit de regarder de près en quoi consiste la présentation des faits, et de montrer, si c'est le cas, qu'elle est inexacte, ou excessive, ou mal informée, ou mal formulée. J'ai également le droit d'en désigner les aspects stéréotypés, irrationnels ou condamnables: perversions délibérées, citations sélectives, grossissements monstrueux, colportage de rumeurs. J'en ai le droit et j'en ai le devoir. Car les laxismes et les dérapages, les euphémismes et les diabolisations finissent par constituer un nouveau type de discours journalistique, des façons de faire et des façons de dire qui ne se limiteront pas au Proche-Orient.

Enjeux rhétoriques

Les critiques que l'on peut proposer de ce discours renvoient aux grandes catégories de la rhétorique classique. Comment définit-on les événements et les problèmes notables et donc dignes d'être notés? Et de qui reprend-on alors les définitions et les hiérarchies (*inventio*)? Comment organise-t-

on événements et problèmes en séquences argumentatives ou narratives (*dispositio*) ? À l'aide de quels mots et de quelles images raconte-t-on les événements et les thèses retenus (*Elocutio*) ? À quels dispositifs et à quelles dramaturgies les monstres d'événements et les illustrateurs de thèses font-ils appel ? (*Actio*) ? Quelles sont enfin les chaînes causales qui mènent de l'identification de certains choix à la caractérisation de leurs effets ? Autant de préoccupations qui renvoient directement à celles des sociologues du journalisme contemporain. (Les problèmes d'*Inventio* et d'*elocutio* posent la question du rapport aux sources; de même, les notions de *dispositio* et d'*actio* renvoient-ils à des problèmes de format). Autant de problèmes qui amènent à se pencher non seulement sur le contenu des journaux – écrits ou filmés – mais sur leur esthétique. Paradoxalement, cette dernière n'est pas ce qu'il y a de plus difficile à étudier.

Accusez un journaliste ou un médiateur d'avoir diffusé une information partielle ou fautive. Si l'accusation est irréfutable, la réponse sera probablement la suivante : «Pourtant, j'ai publié un rectificatif, il y a trois jours» ou «Nous avons diffusé, en Mars, un reportage illustrant un autre point de vue». De tels correctifs sont louables mais peu concluants. La seconde diffusion annule-t-elle la première ? Nul ne lit un journal de façon exhaustive ni ne regarde un bulletin de nouvelles avec la même attention de bout en bout. Nul ne lit tous les numéros d'un journal ni ne regarde tous les bulletins, sauf les maniaques ou les spécialistes (diplomates, journalistes concurrents, experts, chercheurs). Et même parmi ces derniers, peu sont susceptibles de suivre à plusieurs reprises le même journal télévisé sur des chaînes où il est diffusé en boucle, (en dépit des découvertes significatives qu'ils pourraient alors faire sur l'apparition ou la disparition de tel segment en cours de route). À moins qu'il n'y ait «affaire» ou «scandale», le texte incriminé et son correctif ont de fortes chances d'être reçus par des spectateurs différents. La vertu du rectificatif présuppose un spectateur idéal, un lecteur doté d'une vigilance incessante, d'une attention quasi-divine. Un tel lecteur n'existe pas. Et même s'il existait, la diffusion (par ailleurs assez rare) d'un rectificatif ne dissiperait pas, séance tenante, les représentations nées du message rectifié, représentations que toutes sortes de messages sans rectificatif ne cessent de renforcer; représentations que l'on retrouve parfois nichées au cœur du rectificatif lui-même. Souvent en effet ce dernier ne dissipe une contre-vérité, que pour en asséner une autre.

Eisenstein et le journal télévisé.

Par contre certaines évidences – esthétiques ou grammaticales – s'imposent

avec une évidence véritablement aveuglante. Faut-il vraiment que les membres de certains groupes soient exclusivement conçus comme des compléments circonstanciels ? Faut-il vraiment que les informations se présentent comme un récit épique ? Doivent-elles se transformer en film d'Eisenstein auquel il ne manquerait que les sous-titres héroïques ou la musique de Prokofiev ? Le récit de la crise du Proche-Orient mobilise à nouveaux frais toute une batterie de concepts hérités des combats coloniaux. Le récit de la mondialisation permet de son côté de construire une grande fresque victimaire. L'un et l'autre s'entourent d'une véritable dimension religieuse. Il ne s'agit plus seulement d'affirmer leur «correction politique», mais de les doter d'un statut quasiment sacré, d'inventer à leur propos, de nouvelles formes de piété. La religion de l'anti mondialisation produit ses Saint-Jean Baptiste moustachus. La souffrance réelle de la Palestine débouche peu à peu sur un néo-sulpicianisme : Saint Sébastien lanceurs de pierre, Christs recrucifiés, Rois Hérodes destructeurs d'ambulances et tueurs de nouveaux nés. Est-il vraiment nécessaire que l'appareil dramaturgique du martyr, et tout ce que l'anthropologue Victor Turner appelait «la pédagogie du sanctuaire», soient mis à contribution ? Est-il légitime que l'information devienne hagiographie ? Faudra-t-il bientôt, comme les orants aux mains jointes des tryptiques du ^{xv}^e siècle recevoir le journal télévisé à genoux ? Rappelons que les grands films d'Eisenstein avaient pour vocation de mobiliser, de préparer à une «salutaire» violence. Est-ce vraiment la vocation des médias français ? Rappelons aussi que les mêmes films d'Eisenstein recouraient volontiers à une licence «homérique». La plus célèbre séquence du cinéma d'avant guerre – le massacre perpétré sur les fameux escaliers d'Odessa –, parle d'un événement qui s'est déroulé ailleurs et autrement. Comme le montre l'historien Marc Ferro, c'est néanmoins cette séquence et pas l'événement réel qu'ont retenu la mémoire collective et jusqu'à celle des participants eux-mêmes. Est-il utile que ce rôle de construction d'une mémoire monumentale soit dévolu à des organes d'information ? Et l'impact, quotidiennement répété de ceux-ci sera-t-il nécessairement moindre que celui du Cuirassé Potemkine ?

Les trois imaginaires de la mondialisation.

Un dernier mot sur le contexte où s'inscrivent les récits discutés ici. Ce contexte est dominé par la notion de «mondialisation». Il faut évidemment tenir compte de celle-ci. Il faut néanmoins protester contre l'utilisation de ce terme au singulier. Il n'y a pas une mondialisation, il y en a beaucoup, et il y en a eu de plusieurs sortes. Tout d'abord, l'Histoire n'a pas cessé depuis deux mille ans de proposer des mondialisations. Les victimes de celles-ci ne datent donc

pas d'hier. L'empire romain est suffisamment puissant pour être quasiment LE monde et pour rayer de la carte tel pays qui ose lui résister (celui, par exemple qui renaitra au xx^e siècle sous le nom d'Israël.) Mais, entre l'empire romain et nous, il n'a jamais cessé de se produire des mondialisations, des économies-mondes organisées en centres et en périphéries, en privilégiés, en exploités, en marginaux et en exclus. Surtout, il me semble essentiel de noter que, si la mondialisation détermine aujourd'hui les flux (d'êtres humains, d'images, de capitaux) et les conduites, elle le fait à partir de trois imaginaires distincts. En m'inspirant de remarques d'Appadurai, mais sous ma seule responsabilité, je distinguerais entre un imaginaire de la liberté, un imaginaire de l'équité, et un imaginaire de la pureté. Chacun de ces imaginaires fait miroiter un idéal légitime, mais chacun s'accompagne d'un prix plus ou moins lourd à payer.

L'imaginaire de la liberté, est aussi celui du libéralisme économique et il constitue la cible principale de ce que l'on attaque sous le nom de mondialisation. L'imaginaire de l'équité construit face au libéralisme la revendication d'une mondialisation respectueuse de l'éthique et du caractère limité des ressources naturelles. C'est un imaginaire normatif, tendu vers une utopie, porteur de progrès. Il s'incarne dans une galaxie d'organisations non gouvernementales. L'imaginaire de la pureté s'oppose aux deux précédents. Jugeant le premier criminel il condamne aussi le second, dont l'humanisme lui paraît prométhéen.

Ce troisième imaginaire prône le passage à une société mondiale régie par la loi divine, et la séparation entre les hommes de bonne volonté, prêts à accepter cette loi et les autres qu'il faut alors combattre et éliminer, non pas nécessairement par des «génocides», mais plus vraisemblablement par des «civicides» épargnant les populations, n'épargnant pas leurs organisations étatiques ou leurs croyances. Cette mondialisation est celle que propose un Islamisme militant aux ambitions géopolitiques explicites. Cet islamisme est clairement distinct de l'islam qui, comme n'importe quelle tradition religieuse est traversé de courants multiples et contradictoires. Que le courant islamiste soit le plus visible ne signifie donc pas qu'il soit le seul courant musulman, mais simplement qu'il a plus de chances d'influencer effectivement l'opinion.

Tout se joue alors, me semble-t-il dans le rapport qui s'établit entre ces trois imaginaires. Face à un imaginaire de la liberté crédité d'une puissance immense – par coercition selon les uns, parce qu'il n'y a pas d'alternative convaincante selon les autres – on assiste à une alliance paradoxale entre les champions de l'équité et les champions de la pureté. Les ennemis de nos ennemis sont nos amis. La mobilisation face à l'ennemi commun semble

justifier l'alignement des haines et des objectifs. On voit alors des mouvements progressistes vaciller entre leur attachement à la démocratie et leur fascination pour les anges exterminateurs. On assiste à l'immense confusion de Durban et à l'autodafé qui s'y produit de la plupart des concepts mobilisateurs du progressisme.

Cette mondialisation-là n'est pas moins réelle que celle du libéralisme. L'une prévaut sur le plan économique. L'autre progresse à pas de géant dans une opinion publique «mondiale» relayée les médias. Les premiers à percevoir l'emprise du nouvel imaginaire sont évidemment ceux qui ont partie liée avec l'impureté, ceux qui se savent voués à la disparition au nom de la restauration d'une perfection imaginaire ; ceux qui ont eu l'expérience historique d'autres formes d'utopies imposées.

Venons en maintenant aux médias, et reprenons quelques uns des thèmes évoqués ici, à propos de la presse et de la télévision. Ces exemples sont peu nombreux (mais des centaines d'autres sont disponibles, et de nouveaux exemples viennent les remplacer chaque jour). Ces exemples ont de plus un statut temporel ambigu : Ils datent de plusieurs mois. Ils ne relèvent donc plus des fureurs de l'actualité, et pas encore de débats historiques. Ces exemples n'illustrent que certaines des pathologies du discours des nouvelles, et celles-ci ne sont ni les seules, ni nécessairement les plus graves. En un mot, ce texte peut servir de prélude à un travail systématique, mais l'essentiel de ce travail reste à mener.

Télévision, information et rituel

Chacun comprend aujourd'hui que les souffrances invisibles, n'existent pas, et que les souffrances à trop grande échelle n'existent pas non plus, car leur dimension même les soustrait à la visibilité. La sympathie n'est pas un instrument statistique. Nous mourrons, un par un. Il faut alors un lieu où se fasse la goutte à goutte des souffrances et des morts. Par ailleurs rien ne sert de remporter une guerre, si nul ne l'apprend, ou de détruire la Maison Blanche, sans s'être assuré par une série légèrement décalée de frappes préalables d'avoir progressivement capté l'attention mondiale. La télévision devient alors le protagoniste central du conflit. Il est ainsi raisonnable que que *Le Monde* ait placé pendant quelque temps l'un de ses journalistes devant l'écran d'*Al Jazira*.

Cependant il faut se méfier de deux grands mythes sur la télévision, mythes qui débouchent sur une équation simpliste : avoir des images c'est avoir de l'information. Ne pas avoir d'images c'est ne pas avoir d'informations. Premier mythe : la télévision, c'est de l'image. Second mythe, l'image

c'est de l'information. Les deux propositions peuvent être vraies. Souvent, l'une et l'autre se révèlent fausses.

La télévision est faite d'images, certes, mais ce sont en majorité des images de parole, des images où l'on voit des gens qui parlent, des gens dont nous pouvons scruter les expressions, observer les vêtements, remarquer les tics. Comme le dit très bien Eliseo Veron, à propos du journal et de son présentateur : «je le vois, il me parle» . Je le vois certes, mais me parler.

À l'intérieur de ce flux de paroles, il existe des images qui ne sont pas des images de la parole. Ce sont notamment celles des nouvelles. Mais celles-ci sont ici à titre auxiliaire : illustrations ou , plus rarement, preuves, elles sont redondantes, confirmatives. La télévision se définit d'abord par ses flux de parole. Ce sont ces flux qui appellent ou qui congédient les images.

Mais la parole qui accompagne l'image peut aussi démentir l'image, la neutraliser, nier son contenu, lui substituer un autre contenu, lui faire dire non seulement ce qu'elle ne dit pas, mais le contraire de ce qu'elle dit. Voici une image filmée en Israël : c'est l'enterrement d'une jeune victime d'un attentat. L'image porte sur un deuil. Le commentaire décrit en détail l'armement généralement utilisé quand il y a riposte. Et la jeune victime dans tout cela ? Elle est oubliée. Un événement qui *pourrait* avoir lieu s'est substitué à l'événement décrit. Voici une autre image , venue cette fois ci des territoires occupés (LCI). Un vieil homme tire à lui la table roulante d'une morgue. On y voit le corps rigide d'un homme d'une trentaine d'années, au visage déjà gris Le vieillard se penche et désigne deux plaies profondes qui se rejoignent à la base du cou. Le commentaire souligne la recrudescence des violences exercées par l'armée israélienne. Comme chacun, je conclus : violence israélienne, une victime de plus. Deux jours plus tard, un entrefilet m'apprend que des palestiniens accusés de collaboration ont été égorgés par le Hamas .

Ce type de détournement n'implique aucune manipulation difficile ou technique. Il se réduit à l'application du principe surréaliste qui consiste à montrer une pipe et à dire «Ceci n'est pas une pipe». En d'autres termes, dans la majorité des situations à texte/image, c'est le texte qui définit ce qui sera mémorisé. Si vous voyez une truite et qu'on vous dise «Ceci est un hamburger», vous vous souviendrez d'avoir vu un hamburger.

Bien entendu tous les spectateurs ne verront pas des hamburgers et certains, comme moi-même, maintiendront qu'ils ont vu des truites. Il faut donc tenir compte du rôle actif et critique que peuvent jouer les spectateurs au niveau de la réception. Mais il faut aussi savoir qu'une telle activité critique est loin d'être automatique. Elle ne se met en marche que s'il existe un savoir direct sur l'objet représenté, ou une érosion du sentiment de confiance vis

à vis du medium . Sur des sujets lointains le savoir est peu fréquent et la méfiance n'apparaît que s'il y a scandale. Entre temps des représentations se construisent , ostensiblement, à partir des images, en fait à partir des récits qui encadrent ces images, récits qui jouent vis à vis de ces images le rôle d'une sorte de police du sens. Circulez. Il n'y a pas d'autre message. On a déjà fait dire à l'image ce qu'elle avait à dire.

Le second mythe veut que l'image soit avant tout de l'information et que ne pas avoir d'images revienne à rester sans informations. La proposition est absurde. Je sais que le commandant Massoud est mort. Pour avoir accès à une telle information, je n'ai eu nul besoin d'assister à son agonie. Le spectacle de cette agonie me donnerait d'autres informations, informations médicales sur la résistance d'un homme; informations psychologiques sur moi même, et sur ce qui me pousse à regarder. Mais ces autres informations ne sont pas pertinentes pour un récit public. Quand on déplore l'absence d'images, ce n'est donc pas de l'absence d'information que l'on se plaint. On se réfère en fait à une toute autre dimension des images. Laquelle ?

Tout comme les énoncés verbaux qui loin de se réduire à un contenu linguistique , se constituent aussi en actes de parole, les images de télévision ne se réduisent pas à un contenu informationnel. Ces images manifestent des *actes de regard*. Ce sont des actes de monstration. Montrer un incident c'est manifester sa gravité (le juger), c'est dire son importance (l'évaluer) , c'est construire sa définition (accident, assassinat, acte de guerre), et c'est aussi construire la *persona* du spectateur.

La première dimension de l'acte de monstration, celle qui servira de socle à toutes les autres, c'est la dimension de l'importance. À supposer qu'une image soit disponible ou réalisable , la situation est elle suffisamment importante pour justifier qu'on la montre ? Si on décide que oui , à quelle sorte d' image fera-t-on appel ? Un insert rapide , illustratif, dans la continuité d'un discours ? Une attention plus soutenue s'il s'agit d'un élément de preuve ? Ou encore une quasi indépendance par rapport au flux de la parole, une quasi- liberté accordée à l'image ?

En fait une telle liberté est à la mesure de l'importance accordée au sujet. Elle est donc rare. Il est en effet coûteux pour des bulletins où le temps est compté d'inviter à partager une expérience, d'adopter la temporalité de cette expérience, d'offrir un régime temporel proche de la fiction. Les situations ne méritent une telle dépense de temps que si elles sont élevables au statut de symboles. Les montrer ne relève alors pas de l'information mais du rituel. Quelle sorte de rituel ?

Dans un contexte de guerre, la sympathie ou la commisération ou la

compassion répondent souvent à des situations de souffrance terrible, de souffrance d'autant plus insupportable que la télévision permettra d'y assister en direct, ou dans des conditions qui assurent le type de continuité sans coupure qui caractérise le direct. En outre, et comme l'a montré Boltanski, le spectateur est non seulement confronté à une souffrance à distance, mais une souffrance vis à vis de laquelle il se découvre parfaitement impuissant.

Le problème est alors que cette souffrance à distance devient aisément instrumentalisable. Nous sommes en situation de conflit. De qui choisira-t-on de montrer la souffrance ? Quels sont les morts ou les mourants crédités d'un visage ? Quels sont ceux qui devront se contenter de périr en uniforme et en plan général ? Quels sont les morts qui ont des parents ou des enfants ? Des grands pères aux yeux rouges ? Des mères tombées à genoux ? Des pères perdant la raison devant des petits corps inertes ? Quels sont ceux qui devront rester invisibles ? Comptabilité horrible dira-t-on. Bien sûr qu'elle est horrible. Cela veut-il dire qu'elle n'existe pas ? Ou que des choix ne sont pas faits concernant ceux qui auront droit à un télé-rituel de première classe, ceux qui auront droit à une évocation bredouillée à la va-vite, et ceux dont on accueillera la mort en parlant de leur «arrogance» ?

Le problème est précisément de savoir que cette comptabilité existe et que certaines chaînes n'ont été créées que pour pouvoir la pratiquer. On réclame plus d'images. Pourquoi faire ? Pour servir de rituels. Pour organiser la mobilisation et la focalisation des courroux. La vocation de la télévision se confond-elle alors avec la gestion de ces courroux ? Devons nous réclamer, à titre d'informations, des rituels qui célèbrent la haine (le drapeau brûlé, le mannequin déchiqueté à coups de pieds) ou qui provoquent la haine (la *mater dolorosa*, courant bras écartés vers l'enfant tombé au sol) ? Est-il absurde de dire qu'un rôle de la télévision pourrait être de résoudre les conflits, plutôt que de les aggraver et de les perpétuer ? La focalisation sur l'image est-elle nécessairement divisive ? C'est en tout cas un rôle inverse que j'ai tenté d'étudier dans *la télévision cérémonielle*.

Certes, on pourrait imaginer que l'émotion suscitée par ces rituels soit filtrée au niveau de la réception. Mais ce n'est pas toujours le cas et ceci pour deux raisons. Tout d'abord, l'impact sur l'opinion des rituels que j'évoque ici, ne tient pas simplement à leur réception directe, mais au sentiment que chacun de nous peut avoir de l'impact que ces rituels vont produire sur autrui. Cet impact supposé est lié à une validation officielle : à la validation que représente la diffusion de ces rituels par des médias censés être représentatifs du centre d'une société. Ainsi se crée une opinion publique supposée. Mais le propre d'une opinion publique est peut-être d'être supposée, de rele-

ver, en d'autres termes, de processus spéculaires.

Par ailleurs, Il est impossible de ne pas éprouver d'émotion au vu d'une incontestable souffrance. Je peux éprouver de la compassion pour des personnages dont je ne partage en rien les vues. Lorsque j'entends le père d'un kamikaze approuver l'acte de son fils, je sais que ce fils a tué des dizaines d'adolescents, et pourtant j'ai pitié de l'homme brisé que je vois sur l'écran. Cet homme justifie un acte qui me révolte, mais il a perdu son fils. Il faut alors se demander à quoi ressemblent un mort palestinien et un mort israélien sur nos écrans ? Un mort Palestinien a la forme d'un enterrement avec drapeaux, foules, corps portés au dessus des têtes, et la tristesse qui se dégage d'un entretien avec les survivants: des êtres humains vont exprimer devant nous leur douleur. Un mort israélien ressemble parfois à une couverture au sol, ou à un groupe en lunettes noires en plan général au fond d'un cimetière. Plus généralement il a la forme d'un char ou de plusieurs chars et de quelques hélicoptères passant à grande vitesse dans le ciel.

Pathologies de l'écrit

De son côté, la presse écrite souffre d'au moins quatre types de problèmes, tous liés à l'embarras ressenti devant les défis que suscite une information véritable : problèmes de récit, problèmes de rubrique, problèmes de guillemets, dérapages lexicaux

On retrouve, tout d'abord, le même combat qu'à la télévision entre l'information et le récit. À partir d'impératifs et d'expériences passées, un certain récit s'est mis en place. Des identités ont été attribuées aux protagonistes de ce récit. Prenons le cas du 11 septembre. Les Américains, sont blancs arrogants et riches. Le monde arabe est faible, pauvre, et humilié. Mais la caractéristique d'un événement est d'être inattendu et donc de faire bouger les catégories du récit. On s'apercevra alors que le récit en place ne colle pas à l'événement, qu'il est incomplet ou fallacieux. Les Américains que l'on a vus pleurer dans les décombres de New York ne sont pas toujours blancs, ni arrogants, ni riches. Le monde arabe ou musulman se révèle bien moins étranger qu'on le croyait aux rouages du capitalisme moderne. Deux possibilités s'offrent alors. Ou bien on ignore l'information par attachement à un récit désormais sacralisé. Ou bien, on tient compte de l'information mais on doit, dans ce cas, construire un nouveau récit.

Je suis alors frappé par la permanence de certains récits et leur relative imperméabilité à l'information. Parfois lorsqu'un événement majeur suscite un véritable besoin d'information, cette imperméabilité s'interrompt. Mais des digues sont alors construites pour tenir l'information à distance, trans-

formant certains quotidiens en champs de bataille. La page 1 se mobilise contre la page 6. L'éditorialiste (parisien) n'hésite pas à contredire ses propres correspondants sur le terrain. Par contre, dans les moments d'accalmie, on assiste au retour triomphant du récit privilégié. Celui-ci est d'autant plus triomphant qu'il ne se passe rien : nulle information ne risque alors de déjouer sa logique.

On se demandera alors comment peut-il y avoir récit sans événement ? Il suffit d'inventer des pseudo-événements, ou ces presque événements que Barthes appelait des «catalyses», menus incidents volontairement mis en épingle et qui servent simplement à rappeler qu'un certain récit continue. Ces menus événements vivent une vie d'autant plus douillette qu'ils apparaissent dans des rubriques ne relevant pas de l'information et donc aisément soustraites au débat. Ainsi, au détour d'un reportage sur un festival de musique, *Libération* nous apprend que Jésus Christ ne s'est jamais exprimé en hébreu, langue dont on comprend ainsi qu'elle n'est arrivée au Proche-Orient que dans les bagages des sionistes. De son côté *Le Monde* offrira un feuilleton estival sur des lieux de culture palestiniens, lieux dont la visite serait non seulement justifiée mais émouvante si elle ne servait de prétexte à une sorte de Guernica culturel confrontant une soldatesque sans scrupule à une population paisible et assoiffée de culture. Israël devient non seulement l'obstacle des aspirations nationales, mais aussi l'ennemi inexorable des leçons de solfège. Le conflit israélo-palestinien oppose-t-il vraiment des soudards à des quatuors à corde ? La Cisjordanie serait-elle vraiment une abbaye de Thélème sans un État hébreu employé à saboter les arts ? Que des chargés de relations publiques l'affirment, et fournissent en passant leur site internet, c'est leur travail. Qu'une journaliste se contente d'assurer leur relais en ajoutant au passage quelques points d'exclamation et en ignorant des carrières pourtant aussi spectaculaires que celle d'un Elia Suleiman, suggère que son enquête n'a été conçue que pour assurer l'intérim estival d'un récit.

La troisième défaillance aux règles d'une déontologie minimale concerne l'utilisation des guillemets. Je rappelle que des guillemets doivent être utilisés chaque fois que l'on rapporte la parole d'autrui, et que tout énoncé sans guillemets devient *ipso facto* celui du journal. La parole des journalistes doit clairement être différenciée de celle des acteurs. Si la situation décrite est un conflit, il est encore plus impératif que la parole des journalistes ne se confonde avec la parole d'aucune des parties. Je remarque alors que le point où se rencontrent deux des grandes religions de Jérusalem est systématiquement présenté comme l'esplanade des mosquées, sans guillemets. Je rappelle que ce lieu s'appelle également «Mont du Temple», et que les deux appellations doi-

vent s'accompagner de guillemets. Je remarque de même que dans un article consacré au philologue Est-allemand Viktor Klemperer, *Libération* souligne l'antipathie éprouvée par ce dernier pour un *sionisme fanatique*. *Libération* ne met pas de guillemets. Faut-il alors comprendre que le philologue trouvait le sionisme fanatique, ou que ce fanatisme relève, pour *Libération*, d'une évidence qui ne se prête pas à discussion ? Je n'insisterai pas sur le scandale provoqué par un article du *Nouvel Obs*, où des accusations de viol, toutes fantaisistes qu'elles soient, sont relayées sans guillemets. Mais le *Nouvel Obs*, lui, a publié un rectificatif.

Autre problème, et qui est loin d'être le moins grave, celui des dérapages lexicaux. À propos de l'attaque contre le caveau des patriarches une journaliste de *Libération* juge bon d'évoquer l'histoire *rocambolesque* de Joseph et ses frères. Le mot semble mal choisi. Existe-t-il une seule tradition religieuse qui ne soit pas «rocambolesque» ? La journaliste de *Libération*, manifeste-t-elle ici son inculture ? (Thomas Mann n'est pas vraiment un auteur porté sur le *rocambolesque*) son ignorance du français ? Ou ce «rocambolesque» là est-il mûrement médité ? N'y a-t-il de même aucun antisémitisme à parler d'un «Jewish chauvinist pig» ? Ou d'un «Jehovah» (pour dire un «témoin de Jehovah») ? Les musulmans ne trouveraient-ils pas choquant que l'on désigne certains individus comme des «Allahouakbar» ? Peut-on dire, comme le fait *Le Monde*, d'un enfant qui survit à sa famille assassinée qu'il *annonce* qu'il ne peut plus vivre ? Peut-on, de même décrire les parents israéliens qui s'étreignent en pleurant à l'annonce de la mort de leurs proches dans la catastrophe du Tupolev comme se «congratulant» les uns les autres ? (*Libé* 11 oct. 2001)

Ces menus détournements du sens des mots ou des occasions où il est licite de les utiliser me semblent terriblement graves, car, tous les jours plus nombreux, ils cessent de marquer la simple inaptitude à écrire un français correct. Guillemets oubliés dans certains cas, guillemets inexorablement affichés dans d'autres, lapsus divers mais convergents. Voici une pathologie de l'imprimé qui renvoie à cette pénombre morale que Sartre appelait la mauvaise foi, à l'art qui consiste à dire les choses sans les assumer. «Ce n'est pas vraiment moi qui parle. Mais ce n'est pas vraiment quelqu'un d'autre. Ce n'est pas vraiment ce que je voulais dire. Mais ce n'est pas vraiment autre chose».

Para information, péri-information : le règne du magazine

Un dernier point : la sociologue Dominique Mehl, analyse depuis longtemps l'érosion qui se produit dans nos médias de la limite entre public et privé. Elle décrit la constitution d'un espace public qui devient en fait un espace de publicité du privé. Le débat sur des principes généraux y disparaît

au profit de la référence à des expériences individuelles. Le privilège donné à l'expérience produit alors deux effets dangereux. 1. Par leur explosion quantitative, les récits d'expérience créent des embouteillages, engorgent la sphère publique, finissent par en paralyser le fonctionnement. On cesse de penser en termes de problèmes pour penser en termes de «cas». 2. Par leurs particularités qualitatives, ils en minent les fondements. Dominique Mehl montre en effet que le statut de l'expérience est assorti de caractéristiques fondamentales. Il est impossible de dire à quelqu'un dont on n'est pas le thérapeute : «vous n'avez pas eu cette expérience» ou «vous ne souffrez pas». Ou «vous souffrez, mais pour de mauvaises raisons». L'expérience n'est pas contestable. Dès lors qu'on en fait le principe de référence d'une sphère publique, on y favorise la sympathie, ou la compassion, ou la commisération, ou l'identification. On y marginalise le débat.

L'évolution actuelle de bien des grands journaux français en direction du magazine représente alors un danger radical, un danger d'autant plus grave que la nouvelle sphère publique/privée n'hésite pas à glisser en direction du politique. Dans le cas du Moyen-Orient, ce glissement permet de mettre certains récits à l'abri de toute critique en leur offrant les niches douillettes des rubriques de témoignage. Un tel savoir faire restera-t-il limité au Moyen-Orient ? Face à la montée de ce qu'on pourrait appeler «para» et «peri-journalisme», il est peut être temps de rappeler certains principes deontologiques.

* je remercie Jacques Mousseau, Cyril Lemieux, Dominique Mehl dont les idées ou les questions ont influencé ce texte.

SOMMAIRE

2000-2002 Que s'est-il passé en France ? Shmuel Trigano	3
État des lieux au 31 mai 2002 Qu'avons nous appris des médias ? Catherine Leuchter	8
L'Agence France Presse : le récit contre les faits Clément Weill Raynal.....	51
<i>Le Monde</i> , « journal de référence » ou journal d'opinion ? Samuel Benhamou et Laurence Coulon	69
Étude de textes <i>Le Monde</i> et « les deux communautés» Yves Kanoui	84
Le conflit du Proche-Orient vu par les media pour enfants et adolescents Valérie Ktourza.....	93
novembre 2000 Le Monde, le Figaro, Libération, la place et l'image de l'État d'Israël Laurence Coulon.....	103
octobre 2000- octobre 2001. Le « repli communautaire » dans les hebdomadaires français. Shmuel Trigano	142
Les escaliers d'Odessa. Les médias français et le Proche-Orient Daniel Dayan	156